Jacques Fauvet

# HISTOIRE DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

I

DE LA GUERRE A LA GUERRE

1917-1939

LES GRANDES ÉTUDES CONTEMPORAINES

Fayard



HISTOIRE DU PARTI COMMUNISTE
FRANÇAIS

Jacques Fauvet

# HISTOIRE DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

I

DE LA GUERRE A LA GUERRE

1917-1939

En collaboration avec ALAIN DUHAMEL

LES GRANDES ÉTUDES CONTEMPORAINES

Fayard

*Il a été tiré de cet ouvrage:*
cinquante exemplaires
sur alfa numérotés de 1 à 50

*A Claude*

# Préface

*Depuis bientôt un demi-siècle que la révolution d'octobre a provoqué le grand schisme du socialisme international, peu d'auteurs ont été tentés d'écrire une histoire du parti communiste français. Outre que le sujet est vaste et mouvant, il y a sans doute beaucoup d'imprudence, sinon quelque impudence, à le traiter. Si l'auteur est communiste, son devoir est de s'en tenir aux versions officielles et parfois successives du parti, encore qu'il n'existe pas à ce jour d'histoire communiste du parti français, en dépit de promesses vieilles d'un quart de siècle et plus récemment renouvelées. Si, après avoir eu la foi, l'auteur ne l'a plus, il est porté à l'excès opposé, brûlant ce qu'il a adoré, tombant parfois d'autant plus bas qu'il était monté plus haut, considérant en tout cas le parti et son passé sous l'angle le plus aigu, quant à l'accent et à l'ouverture.*

*Plus redoutable est la situation de celui qui, n'étant ni d'un côté, ni de l'autre, n'ayant aucune attache, même intellectuelle, présente ou passée, avec le parti communiste, s'expose à n'être compris ni des orthodoxes, ni des hérétiques. Les zélateurs le jugeront bien sévère, les adversaires l'accuseront d'être trop indulgent. N'étant pas du parti, il ne peut en connaître tous les secrets. Mais s'il en avait été, l'expérience prouve qu'il ne les connaîtrait pas mieux. Le cloisonnement extrême de l'appareil interdit sans doute à l'abeille qui déserte la ruche de savoir ce qui se passe dans l'alvéole voisin. Rien n'est plus décevant que le témoignage de ceux qui ont quitté le parti à un moment ou à un autre de sa longue vie mouvementée.*

*Il n'existe qu'une « histoire du parti communiste français » jusqu'en 1939, celle de M. Gérard Walter. Elle constitue un précieux élément de référence. Mais notre propos est différent du sien. Nous avons évidemment voulu décrire l'histoire du parti mais en même temps la situer dans le cours de la vie politique française depuis la fin de la première guerre mondiale. Participant ou étranger à cette vie, le parti communiste a joué un rôle actif, passif ou... négatif qui tour à tour a été sous-estimé et surestimé, soit qu'on le considère comme une secte mineure et méprisable, soit qu'on voie en lui un corps étranger mais tout-puissant.*

*On s'en tiendra ici aux faits et aux textes. Pour ne pas alourdir l'ouvrage et la lecture, ils seront souvent allégés de leurs références. La « littérature » communiste est torrentielle et massive. Mais la politique même communiste met également en scène des hommes et on s'efforcera d'en discerner les traits et le caractère. Et l'on souhaitera que chacun lise cet essai comme il a été écrit : sans passion.*

*J. F.*

*Alain Duhamel a bien voulu se consacrer aux chapitres sur les intellectuels et le parti. Qu'il en soit ici remercié.*

Première partie

# 1917-1923 : Conflits

# 1.

## De la guerre à la paix ou une lente gestation

Le parti communiste français est né à Tours le 30 décembre 1920 à 3 heures du matin. Sa mère avait quinze ans ; son père, venu de l'Orient, terre des prodiges, était plus jeune encore. Mais lorsque la section française de l'Internationale ouvrière engendra le nouveau parti, elle était depuis longtemps, sous l'apparence de l'unité, en proie aux déchirements. Confondus plutôt que fusionnés, quatre ou cinq courants n'avaient cessé de la travailler depuis l'unification de 1905. Puis vint la guerre, cette grande accoucheuse, qui peu à peu réveilla le socialisme et le syndicalisme du rêve tourmenté de l'union sacrée. Enfin Lénine mit les fers à la Sainte Russie. L'insurrection bolchevique d'octobre, ainsi appelée bien qu'elle ait eu lieu les 6 et 7 novembre 1917 (1) avait déjà trois ans lorsque la majorité du parti socialiste français se décida enfin à rallier Moscou et la IIIe Internationale. Rarement génération fut aussi peu spontanée.

Ces deux dates — 1905 et 1917 —, ces deux origines — la tradition socialiste et la révolution soviétique —, ne peuvent être dissociées si l'on veut comprendre l'histoire du parti communiste français. Cette revolution est venue, à la faveur de la guerre, se greffer sur cette tradition ; le parti n'aurait pu naître sans le sang de l'une, ni grandir sans la sève de l'autre. Sa fidélité inconditionnelle à l'Union soviétique lui vaudra plus d'une fois la prison et l'incompréhension du plus grand nombre ; sa filiation socialiste lui permettra de s'implanter durablement dans le pays et de survivre ainsi à bien des épreuves.

*Origines socialistes.*

Si le parti communiste a été marqué dès sa naissance par une dualité d'origine qu'il n'a pu réduire à l'unité de l'être qu'en usant de moyens chirurgicaux, le mouvement socialiste a toujours été composé de tendances sinueuses et multiples qui ont survécu à chaque tentative d'unification. Il y en avait au moins cinq, plus ou moins organisées, et plutôt moins que plus, lorsqu'elles se regroupèrent en 1901, d'une part dans le parti socialiste français de Jean Jaurès et d'autre part le parti socialiste de France de Jules Guesde et Édouard Vaillant. Le premier descendait en ligne brisée des « possibilistes » dont le nom était à lui seul tout un programme — et le second était issu de la conjonction des marxistes du « parti ouvrier » et des anciens « blanquistes » (2) dont le nom rappelait à lui seul deux insurrections parisiennes. Ce sont ces deux courants, l'un réformiste et l'autre révolutionnaire, qui, au travers de mille et un obstacles, confluent dans le parti socialiste unifié, la section française de l'Internationale ouvrière, au congrès de Paris des 23-25 avril 1905.

« Parti de classe qui a pour but de transformer la société capitaliste en société collectiviste ou communiste », le parti socialiste unifié n'est pas alors un parti réformiste, mais « un parti de lutte de classes et de révolution » ; il doit « refuser au gouvernement tous les moyens qui assurent la domination de la bourgeoisie et son maintien au pouvoir, refuser en conséquence les crédits militaires... »

L'énoncé du programme, le vocabulaire lui-même donnait apparemment la primauté à la tendance la plus marxiste sur la tendance la plus anarchisante, toujours vivace chez les anciens communards et les syndicalistes et d'autre part sur la tendance la plus démocratique. En réalité l'unité n'effaçait pas les disparités. C'était sur les rapports entre partis et syndicats et surtout sur le « ministérialisme », c'est-à-dire la participation des socialistes aux « gouvernements bourgeois » que les discussions avaient porté avant l'unification. Après ce fut sur le militarisme, sur l'attitude à adopter à l'égard de la guerre. Pour les uns, et notamment Jaurès, la classe ouvrière, se confondant avec la nation, pouvait avoir à

se défendre ; pour Jules Guesde, elle avait d'abord à se saisir du pouvoir politique ; pour Gustave Hervé, elle devait se lancer dans la grève générale.

Ces mêmes discussions divisaient la C.G.T. car en dépit des protestations et des proclamations de principe, il y eut toujours un parallélisme rigoureux entre le mouvement socialiste et le mouvement syndical. Dès l'origine, l'un et l'autre ont été intimement liés, avançant et reculant en même temps, perdant ou retrouvant leur unité organique avec un synchronisme moins parfait, et concourant finalement au même but.

Plus encore qu'au parti socialiste, la question du recours à la grève générale en cas de guerre se posait donc à la C.G.T. Au Congrès de Marseille en 1908, une motion qui l'approuvait l'emportait par 681 voix contre 421. Faisant écho à l'Internationale, elle proclamait que les prolétaires n'ont pas de patrie. En 1912, une autre motion les invitait à ne pas répondre à l'ordre d'appel « en cas d'aventure guerrière ».

Deux ans après, tous les prolétaires de tous les pays rejoignaient sans broncher leur corps de troupe. Le mouvement ouvrier passait d'un coup « de la grève générale révolutionnaire sans restrictions à l'union sacrée sans réserves » (3). Mais le souvenir des discussions et des décisions tant de la IIème Internationale et de sa section française que de la C.G.T. devait provoquer plus tard d'amères déceptions et de plus profondes divisions lorsque, la guerre durant, les militants ouvriers commencèrent à réfléchir dans les usines ou les tranchées. « Seuls les prolétaires du monde, en s'unissant, peuvent écarter l'horrible cauchemar », avait encore lancé Jean Jaurès le 25 juillet. Le socialisme et le syndicalisme allaient subir une épreuve d'autant plus rude qu'ils s'étaient nourris d'illusions humanitaires.

### *1914-16*

Après l'effondrement du socialisme international et du syndicalisme révolutionnaire en 1914 « l'histoire du mouvement ouvrier se réduit ici à une protestation indi-

viduelle, là à une conférence retardée le plus longtemps possible et qu'on étouffe » (3).

Les protestataires se comptèrent longtemps sur les doigts de la main et les conférences sur deux. Peu en vue à l'époque, oubliés depuis, les premiers opposants ont pourtant leur place dans une histoire du parti communiste. Singulière destinée que celle de ces hommes en complet état de rupture morale avec leur parti, leur classe et leur pays. Premiers camarades français de Trotsky ou de Lénine, tous ne vivront et ne travailleront que pour le réveil du socialisme et la renaissance de l'Internationale ; tous accueilleront avec enthousiasme la révolution soviétique ; la plupart entreront au parti communiste ; fort peu y resteront. Mais ils avaient préparé le terrain, frayé la voie.

Beaucoup plus qu'au parti socialiste, où la résistance à la guerre et au gouvernement fut pratiquement inexistante, c'est à la C.G.T. que s'allumèrent les premiers foyers d'opposition, autour d'Alfred Rosmer, ce Romain Rolland du syndicalisme ; de Marcel Martinet, écrivain poète qui devait tôt s'écarter de la politique ; de Henri Guilbeaux, journaliste, et surtout de Pierre Monatte et d'Alfred Merrheim, qui très vite se lièrent avec Martov, leader des mencheviks et Trotsky (4).

« Blanquiste » dans sa jeunesse — il est né en 1881 — puis anarchiste, enfin syndicaliste, fondateur de *la Vie Ouvrière* en 1909, Pierre Monatte, ancien instituteur, puis correcteur, donna sa démission du comité confédéral à la fin de 1914 lorsque la confédération refusa d'assister à la conférence socialiste des pays neutres à Copenhague. Mobilisé au début de 1915, il suivra de près, ainsi que Georges Dumoulin, secrétaire général adjoint, sous les drapeaux, les soubresauts du mouvement ouvrier et fustigera de loin « la trahison de Léon Jouhaux ».

Mais la figure la plus haute, le caractère le plus intransigeant, le militant le plus combatif, polémiste et éducateur à la fois était Alfred Merrheim, secrétaire de la Fédération des Métaux. Souvent seul et incompris, il fut pendant presque toute la guerre à la pointe du combat contre la direction de la C.G.T.

Dès le 4 août, il avait été seul avec Raoul Lenoir à protester lorsque Jouhaux signa avec Charles Maurras

et quelques autres l'affiche annonçant la création du Secours National. Partout et toujours il s'en allait protestant, parlant, écrivant, répétant inlassablement : « cette guerre n'est pas notre guerre ».

C'est lui qui, du 5 au 8 septembre 1915, assiste, non loin de Berne, à la fameuse conférence de Zimmerwald où, accompagné de Bourderon, syndicaliste et socialiste (5), il fait la connaissance de Lénine. Dans une salle d'auberge au pied de la Jungfrau, Lénine, qui était depuis un an en Suisse, domine pendant quatre jours les débats et développe ses idées maîtresses sans réussir à les imposer. « Il faut, dit-il, transformer la guerre impérialiste en guerre civile », lutter contre les socialistes qui soutiennent l'effort de guerre et sont qualifiés de « social-patriotes » ou « social-chauvins », enfin préparer les voies d'une nouvelle Internationale. Lénine, qui cherche un correspondant en France, croit l'avoir trouvé en Merrheim. Mais fidèle à l'apolitisme de la Charte d'Amiens, Merrheim répugne à noyauter les organisations syndicales et au surplus la conférence refuse elle-même de suivre Lénine. C'est Trotsky qui, vivant en France et comprenant ainsi mieux les difficultés des partis des pays belligérants, rédige un manifeste plus modéré qui, signé de dix-huit délégués de douze nationalités différentes, appelle « la classe ouvrière à reprendre conscience d'elle-même... à entreprendre la lutte pour la paix, pour la paix sans annexion ni indemnités de guerre ».

Sept mois après, une nouvelle conférence se réunit à Kienthal du 24 au 30 avril 1916. Merrheim et Bourderon n'ont pu obtenir leurs passeports pour se rendre en Suisse, non plus que Marie Mayoux, de la Fédération de l'enseignement. En revanche, trois députés socialistes et pacifistes sont là : Alexandre Blanc (Vaucluse) ; Pierre Brizon (Allier) et Raffin-Dugens (Isère). Aucun d'eux n'appartient au « Comité pour la reprise des relations internationales » —, c'est-à-dire en fait pour la création d'une nouvelle Internationale — qui avait été fondée après Zimmerwald. Mais si étrangers qu'ils aient été à cette initiative et si peu représentatifs qu'ils soient de leur propre parti, les trois hommes vont par leur seule présence à cette seconde conférence permettre aux idées pacifistes, défaitistes et internationalistes de faire leur

percée au sein du parti socialiste. Déjà la première conférence avait eu un profond retentissement dans les rangs socialistes. Elle avait intéressé quelques-uns, intrigué les autres, inquiété la plupart. Elle avait en tout cas aidé l'opposition à prendre conscience d'elle-même.

De minuscule à l'origine cette opposition (6) était devenue minoritaire. Elle était même officiellement la minorité, depuis l'automne 1915. A la fédération de la Seine, elle s'était organisée autour du petit-fils de Karl Marx, Jean Longuet, d'une activité et d'une agilité verbales sans pareilles et de Pierre Laval, plus prudent mais provocant à ses heures, au demeurant plus pacifiste qu'internationaliste. Les premiers signes d'une scission apparaissaient bientôt.

Au Conseil national du 9 avril 1916, Alexandre Brizon, Ludovic-Oscar Frossard, jeune instituteur de vingt-sept ans qui, dès le premier jour, avait dit non à la guerre et surtout Paul Faure qui depuis plus d'un an menait impétueusement l'offensive à la fédération de Haute-Vienne, la première à être entrée massivement en dissidence morale, s'en étaient pris violemment aux ministres socialistes et notamment à Marcel Sembat. Ils avaient demandé que le parti socialiste répondît à l'appel que le secrétaire du bureau international, Camille Huysmans, avait lancé en vue « de redonner force et vie » à la malheureuse et moribonde Internationale.

Après Kienthal la brèche était faite. Elle ne cessa plus de s'élargir. Chaque réunion du parti et du groupe socialiste fut le théâtre d'une guérilla de la minorité contre les dirigeants et plus particulièrement contre le secrétaire général, Pierre Renaudel qui, s'épuisant en explications embarrassées, était la cible préférée de Longuet et du trio Blanc-Brizon-Raffin-Dugens.

L'année 1916 marqua ainsi un tournant, un double tournant. D'une part l'opposition au gouvernement et à la guerre s'amplifia ; d'autre part son centre de gravité passa des syndicats au parti socialiste. Elle se politisa davantage. Elle se divisa aussi. Fidèle à la tradition du socialisme français, à peine deux courants s'y dessinèrent qu'un troisième apparut. Il n'y eut plus une minorité ; il y en eut deux : les « longuettistes », pacifistes mais opportunistes et les zimmerwaldiens » (7), et bientôt trois,

une extrême-gauche se constituant autour d'un instituteur et syndicaliste parisien Fernand Loriot, qui, de défenseur de la guerre du droit et de la liberté en 1914 était devenu l'un des fidèles du groupe bolchevik de Paris. Passé en Suisse sans passeport en 1917, il y rencontrera Lénine et signera le protocole qui lui permet de traverser l'Allemagne pour gagner la Russie. Il prend avec Rappoport, Russe naturalisé et philosophe barbu, la tête du Comité pour la reprise des relations internationales où il défend les thèses de Lénine. Son étoile rouge pâlira après la mort du père de la Révolution.

Mais les « zimmerwaldiens » eux-mêmes, parmi lesquels Merrheim commençait à freiner le mouvement qui l'entraînait plus vite et plus loin qu'il ne le voulait, se trouvaient ainsi peu à peu débordés. Comme l'écrira L.-O. Frossard qui devait jouer un rôle déterminant dans la naissance du parti communiste avant de s'en détourner, « c'est la guerre qui a dévasté le socialisme, comme elle a dévasté le monde » (8). La scission était faite bien avant qu'elle fût effective.

Les souffrances d'une guerre apparemment sans fin avaient certes en quelques mois facilité le trouble des consciences, le réveil de l'action militante et l'influence croissante des pacifistes. Mais le courant eût moins sûrement débouché sur l'internationalisme révolutionnaire sans l'action violente de Trotsky jusqu'à son expulsion de France en octobre 1916 et le magistère doctrinal de Lénine avant et après son départ de Suisse.

Entre les conférences, il s'est établi une filiation qu'Alfred Rosmer a bien vue : « La première avait eu lieu à Zimmerwald, la seconde à Kienthal, la troisième devait être en fait le soviet de Pétrograd » (9).

## *1917*

La Révolution russe fut accueillie avec enthousiasme par tous les socialistes : « Les majoritaires n'étaient pas les moins fervents à l'accueillir. Ils avaient toujours ressenti quelque gêne d'avoir pour allié dans une guerre de libération, pour le Droit et la Justice, le régime le plus odieusement despotique de l'Europe » (8).

Les premières émeutes sont du 27 février, l'abdication du tsar du 15 mars, le retour de Lénine du 16 avril 1917.

Tandis que les premières mutineries et les premières grèves apparaissent en France, l'évolution est rapide au parti socialiste, plus lente à la C.G.T.

En avril, le groupe approuve l'envoi en Russie, sous le couvert de la commission des affaires étrangères de la Chambre, d'une mission de trois de ses membres.

C'est Aristide Briand, alors président du Conseil, qui l'avait demandé à son ami de longue date Marius Moutet, alors député socialiste du Rhône. D'origine russe, la femme du député avait eu comme camarade d'études à la faculté de médecine de Montpellier, Rakowsky. Lui-même avait été en relation depuis le début du siècle avec les émigrés russes, juifs notamment, vivant à Lyon. Connaissant ainsi plusieurs des acteurs de la révolution qui venait d'éclater, il était tout désigné pour se rendre auprès d'eux et les exhorter à ne pas signer de paix séparée avec l'Allemagne. Aristide Briand demanda en outre à Marius Moutet s'il pouvait se faire accompagner par Marcel Cachin, député depuis mai 1914.

Ni Briand, ni Moutet, ni même Cachin ne pouvaient se douter un instant de la portée de ce choix inspiré par le succès de la mission qu'avec Moutet, Cachin avait remplie naguère en Italie, en particulier auprès de Mussolini. En le désignant pour ce premier voyage en Russie, le président du conseil allait sans s'en rendre compte faire de lui le propagandiste le plus efficace de la Révolution russe, puis de l'adhésion à la IIIe Internationale.

Ernest Lafont, député socialiste lui aussi, dont la femme était également d'origine russe (10) s'étant joint à eux, les trois hommes gagnent la Russie en passant par l'Ecosse, la Norvège et la Suède. Reçus non sans difficultés par le Soviet de Pétrograd, ils arrivent le 1er mai à Moscou. Mais les événements ont marché, l'offensive russe réclamée par le gouvernement français a tourné court et achevé de désorganiser l'armée et le pays.

A leur retour les trois voyageurs convainquent le conseil national du parti socialiste d'envoyer des représentants à une conférence internationale qui, convoquée à Stockholm à l'instigation de Lénine, devait, les socialistes allemands présents, fixer les conditions d'une paix sans

annexions. Mais le gouvernement français refuse les passeports.

Ayant retrouvé les voies de l'internationalisme, il reste au parti socialiste à quitter celles du ministérialisme. En septembre, il refuse d'entrer dans le cabinet Painlevé et met fin à une participation gouvernementale qui dure depuis le 28 août 1914.

L'internationalisme et l'antiministérialisme étaient les deux chevaux de bataille de la minorité hostile au gouvernement d'union sacrée et aux dirigeants du parti. L'ayant emporté, les anciens minoritaires deviennent majoritaires en juillet 1918; en octobre ils conquièrent la direction du parti. L.-O. Frossard devient secrétaire général à la place de Louis Dubreuilh, qui avait défendu sans éclat l'attitude des dirigeants depuis le 2 août 1914 et Marcel Cachin enlève la direction de l'*Humanité* à Pierre Renaudel (11) qui pendant toute la guerre en avait fait une sorte de Journal Officiel des ministres socialistes et rompu des lances contre tous les minoritaires avant et après Zimmerwald.

Les syndicalistes qui avaient précédé le parti au début de la guerre le suivent d'assez loin maintenant. Toujours à l'avant-garde, la Fédération des métaux a bien voté en avril 1917 un ordre du jour sur l'aide au prolétariat de Russie. En décembre, Merrheim, fatigué, s'effraie de l'apathie des masses françaises et de la fièvre des leaders bolcheviks ; il a déjà quitté au début de l'année le « comité pour la reprise des relations internationales ». Bourderon, lui aussi, s'en retire mais il poursuit, seul, la lutte à la C.G.T. et déclare au congrès extraordinaire qui se tient à Clermont-Ferrand : « Si jamais je me trouve en face de Lénine et de Trotsky, je rougirai de honte si vous ne mettez dans la résolution une seule ligne pour la révolution russe » (12). Elle s'y trouve finalement et se retrouve, simple référence, dans la motion du XIII$^{e}$ congrès de la C.G.T. en juillet 1918.

Là aussi il faudra l'armistice, la libération des esprits et l'afflux des militants qui suit pour que la révolution russe ébranle jusque dans ses fondements le mouvement socialiste — puis, plus tardivement, syndical. Les divisions n'ont jamais cessé. Les déchirements vont commencer.

## NOTES

(1) Différence de date due à la différence des calendriers russe et grégorien.

(2) Revenus d'exil après la loi d'amnistie des Communards, les « blanquistes », parmi lesquels Vaillant, avaient fondé un Comité révolutionnaire Central d'où était sorti le parti socialiste révolutionnaire. Une « alliance communiste » essentiellement parisienne unissait le plus souvent son action avec le parti socialiste révolutionnaire et se fondit dans le parti socialiste de France. cf. *Histoire du Socialisme en France*, Paul Louis (Marcel Rivière).

(3) Alfred Rosmer : *Le Mouvemcnt ouvrier pendant la guerre*. Tome 1er (Librairie de Travail).

(4) « Tandis que Merrheim était porté particulièrement vers Martov. Rosmer et moi l'étions vers Trotsky », Pierre Monatte cité par Dolléans, *Histoire du Mouvement ouvrier* (T.I.). Marcel Martinet est mort en 1944, Monatte en 1960 et Rosmer en 1964.

(5) Bourderon est un vieux et actif militant de la fédération socialiste de la Seine qui a refusé de le déléguer à Zimmerwald, mais il est aussi secrétaire de la « fédération du tonneau », qui l'approuvera.

(6) A. Rosmer note parmi les opposants en 1914 : Amédée Dunois, Daniel Renoult, Raymond Lefebvre et le caricaturiste H.P. Gassier. Tous deviendront communistes.

(7) Au Congrès de la fédération de la Seine, à la fin de 1916, le rapport des forces est le suivant : « majoritaires : 5.238 », « longuettistes : 4.014 » et « Zimmerwaldiens : 1.333 ». Au congrès du parti qui suit, ils ont respectivement 1.595 voix, 1.104 et 233.

(8) L.O. Frossard *De Jaurès à Lénine*.

(9) A. Rosmer, Tome II.

(10) Ernest Lafont et sa femme devaient se rendre une seconde fois en Russie, pendant l'été 1920. Mais ils en furent vite expulsés à la demande de Trotsky pour avoir caché au gouvernement soviétique les informations qu'ils avaient recueillies à la mission militaire française, lors de leur passage à Varsovie et d'après lesquelles les Polonais auraient fait traîner les pourparlers de paix pour préparer une offensive contre l'U.R.S.S.

(11) Les majoritaires avaient pu conserver la majorité des actions du journal à la suite de la démarche de Marguerite Cachin faite le 31 décembre auprès du vieux communard Camélinat qui lui remit ses actions. « En descendant l'escalier, elle croisa Renaudel qui montait ». (J. Fréville. *La nuit finit à Tours*.)

(12) Ed. Dolléans. *Histoire du Mouvement ouvrier*. Tome II.

# 2.

## De Strasbourg à Tours, une difficile naissance

La fin du cauchemar déchaîne des espérances qui sont autant d'illusions. Le pays n'a pas conscience de l'effort à entreprendre pour réparer les ruines et rattraper les retards accumulés par la guerre : « Le Boche paiera ». L'inflation engendre la vie chère qui pousse à la grève. Après un bon départ — la loi de huit heures — les réformes sociales s'arrètent net devant l'agitation ouvrière (1).

Mal informée, l'opinion n'a pas davantage conscience ni même connaissance de la révolution russe. Elle ne craint pas la contagion : « le cordon sanitaire » suffira. Lorsque les élections auront lieu, en novembre 1919, l'affiche de « l'homme au couteau entre les dents » servira d'épouvantail.

Quant au pouvoir, il est fermement tenu par deux hommes forts — Clemenceau, président du Conseil puis Millerand, président de la République — qui useront malhabilement de la force pour briser avec succès les vagues de grèves, et sans succès le mouvement révolutionnaire qui avec des flux et des reflux agite la Russie.

La Chambre de gauche, élue en 1914, subjuguée par Clemenceau, n'a pas d'autres réflexes que la Chambre de droite, la plus à droite depuis 1871, élue en 1919 et stimulée par Millerand.

Socialistes et syndicalistes ne trouvent dans la situation politique, sociale, morale qui leur est créée que des motifs de passer à l'offensive, de combattre avec plus

d'ardeur, de violence, ou des raisons de rester sur la défensive, d'attendre, de douter. Dans les deux cas le champ est ouvert aux extrémistes. Sincères ou non les révolutionnaires auront beau jeu de faire valoir aux réformistes que la « collaboration de classe » ne paie pas. Ni les uns ni les autres ne se rendront compte sur le coup que la rupture de l'unité socialiste, puis syndicale, affaiblira pour des années le mouvement ouvrier.

C'est dans ce climat d'illusions que deux années décisives — la seconde surtout — vont conduire à la douloureuse naissance du parti communiste non sans qu'une dernière illusion s'ajoute à beaucoup d'autres.

### *D'une Internationale à l'autre.*

Le 24 janvier 1919, Lénine tire la leçon de la faillite de la IIe Internationale dont il n'a cessé de dénoncer violemment l'écroulement et la « trahison » depuis 1914 ; il en lance une Troisième qui prend le nom de communiste, tient son premier congrès en mars, mais ne s'organise vraiment qu'au cours d'un second en juillet-août 1920. Ainsi les socialistes du monde entier se trouvent-ils à la croisée des chemins et, plus que d'autres, les socialistes français qui, fussent-ils d'anciens minoritaires, restent sentimentalement attachés à la IIe Internationale (2). Dans le même temps l'intervention militante des alliés leur impose un autre choix : celui du soutien non plus seulement politique, mais physique de la Révolution soviétique. A l'intérieur par des mouvements de grèves que favorisent la crise économique et la vie chère mais que les divisions syndicales font finalement échouer ; à l'extérieur par des séditions militaires qui seront plus symboliques qu'efficaces mais qui marqueront longtemps, aux yeux de ses adversaires, le mouvement ouvrier.

Aux arrestations des syndicalistes minoritaires qui ont lancé les grèves répondent ainsi les poursuites et l'on trouve, ici et là, des militants encore obscurs qui font leur apprentissage d'agitateurs : Monmousseau et Midol à la C.G.T. ou de « héros » du parti : Jacques Sadoul à Moscou et André Marty à Odessa.

Collaborateur d'Albert Thomas, avocat envoyé en mission, en août 1917, à Pétrograd par le gouvernement Ribot-Painlevé, le capitaine Sadoul avait fait partie de la mission militaire du général Niessel. En réalité il fut « observateur politique » et fit du renseignement. Ayant gagné la confiance de Lénine qu'il voyait à peu près chaque jour au moment de la paix de Brest-Litovsk, il servit d'intermédiaire entre les alliés et les Soviets. Totalement gagné à la révolution, il combattit sous son drapeau et devint même inspecteur général de l'Armée Rouge. Condamné à mort par contumace le 8 novembre 1919 pour désertion à l'étranger, intelligence avec l'ennemi de l'Etat en la personne du gouvernement des Soviets, il sera arrêté à son retour en France et... acquitté le 8 avril 1925. S'il ne joua jamais un grand rôle au parti, il en fut l'une des illustrations et lui resta fidèle jusqu'à sa mort en 1949.

Fils d'un condamné à mort par contumace de la Commune, André Marty, grand diable catalan, alors âgé de trente-trois ans, était ingénieur-mécanicien à bord du torpilleur *Protet* lorsque ce bâtiment fut envoyé devant Odessa en octobre 1918. Il y fraternisa avec les manifestants lorsque les révolutionnaires s'emparèrent de la ville puis il projeta par deux fois de s'emparer de son bâtiment mais il échoua tant à Odessa qu'à Galatz où le *Protet* avait été envoyé.

Condamné à vingt ans de travaux forcés et à la dégradation militaire, le 5 juillet 1919, il sera amnistié et libéré le 17 juillet 1923. Mais se situant entre les milieux libertaires (où il a de nombreux amis) et le communisme, il n'adhérera au parti que le 23 septembre de la même année, ayant tenu jusque-là, écrit-il dans sa lettre d'adhésion, « à observer, étudier et réfléchir sur la leçon qui se dégage des événements ». Son rôle, lors des incidents de 1918-19, fut par la suite contesté d'un côté comme de l'autre. Marty n'aurait pas été à l'origine des mutineries mais s'y serait rallié.

Quoi qu'il en soit, cent deux marins et vingt-huit soldats furent jugés et parmi eux se trouvait, outre Marty, Charles Tillon, quartier-maître mécanicien sur *Le Guichen*. Cinq condamnations à mort furent prononcées, toutes furent commuées.

Le Congrès du parti socialiste se réunit au début de 1920, le 25 février, à Strasbourg. Le précédent, celui de Paris, n'avait pas consommé la rupture avec la IIe Internationale mais il avait adopté à la quasi-unanimité une motion rapportée par Paul Faure et se félicitant d'avoir fait « confiance à la Révolution russe » et de « combattre l'intervention criminelle par laquelle les bourgeoisies des pays alliés ont voulu et veulent encore l'écraser ». Entre-temps, le régime soviétique a tenu et la révolution allemande a avorté.

Renaudel, qui livre son avant-dernier combat, sait choisir son terrain. Aux nouveaux majoritaires qui pourtant font plus de propagande que d'action directe, il lance, en bon tacticien : « Vous n'avez pas les paysans avec vous. Ce n'est pas la révolution qui me fait peur, c'est son échec », tandis que Grumbach se dit sûr de cet échec à la lumière de ce qui vient de se passer en Allemagne et qu'un orateur constate désenchanté : « on a acheté à chaque démobilisé son fusil pour 250 Fr et il l'a laissé ! ».

L'argument a peu de prise parce que, loin de vouloir prendre les armes, comme l'exigerait apparemment l'adhésion à l'Internationale de Moscou (3), les majoritaires ont pour la plupart une autre idée en tête et en tout cas un slogan : « la Reconstruction de l'Internationale ». Ils commencent par faire approuver sans difficulté par 4330 mandats contre 337 le retrait de la IIe. Seuls votent contre les partisans de la reconstitution d'une internationale réunissant tels quels *tous* les partis socialistes. Le congrès va-t-il alors se prononcer pour l'adhésion immédiate à l'Internationale communiste, la IIIe ? Non. Alexandre Blanc, Loriot, alors trésorier du parti, et son groupe en sont partisans, mais non Jean Longuet ni Paul Faure. Et c'est alors qu'une faille se dessine. Certes les majoritaires affirment que la déclaration fondamentale de la nouvelle Internationale n'est pas en contradiction avec les principes essentiels du socialisme ; ils reconnaissent même que la thèse de la dictature du prolétariat est à la base de toute conception révolutionnaire. Mais ils voudraient obtenir des garanties, des garanties négociées alors que les thèses sont à prendre ou à laisser. Jean Longuet n'ignore pas par surcroît que Lénine l'a

qualifié « d'opportuniste raffiné » et ne veut pas de lui dans la nouvelle Internationale. Cet extrémiste distingué a beau crier « Vive Sadoul ! » il se heurte à plus extrémistes que lui : à Rappoport pour qui la défense nationale est « une sinistre comédie », à Loriot, seul socialiste français à avoir été admis à la réunion constitutive de l'Internationale. En vérité une équivoque est maintenue au départ par les plus aveugles, dissimulée par les autres sur la véritable nature du communisme international. Pour ne pas avoir à la dissiper les majoritaires s'arrêtent à l'idée moyenne, à l'étape intermédiaire de la « Reconstruction » qui est proposée par la fédération du Nord.

« Le parti socialiste français, déclare la motion, affirme sa volonté de travailler à la reconstitution de l'unité mondiale du socialisme, par la fusion entre tous les éléments de la IIe Internationale restés fidèles au principe de la lutte de classes et les groupements constitutifs de la IIIe Internationale ».

Ce point de vue l'emporte par 2.299 voix contre 1.621 à l'adhésion pure et simple à la IIIe Internationale et 732 à une motion Léon Blum qui, faute de mieux, s'était rallié à la motion de la Reconstruction, mais aurait voulu dans sa modération que fût supprimé le blâme pour la participation des socialistes au gouvernement pendant la guerre alors que dans une lettre Lénine s'était élevé contre « toute complaisance à l'égard des Albert Thomas, Marcel Sembat, Bracke ».

Le problème posé est clair : pour le Congrès de Strasbourg la nouvelle Internationale est à créer ; pour Lénine elle existe : c'est l'Internationale communiste.

### *Cachin et Frossard à Moscou.*

Les deux ambassadeurs, les deux plénipotentiaires que le congrès a décidé d'envoyer à Moscou vont durement s'en apercevoir. Le 9 mars, la commission administrative du parti désigne Marcel Cachin et Jean Longuet qui est finalement remplacé par L.-O. Frossard.

Rien ne préparait apparemment ces deux hommes à faire équipe.

A cinquante et un ans, Marcel Cachin, Gascon d'origine

et Breton de naissance, a déjà derrière lui une longue et honnête vie de militant socialiste qu'il a commencée dès son arrivée comme professeur à Bordeaux en 1891, où il est élu conseiller municipal en 1900, puis à Paris où il entre à l'Hôtel de Ville en 1912, et devient député du 18e arrondissement en 1914 — après avoir été élu mais invalidé en 1910 à Alès. Orateur vigoureux, vibrant et combatif, aimant la foule, il est l'un des trois délégués à la propagande de la S.F.I.O. depuis 1906. A la déclaration de guerre, un vieux fond de patriotisme remonte à la surface. Guesdiste, il suit son vieux maître et se range avec lui dès les premiers jours parmi les partisans les plus ardents de la défense nationale contre l'impérialisme allemand ; il se rend en Italie en 1915 pour convaincre le camarade Mussolini de pousser l'Italie à entrer en guerre aux côtés des alliés comme il ira plus tard à Petrograd pour exhorter Kerensky à y rester.

Le parti communiste, on le comprend, ne s'est jamais beaucoup arrêté à cette période de la vie de Marcel Cachin; il n'y est revenu qu'après sa mort. Son biographe Jean Fréville écrit : « Au début, Marcel Cachin se laissa emporter par le courant général. Le désir de ne pas rompre avec le Parti, avec la direction du journal, le sens de la discipline — « un parti ne vit que de discipline », disait Jules Guesde, et ces paroles étaient devenues pour lui une règle absolue, inviolable —, la colère que lui inspiraient l'agression allemande, l'occupation de la Belgique, l'invasion du territoire français, l'exemple enfin que lui donnait son vieux maître Jules Guesde, rallié à la défense nationale et entré dans un ministère d'union sacrée, déterminèrent son attitude » (4).

Cette attitude « jusqu'au boutiste » lui vaut pendant toute la guerre les furieuses attaques des zimmerwaldiens qui le traitent d'agent gouvernemental et « d'ultra-chauvin ». Alors même qu'une minorité hostile au gouvernement et à la guerre s'organise au sein du parti, il reste l'un des leaders de la majorité, mais il est l'un des premiers à la lâcher au début de 1917. Il « célèbre avec un enthousiasme retentissant la splendeur de la révolution russe » (4). Mais il ne se déjuge qu'en apparence car il songe alors surtout à l'utiliser contre l'Allemagne. L'ar-

mistice le libère de ce souci et Marcel Cachin dénonce violemment l'intervention des alliés en Russie.

De vingt ans plus jeune, Ludovic-Oscar Frossard a dit au contraire « non à la guerre » dès 1914, ne pouvant se résigner « aux sacrifices d'espérances qu'elle exigeait des socialistes » (5). Tandis que de Bordeaux à Paris Marcel Cachin avait accompli une carrière politique classique, Frossard avait été révoqué alors qu'il était instituteur de son village natal de Foussemagne dans le territoire de Belfort. Son enfance difficile lui a laissé une santé fragile qui contraste elle aussi avec l'allure robuste du Breton. Il est aussi sceptique et tourmenté que l'autre est sûr de lui. Mais sa vive intelligence en fait une force politique. Engagé aux côtés des minoritaires et des pacifistes au parti comme à la C.G.T., alors que majoritaire Cachin est « plus enflammé qu'aucun autre pour le salut du pays » (6) c'est pourtant lui Frossard qui fera carrière ministérielle tandis que son compagnon de route fera carrière révolutionnaire. Mais pour l'heure tous deux trouvent leur chemin de Moscou.

Les deux missionnaires ont pour mandat « d'entrer en rapport avec le Parti bolchevik russe et les organismes qualifiés de la IIe Internationale pour envisager les moyens d'aboutir au rétablissement de l'Unité Socialiste Internationale ». Ils s'apercevront bien vite qu'ils n'ont pas à poser de conditions mais à accepter celles qui leur seront infligées. Aux yeux des bolcheviks, ils font en réalité figure de plénipotentiaires d'un parti qui a trahi le socialisme pendant la guerre et d'un pays qui le trahit depuis l'armistice en combattant la révolution russe.

Le 16 juin ils sont à Moscou. Personne ne les attend à la gare ; personne ne les accueille sinon Jacques Sadoul puis un autre Français, Pierre Pascal, normalien et catholique » qui s'est donné au communisme dans un grand élan mystique » (6), et qui a fondé en août 1918 avec Jeanne Labourbe le groupe communiste français de Moscou. Le 19 enfin, Cachin et Frossard comparaissent devant le comité exécutif et se trouvent pour la première fois devant Lénine.

Marcel Cachin, puis Frossard présentent leur rapport, le premier sur la situation en France, le second sur l'adhésion à l'Internationale. Mais l'un et l'autre sont arrivés

avec des conceptions politiques et tactiques qui n'ont rien de commun avec celles de l'Internationale dominée par Lénine. Ils plaident à moitié coupables, demandent pardon des fautes de la bourgeoisie française, expliquent par la force de la réaction l'impuissance de la classe ouvrière, par l'autonomie syndicale la paralysie du parti socialiste et par l'hostilité des paysans l'impossibilité de la révolution. Leur vocabulaire lui-même tranche avec celui des bolcheviks ; la dictature du prolétariat n'a visiblement pas le même sens pour eux.

Lénine leur répond en français « d'une voix un peu grasse avec un léger zézaiement ». Il fait le procès du parti socialiste français et de sa presse ; il condamne durement les opportunistes, les réformistes — « on les fusille », dit-il. « Redoutable orateur que cet homme insensible aux vains ornements de la parole et qui, de gré ou de force, avec une raison lucide, sans en avoir l'air, en se jouant, conquiert les cerveaux comme des places fortes et, sûr de n'en pas être à l'avenir délogé, y plante sa doctrine en garnison » (6). La C.G.T., on la conquiert ; les paysans, on s'appuie sur les plus pauvres ; les réformistes, ou bien ils s'inclinent ou bien ils s'en vont...

Frossard, inquiet, désabusé, veut rentrer en France. Cachin s'y refuse. Invités à participer au Congrès de l'Internationale, ils hésitent et demandent, avant d'accepter, l'autorisation du Parti qui, réuni en Conseil national le 14 juillet, la leur donne par 2.735 mandats contre 454 pour l'envoi d'une délégation à la II<sup>e</sup> Internationale et 1.262 abstentions. Du voyage au congrès en passant par le dialogue engagé, ils sont pris dans l'engrenage dont avec le parti ils ne pourront plus sortir. Leur gauchisme sentimental ne pouvait que rompre ou capituler devant la dialectique léniniste.

En réalité, ce qui intéresse Lénine, ce n'est pas le ralliement du parti en bloc, c'est la scission. Pour lui les vrais bolcheviks ne sont pas les socialistes, même majoritaires. Ce sont les zimmerwaldiens, ceux qui ont dit non à la guerre dès 1914 et oui à la Révolution dès 1917. C'est Rosmer qui, appelé de France par Trotsky, sera le seul Français à siéger au comité Exécutif de l'Internationale. C'est Monatte et Loriot, ce dernier seul présent au premier congrès de l'Internationale et tous deux

en prison en France lorsque s'ouvre le deuxième congrès. Ce sont Jacques Sadoul avec qui Lénine travaille depuis qu'il est à Moscou, Henri Guilbeaux, condamné à mort par contumace, qu'il a connu en Suisse et Raymond Lefebvre, l'une des étoiles filantes de cette époque.

Auteur d'un beau livre de guerre, Raymond Lefebvre était plein de charme et d'ardeur. Grand blessé il avait fondé avec Barbusse l'association républicaine des Anciens combattants ; ami de Loriot il avait défendu ses thèses « défaitistes » au congrès de Strasbourg. Le visage émacié, le verbe éloquent, grandiloquent à l'occasion, il était revenu du front résolu à abattre un régime social que lui et ses jeunes camarades rendaient responsable de la guerre.

Assistant au congrès de l'Internationale où il mena la vie dure à Cachin et Frossard, participant avec Guilbeaux à la commission chargée d'élaborer les 21 conditions, il disparut en mer à son retour alors que, pour forcer le blocus, il voguait dans l'Arctique sur un petit bateau en compagnie de deux autres Français, Lepetit et Vergeat, deux syndicalistes que la minorité de la C.G.T. avait envoyés à Moscou.

Raymond Lefebvre était inséparable de Vaillant-Couturier ; « on les appelait les deux gosses », écrit dans ses Mémoires Paul-Boncour, son avocat dans le procès qui lui fut fait pour avoir écrit un méchant article sur Raymond Poincaré. Sans doute, s'il avait vécu, serait-il resté fidèle au communisme, auquel l'auraient attaché ses amitiés et sa « foi visionnaire d'un jeune Chevalier revenant de la Terre Sainte » (Romain Rolland).

Hommes sûrs ou obscurs qui aux yeux des bolcheviks ont l'insigne mérite de n'avoir jamais cédé au courant du « social patriotisme ». Hommes neufs avec lesquels il doit être possible de fonder un parti nouveau. Lénine le dit à Rosmer à son arrivée à Moscou peu après celle de Frossard et Cachin : « Il est temps, maintenant pour la minorité zimmerwaldienne qu'elle sorte du parti pour fonder le parti communiste français ; elle a déjà trop « attendu » (7).

Le deuxième congrès de l'Internationale se tient du 19 juillet au 7 août 1920. Les conditions qu'il se propose de fixer à l'adhésion à l'Internationale apparaissent exorbitantes à Frossard qui derechef veut quitter Moscou,

et même à Cachin. L'un et l'autre refusent celles qui visent les personnes, et notamment l'exclusion de Longuet à qui Trotsky reproche son « esprit petit-bourgeois » et Zinoviev sa politique réformiste. « Mais, leur dit-on, nous ne dressons pas de listes de coupables. Faites une politique nouvelle et les éliminations, dans la mesure où elles seront nécessaires, se produiront toutes seules ». Ce mot d'exclusion marque décidément la naissance comme il marquera toute la vie du parti communiste. Un communiste est un exclu en puissance.

Finalement, avant de repartir, les deux pèlerins se prononcent personnellement pour l'adhésion à la IIIe Internationale et la recommandent dans un télégramme adressé au parti à Paris le 26 juillet. Le bureau du IIe congrès, lui envoie de son côté un message qui commence par un réquisitoire — « Albert Thomas, Renaudel, Jouhaux continuent à jouer le rôle odieux de valets de la bourgeoisie » — et finit par neuf conditions dont l'une prescrit de lutter contre « les social-traîtres et chefs de la C.G.T. » et l'autre rend strictement obligatoires toutes les décisions de l'Internationale ».

Dès leur retour, Cachin et Frossard font en faveur de l'adhésion un tour de France qui commence par un meeting de dix mille personnes à Paris sous la présidence de Le Troquer. La révolution russe, dit Frossard, est « l'événement le plus formidable du siècle ». « Comme notre révolution française en 1789, elle ouvre une phase nouvelle de l'histoire humaine ; comme l'avènement du christianisme,... elle lui apporte un idéal nouveau, une foi, une morale, une discipline nouvelles... ».

Le parti socialiste a vu gonfler ses effectifs par l'afflux des démobilisés de la génération sacrifiée, des mécontents de la crise économique. Il est travaillé comme la C.G.T. mais plus profondément et plus efficacement qu'elle par l'ancien Comité pour la reprise des relations internationales et devenu le 8 mai 1919, aux mains des extrémistes, « le Comité pour l'adhésion à la IIIe internationale ». Bref les esprits sont préparés à la base, mais ils le sont beaucoup moins à la tête. Les auditoires, les jeunes (8) sont enthousiastes ; les dirigeants, les anciens, sont hostiles. Les grèves de février et de mai ont finalement échoué et émoussé la combativité déjà fort relative des

ouvriers ; elles ont convaincu les minoritaires de la vanité des mouvements purement corporatifs et de la nécessité de l'action révolutionnaire. Mais ils sont peu suivis. C'est bien la S.F.I.O. qui cette fois prend le pas sur la C.G.T.

Pendant tout l'été, les partisans et les adversaires de l'adhésion à la IIIe Internationale polémiquent dans les colonnes de l'*Humanité*. D'un côté Cachin et Frossard, Daniel Renoult qui les a défendus lorsqu'ils étaient à Moscou, Albert Mathiez et les jeunes Boris Souvarine, Juif russe naturalisé de vingt-sept ans, Vaillant-Couturier, vingt-huit, Saint-Just animé par les souvenirs de la France révolutionnaire. De l'autre Léon Blum, vigilant et vibrant ; Bracke, entêté et systématique ; Paul-Boncour, sentimental, Renaudel, inlassable ; Paul Faure, incertain, qui se retrouve avec celui qu'il a tant combattu, Marcel Sembat ; et Pressemane et Jules Guesde, le vieux maître, qui dit à Cachin et Frossard venus le visiter dans sa chambre de malade : « Des marxistes, les bolcheviks ? Allons donc. On ne réalise pas le socialisme dans le pays le plus arriéré de l'Europe intellectuellement, politiquement, économiquement. »

Entre les deux groupes, aux frontières indécises, qui se partagent le parti, Jean Longuet, qui ne désespère pas de sauver l'unité du parti et restera fidèle à la « vieille maison » jusqu'à sa mort en 1938.

Sur quoi les neuf conditions deviennent vingt et une, après avoir été dix-neuf. Il est du devoir des communistes « de créer partout, parallèlement à l'organisation légale, un organisme clandestin capable de remplir au moment décisif son devoir envers la révolution », « de mener une propagande et une agitation systématiques et persévérantes parmi les troupes », « de dénoncer, autant que le social-patriotisme avoué, le social-pacifisme hypocrite et faux », « de soutenir, non en paroles, mais en fait, tout mouvement d'émancipation dans les colonies », d'établir une organisation centralisée et « une discipline de fer confinant à la discipline militaire », « de procéder à des épurations périodiques de leur organisation, afin d'en écarter les éléments intéressés et petits-bourgeois » (9).

Ces vingt et une conditions valables pour tous les partis communistes, Frossard a affirmé ne les avoir connues

que fin septembre. Elles ont, il est vrai, été adoptées par le Congrès de l'Internationale, le 6 août, à une date où les deux pèlerins avaient quitté Moscou, et ne paraîtront dans l'*Humanité* que le 8 octobre. Mais Cachin avait participé à leur élaboration jusqu'à son départ le 29 juillet. Nul ne pouvait les ignorer mais il valait mieux les taire.

Lorsqu'elles sont connues, dans leur éclat et leur rigueur, elles relancent le débat au sein du parti à l'approche du congrès qui a été convoqué pour fin décembre à Tours. Elles alimentent surtout la contre-propagande du « Comité de résistance socialiste » fondé par Léon Blum.

## *La scission de Tours*

Le congrès du parti socialiste — le dix-huitième depuis l'unification — s'ouvre le jour de Noël 1920 salle du manège à Tours. Son siège est fait. La majorité des fédérations est favorable à l'adhésion à l'Internationale communiste en dépit — ou en raison — des vingt et une conditions dont l'un des cent délégués départementaux qui défilent à la tribune déclare qu'elles « empêcheront la III^e^ Internationale de sombrer dans la honte et le déshonneur comme y a sombré la II^e^ ».

Marcel Sembat ouvre la discussion. Sceptique sur les chances de la révolution, il est tour à tour ironique et apocalyptique ; il a « peur, terriblement peur ». Les paysans ? « Craignez de rencontrer contre vous non seulement leurs bulletins de vote mais leurs fusils ! » La bourgeoisie ? « Vous allez lui offrir un excellent prétexte pour faire éclater un conflit avec le prolétariat ». Le gouvernement ? « Vous allez lui fournir une arme redoutable pour mettre la main sur vos organisations ! ». « La répression serait plus terrible qu'après la chute de la Commune » !

Marcel Cachin s'emploie au contraire à justifier la violence qui inquiète tant Marcel Sembat. Il évoque 1830, 1848, le 4 septembre et même le 2 décembre. Il cite son vieil ami Jules Guesde. « Vous l'avez déjà exclu », lui crie Bracke. Il invoque Engels : « la violence est l'arme

avec laquelle le mouvement social fraye un chemin et brise les forces politiques pétrifiées et mortes ». Mais plus que les vingt et une conditions dont curieusement il ne dit mot, il fait l'éloge du régime et de la politique de la Russie révolutionnaire. Pour conclure, il dit, oublieux ou repentant, quelques mots sur la défense nationale qu'il ne faut pas confondre avec la défense de l'oligarchie capitaliste ». « Notre devoir, c'est de signifier à la bourgeoisie notre volonté d'aller là-bas nous mettre côte à côte avec la grande Révolution russe qui est présentement dans l'univers la forteresse essentielle contre l'impérialisme. »

Paul Faure, qui était l'un des chefs de la minorité pacifiste et internationaliste quand Marcel Sembat et Marcel Cachin étaient ensemble dans la majorité gouvernementale et patriotique, craint comme Sembat que la bourgeoisie n'amène le parti dans un guet-apens et veut savoir où Cachin entraîne le parti : « A mesure que nous faisons un pas vers Moscou, nous recevons un coup sur la figure ! » Il veut voir clair.

Lumineux et las, Léon Blum fait le 27 décembre la critique des vingt et une conditions. Ce que Cachin veut taire, ce que Frossard préfère ignorer, il n'a aucune peine à le démontrer : le nouveau parti sera un parti neuf dont la doctrine, le centralisme, la discipline, la violence, éventuellement la clandestinité, n'ont rien de commun avec le socialisme traditionnel. « Nous sommes convaincus jusqu'au fond de nous-mêmes, conclut-il, que pendant que vous irez courir l'aventure, il faut que quelqu'un reste garder la vieille maison... Malgré tout, restons des frères, des frères qu'aura séparés une querelle cruelle, mais une querelle de famille, et qu'un foyer commun pourra encore réunir » (10).

Le lendemain, Lebas prophétise, lui aussi : « Vous allez à la débâcle et au massacre ! » Il s'élève à l'avance contre l'exclusion des réformistes. Mais depuis la veille, Frossard a dans sa poche « le pistolet de Zinoviev ».

Le fameux, « l'abominable télégramme », dira Longuet, est en réalité signé par tous les membres du Comité exécutif de l'Internationale communiste dont Zinoviev n'est que le premier nommé avant Lénine, Trotsky, Boukharine et le Français Rosmer.

Le Comité de l'Internationale a pris connaissance des projets de motions ; il rejette catégoriquement celle de Jean Longuet et Paul Faure qui considèrent plusieurs des vingt et une conditions comme « contraires à l'intérêt ainsi qu'à la tradition du mouvement socialiste français, et d'une application impossible ou néfaste ». Des deux signataires, le télégramme du comité exécutif déclare : « ils ont été et restent les agents déterminés de l'influence bourgeoise sur le prolétariat... l'internationale communiste ne peut rien avoir de commun avec eux. »

L'ukase est lu au Congrès par Le Troquer, secrétaire adjoint du parti qui, personnellement « veut bien aller » à la III^e mais ne veut accepter « ni les flétrissures du télégramme de Zinoviev ni la surveillance clandestine de l'Internationale ». Frossard lui-même n'est pas d'accord avec Zinoviev ; il veut un parti où Blum et Longuet aient leur place. « Non, vous n'êtes pas des serviteurs de la bourgeoisie », s'écrie-t-il, je vous considère comme des socialistes, et je le dis... »

Un drame intérieur déchire alors le secrétaire général du parti. Venu au socialisme « plus séduit par son idéal de justice et d'harmonie que conquis par la rigueur scientifique de ses formules » ; il se sent au fond plus près de Blum que de Lénine. Mais il est dans l'engrenage (11).

Second coup de théâtre, plus inattendu celui-ci. Frossard parle lorsque, blanchie par l'âge et les prisons, la vieille militante socialiste allemande Clara Zetkin, à laquelle le Gouvernement a interdit l'accès du territoire, fait une entrée spectaculaire au Congrès qu'elle est venue saluer, en français, au nom de l'Internationale : « Camarades, il faut choisir ; il faut se séparer nettement de toutes les tendances politiques qui veulent maintenir le prolétariat dans les voies de l'ancienne politique de compromission et d'opportunisme. » Puis de disparaître aussi vite qu'elle était apparue.

« Il faut choisir ». Longuet prend la parole après Frossard : « Le moment est venu de dire si vous êtes disposés à recevoir le knout ». Vaillant-Couturier donne la réplique au petit-fils de Karl Marx : « Il y a ici des hommes avec qui nous ne pouvons plus collaborer. » Longuet est évidemment de ceux-là et comme l'unité du parti a toujours été son thème favori, en même temps que le rêve jamais

atteint de tous les socialistes, son jeune contradicteur refuse ce paradis artificiel : « il y a un moment où l'unité formelle, l'unité factice... l'unité qui n'est plus qu'une caricature, ne cache que l'assemblement relié par des ficelles trop grossières de gens qui ne peuvent véritablement plus travailler ensemble ».

La comédie que le parti se joue à lui-même depuis l'ouverture du Congrès, depuis même le début de l'année, touche à sa fin dans la nuit du 29 au 30. La décision ne fait plus depuis longtemps de doute pour personne. Ses conséquences non plus.

On vote. La motion Cachin-Frossard se prononçant pour l'adhésion à la IIIe Internationale — à trois réserves ou plutôt trois interprétations près — obtient 3.208 mandats ; la motion Longuet-Paul Faure préconisant les contacts avec les organisations socialistes ayant quitté la IIe Internationale et rejetant plusieurs des 21 conditions, 1.022. A la première peuvent être ajoutées les 47 voix recueillies par une motion Leroy, peu différente de la motion Cachin et à la seconde les 60 voix d'une motion Pressemane, variante de la motion Longuet. Il y a 397 abstentions, pour la plupart des « résistants » qui n'ont pas eu à se compter sur la motion la plus hostile à l'adhésion, celle qu'avait déposée puis retirée Léon Blum.

On chante l'*Internationale*. On crie « Vive Jaurès » à droite, et « Vive Jaurès et Lénine » à gauche. Le parti communiste est né, ou plus exactement « la section française de l'Internationale communiste » (12).

Mais avant que le Congrès se sépare et se divise définitivement, la minorité livre une ultime bataille qui va confirmer sa défaite. Une motion Mistral déclare « se refuser à procéder aux exclusions demandées par le télégramme Zinoviev et proclame sa volonté de maintenir l'unité actuelle dans le parti. » Une motion Renoult réplique et rappelle que l'adhésion « n'impose aucune exclusion pour le passé ». Le premier texte obtient 1.398 mandats et le second 3.247 ; il y a 143 abstentions.

Cette fois, c'en est fini. L'émotion est grande. Née quinze ans auparavant de l'espoir de la paix et de la Révolution, l'unité socialiste est morte, victime d'une guerre et d'une révolution. Il est trois heures du matin, le 30 décembre 1920.

## NOTES

(1) Jacques Chastenet : Histoire de la Troisième République T.V. « Le triomphe du patronat, lequel ne sait pas distinguer entre l'action des réformistes et celle des révolutionnaires, va malheureusement l'inciter à renoncer à la collaboration sociale inaugurée au lendemain de l'armistice... La chance aura été manquée d'intégrer complètement la classe ouvrière au reste de la communauté ».

(2) Le Congrès de Paris (20-27 avril 1919) avait donné 894 voix pour le maintien provisoire à la IIe Internationale, 757 pour le maintien définitif et 270 pour l'adhésion à la IIIe Internationale.

(3) « La bourgeoisie sera désarmée et le peuple muni d'armes (thèses du 24 janvier 1919).

(4) Marcel Cachin vous parle (Édit. Sociales).

(5) Hubert Bourgin. *Le parti contre la patrie.*

(6) L.O. Frossard, *op. cit.*

(7) A. Rosmer, *Moscou sous Lénine.*

(8) Jean Fréville cite François Billoux à Roanne, Raymond Guyot à Tonnerre, Georges Cogniot à Lyon, Gabriel Péri, rédacteur en chef de l'*Avant-Garde* ».

(9) Lire le texte intégral des 21 conditions en annexe.

(10) Léon Blum avait bien vu et prévu la nouveauté du parti communiste, la stricte hiérarchie, l'engagement total qu'il exigeait, le caractère de la dictature du prolétariat mais il s'est trompé sur « la maturation révolutionnaire de la société capitaliste » qui, selon lui, devait conduire à la transformation socialiste de la société. Son discours de Tours, admirable de clarté, à été publié dans la *Revue Socialiste* de février-mars 1964, suivi d'un article synthétique d'Annie Kriegel.

(11) « Me ressaisir ? Redevenir moi-même ? Invoquer pour le faire des raisons qui fussent apparues comme des prétextes ? On ne m'aurait ni compris, ni suivi. Mieux valait rester avec la classe ouvrière et, du dedans, faire tête à Moscou » écrira-t-il plus tard (*Op. cit.*).

(12) L'*Humanité* attendra le 8 avril 1921 pour substituer le sous-titre de journal communiste à celui de journal socialiste. Le parti communiste prendra lui-même définitivement ce nom en Octobre 1921.

# 3.

# De crise en crise une pénible enfance

Le nouveau parti n'a pas sept mois qu'il reçoit sa première correction des mains de Trotsky. Ce ne sera pas la dernière : lettres, messages, délégations, résolutions, venus de l'Internationale, le ramèneront ou plutôt l'amèneront dans le droit chemin, celui de Moscou. Non sans de nouveaux déchirements.

Victime du tempérament français qui se plie mal à la férule, des circonstances qui vont imposer un changement de ligne à l'Internationale communiste, le parti l'est plus encore de l'équivoque fondamentale qui a présidé à sa naissance.

Pour les uns, il n'est que l'ancien parti socialiste lavé de ses péchés de guerre, épuré de ses opportunistes. Moins que d'une naissance, il s'agit pour eux d'une renaissance.

Pour les autres, il s'agit d'un parti d'un type nouveau, accidentellement greffé sur le vieux parti socialiste, mais totalement différent, soumis à une discipline de fer et étroitement subordonné à l'Internationale.

Les premiers, qui constituent le centre du parti, veulent ignorer en fait le nouveau et double décalogue qu'ils se sont engagés à respecter en adhérant à la III$^{e}$ Internationale : ces vingt et une conditions auxquelles viendra s'en ajouter, deux ans après, une « vingt-deuxième », demeurée inconnue et excommuniant la franc-maçonnerie.

L'autre camp, qui forme la gauche du parti, n'abjure

aucun des dogmes ni des commandements de la nouvelle Eglise. Ses fidèles ne se contentent pas d'approuver ses thèses, il les appliquent. Ils ne rusent pas, ils exécutent.

Entre la gauche et le centre (et la droite) du parti, entre l'Internationale communiste et sa section française le conflit était inévitable. Il durera deux ans et s'achèvera par une nouvelle scission.

## *Première crise.*

C'est donc Trotsky qui le premier ouvre les hostilités en s'en prenant en juillet 1921 à l'*Humanité*. Un peu plus tard, c'est le comité exécutif de l'Internationale qui fait le procès de l'organisation et de la direction du parti. Enfin un nouveau message aussi impératif lui est expédié à la veille du congrès qui doit s'ouvrir fin décembre à Marseille.

Pendant cette première année de son existence le parti prend de toute évidence à la légère tant les 21 conditions posées par le IIe Congrès de l'Internationale que les 59 thèses du IIIe (juin-juillet 1921). Les articles de l'*Humanité* — plus encore ceux du *Journal du Peuple* de Henri Fabre, dont Moscou exigera rapidement l'exclusion — ne sont pas tous « rédigés par des communistes sûrs, ayant prouvé leur dévouement à la cause du prolétariat », comme l'exige la première condition. Ces journaux ne se privent pas de « faire des concessions à des écrivains petits-bourgeois, à des virtuoses de la plume journalistique pour se créer une clientèle de salons ». Bref, le propre organe du parti ne saurait être considéré comme « une organisation prolétarienne de combat ».

Reconstitué après la scission, le comité directeur (1) n'est pas composé d'hommes qui consacrent tout leur temps au parti. Il n'a ni institué le centralisme démocratique ni assumé effectivement la direction politique du parti, ni utilisé « jusqu'à la dernière limite du possible les capacités intellectuelles et physiques de ses adhérents ». Il ne s'est pas davantage préparé à la « nécessité d'une existence clandestine ». Enfin ce qui s'y dit et même ce qui s'y écrit donne à penser qu'il ne considère pas comme « obligatoires » toutes les décisions de l'Internationale

communiste. La preuve va en être donnée par le congrès national du parti et la victime en sera son intraitable délégué auprès de l'Internationale, Boris Souvarine.

Souvarine avait été avec Monatte et Loriot l'un des inculpés — tous acquittés par la suite — du procès de « complot » pour atteinte à la sûreté de l'Etat que le gouvernement avait lancé bien imprudemment après l'échec des grèves de février 1920. Membre du Comité pour la création d'une nouvelle Internationale pendant la guerre, ayant ainsi connu Trotsky lors de son séjour à Paris et conservé sa confiance, il était fort agissant à Moscou où il s'était rendu après sa sortie de prison. « Intelligent, cultivé, travailleur, il avait à la fois une ambition démesurée et un incroyable entêtement ». Ainsi, le décrit Frossard qui ne pouvait le souffrir et le soupçonnait de vouloir lui enlever la direction du parti. Ombrageux, personnel, il ne s'entendait, à dire vrai, avec personne. Bon journaliste, il était médiocre orateur.

Une campagne « antisouvariniste » s'était développée dans le parti à l'approche du Congrès de Marseille (décembre 1921). Mais à travers l'irascible délégué, elle vise en réalité l'exécutif de l'Internationale et son ingérence dans les affaires du parti. Or voici qu'à sa demande, le Congrès est invité à prendre trois décisions qui le heurtent de front.

L'orage éclate dès l'ouverture du Congrès. Rappoport lance ses foudres contre Souvarine qui n'est d'ailleurs pas venu à Marseille. Il crie à la dictature et lui reproche de prendre des « initiatives intolérables ». Frossard se plaint de son côté de vivre dans une atmosphère empoisonnée qui l'écrase et le tue. Il est pour le « désarmement des haines ».

C'est Loriot qui lit le message de l'Internationale. Première requête : un bureau de cinq membres doit être nommé au sein du comité directeur. « Je ne m'y sentirai pas en sécurité », rétorque Frossard. Il est clair, s'il ne l'était déjà, que le secrétaire général du parti ne se pliera à aucune des exigences de l'Internationale.

Deuxième demande que rapporte Amédée Dunois : les syndicats doivent être subordonnés au parti et les syndiqués soumis à sa discipline. Ernest Lafont réplique plaisamment que cela reviendra à faire diriger les ouvriers

des syndicats « par les journalistes, les avocats et les médecins qui sont à la tête du parti ».

Troisième exigence : alors que la scission de Tours a été faite par les pacifistes contre les jusqu'auboutistes, il leur est demandé tout à trac de proclamer la guerre juste et légitime pourvu qu'elle soit révolutionnaire. Les joyeux anarchistes bourgeois qui peuplent à cette époque le parti ne l'entendent pas de cette oreille et le font entendre. Victor Méric et Georges Pioch — Léo Poldès est là aussi — plaident pour l'antimilitarisme et le pacifisme intégral et s'opposent catégoriquement à Vaillant-Couturier et Rappoport.

Mais de ce qu'avait demandé l'exécutif, rien n'est décidé (2). Pis, le délégué du parti est évincé du comité directeur. Souvarine paie pour Moscou. Loriot, Vaillant-Couturier, Treint et Dunois se solidarisent avec lui et refusent de siéger au Comité Directeur. L'unité n'était plus, n'avait jamais été que de façade.

### *Une guerre d'usure.*

Le congrès de Marseille n'était pas terminé dans le tumulte — qui n'avait cessé depuis son ouverture — que le comité exécutif de l'Internationale avait pris dans le secret à Moscou une décision qui allait aggraver les divisions du parti et le conduire à de nouveaux déchirements.

Fin 1921, la révolution bolchevique passe de l'offensive à la défensive. Partout le flot révolutionnaire reflue en Europe. Fidèle à la tactique qu'il a maintes fois définie, Lénine ordonne le repli sur la base de départ que constitue l'Union Soviétique. Pour la défendre et la consolider, il faut obtenir la reconnaissance des gouvernements étrangers et pour ce faire les partis communistes doivent rompre leur isolement, réaliser « le front unique », s'entendre avec les socialistes pour faire pression sur les gouvernements.

C'est évidemment le dernier sacrifice d'amour-propre — ou de logique — que l'Internationale peut demander aux dirigeants du parti qui à peine un an auparavant ont rompu avec les mêmes socialistes à l'instigation de cette

même Internationale. A l'invitation de Frossard, le comité directeur refuse de s'y plier à l'unanimité moins une voix, celle de Rappoport et en appelle au Congrès mondial.

C'est alors pendant toute l'année 1922 une guerre d'usure entre Paris et Moscou. En janvier l'Exécutif convoque par cinq fois un représentant du parti. Personne ne vient. En février une conférence de l'Internationale confirme la thèse du front unique et se saisit de la « question française ». Rien n'est changé. En mai, l'exécutif demande l'exclusion de Henri Fabre. Nul ne répond (3). En juin Frossard, qui faisait la sourde oreille depuis plus de trois mois, se décide enfin à déférer à l'invitation qui lui est faite de se rendre à Moscou.

Fidèle à son tempérament et sincèrement désireux d'éviter le pire, le secrétaire général du parti ne cherche pas à rompre ; il compose. Il n'attaque pas, il plaide. Tout n'est pas parfait dans le parti mais cela ira mieux avec le temps. Mais il trouve en face de lui un Trotsky qui exige un « changement de route et de méthode ». Soit. Frossard accepte tout ce qu'au fond de lui-même il refuse. Il défend même Cachin en butte à la vigilante hostilité de Souvarine. A son retour, son attitude reste incertaine. Elle est faite de soumission apparente et de protestations refoulées.

Le parti est alors partagé en trois tendances : la gauche avec Souvarine, qui, avec Rosmer, jouit de la confiance totale de Trotsky, le centre avec Cachin qui avait pris la tête de la minorité à la conférence internationale de février ; et la droite avec Daniel Renoult qui avait jugé excessives les concessions faites par Frossard à Moscou.

Le secrétaire général du parti travaille, comme il l'a promis, à l'entente de la gauche et du centre. L'exécutif de Moscou lui avait dépêché en novembre 1921 un premier chaperon en la personne d'un sympathique pasteur suisse, Humbert-Droz (4), bientôt renforcé d'un personnage d'un abord plus rude mais parlant aussi bien le français, Manouilsky, fils de pope, ancien commissaire du peuple en Ukraine, qui, exilé, a vécu à Paris de 1905 à 1917 ; « homme fruste, vêtu de velours à côtes », note un délicat rédacteur du *Temps*.

En dépit de ce double patronage, l'accord ne se réalise

pas à l'approche du Congrès et Frossard menace de donner sa démission. Les médiateurs proposent que le comité directeur comprenne, à égalité avec ceux de la gauche, des représentants du centre (qui accepte) ; que la droite en soit exclue (le centre proteste) ; que la nomination du secrétaire général et celle du Directeur de l'*Humanité* soient renvoyées au Congrès mondial (le centre refuse). A la suite de Souvarine, la gauche tolérerait encore Frossard, mais ne peut souffrir Cachin. Elle veut l'écarter de tout poste de responsabilité et d'abord de l'*Humanité*. Moscou s'impatiente et finit par envoyer des instructions écrites à ses délégués et au parti lui-même. « Un parti communiste, déclare l'une d'elles, n'est pas une arène de discussions oiseuses mais l'union combative de l'avant-garde du prolétariat ». On ne s'en douterait pas à Paris.

Pas plus qu'ils n'avaient abouti avant le Congrès, les efforts de conciliation de Manouilsky ne réussirent pendant les quatre jours de débats désordonnés que le parti tient du 15 au 18 octobre 1922 à Paris. Le délégué de l'Internationale a pourtant mis beaucoup d'eau dans un vin jugé trop fort pour les Français. Il n'exige plus l'éviction de Cachin — qui pourtant préfère « le régime doux de Tours » — et son remplacement à la direction de l'*Humanité* par Amédée Dunois, mais il accepte ou plutôt il ordonne de lui adjoindre Alfred Rosmer. Refus de Frossard. Le secrétaire général et ses amis n'acceptent pas davantage la parité des deux tendances au bureau politique puisque la voix prépondérante reconnue au délégué de l'Exécutif donnerait à coup sûr la primauté à la gauche sur le centre. Bref, quoi que propose, quoi qu'impose l'Internationale, Frossard et, à sa suite, la majorité du parti, opposent tantôt des objections de conscience, tantôt des refus d'obéissance à Moscou. C'est bien là le cœur du débat : « Vous avez mis deux ans à discuter les vingt et une conditions. C'est parce que vous avez passé deux ans à discuter ce qui ne doit pas être discuté que votre parti est si malade aujourd'hui... » a lancé au congrès Manouilsky avant que le gaz s'éteigne pour lui permettre de s'éloigner, et d'échapper à la police qui surveille la salle de la Grange-aux-Belles.

Ce congrès dramatique par l'incompréhension qu'il

révèle s'achève par un quiproquo comique. Cinq exclusions sont prononcées : celle de Raoul Verfeuil qui doux pacifiste et prophète de lui-même, avait mis à la mode le mot « épuration » au lendemain de la guerre et la réclamait à tous vents contre les socialistes majoritaires ; de Pierre Brizon, « zimmerwaldien » de seconde date, celle de Kienthal, qui dirigeait l'une des feuilles condamnées par Moscou, *La Vague* ; de Henri Mayoux et sa femme, Marie, deux enseignants, fidèles dès le premier jour au Comité pour la reprise des relations Internationales et enfin de Henri Sellier, maire de Suresnes, qui avait évoqué la tradition de Jaurès pour faire le procès des 21 conditions.

« Vous venez d'exclure Jaurès », s'écrie Charles Lussy (5).

Le Congrès se réveille en sursaut — il est quatre heures du matin — croit qu'on attente à la mémoire du Tribun. « Je ne resterai pas une minute de plus ici; je refuse de collaborer avec les insulteurs de Jaurès ! « clame Frossard qui s'évanouit.

On a beau expliquer qu'il y a malentendu, qu'il s'agit seulement d'une phrase mal comprise et non d'un affront. Il n'empêche. C'est la gauche qui va en pâtir, puisque c'est elle qui requiert l'exclusion. L'incident achève de la mettre en échec. La motion du centre, qui préconise l'élection du comité directeur par le congrès en dehors de toute intervention de l'Exécutif, l'emporte par 1.698 voix contre 1.516 et 814 abstentions au texte de la gauche qui acceptait l'arbitrage et les volontés de l'Internationale : c'est-à-dire la représentation égale de la gauche et du centre au comité directeur et au bureau politique. Vainqueur, le centre réclame pour lui seul la direction du Parti. Paris, une nouvelle fois, refuse de s'incliner devant Moscou. Victoire de Frossard qui jouant de toute sa force de conviction et de séduction aura mené d'un bout à l'autre ce congrès de Paris, le second du parti, le dernier pour lui. Victoire à la Pyrrhus.

### *Verdict de Moscou.*

Moins de quinze jours plus tard, les trois tendances se retrouvent à Moscou à une conférence de l'Exécutif

élargi qui prélude, le 2 novembre 1922, à l'ouverture du 4e congrès de l'Internationale. Vingt-deux délégués du parti sont là, auxquels s'ajoutent trois représentants des jeunesses communistes, trois hommes aux destins singuliers et disparates : Gabriel Péri, Jacques Doriot et Maurice Laporte.

Cachin et surtout Frossard, qui pressentaient ce qui les attendait, avaient d'abord préféré rester à Paris et laisser la tête de la délégation du centre à « l'un des socialistes les plus avertis, les plus fins » de l'époque selon Frossard, mais des plus effacés, Pierre Dormoy, député de Paris. La délégation était partie lorsque des télégrammes impérieux appelèrent les deux récalcitrants à Moscou. Frossard s'obstine. Cachin obtempère et il emmène avec lui le secrétaire général adjoint du parti, Ker, « intelligence d'élite mais caractère flottant » au gré de son ami Frossard.

Le 1er décembre 1922, après trois semaines de travaux, le congrès adopte une « Résolution sur la question française » qu'a préparée une commission spéciale, la seule où Lénine, marqué par son attaque de mai, l'esprit ferme mais le verbe incertain, avait demandé à figurer sans que finalement il y participe.

Ce texte, ce « verdict », dit justement Gérard Walter, est une condamnation de la direction du Parti depuis 1920. Trop de bourgeois et pas assez d'ouvriers. Trop d'intellectuels et, pis, de francs-maçons.

Tout se tient. Si le parti communiste ne l'est que de nom, c'est en raison de la résistance opiniâtre « d'éléments restant liés aux mœurs et aux coutumes de la bourgeoisie ». La présence d'intellectuels — ces « révolutionnaires de salon » dit Trotsky — décourage en particulier les ouvriers d'entrer dans le parti. Aussi convient-il de procéder à une épuration qui devrait être confiée à une commission d'ouvriers « irréprochables sous le rapport de la morale communiste ».

Enfin les francs-maçons, parce que leur secte est une « institution secrète de la bourgeoisie radicale », doivent se renier ou se démettre (6). C'est avec « une grande stupeur » que Trotsky avait déclaré apprendre l'appartenance de dirigeants du parti, à commencer par Ker, secrétaire international (7) tant à la franc-maçonnerie

qu'à la Ligue des droits de l'Homme « ces machines de la bourgeoisie créées pour endormir la conscience de classe des prolétaires ».

Non seulement les maçons avaient à choisir avant le 1er janvier entre leur loge et leur parti, mais, s'ils optaient pour ce dernier, ils seraient mis en quarantaine... pendant deux ans. D'ici là aucun poste de responsabilité ne leur serait confié. Car le seul fait d'appartenir à la franc-maçonnerie « témoigne d'un développement extrêmement insuffisant de la conscience communiste et de la dignité de classe » (8).

C'est Trotsky qui avait saisi le 1er Congrès de cette résolution baptisée depuis lors « vingt-deuxième condition » puisque si elle n'avait pas été rendue publique, elle avait été votée par le IIe Congrès de juin 1920.

Le IVe Congrès fixe la composition des organismes dirigeants, et nomme deux secrétaires généraux, Frossard et Treint, et un adjoint Louis Sellier.

Enfin il est demandé aux membres du parti de faire avant la fin de l'année acte d'adhésion individuelle, de soumission aux vingt et une — ou vingt-deux conditions.

### *Démission de Frossard.*

Au jour dit, le 1er janvier, L.-O. Frossard, accompagné de H.-P. Gassier et d'Aimé Méric, se rend au siège du parti et rédige sa lettre de démission. Faisant allusion aux exclusions — aux « exécutions sommaires », — il écrit : « les incidents de ces derniers jours m'ont profondément bouleversé. J'ai fait sur moi-même le plus grand effort pour en accepter les conséquences, par discipline communiste. Je n'y parviens pas ; je ne puis en conséquence m'associer à la politique, dont ils expriment, avec un singulier relief, l'un des aspects... Hors du parti que je quitte le deuil au cœur, en toute simplicité et en toute honnêteté, je continuerai de servir dans la mesure de mes moyens le communisme et la Révolution « russe » (9). Puis Frossard franchit pour la dernière fois le seuil du 110, rue La Fayette. Méric lui avait auparavant procuré la tribune dont, perdant celle de l'*Huma-*

*nité*, ce journaliste-né avait besoin. C'était celle du premier *Paris-Soir* d'Eugène Merle.

Frossard, lucide mais faible, devait confesser plus tard qu'il n'avait jamais été communiste et n'avait jamais pu prendre au sérieux les 21 conditions. Il aspirait seulement à restaurer la tradition du socialisme humanitaire et pacifiste altéré pendant la guerre. N'y eût-il pas mieux réussi en mettant ses dons immenses au service de « la vieille maison »? Pour lui il n'y avait pas erreur sur la personne ; il y avait erreur sur le parti socialiste, où il retourne dès les élections de 1924.

Son départ avait été précédé et devait être suivi de beaucoup d'autres. Le délégué de l'Internationale Humbert-Droz s'était rendu lui-même avec Alfred Rosmer chez Marcel Cachin pour dresser la liste des rédacteurs à exclure de l'*Humanité* qui écrit : « Le parti se débarrasse d'un grand nombre de francs-maçons, d'arrivistes et de petits et gros bourgeois qui voulaient s'en servir et non le servir. Les cadres du parti s'épurent. »

La charrette était lourdement chargée d'hommes qui devaient par la suite faire d'étonnantes carrières. Un professeur : Charles-André Julien ; des journalistes, à commencer par Victor Méric et Georges Pioch et à continuer par Gabriel Reuillard, Stéphane Manier, Bernard Lecache, Noël Garnier (10), poète qui avait été l'un des trois rédacteurs chargés du compte rendu du congrès de Tours avec Eugène Frot et Charles Lussy ; des parlementaires, dont Lussy qui, ayant fondé l'éphémère union socialiste communiste avec Frossard, devait rejoindre la S.F.I.O. après les élections de 1924 ; Ernest Lafont, Henry Torrès, qui balança toujours entre le barreau et la politique, enfin des maires de banlieue, Morizet, de Boulogne ; Auclair, de Courbevoie ; Aufray, de Pantin ; Philippe, de Saint-Denis.

Cachin n'avait défendu que mollement, selon Rosmer, quelques-uns des exclus, tous amis de Frossard. N'avait-il pas cessé de « capituler sans combattre » comme l'en accusa son compagnon de route. On ne peut au moins lui contester un instinct politique assez sûr qui l'a toujours conduit dans le sens du courant. Sa vie allait aussi se confondre pendant trente-cinq ans avec celle du parti communiste et de l'*Humanité*.

### *La scission syndicale.*

Le parti venait de s'épurer et de s'appauvrir. Où allait-il trouver les cadres dirigeants qui lui manquaient, qui lui avaient toujours manqué ?

Dans son rapport présenté au Congrès de l'Internationale, Zinoviev avait dit : « C'est en dehors du parti, dans le rang des syndicalistes que nous devons chercher les éléments nécessaires au parti ». L'itinéraire qui a mené une minorité de syndicalistes au parti communiste a été singulièrement plus long, plus mouvementé, plus réfléchi aussi que celui qui y a conduit — au moins pour un temps — la majorité des socialistes. Mais il aura été finalement plus sûr. Plus long, puisque la scission de la C.G.T. a eu lieu un an après celle de Tours : en décembre 1921 et que le premier congrès de la nouvelle C.G.T.U. (unitaire) ne s'est tenu qu'en juin 1922 à Saint-Etienne. Plus mouvementé puisque pendant des mois les minoritaires des « Comités syndicalistes révolutionnaires » (C.S.R.) ont combattu avec violence par la voix, la plume et parfois le geste, les majoritaires de la C.G.T. Plus réfléchi puisque, si la majorité du parti socialiste s'était d'un coup ralliée, au moins en apparence, aux 21 conditions de l'Internationale, les minoritaires de la C.G.T., longtemps hostiles à la scission, se sont difficilement résignés à l'adhésion à l'Internationale syndicale Rouge, commençant par rejeter toute idée de liaison organique puis l'admettant mais sous réserve de l'autonomie syndicale. Plus sûr enfin était le ralliement parce qu'il s'agit d'une minorité éprouvée et consciente et qu'à la différence des socialistes passés d'un camp à l'autre, mais non d'une politique à l'autre, les syndicalistes liaient dans leur esprit le changement de politique au changement de camp. Ce qui était en cause dès 1920 à la C.G.T. n'était pas en effet seulement le ralliement et l'obéissance à Moscou que refusaient eux-mêmes les syndicalistes révolutionnaires (11) ; c'était l'orientation du syndicalisme français. Fallait-il se contenter d'une transformation sociale et d'une prise de possession progressive des moyens de production, comme le préconisait la majorité de la C.G.T., ou fallait-il animer les masses d'une volonté révolutionnaire et prendre possession des

rouages de l'Etat ? Fallait-il composer avec la société capitaliste ou la combattre ? Ainsi le véritable esprit révolutionnaire se rencontrait donc et s'éprouvait davantage à la C.G.T.U. qu'au P.C.

Ce n'est pourtant pas à l'occasion de luttes sociales que la bolchevisation, la communisation, la seconde et vraie naissance du parti va s'accomplir.

## NOTES

(1) Il comprend Alexandre Blanc, Boyet, R. Bureau, Marcel Cachin, Cartier, Antônio Coên, Amédée Dunois, Dondicol, A. Fournier, L.O. Frossard, Gourdeaux, Ker, Georges Lévy, Loriot, Paul-Louis, Lucie Leiçague, Victor Méric, Charles Rappoport, Daniel Renoult, Louis Sellier, Servandier, Boris Souvarine, Treint, Paul Vaillant-Couturier.

(2) La question coloniale, qui figure pourtant parmi les vingt et une conditions, n'est évoquée que par un jeune Annamite. Cet inconnu le sera un peu moins vingt-quatre ans plus tard : il s'appellera Ho Chi Minh.

(3) L'exclusion de Fabre fera l'objet d'innombrables mises en garde et mises en demeure de l'Internationale et sera finalement prononcée par l'Exécutif lui-même. Anarchiste plus que socialiste, journaliste abondant, polémiste intraitable il tenait encore la plume en 1964 dans *la Corrèze Républicaine et socialiste.*

(4) Né en 1891, fondateur du parti communiste, secrétaire de l'Internationale en 1921, Humbert-Droz est chargé des pays latins et devient délégué de l'Internationale en France de novembre 1921 à décembre 1923. Il devait quitter le secrétariat de l'Internationale en 1931 et être exclu du Parti communiste suisse en 1941. Il a publié en mars 1964 sous le titre « L'œil de Moscou » à Paris (Julliard) les rapports qu'il avait envoyés en 1922-23 à Zinoviev et Trotsky, chargés des questions françaises. Ce document, publié alors que ce livre était achevé, apporte de nombreuses confirmations mais aussi de nombreux détails et traits inédits sur les événements et les hommes qui ont joué pendant ces deux années un rôle dans le parti communiste français, ses discussions et ses divisions.

Né en 1883, Manouilski fera une longue carrière dans le parti communiste soviétique, l'Internationale et le gouvernement ukrainien. Il est mort en 1952.

(5) Charles Lussy, journaliste à *L'Humanité*, n'avait pas été partisan de la scission en 1920, mais ainsi que Verfeuil, il avait rejoint les majoritaires dès le lendemain même du congrès de Tours. Il devait être exclu un an après lui, en janvier 1923, et rallier de nouveau la S.F.I.O. après les élections de 1924.

(6) « Obligation qui écarte du parti communiste M. Anatole France et Mme Séverine », écrit *Le Temps* du 4 janvier 1923. Mais au témoignage de Marcel Cachin rapporté par Henriette Psichari (Des jours et des hommes), A. France, s'il « avait adhéré au communisme » n'avait pas donné son adhésion en bonne et due forme au parti lui-même.

(7) Professeur d'enseignement technique, il avait adhéré au parti socialiste dès son retour du front. A Tours, il était entré dans le premier comité directeur du parti communiste. Frappé comme franc-maçon, il cesse d'être

à la fois secrétaire général adjoint et secrétaire international. Le parti l'utilisera cependant dans la Ruhr en janvier 1923. Mais il mourra en juillet de la même année, à trente-sept ans.

(8) Le texte de la résolution a été publié par Guy Vinatrel dans « *Communisme et franc-maçonnerie* » (Les Éditions continentales).

(9) En fait, Frossard — dont Humbert-Droz dit, dans son rapport à Zinoviev, que la démission est le résultat d'un « long processus d'éloignement » — ne servira pas le communisme et s'en écartera de plus en plus ; il fera carrière parlementaire à partir de 1928 puis carrière ministérielle de 1935 à 1940. Nommé par Pétain au Conseil national de Vichy, il refusera d'y siéger et mourra en février 1946.

(10) Noël Garnier devait par la suite faire de la politique avec Sabiani à Marseille.

(11) En juin 1921, deux des quatre minoritaires envoyés à Moscou, Tommasi et Hélène Brion, avaient accepté la liaison organique avec l'Internationale syndicale rouge. Ils furent désavoués à leur retour. Racamond, Monmousseau, Monatte étaient alors eux-mêmes pour l'autonomie syndicale.

## 4.

# Les intellectuels pacifistes

Né pendant la guerre et contre elle, le communisme se confond d'abord dans l'esprit des intellectuels avec le pacifisme. L'un et l'autre eurent donc les mêmes parrains : Anatole France et Romain Rolland. Certes, jamais ils n'adhérèrent au Parti, ni ne prirent part directement à l'action politique. Leur socialisme restait humanitaire, pacifiste et idéaliste. Ils connaissaient mal le marxisme et ignoraient le matérialisme dialectique. Mais ils applaudirent la révolution russe, dénoncèrent l'intervention des alliés, accueillirent plus tard avec sympathie le jeune Parti communiste. Leur patronage était un peu lointain, mais leur crédit était précieux.

De sa retraite en Suisse, Romain Rolland s'était mis « au-dessus de la mêlée » dès 1914, indifférent aux attaques, aux insultes lancées de France. Lorsqu'en mars 1918, il publia *Pour l'internationale de l'Esprit*, Henri Massis, qui déjà avait écrit en 15 *Romain Rolland contre la France*, prit l'initiative d'un manifeste du parti de l'Intelligence ; il y déclarait la guerre « à ce bolchevisme, qui dès l'abord s'attaque à l'esprit et à la culture, afin de mieux détruire société, nation, famille, individu ». Manifeste et contre-manifeste restent sans lendemain.

Anatole France, lui, avait gardé un silence résigné. Il vécut solitaire lui aussi, dans sa maison de la Béchellerie près de Tours. A Henri Massis qui lui rend visite, il dit : « tous les jours, de tous les coins du monde, je

reçois des lettres où l'on me presse d'intervenir en faveur de la paix... non, non, ce n'est pas possible... Il faut une bonne fois en finir... Je jette tout cela au panier ».

Un premier écho au pacifisme avait tout de même retenti en France : *Le Feu*, de Henri Barbusse, qui parut en 1916. Témoignage réaliste et violent d'un combattant du front, il agit plus sur l'opinion que les exhortations de Romain Rolland. Barbusse y gagna, sans qu'il l'eût recherchée, une autorité morale qui lui permettra de jouer un rôle important en faveur du parti communiste.

Avec son aide et la bénédiction d'Anatole France et de Romain Rolland, Raymond Lefebvre et Paul Vaillant-Couturier fondent, en 1917, l'A.R.A.C., dont le premier Congrès se réunira en septembre 1919 à Lyon. Comme Barbusse, leur aîné, les « deux gosses » viennent de la bourgeoisie protestante ; comme lui, ils sont amenés au communisme par la guerre. Ils ont adhéré au Parti Socialiste en 1916 et, jeunes soldats, ils ont couru de grands risques en distribuant des tracts et des journaux antimilitaristes. Sous leur influence, le Congrès de l'A.R.A.C. condamne la S.D.N., « son verbiage, son utopie pacifiste », et adresse un message d'amitié à la IIIe Internationale.

L'un et l'autre appuient sans hésitation l'adhésion du Parti Socialiste à la IIIe Internationale. Au Congrès de Strasbourg, Lefebvre fait scandale en accusant violemment au nom de la génération massacrée les dirigeants d'avoir trahi la classe ouvrière. Il part pour Moscou, assiste au IIe Congrès de l'I.C. et intervient pour affirmer que le Parti Socialiste français est, dans l'état où il se trouve, presque entièrement inutilisable. C'est en revenant du Congrès qu'il disparaît en mer, au large de Mourmansk, dans des circonstances inconnues (1).

Drieu la Rochelle, qui avait été son ami à l'Ecole des Sciences Politiques, fit un portrait minutieux de ce jeune précurseur enthousiaste et intransigeant, la première en date des « grandes figures » dont on raconte l'histoire aux nouveaux inscrits du Parti : « ...il y avait une force authentique dans ce garçon : front bossu, nez coupant, regards meurtris, lèvres minces, dents pointues, mâchoires métalliques.

« Son masque était bizarre. Cette attention qu'il accrochait inévitablement, il avait désiré la retenir à jamais.

Il avait fait de toute sa personne un objet de curiosité, d'étonnement en déformant son corps selon les inflexions de son visage...

Tout en lui était action. Ses lectures, ses conversations, ses loisirs même, tout était gouverné par l'urgence de former une unité de caractère, de doctrine... ».

Paul Vaillant-Couturier, élu député de Paris le 16 novembre 1919, se montre aussi passionné et exigeant que son ami. Au Congrès de Tours, il prend durement le « juste milieu » à partie. Il est éloquent et ses coups portent. Sa jeunesse et son talent l'imposent comme le chef de file des nouveaux venus, pour qui la guerre était aussi le commencement de l'âge adulte.

Mais c'est autour de Barbusse que se réunissent les intellectuels favorables à la Révolution bolchevique : en mai 1919, il rédige un appel les invitant à former une « Internationale de la Pensée » et fonde avec l'appui d'Anatole France le groupe, la revue, puis l'hebdomadaire : *Clarté.*

Au Comité Directeur, Georges Duhamel et Jules Romains siègent à côté de Paul Vaillant-Couturier, de Raymond Lefebvre, d'Anatole France et d'Henri Barbusse (2). Le ton est littéraire : les collaborateurs pacifistes, hostiles au Traité de Versailles, défendent la IIIe Internationale. Mais ils s'en prennent surtout à la droite littéraire. Quand Marcel Proust obtient le Goncourt pour : *A l'ombre des jeunes filles en fleurs* ; à la fin de 1919, R. Lefebvre critique sans aménité « cette façon de métaphysiquer sur de la lingerie, de philosopher sur des frasques ». Il est aussi cruel pour les écrivains de la N.R.F. « trop intellectuels pour ignorer leur temps, trop timides pour le dompter, trop délicats pour s'y plaire ».

Romain Rolland lui-même n'est pas épargné. En 1920, *Clarté* attaque d'abord ses disciples et le style résolument idéaliste de leur pacifisme. Rolland défend les siens et polémique avec Barbusse : « Je ne combats pas une raison d'Etat pour en servir une autre », affirme-t-il dans une première lettre ouverte en décembre 1921. Barbusse lui reproche d'avoir l'esprit trop bourgeois. Rolland est piqué au vif et s'explique longuement dans une seconde lettre : « Reléguer parmi les bourgeois l'interlocuteur avec qui on n'est pas d'accord est un procédé commode

mais trop oratoire... ne cherchons pas ici à faire vibrer la corde du chauvinisme prolétarien (il ne vaut pas mieux que le chauvinisme nationaliste). La Révolution n'est pas la propriété d'un Parti... ». Le doux et profond auteur de *Jean-Christophe* n'a décidément pas l'étoffe un peu rude d'un communiste.

Barbusse lui reproche d'ailleurs de rester en dehors du mouvement prolétarien. Mais lui-même ne s'y intègre pas facilement (3). Les jeunes communistes acquièrent une influence propondérante à *Clarté*. Barbusse voudrait préserver son autonomie. A la fin de 1923, dérouté par l'intolérance croissante de ses collaborateurs, il quitte la Revue. Les lecteurs ne s'adaptant pas mieux que le fondateur, le tirage baisse. C'est au tour d'Anatole France d'être critiqué. Le patriarche de la gauche française, pourtant revendiqué par *l'Humanité*, ne trouve pas grâce. A sa mort en 1924, il est présenté comme un social-démocrate et un humaniste impénitent ; l'audience de *Clarté* subit le contrecoup de ces condamnations répétées. Il lui faudra une autre guerre pour s'en remettre.

## NOTES

(1) Voir page 31.

(2) Romain Rolland, Georges Duhamel et Henri Barbusse sont chargés de rédiger un appel, un de plus, pour convoquer un Congrès International des Intellectuels : leur projet ne se réalisera pas.

(3) Barbusse n'a adhéré au parti qu'en 1923 bien qu'il en ait été le défenseur et le propagandiste dès 1920.

## Deuxième partie

# 1924-1931

# Combats

Trois ans après la scission de Tours, six après la révolution de 1917, où en est le parti communiste en France ? Il n'a ni chef, ni organisation, ni tactique, ni combativité.

Frossard parti, le secrétariat général passe automatiquement à Albert Treint, « le capitaine Treint », qui lui avait été adjoint au congrès de l'Internationale. C'est un inoubliable gaffeur, inventeur, parmi d'autres, de la formule « plumer la volaille socialiste » (1), but qu'il assignait au Front unique et que le parti allait s'entendre reprocher jusqu'à la fin des temps. Membre du comité directeur depuis la scission, il était chargé de la propagande. Tenu en grande estime par Trotsky, il a été du clan Souvarine contre Frossard, puis, contre Souvarine, il épousera bientôt la hargne de Moscou. Autoritaire sans autoritarisme, ce « capitaine » fait mentir le mot ; il n'a rien d'un chef. Il ne s'entend avec personne et n'a, par surcroît, aucun sens de l'organisation alors qu'il prétend centraliser à l'excès le parti.

Le parti communiste a conservé l'organisation du parti socialiste. Alors qu'il lui est demandé d'être ouvrier avant tout, il continue de grouper ses adhérents non là où ils travaillent mais là où ils habitent. Ses fédérations épousent les limites des départements et les sections celles des localités. Les entreprises sont délaissées alors que c'est là, et là seulement, où l'ouvrier peut être enrôlé, encadré, endoctriné. Comme dans le même temps les petits-bourgeois sont mis à la porte, les effectifs tomberont de 130.000 au lendemain de Tours à 55.000 en 1923.

# 1.

## La Ruhr et le Rif

C'est dans ces conditions, les pires, que le parti va prématurément connaître, si l'on peut dire, l'épreuve du feu, forger ses cadres tout en voyant fondre ses troupes qui ne suivront pas. Il y gagnera enfin ses galons de parti révolutionnaire et surtout internationaliste, méritant non plus les blâmes mais les félicitations de Moscou.

Le 11 janvier 1923, à 9 h. 30, les troupes françaises entrent à Essen et occupent toute la région entre cette ville et le Rhin. C'est l'affaire de la Ruhr.

La veille, au matin, la police a arrêté le « Capitaine » Treint, Gourdeaux, Georges Marrane, qui vient de succéder à Georges Pioch comme secrétaire général de la fédération communiste de la Seine, Gaston Monmousseau, Charles Pietri et un autre syndicaliste, un postier, Joseph Lartigue, qui tous étaient revenus le 9 d'Allemagne mais étaient passés entre les mailles à leur arrivée à la gare du Nord.

Dans la soirée, sont cueillis en gare de Saint-Quentin Sémard, Jules Massot, membre du comité directeur et un syndicaliste, Joseph Jacob. Le même jour, et pour la première fois depuis sa fondation, l'*Humanité* fait l'objet d'une perquisition.

Restait Marcel Cachin. Revenu lui aussi d'Allemagne, mais quarante-huit heures après, il est ponctuellement à son banc de député le 11 janvier à 15 heures lorsque s'ouvre la séance de la Chambre des Députés. « Les Allemands ne doivent pas siéger ici. Pas de traître ici ! »

tonitrue Léon Daudet en le montrant du doigt. Le 18, la Chambre bleu horizon lève par 374 voix contre 143 l'immunité parlementaire du député communiste qui se retrouve deux jours après à la Santé. Entre-temps Louis Ker (2) a été arrêté, ainsi qu'à Strasbourg, Charles Hueber qui, lui aussi, avait été à Essen à la veille de l'occupation de la Ruhr.

De quoi sont-ils accusés ? D'avoir participé, le 22 décembre 1922, à la création d'un « Comité contre l'impérialisme et la guerre » qui a publié un manifeste affirmant notamment : « l'occupation est un crime contre le prolétariat franco-allemand » ; d'avoir organisé le 3 janvier à la Maison des syndicats un meeting « contre la guerre et le Traité de Versailles » ; d'avoir surtout conféré les 6 et 7 à Essen avec les représentants de plusieurs partis communistes — mais non celui de l'U.R.S.S. — en vue d'arrêter une attitude commune à l'approche de l'occupation imminente de la Ruhr.

### *Le procès Cachin.*

Dans la requête, émaillée d'erreurs, demandant la levée de l'immunité parlementaire de Marcel Cachin, le procureur général avait fait état de deux déclarations : l'une de Treint ; l'autre, fausse, de Cachin.

Au meeting du 3 janvier, l'ineffable capitaine avait lancé : « il y a l'armée rouge qui est une armée de classe au service du prolétariat tout entier. Si une révolution éclatait en Allemagne, le rôle de cette armée ne serait pas de rester l'arme au pied. Et si les soldats rouges venaient sur les bords du Rhin, c'est nous-mêmes, camarades, qui irions leur ouvrir les portes de nos villes et les saluer au nom de tout le prolétariat de France ».

Au meeting d'Essen, écrivait également le procureur, « Cachin aurait exhorté les masses ouvrières allemandes à se montrer courageuses et à livrer le bon combat contre les troupes françaises d'occupation et par tous les moyens possibles ». « C'est une infamie », s'écrie le député lorsqu'il lit la requête qui, de ce fait, le rend coupable d'attentat à la sûreté intérieure et extérieure de l'Etat.

En toute cette affaire, et pendant le débat, le parle-

mentaire se tient sur la défensive. Le comité ? Son but est de « rechercher les moyens de défendre la classe ouvrière » et non, comme le soutient le procureur, « de s'opposer par tous les moyens aux opérations éventuelles que pourrait prescrire le gouvernement français pour assurer l'exécution des stipulations du traité de Versailles ». Le meeting du 3 janvier ? Son objet était simplement d'appeler « l'attention sur les dangers de guerre de plus en plus menaçants », et le député se garde de citer son camarade Treint.

Quant au manifeste de la conférence d'Essen, il n'invitait pas les ouvriers allemands à lutter contre les troupes françaises. « Votre ennemi, disait-il, n'est ni le soldat, ni l'ouvrier, ni le petit paysan français qui, comme vous, sont des exploités et des victimes de la bourgeoisie. Votre devoir urgent, c'est la lutte contre la bourgeoisie de votre pays qu'elle soit aryenne ou juive... ».

Marcel Cachin lime les phrases, arrondit les angles, baisse le ton, bref plaide non coupable, tant et si bien qu'à la fin du débat un député de droite, M. Kempf, s'écrie : « Cachin a la frousse ».

L'exclamation provoque un pugilat général : Renaud Jean est pris aux cheveux, le prince Murat donne et reçoit des coups. De mémoire de parlementaire, la Chambre n'avait pas offert pareil spectacle depuis Boulanger ou l'Affaire Dreyfus. D'autres devaient suivre plus tard.

Pour la première fois, mais non la dernière, apparaît l'équivoque fondamentale de l'action du parti communiste et, partant, des tentatives de répression. Parti, il défend et diffuse des idées ; parti révolutionnaire, il doit, à un moment ou à un autre, passer aux actes. Mais où se situe la frontière entre les unes et les autres ?

Le comité, avait conclu le procureur général, a tenté d'entraîner le prolétariat à la trahison d'abord, à la révolution ensuite. Dans un pays en guerre, — mais il ne l'était plus —, la révolution commence toujours par la trahison, et le parti n'avait fait qu'appliquer — timidement — la quatrième condition de 1920 : « le devoir de propager les idées communistes implique la nécessité absolue de mener une propagande et une agitation systématiques et permanentes parmi les troupes ».

Mais en fait ni les ouvriers allemands, ni les ouvriers

français ne se soulevèrent contre leur bourgeoisie. Les uns attendaient-ils que les autres montrent l'exemple ? Pour que les soldats français refusent d'occuper l'Allemagne, il eût fallu la révolution en Allemagne et inversement la révolution n'était possible que si les camarades français commençaient. Les hyperboles des manifestes, des articles et des discours ne devaient pas réussir à mobiliser les prolétariats fatigués et sceptiques des deux pays. La fin de la résistance passive dans la Ruhr survient en septembre alors que les prisonniers de la Santé ont déjà bénéficié d'un non-lieu (3) ; ils n'ont même pas trouvé de juges.

Siégeant en cour de justice, le Sénat a bien été saisi le 24 mai 1923. Mais par 143 voix contre 104 (4), il s'est vite déclaré incompétent et a renvoyé la procédure « à qui de droit », c'est-à-dire à personne. Le lendemain deux inculpés qui étaient restés en prison étaient libérés ; Gabriel Péri, accusé d'avoir voulu « détourner des militaires de leur devoir d'obéissance » dans deux articles du *Conscrit*, se barricada dans sa cellule et refusa d'être élargi, si ne l'était son dernier compagnon de la Santé, un député communiste allemand, Emile Hollein, qui avait été arrêté pour avoir parlé dans un meeting le 17 mars.

Premier du genre, ce procès à grand spectacle a été un four. L'accusation a fait long feu et ce ne sera pas non plus la dernière fois. Une tradition s'établit.

La consigne d'agitation au sein de l'armée d'occupation, et plus particulièrement dans les rangs des sous-officiers, devait avoir plus d'effet et donner lieu à de nouveaux coups de filet. Les dirigeants des jeunesses communistes y font leur apprentissage d'agitateurs. L'un d'eux, Henri Lozeray, est arrêté, incarcéré pendant un an, puis condamné à dix ans de prison mais amnistié à quelques mois de là, et l'autre, qui échappe aux poursuites, devait s'illustrer davantage dans la lutte contre la guerre du Rif ; il s'appelait Jacques Doriot.

*Le télégramme à Abd el-Krim.*

Le 10 septembre 1924, alors que les troupes d'Abd el-Krim menacent de jeter celles de Primo de Rivera à

la mer. Pierre Sémard, secrétaire du parti et Jacques Doriot, secrétaire des jeunesses communistes, saluent dans un télégramme de félicitations adressé au chef des Rifains « la brillante victoire du peuple marocain sur les impérialistes espagnols ». Ils espèrent « qu'après la victoire définitive sur l'impérialisme espagnol Abd el-Krim continuera, en liaison avec le prolétariat français et européen, la lutte contre tous les impérialistes, français compris, jusqu'à la libération complète du sol marocain. Vive l'indépendance du Maroc ! Vive la lutte internationale des peuples coloniaux du prolétariat mondial ».

Le 30 septembre, les jeunes communistes de France et d'Espagne qui ont créé un comité d'action lancent un manifeste aux « camarades soldats » des deux pays et les exhortent à « fraterniser avec les populations opprimées du Maroc ».

Ces deux textes, qui ne sont pas clandestins, puisqu'ils sont publiés dès le lendemain par la presse communiste, ne provoquent sur le moment que peu d'émotion. La France qui depuis le printemps prépare l'offensive — sous le couvert de la défensive depuis que le gouvernement de cartel des gauches est au pouvoir — n'est pas encore en guerre contre Abd el-Krim. Pourtant le télégramme lu par Franklin-Bouillon à la séance du 9 décembre alimente la grande peur qui se saisit tout à coup de la presse et du Parlement. Quelques jours auparavant, des échauffourées avaient eu lieu sur le passage des bannières communistes lors du transfert de Jaurès au Panthéon et une bagarre avait ensanglanté une grève à Douarnenez. Sous « la pression d'une certaine opinion », dira Renaudel, le gouvernement de cartel avait réagi et la police avait lancé une opération à grand spectacle : elle avait perquisitionné à l'école Lénine à Bobigny et découvert des documents sans grand intérêt sur la politique du parti dans les affaires coloniales : Maroc, Tunisie, Syrie.

L'enfant terrible du parti, Jacques Doriot, grand gaillard et grand braillard de vingt-six ans, ne manque aucune occasion de faire un éclat. A la commission des affaires étrangères on le voit couvrir de notes d'innombrables feuillets chaque fois que le chef du gouvernement vient y faire un exposé secret. On s'en étonne ; il lâche qu'il ne se considère « comme lié par aucun engagement

vis-à-vis du président du conseil et de l'Etat français ! »

Il semble que l'opinion, la presse et les parlementaires découvrent enfin le parti communiste. C'est dans une atmosphère de crainte, de suspicion, de propagande et de contre-propagande qu'au début de 1925 Lyautey va lancer son offensive contre Abd el-Krim et que le parti va lancer la sienne contre la guerre du Rif.

Bataille de discours violents et de longs manifestes plus que d'actions pratiques et de manifestations massives. Bataille de discours où se distingue Jacques Doriot : le 4 février. « C'est par milliers que les soldats français et indigènes tombent par la folie de leurs généraux » (5) et le 27 mai : « Demain les soldats... tendront une main fraternelle à ceux que vous appelez des ennemis. Ils vous imposeront la paix » (6). Bataille de manifestes où, un ton en dessous, apparaît au premier plan un nouveau venu, Maurice Thorez, qui à cette occasion quitte son Nord natal où il est secrétaire régional du parti pour Paris où après un détour par Moscou il devient président du « Comité Central d'action contre la guerre du Rif ».

Doriot, Thorez. Dans cette guerre à la guerre les deux hommes s'opposent autant par leur tempérament que par leurs fonctions. L'un, tout de feu et de sentiment, semble être délégué aux provocations, au moins verbales, où il se complaît ; l'autre, tout de froideur et de raison, se voue aux propositions d'unité car il apparaît tel qu'il sera toujours, inlassablement, le partisan du front unique.

Mais les socialistes restent sourds aux appels des communistes bien que progressivement ils en soient venus à partager leur hostilité à la guerre surtout lorsqu'en juillet celle de Syrie viendra s'ajouter à celle du Maroc. Les masses se dérobent elles aussi ; bien que sentant les ouvriers et paysans peu sensibles, sinon hostiles, à l'antimilitarisme, le comité central, et l'on reconnaît là la marque de son président, a quelque peu modifié les motifs d'unité et de propagande. On ne crie plus seulement « A bas la guerre du Maroc » mais aussi « A bas les impôts Caillaux » ! Et la déclaration du comité central d'action propose « cessation immédiate des hostilités, évacuation militaire du Maroc, le Maroc aux Marocains.

Contre l'inflation. Pour la stabilisation aux frais des capitalistes. Pour l'échelle mobile et le salaire-or.

Guerre de manifestes plus que de manifestations. La grève de protestation du 12 octobre 1925 n'est pas un succès, sauf dans la banlieue parisienne ; un ouvrier est tué à Puteaux et Doriot, qui a frappé un agent, est envoyé à la Santé. Il faut se rendre à l'évidence : la guerre du Rif n'est pas impopulaire et Pierre Sémard le sait lorsqu'il écrit : « Ainsi beaucoup de ceux qui souhaitent la défaite de l'impérialisme français craignent également la victoire d'Abd el-Krim, qu'ils accusent d'être un chef réactionnaire et un violent dictateur. Ils ne comprennent pas encore que la première étape vers la libération des peuples coloniaux et semi-coloniaux est le triomphe d'un mouvement à caractère national... » Ce mouvement affaiblit l'« impérialisme » ; il est donc l'allié du prolétariat de la métropole en lutte contre les mêmes exploiteurs capitalistes. Bref, l'ennemi de nos ennemis est notre ami. Mais il n'y a pas que les masses qui ne le comprennent pas ; il y a aussi les chefs du cartel. « Ainsi, s'exclame un jour Edouard Herriot, à l'adresse des communistes, quand il s'agit de nos colonies, vous, internationalistes, vous essayez de susciter le nationalisme ! Ce n'est pas être internationaliste que d'être antifrançais, de prendre parti toujours contre la France ! »

La répression s'abat à la fin de l'année sur les membres et les dirigeants du parti. En novembre, selon son secrétaire général Pierre Sémard, on dénombrait 165 militants emprisonnés, 263 poursuivis, 320 années de prison, 45 de bannissement, 26.833 francs d'amende distribués. Maurice Thorez est condamné à 14 mois de prison.

## NOTES

(1) Au Congrès des secrétaires fédéraux du parti du 22 janvier 1922. C'était sa façon de concevoir le front unique.

(2) Il choisit pour avocat Louis Noguères et Monmousseau, Henry Torrès.

(3) D'autres inculpés avaient rejoint la première charrette : Henri Delfosse. Marius Paquereaux, Pierre Provost, Béron, Marie Guillot, tous accusés comme Cachin et ses compagnons « d'avoir pratiqué des machinations et entretenu des intelligences avec des agents d'une puissance étrangère pour l'engager à commettre des hostilités envers la France ». Étaient également inculpés Vandeputte, gérant de *l'Humanité* et Louis Sellier qui assurait le secrétariat général du parti en l'absence de Ker. Enfin pour incitation de militaires à la désobéissance, avec Gabriel Péri, il y avait Maurice Laporte, Henri Lozeray, Roger Gaillard, Raymond Marais, Raymond David, Ahmed Bourala, Simon, Péju, Houel et Schmidt.

(4) Un conseil de cabinet se réunit aussitôt. Jugeant que la décision des sénateurs entravait sa lutte contre les menées communistes, le président du conseil R. Poincaré, alla porter sa démission au Président de la République, A. Millerand qui la refusa. La crise ministérielle avait duré une heure.

(5) « Le discours eut un écho mondial. Il fut traduit en arabe par les chefs de certaines tribus dissidentes et par Abd el-Krim », note froidement Pierre Sémard (La guerre du Rif, Librairie de *l'Humanité*, 1926.)

(6) Autre discours le 9 juin où il lit une lettre de Vatin-Pérignon, chef du cabinet civil du maréchal Lyautey à son neveu Pierre Lyautey. Dans cette lettre du 25 mai tombée dans les mains du parti, on lit notamment : « Il est un point bien certain, c'est que le maréchal est entièrement, effectivement et matériellement d'accord... Quant aux personnalités Herriot-Boncour, la liaison est assurée. Blum, comme tu le dis, est au courant par Berthelot et cette liaison ne peut que se resserrer... Un article dans la *Dépêche de Toulouse* serait excellent... Charge-toi de Romier, Bainville, Simond... que des « messieurs comme eux donnent l'exemple aux « freluquets ». Ce n'est pas le moment de « giberner », c'est celui de se « taire » et de « tenir ».

## 2.

# La bolchevisation. Les élections

L'insuccès de la campagne contre l'occupation de la Ruhr et celui déjà plus relatif de l'agitation contre la guerre du Rif illustrent la double faiblesse dont le parti souffre alors et prend conscience : défaut de structure interne et défaut de liaison avec les masses. L'un ne va d'ailleurs pas sans l'autre : de la base au sommet, le parti n'est pas organisé.

Les seules actions qui aient réussi dans les affaires de la Ruhr et du Rif ont été ou seront dues aux cellules de régiment et aux jeunesses communistes qui les ont animées.

Quant à la direction du parti, elle flotte alors entre un romantisme aventureux qui la fait prophétiser la révolution imminente dès le moindre mouvement de foule et un sectarisme autoritaire qui veut imposer mécaniquement ses décisions.

A la fin de 1922, les recevant à Moscou, Lénine avait dit à Monmousseau et Sémard : « il n'y a pas de parti communiste en France, voulez-vous en créer un ? » Au début de 1924, alors que siégeait le Congrès de Lyon, et à l'heure même où mourait Lénine, le 21 janvier, le comité exécutif de l'Internationale adoptait une charte des Partis communistes.

Désormais la base de l'organisation, le centre de l'activité, le foyer de l'agitation doit être la cellule d'entreprise.

C'est la bolchevisation qui commence, et bien qu'elle

doive consister à « appliquer les principes généraux du léninisme à chaque situation concrète dans chaque pays », il sera toujours tentant d'imiter le modèle soviétique.

Mais il est plus facile de toucher à la tête du parti qu'à son corps. En quelques mois la tendance trotskyste va être éliminée de la direction. Il faudra deux ans et plus pour mettre en place les cellules sur lesquelles doit enfin être bâti un vrai parti communiste.

### *Exclusion de Souvarine.*

Au congrès de Lyon — 20 au 24 janvier 1924 — Sémard avait remplacé Treint qui demeurait cependant à la tête de la région la plus importante, celle de Paris, où il s'y livrait à d'obscures et interminables disputes avec Souvarine et les « Trotskystes ».

Tant qu'elle portait sur les initiatives ou les slogans plus ou moins fracassants de Treint, la querelle ne dépassait guère les limites de la presse communiste et de la région parisienne. Mais Lénine disparu, la troïka Staline-Zinoviev-Kamenev s'empresse d'évincer Trotsky et ses amis de l'étranger, d'autant plus nombreux en France qu'il avait été longtemps chargé des questions françaises à Moscou. Aussi voit-on bientôt Souvarine s'en prendre avec aigreur non plus seulement à la direction du parti français, mais à celle de l'Internationale.

« Exploitant l'attitude d'obéissance et d'expectative prescrite aux opposants de tous les pays par la tactique de Trotsky, écrira-t-il plus tard dans son *Staline* ; la fraction dirigeante emporte l'Internationale à loisir et en détail. A Paris et à Berlin d'abord, et de New York à Shanghaï ensuite, tous les communistes obstinés à ne pas confondre discipline et servilité, tous les hommes capables et coupables de quelque pensée indépendante ou originale seront désormais traités en suspects, dénoncés comme opportunistes, assimilés aux contre-révolutionnaires, écartés enfin un à un, puis en série et par groupes. Une suite continue d'exclusions et de scissions élimine ainsi à tour de rôle, selon diverses modalités, les initiateurs du mouvement communiste contemporain dans les deux mondes. »

Il ne faut pas attendre longtemps pour qu'il soit exclu sur ordre du Comité exécutif en juillet 1924. Six mois après, Pierre Monatte et Alfred Rosmer (1), toujours rédacteurs à *l'Humanité*, le sont à leur tour par la conférence nationale de décembre tandis qu'un sursis est accordé à Loriot et Dunois qui le mettent à profit pour organiser une véritable fraction trotskyste au sein du parti. Restait donc à entreprendre sa bolchevisation idéologique par l'élimination totale des tendances et l'établissement du centralisme démocratique. On en reparlera.

Si la tête flottait encore au gré des vents d'Est, « les bases de granit » de l'édifice communiste devaient être les « cellules d'entreprise ». Jusque-là, l'ancienne organisation du parti socialiste devenu communiste n'ayant pas été changée, les militants adhéraient à des sections locales groupées en fédérations départementales. Désormais tous les communistes travaillant en usine ou en atelier constituent des cellules d'entreprises qui sont la règle, les autres adhèrent à des cellules de rues qui doivent rester l'exception ; les diverses cellules sont groupées en quartiers ; les quartiers en rayons et les rayons en 24 régions. Ce chambardement et ce charcutage ne vont pas sans dommage.

La préférence étant donnée à la cellule d'entreprise, des militants y sont rattachés alors qu'ils n'appartiennent pas à l'entreprise. Le découpage des rayons ne tient aucun compte des limites administratives. L'insuffisance des cadres ne permet pas l'éducation politique des militants au sein de trop nombreuses et trop petites cellules. Enfin si la remise en ordre révèle de nouvelles énergies parmi les jeunes et les ouvriers, elle décourage les militants les plus anciens et les moins prolétaires. La clandestinité où certaines cellules s'enferment en tarit le recrutement. Les effectifs continuent de baisser.

### *Deux courants électoraux.*

La première épreuve électorale survient au moment où il est en pleine réorganisation, c'est-à-dire en plein désordre.

En janvier le congrès de Lyon qui s'était déroulé dans une atmosphère de crise larvée, s'était borné à confirmer la formation d'un « bloc ouvrier et paysan » — variation de Renaud Jean sur un thème ancien de Trotsky — que le parti entendait opposer aux deux blocs « bourgeois » : le bloc national et le bloc des gauches. Engagés dans ce dernier, aux côtés des radicaux, les socialistes déclinèrent les offres communistes. Cependant, conformément à la stricte orthodoxie léniniste, le parti entendait utiliser les élections pour mobiliser les masses en vue d'une propagande et peut-être d'une action révolutionnaire et non pour enlever le maximum de mandats parlementaires — et à cet égard, il eut sans se forcer pleine satisfaction. En dépit d'un programme plus réformiste que révolutionnaire, — allant de la saisie des grandes fortunes à la suppression de l'armée permanente — il ne réussit pas à détacher la grande masse des salariés du bloc des gauches.

Plus du tiers des voix que le parti obtient — exactement 34 % — proviennent de la seule région parisienne (Seine et Seine-et-Oise). La clientèle ouvrière des socialistes y est donc passée d'un coup au communisme. Le parti atteint là un pourcentage — 26 % — qui ne sera guère dépassé avant ou après la seconde guerre mondiale. Plusieurs cantons, dont celui de Saint-Denis, vont même au-delà de 35 %, bastions dès l'origine inexpugnables. Ce succès parisien s'explique par une forte concentration des moyens de propagande et d'encadrement : trois ans auparavant, au congrès de Tours, la fédération socialiste de la Seine avait d'ailleurs été à la pointe de la scission. Il en reste plus que des traces : une implantation.

Mais les autres régions industrielles restent fidèles à « la vieille maison », notamment le Nord, dont la fédération guesdiste était demeurée, elle, à la S.F.I.O. La Moselle fait exception mais pour des raisons qui ont peu de rapports avec le marxisme et davantage avec l'autonomisme. Quelques villes sauvent l'honneur du parti ouvrier : Saint-Quentin, Mézières, Rouen... C'est tout et c'est peu.

Le communisme paysan vient cependant compenser ces déboires citadins et donner sa physionomie de toujours

au parti. Car s'il obtient moins de 5 % dans 48 départements, il en a plus de 20 % dans deux d'entre eux, le Lot-et-Garonne et le Cher, entre lesquels s'établit déjà une zone de force en bordure Ouest du Massif Central. Il y prélève sans doute une bonne part de la clientèle rurale des socialistes, sauf en Haute-Vienne, encore fidèle à la S.F.I.O. ; il bénéficie aussi de l'action personnelle de députés qui ont apporté leur popularité et leur dynamisme au parti : Cornavin dans le Cher, Aussoleil en Corrèze et surtout Renaud Jean dans le Lot-et-Garonne.

Les paysans et les artisans, ici les vignerons et là les bûcherons, voient en lui moins un parti de révolution qu'un parti d'opposition. C'est une vieille tradition qui trouve une expression nouvelle, un vieux flacon dont l'étiquette change, non la liqueur, aigre ou savoureuse.

Voici Daniel Halévy à Ygrande dans ses « visites aux paysans du Centre ». « Ce bourg, cette région, d'ailleurs, a toujours été d'opinion républicaine, ou radicale, ou socialiste, suivant les temps. Vienne un quatrième mot, communiste ou bolcheviste, anarchiste même, on l'adopte. Que signifie un mot ? Les intellectuels les inventent : c'est leur métier. Les paysans les répètent, ils s'en servent pour exprimer leur humeur invariable. Le sentiment qui les anime vient de très loin et vient d'eux seuls. C'est un mélange d'orgueil froissé, de jalousie, de méfiance et d'ambition... ».

Les départements ruraux les plus rouges sont les départements les plus montagnards de 1849, les plus républicains sous l'Empire. Jacobins de la Corrèze, opposants traditionnels du Lot-et-Garonne ou souffre-douleurs des fermiers généraux dans l'Allier, anticléricaux d'un peu partout, tous sont comme naturellement portés à voter communistes en 1924.

La géographie électorale du parti fait ainsi apparaître clairement deux courants communistes bien différents, l'un de caractère ouvrier et social qui couvre la région industrielle de Paris et gagne un peu celle du Nord, l'autre de nature paysanne et politique qui traverse les départements ruraux du centre. L'un qui exprime une tradition révolutionnaire rajeunie, l'autre une vieille tradition républicaine.

L'une des raisons du succès du cartel radical et socialiste auprès des ouvriers avait été la caution que lui avait apportée la C.G.T. et la faiblesse de la C.G.T.U... Dès le congrès de Lyon le parti avait décidé de multiplier les fractions communistes dans les deux centrales syndicales. Il s'agit tout à la fois de pénétrer dans les syndicats et de pousser à leur réunification. Là encore contradiction : les syndicalistes socialistes ou apolitiques répugneront d'autant plus à l'unité qu'ils redouteront l'emprise communiste. Le parti évite déjà à grand-peine la création d'une troisième centrale de tendance anarchiste. Il éprouve lui-même les plus grandes difficultés à coordonner sa propre direction avec celle de la C.G.T.U... Finalement il décide de faire entrer dans son bureau politique quatre dirigeants syndicaux. Cette manière de régler le problème en le supprimant ne sert pas l'idée de l'unité qui, si elle chemine lentement dans quelques départements, se heurte en définitive au refus de la C.G.T.

### *Thorez, secrétaire à l'organisation.*

La nouvelle organisation tend à faire un parti de type nouveau qui soit l'avant-garde consciente et organisée de la classe ouvrière. La bolchevisation va en effet de pair avec la prolétarisation. Elle rend à la fois plus nécessaire mais plus difficile la solution de deux problèmes qui ne seront d'ailleurs vraiment jamais résolus : celui du front unique avec les socialistes et celui du rapport des syndicats et des communistes. Nécessité pour le parti puisque l'avant-garde qu'il veut être ne peut entraîner le gros des troupes ouvrières sans l'unité d'action ou même l'unité organique avec les socialistes et les syndicats. Difficulté puisque dans la mesure où il se bolchevise, c'est-à-dire s'organise, se discipline et se durcit, le parti effraie les socialistes qui répugnent au centralisme et ceux des syndicalistes qui tiennent à l'apolitisme.

Décidée par le parti le 12 août 1924, la création des cellules devait être achevée le 1er janvier 1925. Le Congrès qui se réunit à Clichy le 17 doit reporter l'échéance au 1er avril. Entre-temps l'internationale communiste tient

à Moscou une conférence d'organisation. Maurice Thorez est là et pour la première fois il y rencontre Staline qui reçoit pendant deux heures la délégation française conduite par Sémard. Une pensée du chef de l'U.R.S.S. reste gravée dans la mémoire du jeune militant du P.C. : « L'influence réelle d'un parti se mesure aux actions qu'il est capable d'organiser et de diriger. »

En juillet Maurice Thorez devient à vingt-cinq ans membre du bureau politique et secrétaire d'organisation du comité central. Il va s'efforcer de corriger les erreurs et de combler les lacunes de la nouvelle organisation du parti. Un an plus tard il en combattra encore un grand nombre dans son rapport au Congrès de Lille. Réaliste, il convie le parti à s'organiser dans les entreprises mais aussi dans les localités, les militants à agir s'il le faut dans la clandestinité mais les cellules à se manifester au grand jour, les dirigeants à centraliser la direction mais à décentraliser l'exécution. Il semble avoir compris lui aussi que beaucoup d'erreurs et d'échecs viennent de ce que l'on met la conjonction *ou* là où il faut mettre *et*. Il faut donc — et là on touche plus au cœur de la bolchevisation — lutter à la fois contre l'opportunisme et le sectarisme.

Mais le parti se guérira plus facilement de l'opportunisme en s'amputant régulièrement de sa droite que du sectarisme qui lui est en quelque sorte consubstantiel.

L'opportunisme, c'était au moment des élections vouloir mettre le drapeau dans sa poche pour gagner des voix ; c'est proposer, devant la difficile création des cellules, de revenir à l'organisation plus familière des sections locales ; ce sera rechercher des compromis sur les revendications ouvrières lors des prochaines grandes grèves.

Le sectarisme, c'était exclure les trotskystes sans la moindre justification, ou repousser les critiques de la droite sans explication ; c'est adopter au Congrès de Strasbourg sur la question d'Alsace-Lorraine une position étroite qui ne sert finalement que l'autonomisme bourgeois ; ce sera tenter de « bolcheviser le parti à coups de circulaires ».

Tancé et relancé une fois de plus par le comité exécutif de l'Internationale, le parti rectifie la position et frappe

de droite et de gauche en juin 1926 au Congrès de Lille, qui consacre les progrès de la bolchevisation et la politique de Sémard et de Thorez. A gauche, Treint, dont l'étoile n'a cessé de décliner depuis qu'il a été secrétaire général en 1923-24 est chassé du bureau politique ainsi que Suzanne Girault, « Catherine II de bas étage » selon Humbert-Droz. A l'autre bout, les anciens gauchistes du parti socialiste devenus les droitiers du parti communiste sont évincés eux aussi : Fernand Loriot, qui avait tant milité pour l'adhésion à la III<sup>e</sup> Internationale, Amédée Dunois, ancien secrétaire général de *l'Humanité.* C'est une génération qui s'éloigne. Mais l'épuration ne passera pas avec elle. Elle est chronique en vertu même de la 13<sup>e</sup> Condition : les partis communistes « doivent procéder à des épurations périodiques de leurs organisations afin d'en écarter les éléments intéressés et petits-bourgeois ». Mais il y a plus : comme l'Eglise romaine, l'Eglise communiste se définit moins par l'affirmation d'un dogme réduit à peu de vérités que par la condamnation renouvelée d'erreurs opposées. Elle se définit en s'amputant.

En février 1926, l'Internationale avait exhorté le parti à la conquête des masses à travers celle des syndicats. En avril 1927, elle l'invite derechef à les mobiliser sur le thème classe contre classe à la faveur des élections de 1928.

### « *Le communisme, voilà l'ennemi* » !

Le climat et la situation ont bien changé. A l'extérieur la conclusion du pacte de Locarno en octobre 25 est interprétée par les communistes comme un accord franco-allemand dirigé contre l'U.R.S.S. Au-delà des mers la révolte des Rifains, doublée en juillet 25 par celle des Druses, stimule la campagne anticolonialiste. A l'intérieur, tandis qu'émule de Mussolini, Georges Valois lance le slogan « Bolchevisme ou fascisme », la chute en cascade des ministères et de la monnaie a conduit au retour de Raymond Poincaré en juillet 26. « On ne vous voit que dans les temps de malheur », lui jette Marcel Cachin. Les communistes, qui avaient plus ou

moins ménagé le « cartel des gauches », se retrouvent eux-mêmes contre l'Union nationale.

Quinze jours après, Jacques Doriot se déchaîne à la tribune du Congrès réuni à Versailles pour réviser la Constitution. Le débat est aussi peu politique que possible ; il s'agit d'ajouter un article sur la Caisse d'amortissement. Il n'empêche. Le lieu suggère à l'orateur communiste une association d'idées. « Vos prédécesseurs, lance-t-il, ont déjà écrasé dans cette même salle les ouvriers parisiens pendant la Commune ». Et ses vingt-cinq collègues vocifèrent : « Vive la Commune, A bas les Assassins, Vivent les Soviets » puis entonnent *la Carmagnole.*

Scène classique de l'opérette parlementaire : Doriot occupant la tribune comme une place forte, le général Peltier, commandant le Palais, suivi de quatre hommes, monte à l'assaut, le salue à quatre pas, lui touche l'épaule et le prie de sortir ; ce qu'il fait au cri de « Vive la Révolution ! »

Ce tapage n'a de révolutionnaire que l'imagerie et la chanson. La jeune génération qui monte dans le parti « est peut-être dans une certaine mesure affranchie du vieux préjugé social-démocrate mais est en revanche inculte du point de vue théorique marxiste » (2).

En novembre 1926, Boukharine, qui est chargé du parti français à l'Internationale communiste, lui reproche de n'avoir su ni mobiliser la classe ouvrière ni entraîner à ses côtés la petite bourgeoisie qui subit pourtant les effets du coup de frein donné à l'inflation par Poincaré. On est fort loin de cette liaison intime entre le prolétariat d'une part, les couches moyennes paupérisées et la paysannerie de l'autre, que l'Internationale prescrit comme seule digne d'un véritable parti léniniste. En fait le parti français est à la remorque de l'événement. Faute de maturité et plus encore d'organisation, il ne trouve pas son axe et son équilibre entre la passivité, — face aux mouvements sociaux par exemple —, et l'agitation — dans les camps et les casernes.

L'antimilitarisme et l'anticolonialisme les plus classiques deviennent ainsi, faute d'idéologie spécifiquement marxiste, les deux seules lignes d'attaque et de pensée. La presse communiste ouvre « le concours des gueules de vaches » avec photographies et commentaires à l'appui.

Les peines disciplinaires pleuvent dans les casernes. Et l'*Humanité* lance un appel à la classe 27 : « La bourgeoisie te met une arme dans les mains pour la diriger contre la classe ouvrière. Mais en dirigeant cette arme contre la bourgeoisie, tu permettras au prolétariat d'instaurer sa dictature ». Une fois de plus le parti surestime largement la capacité révolutionnaire des ouvriers et sous-estime la capacité répressive des gouvernants...

1927, c'est l'année de la bombe Sarraut : « Le communisme, voilà l'ennemi ! ». Le ministre de l'Intérieur la lance de Constantine le 22 avril. Et le site impose le thème : « L'insurrection coloniale, la perte ou l'abandon par la France de ses colonies, est l'un des articles essentiels du programme de déchéance française. »

« Les communistes français... se sont attachés spécialement, en ces dernières années, à essayer de briser les clés de voûte de notre grand œuvre colonial. » Les actes ont précédé et suivront les paroles.

Pour l'ancien gouverneur d'Indochine, « la Russie ne peut qu'être l'avant-garde du mouvement de l'Asie contre l'Europe ; il poursuit donc « *l'Humanité* », qui a appelé les militaires et les marins français à fraterniser avec les révolutionnaires chinois : « pas un coup de fusil contre les Chinois et lutte contre l'impérialisme ».

Le gouvernement demande la levée de l'immunité parlementaire de Vaillant-Couturier, Duclos, Clamamus et Doriot. Présidée par Félix Gouin, la commission y répugne, sursoit, rejette finalement les trois premières poursuites pour délit de presse. Doriot qui, lui, doit répondre de son action en Extrême-Orient, est condamné à 13 mois de prison. Accusés eux aussi de provocation de militaires à la désobéissance, Cachin, Monmousseau, secrétaire de la C.G.T.U., Chasseigne, secrétaire du comité d'action contre la guerre au Maroc, Suzanne Girault et Maurice Thorez sont condamnés en appel à 6 mois de prison et à deux voix près la Chambre refuse de surseoir à l'emprisonnement de Cachin.

Après avoir affronté l'armée, la société et leurs tribunaux, le parti éprouve tout à coup le respect de la chose jugée. On voit des militants, des dirigeants même, qui se laissent complaisamment arrêter ou se rendent eux-

mêmes à la prison, leur valise à la main. Cachin lui-même...

Maurice Thorez, lui, échappe par deux fois aux policiers et commence une vie errante, plus ou moins clandestine, jusqu'au jour où il sera pris alors qu'il assiste à une réunion du comité central en juin 1929 à Achères.

Quant aux députés, ils sont arrêtés, remis en liberté à l'ouverture des sessions parlementaires, repris à la clôture... Marcel Cachin évoque ce ballet du prisonnier avec un certain humour à la séance du 12 janvier 1928 qui doit se prononcer sur son incarcération et celle de Doriot, Duclos, Marty et Vaillant-Couturier. « De temps en temps, vous m'envoyez à la Santé avec quelques camarades. Quelques semaines après, vous me dites : sortez. Puis quelques jours après, vous me dites : rentrez. Ensuite vous me dites : sortez encore. Mais à la fin du compte pour qui me prenez-vous ? » Et Cachin, qui en juillet s'était lui-même rendu à la Santé, ajoute : « Mettez-nous en prison et laissez-nous-y. Quant à vous obéir, vous entendez, n'y comptez plus ! » On rit.

Etrange refus d'obéissance et plaisant spectacle que celui d'un révolutionnaire en informant poliment le gouvernement. Mais le parti ne laisse rien au hasard, ni même à la logique. Tout y est matière à longue discussion et à décision réfléchie. Depuis des mois le comité central se posait cette question sans parvenir à y répondre : faut-il se soumettre ou non à la légalité bourgeoise ? Faut-il se soustraire aux recherches de la police ou se laisser arrêter ? Faut-il ne faire que des manifestations autorisées par la préfecture de police ? C'est la querelle du « légalisme ». Finalement le comité central se prononce gravement contre la soumission.

Lorsque s'ouvre la session parlementaire de 1928, trois des cinq députés condamnés sont dans la clandestinité depuis la fin de la session de 1927 (3). Ce sont Doriot, Duclos et Marty. Deux autres, Marcel Cachin et Vaillant-Couturier, reçoivent mission de les défendre devant la Chambre des députés. Ils se retrouvent le soir du 12 janvier à la Santé. C'est pour rompre avec « ces habitudes légalistes et opportunistes » que Maurice Thorez a faussé compagnie aux policiers venus l'arrêter au siège de la région parisienne rue La Fayette.

*Classe contre classe.*

L'opportunisme, voilà le nouvel ennemi du parti. Le 2 avril 1927 l'Internationale l'avait mis en garde dans une longue lettre en même temps qu'elle lui donnait des consignes pour les élections de 1928. Il est décidément difficile d'être communiste. « Toute la politique du parti doit contribuer à faire sortir la vie parlementaire de l'ornière traditionnelle, en dominant la lutte électorale de l'année prochaine par de vastes mouvements de classe ». Il y a tout dans cette phrase.

L'activité parlementaire comme la compétition électorale ne sont pas des fins en soi. Elles n'ont pour but premier ni de faire des lois, ni de faire des élus. Leur objet essentiel est d'éclairer, de mobiliser, d'entraîner les masses. Il faut donc leur proposer des formules simples fondées sur des analyses sérieuses.

L'échec du cartel des gauches, la caution donnée par les radicaux à l'union nationale, l'opposition feutrée des socialistes ont convaincu l'Internationale et, non sans difficulté, le parti français qu'à la tactique gauche contre droite il faut substituer la tactique classe contre classe.

Les chefs socialistes et radicaux sont les complices et même les agents de la bourgeoisie. Le parti doit éclairer les masses sur leur rôle véritable et détacher d'eux les ouvriers abusés et les petits-bourgeois séduits par le cartel. La frontière ne doit plus passer entre la gauche et la droite mais entre le parti communiste et tous ceux qui refusent le front unique sur la base d'un programme commun. L'opportunisme parlementaire et électoral consistait à ne vouloir être que le parti le plus à gauche, en quoi les autres ne voyaient que l'enfant perdu de la famille républicaine.

Tout l'hiver passe à discuter sur les conditions et les limites de la tactique « classe contre classe », c'est-à-dire en fait de la tactique des désistements aux prochaines élections. Car entre-temps la loi électorale a été changée. Le scrutin d'arrondissement à deux tours a remplacé le scrutin départemental à un tour (4).

Les opportunistes en tiennent pour la vieille discipline républicaine : se désister pour le candidat de gauche le

mieux placé. C'est ce que demandent Renaud Jean et Louis Sellier. Quant à Jacques Doriot, s'il accepte le principe de la formule « classe contre classe », il voudrait bien que le parti admette autant d'exceptions qu'il y a de socialistes de gauche. Faute de quoi le parti court à la catastrophe. Un radical ou un socialiste vaut tout de même mieux qu'un réactionnaire. C'est le moindre mal : « J'aime mieux recevoir cinquante coups de bâton que cent », dit Rappoport (5).

Finalement, appliquant les directives de l'Internationale, les communistes proposent aux socialistes le désistement mutuel des deux partis sur la base d'un programme commun, « contre tous les candidats bourgeois ». Ni le principe des désistements, ni même le contenu du programme n'effraient les socialistes. Mais ils refusent l'obligation et l'exclusivité de l'entente avec les communistes. Au congrès qui se réunit à la fin de l'année, le ton est donné par Grumbach : « Nous sommes séparés des communistes par un océan de mauvaise foi » et Renaudel : « Entre eux et nous ce n'est pas une question électorale : c'est une question de vie ou de mort ». La gauche du parti elle-même n'admet pas que « la bourgeoisie constitue partout une même masse réactionnaire » (Zyromski). Pris entre les radicaux et les communistes, les socialistes ne peuvent pas, ne veulent pas choisir. Et une petite phrase de l'offre du comité central va leur servir de justification et peut-être de prétexte qui les dispense d'aller plus au fond.

Proposant le front unique dans sa lettre ouverte de novembre, le comité central avait ajouté *in fine* : « Le parti communiste déclare qu'au cas où le parti socialiste repousserait sa proposition, il se réserve de maintenir un candidat prolétarien en face de tous *les chefs socialistes* qui accomplissent une besogne contre-révolutionnaire et qui se déclarent les défenseurs de la démocratie bourgeoise contre le communisme. » En bon français cela s'appelait du chantage et c'est ainsi que le ressentent et l'exploitent les dirigeants socialistes. Paul Faure s'en saisit devant le congres de décembre : « Tous nos chefs devraient-ils être battus, nous ne signerons pas ces conditions insolentes. » Et le mot est repris sur un ton plus détaché par Léon Blum : « Il va sans dire que

nous refusons l'offre insolente contenue dans la proposition communiste. Nous ne lui ferons même pas l'honneur d'une réponse. » Le débat est ainsi esquivé et le parti confirme sa position traditionnelle ; il se désistera « en faveur du candidat — à quelque formation politique qu'il appartienne — qui a le plus de chances de battre la réaction ».

Malgré ce refus, cette rebuffade même, les communistes se font mal à l'idée de se couper du parti socialiste et de ses ouvriers au risque de paraître « faire le jeu de la réaction ». Pour achever de les en convaincre, il faut encore une conférence nationale, un appel des délégués de Moscou, une nouvelle et pesante résolution de l'Internationale, enfin, et jusqu'au dernier jour de la campagne, l'artillerie des articles de Maurice Thorez : « Le parti communiste rompt avec l'idéologie petite-bourgeoise de la « discipline républicaine » et du parti le plus avancé « pour mettre au premier plan l'antagonisme formidable entre le prolétariat et la bourgeoisie : classe contre classe ».

Les communistes vont donc seuls à la bataille, au second tour comme au premier et ce qui devait arriver arrive. Alors qu'ils gagnent 184.522 voix, ils perdent treize sièges. Partis à 27, ils reviennent à 14. Battus et contents puisque aussi bien l'important pour eux n'était pas, leur avait-on assez dit, l'arithmétique électorale mais l'agitation politique à la faveur de la campagne.

L'arithmétique a malgré tout son intérêt au premier tour et plus encore au second. Dans l'ensemble la carte communiste de 1928 recouvre celle de 1924. Ce sont les mêmes zones, les unes un peu moins rouges : la région parisienne et le Lot-et-Garonne, les autres davantage : le bassin houiller du Nord et le Centre-Ouest où la Haute-Vienne socialiste commence à virer. Il y a donc bien toujours deux clientèles communistes, l'une ouvrière, l'autre rurale. Mais en quatre ans, ni l'une ni l'autre ne se sont guère développées. Quelques foyers nouveaux apparaissent cependant dans la Loire et l'Aube.

Premières élections au scrutin d'arrondissement depuis la guerre, elles permettent d'apprécier non seulement l'importance de la clientèle communiste mais encore sa fidélité, son esprit de discipline. Affrontant pour la première fois l'épreuve du second tour, le parti qui a posé

au front unique des conditions refusées par les socialistes le voit malgré lui se muer en front électoral. Il a bien maintenu partout ses candidats au second tour. Mais six de ses électeurs sur dix ne suivent pas ses consignes. Ils préfèrent voter pour les candidats socialistes lorsqu'ils sont mieux placés que ceux du parti pour battre la droite. Ils font passer la discipline communiste après la discipline républicaine. Non seulement dans beaucoup de circonscriptions rurales où l'implantation du parti est récente ou peu profonde, où le communisme pousse sur le vieux tronc socialiste, mais aussi dans plusieurs circonscriptions ouvrières du Centre et du Midi. Au Creusot les électeurs communistes assurent l'élection d'un homme qui cependant est déjà leur ennemi juré, Paul Faure, pour battre l'homme des Schneider (6). Des deux leaders socialistes, l'un est ainsi élu grâce aux communistes, tandis que l'autre, Léon Blum, est battu à Charonne par Jacques Duclos. Vérité en-deçà de la Loire ; erreur au-delà...

## NOTES

(1) Alors âgé de quarante-trois ans, Pierre Monatte n'abandonnera pas le combat politique et syndical. Ayant fondé en 1925 la revue *La Révolution Prolétarienne*, il y combattra sans relâche le communisme stalinien. Auteur de nombreux livres sur le mouvement ouvrier — dont le dernier *Trois scissions syndicales* est de 1958 — il meurt en 1963 à quatre-vingt-deux ans.

Plus âgé que lui, Alfred Rosmer a vu lui aussi la fin du stalinisme. Né en 1877, il est resté toute sa vie fidèle à la personne et à la pensée de Trotsky. Mais il s'est peu mêlé au mouvement politique. Il a écrit une importante étude sur « le mouvement ouvrier pendant la première guerre mondiale » dont le second volume a paru en 1959. Il est mort en 1964.

(2) A. Ferrat, dont l'Histoire du Parti communiste français (de 1921 à 1930) est le témoignage critique d'un communiste sur le comportement idéologique du parti, surtout pendant les années 25-27.

(3) Un député peut être librement arrêté hors des sessions mais la Chambre peut ordonner son élargissement à l'ouverture des sessions. Elle peut aussi lever son immunité parlementaire et permettre ainsi son incarcération pendant les sessions.

(4) De l'aveu même du ministre de l'Intérieur et de son parti, le rétablissement du scrutin d'arrondissement avait pour but de faire échec aux communistes : « Je sors de chez le ministre de l'Intérieur. Il me dit : « La réforme électorale = péril communiste. Avec la représentation proportionnelle, ils seront 70. Le jour où cela sera, le régime parlementaire sera impossible à suivre. Ils paralyseront tout le mécanisme... ». Correspondance

d'Étienne de Nalèche, 4 février 1927, citée par Édouard Bonnefous, *Histoire politique de la Troisième République* (tome IV).

(5) *Cf.* A. Ferrat : « Comme si les socialistes et les radicaux ne sont pas capables de donner cent coups de bâton aussi bien que les réactionnaires classiques. »

(6) *Cf.* Esquisse d'une géographie électorale du parti communiste français entre les deux guerres, thèse de doctorat, par Jean Bécarud.

# 3.

## Les arrestations, le groupe

La défaite électorale de 1928 ouvre pour le parti une période de grandes difficultés qui va durer deux ans. Le premier geste politique de la législature dont la majorité a glissé à droite est de refuser l'élargissement de Cachin et Doriot par 342 voix contre 167. En novembre, André Tardieu remplace Albert Sarraut au ministère de l'Intérieur. Pour lui la formule : « le communisme, voilà l'ennemi » n'est pas seulement un slogan. C'est une réalité et une politique. Or dans le même temps le Congrès de l'Internationale donne la priorité à la « lutte contre le danger de guerre impérialiste », à la défense « par tous les moyens »... de l'U.R.S.S. Elle impose, entre autres, aux partis communistes la consigne de « poursuivre le travail organisé dans l'armée et la flotte ».

Pressé de passer à l'action pour la défense de la patrie socialiste et menacé d'une répression accrue, le parti souffre de nouveau d'une double déviation opportuniste et gauchiste. Il s'agit une fois de plus du front unique que chacun entend à sa façon et que personne ne pratique en fait. Les opportunistes sont prêts à toutes les concessions pour s'entendre avec les socialistes et les gauchistes se refusent au moindre rapprochement. Entre les deux tendances, la direction elle-même du parti flotte. Elle est affaiblie par l'absence de Sémard, toujours en prison, et l'opposition « droitière » de Doriot. S'il finit par s'aligner au VI[e] Congrès d'avril 1929, il exerce une influence dans toute la région parisienne.

En réalité le parti n'est pas dirigé. Pour suppléer le secrétaire général, l'Internationale crée une direction collégiale sous la forme d'un secrétariat collectif : Benoît Frachon et Maurice Thorez s'y trouvent — pas pour très longtemps — avec deux nouveaux qui montent : Barbé et Célor. Divisée, la direction du parti va de surcroît être anéantie.

### *Maurice Thorez en prison.*

Le 9 juin Maurice Thorez est arrêté au cours d'une réunion à Achères, la police fait irruption et va droit vers le placard où il s'est précipitamment caché. Incarcéré à la Santé, il est transféré le 14 juillet à la prison de Nancy. La presse de droite n'hésite pas à voir en lui « l'organisateur des journées de Berlin ». En juillet, le 21, la police prend dans son vaste filet Frachon et presque tout le comité central réuni à Villeneuve-Saint-Georges (1).

Déjà éprouvée lors du 1er mai, la tactique du préfet de police, Jean Chiappe, consiste à arrêter préventivement et massivement non seulement les cadres, mais les militants communistes avant toute manifestation : 4.000 à la veille de la fête du travail. Mise au point à cette occasion, la technique est utilisée sur une vaste échelle à l'approche de la journée internationale pour la défense de l'U.R.S.S. que le Congrès de l'Internationale de juillet 1928 avait fixée au 1er août 1929. Donnant en exemple au prolétariat les sanglantes manifestations des ouvriers berlinois, pour qui elle a toujours eu un faible, l'Internationale avait invité les communistes du monde entier à descendre dans la rue, à la « conquérir » afin de se dresser comme un seul homme contre le fascisme.

Prenant les consignes à la lettre, le gouvernement et la presse crient à l'insurrection et lorsque les dirigeants communistes expliqueront que la conquête de la rue n'est qu'un exercice d'entraînement à la conquête beaucoup plus lointaine du pouvoir, le gouvernement et la presse crieront à l'hypocrisie.

Le 21 juillet, le comité central et les militants réunis

à Villeneuve-Saint-Georges — en tout cent dix personnes — sont donc arrêtés. Les arrestations, perquisitions et saisies se multiplient dans les jours suivants tant en province qu'à Paris. Elles frappent non seulement le parti, mais les organisations syndicales unitaires, les jeunesses communistes, la presse d'extrême-gauche et... la Banque ouvrière et paysanne. Des mandats d'amener sont lancés contre les chefs en fuite. Une instruction est ouverte pour complot contre la sécurité de l'Etat. Pour un peu tout le parti se retrouverait en prison.

Ces rafles monstres qui visent à anéantir ce que *Le Temps* appelle « l'Etat-major de l'armée du désordre » finissent par émouvoir les socialistes eux-mêmes qui s'élèvent « contre la politique d'arrestations préventives et de répressions outrancières par lesquelles le gouvernement prétend combattre le bolchevico-communisme ».

« Scandaleuses » ou non, les arrestations expliquent en partie la passivité du parti et l'échec de la journée du 1er août.

L'arrêt de travail est relativement important dans la métallurgie et surtout dans les mines. Mais les grévistes ne sont pas descendus dans la rue ; ils sont restés chez eux. Plus tard, Maurice Thorez donnera en exemple « l'usine Citroën où les ouvriers se sont battus courageusement avec succès contre les flics ». Mais Sémard confessera, lui, que « certains communistes ont freiné l'action de classe et que les manifestations ont été très faibles ». Alors que Thorez se félicite des cas de fraternisation entre grévistes et soldats, notamment à Troyes, Sète et Anzin, Sémard déplore que les communistes n'aient pas « travaillé » les milliers de fantassins et de cavaliers venus en renfort à Paris. Non, décidément, le grand soir n'est pas pour demain.

La direction s'en console en se félicitant de la valeur éducative de la grève politique. Maurice Thorez, de sa prison, écrit dans l'*Humanité* sous le pseudonyme, transparent pour un ancien mineur, de Germinal : « On a vu comment l'usine était vraiment la base d'opérations du prolétariat révolutionnaire, le pivot de son action, comment il partait de là pour opposer un front solide aux attaques policières et réussir à tenir la rue. » Et comme à quelque chose échec est bon, il se félicite aussi

de ce que la grève ait permis de « démasquer » les opportunistes du parti et de la C.G.T.U. ».

Hydres sans cesse renaissantes, le légalisme et l'opportunisme avaient beau jeu de déconseiller la grève politique au nom, soit du respect de la loi, soit de l'indépendance syndicale. Décapité et divisé au sommet, le parti s'est dévitalisé. La création d'un secrétariat collectif ne fait qu'ajouter à la faiblesse de la direction tandis que l'afflux d'un sang nouveau — celui des jeunesses communistes — le trouble plus qu'elle ne le régénère, contrairement à l'espoir de l'Internationale. A la fin de l'année, il faut se rendre à l'évidence ; le parti est dans un état pitoyable ; il est de nouveau en pleine crise et en plein désarroi.

Les effectifs ont baissé : de 74.000 en 1924 ils tombent à 45.000 en 1929. Et, fait plus grave pour un parti ouvrier, l'hémorragie est surtout sensible dans les régions industrielles ; 45 % dans celle de Paris ; 42 % dans celle de Marseille et 78 % dans le bassin sidérurgique de l'Est. La perte est même plus élevée puisque dans le même temps le parti a tout de même un peu recruté. A y regarder de plus près on s'aperçoit que les adhérents sortent aussi facilement du parti qu'ils y entrent difficilement. L'*Humanité* a perdu de son côté trente mille lecteurs sur cent quatre-vingt-mille, dont un tiers à Paris. Enfin le parti subit des déboires dans la plupart des élections partielles.

### *Barbé-Célor.*

Les symptômes du mal éclatent mieux aux yeux de ceux qui ont un peu de recul : Moscou et les dirigeants emprisonnés dont Maurice Thorez. Quel est le diagnostic ? Que s'est-il passé ? « Des décisions arbitraires en haut, une discipline passive exigée à tous les échelons, l'étouffement de toute discussion libre, la suspicion, le silence à défaut d'acquiescement, des bouches cousues, aucune critique féconde, une atmosphère de caserne — voilà comment le groupe avait interprété le centralisme démocratique défini par Lénine ». Ce n'est pas tout. « Le groupe affichait le plus parfait dédain pour les réalités quotidiennes, oubliant cette vérité essentielle, à savoir que la politique

est l'art du possible, préférant la phrase creuse à l'analyse concrète, et vouant par cela même l'action ouvrière à la stérilité et à l'impuissance... »

Ainsi s'exprime Maurice Thorez dans *Fils du Peuple.* Le groupe, le groupe... Mais quel est-il ? C'est au printemps 1928 qu'à la demande de l'Internationale un groupe d'anciens des jeunesses communistes devait accéder aux postes de responsabilité afin de régénérer le parti; un an après deux d'entre eux, Henri Barbé et Célor, étaient couplés avec Thorez et Frachon au sein du secrétariat collectif qui devait diriger le parti en l'absence de Sémard. Mais en juin Thorez était arrêté et en août c'était au tour de Frachon. Seuls au secrétariat, Barbé et Célor étaient appuyés par d'autres anciens des J. C. entrés, eux, au bureau politique : André Ferrat et Henri Lozeray qui avait fait ses classes et ses preuves dans l'agitation de la Ruhr. Enfin le groupe était épaulé par les jeunes François Billoux et Raymond Guyot.

L'existence et l'action de ce groupe « occulte » ne devait être révélée que beaucoup plus tard. Pour l'heure son chef Henri Barbé a la confiance de Moscou et apparemment celle de Frachon et Thorez. « C'était un jeune militant d'envergure moyenne, peu remarquable par son intelligence ou pour ses dons oratoires, mais doué d'une volonté tenace, habile à dissimuler ses vues et expert dans l'art de manœuvrer. Il sut fort bien exploiter le désaccord qui s'était automatiquement créé entre les « jeunes » et les « vieux » (2) et mettre à profit aussi l'absence des dirigeants emprisonnés.

Henri Barbé vient des Jeunesses socialistes de Saint-Denis où il s'est lié de confiance avec Doriot. Cette amitié le mènera loin... loin du parti communiste puis de la résistance. Elle lui vaut, Doriot étant encore en grâce à Moscou, d'entrer au bureau politique en 1927, d'être envoyé à Moscou comme délégué des jeunesses et du parti à l'Internationale, d'entrer enfin au Secrétariat collectif créé par Manouilski en 1929. Drieu la Rochelle l'appellera plus tard « Barbé le narquois » ; il l'est en effet puisque, pour plaire à l'Internationale, il n'hésite pas à condamner son camarade et futur patron Doriot.

Son compère du « groupe » est plus falot et son nom, comme une ombre, finira par se confondre avec lui, à

croire qu'ils ne font qu'un seul homme ; il finira mieux après avoir tourné assez mal. Pierre Célor vient lui aussi des jeunesses et plus particulièrement de cette phalange qui est à l'avant-garde de la campagne antimilitariste et anticolonialiste, dont il a été le chef clandestin en Afrique du Nord de 1924 à 1926. Il s'est d'ailleurs inscrit au parti alors qu'il faisait son service au Maroc. Responsable des questions coloniales, il entre au bureau politique en 1928 et il est couplé au secrétariat collectif avec Barbé.

Le « groupe » est servi par sa jeunesse, l'arrestation de Thorez et la confiance de Manouilsky. Revenu de Moscou, Barbé se concerte régulièrement à l'insu des dirigeants du parti avec ceux des J. C. Il y a là, outre Célor, Billoux, Ferrat, Croizat, Guyot, Lozeray, Galopin... L'un d'eux le trahira trois ans plus tard. Pour l'heure, ils sont unis par les souvenirs communs des « jeunesses ». Ils ont lutté ensemble contre la guerre et pour la bolchevisation, contre les droitiers et les opportunistes, les Frossard, les Treint, les Suzanne Girault. Lorsque l'Internationale finit par prendre conscience, après l'échec électoral de 1928, de la crise du P. C., c'est tout naturellement à l'avant-garde constituée par ce « noyau de J. C. » qu'elle confie le soin de redresser le parti dont l'avenir paraît compromis par les vieux que sont déjà Cachin, Sémard, Marty.

Combattant l'opportunisme, convaincus d'être les seuls à pouvoir appliquer la juste ligne, les membres du « Groupe » versent fatalement dans le sectarisme ; souffrant mal la discussion, ils ont tous les défauts de la jeunesse sans en avoir l'efficacité. Les mois se passent et la situation du parti ne s'améliore pas. Lorsque inquiète des nouvelles qu'elle reçoit — ou plutôt qu'elle ne reçoit pas — de Paris — l'Internationale exige la venue d'une délégation à Moscou, Barbé et Frachon et plus tard Thorez, qui est sorti de prison le 24 avril 1930, y subissent une philippique de Molotov.

Le reproche majeur est une fois de plus de ne pas appliquer ou de mal appliquer la tactique du front unique. On en revient toujours là sans d'ailleurs pouvoir en sortir. Ce front ne cesse de soumettre à la question l'esprit des responsables du parti.

Rarement les communistes n'ont plus vilipendé la

social-démocratie qu'à cette époque. Il n'est question dans les articles, les discours ou les tracts que de « social-chauvinisme » ou de « social-pacifisme », de « social-impérialisme », de « social-réformisme » ou de « social-fascisme » et même de « social-flic ». Et c'est avec les membres de ce parti-là que les communistes sont pressés d'organiser une action commune ? Comment à la fois tendre la main et le poing aux socialistes ?

La réponse ne tient pas seulement dans la distinction entre les organisations socialistes qu'il faut combattre et les ouvriers socialistes qu'il faut séduire puisque le parti ne s'interdit pas de rechercher un accord au sommet. La réponse, la règle d'or, elle a été donnée par le Ve Congrès de l'Internationale : « Front unique par en haut seulement, jamais ; par en haut et par en bas, quelquefois ; par en bas toujours. »

Mais le réquisitoire comporte deux autres griefs : le parti transpose mécaniquement les ordres de la direction sans les adapter aux situations particulières et il ne sait pas lier les revendications partielles et pratiques des ouvriers au travail proprement politique, travail à la fois revendicatif et politique. Les « militants, passablement qualifiés dès qu'il s'agit des choses de Chine et d'Amérique, perdent pied lorsqu'il s'agit de parler des revendications de l'usine ou de la corporation ».

L'Internationale avait fait venir à Moscou, en plus des délégués du bureau politique, des représentants du Nord et d'Alsace-Lorraine. Aux faiblesses dont souffre le parti dans son ensemble, s'ajoute dans ces deux régions un état de crise particulier.

Dans le Nord, où le parti socialiste conserve et renforce même ses positions ouvrières, les communistes sont tentés, soit de traiter de parti à parti, soit d'ignorer ou de combattre les ouvriers socialistes « aussi corrompus que leurs chefs ». Déviation droitière ou déviation gauchiste, c'est encore le front unique qui en fait les frais. Maurice Thorez déplorera « l'état de secte dans lequel le parti végète à Lille depuis Tours ». Il y a bientôt dix ans!

Si le front unique n'a pas été du tout appliqué dans le Nord, il l'a été d'une façon singulière en Alsace-Lorraine. C'est en 1925 seulement que le parti s'est éveillé à ce qu'il appelle la question nationale d'Alsace et de Lorraine.

Il va jusqu'à demander un plébiscite et l'évacuation préalable des autorités françaises. Il prétend empêcher que le courant autonomiste soit utilisé et surtout dirigé par la droite. Mais ce qui devait arriver arriva. Moins organisé encore qu'à l'intérieur, le parti n'était pas en mesure de prendre la tête du mouvement autonomiste ; il réalisa bien le front unique mais avec « la bourgeoisie cléricale ». En 1929, le député de Strasbourg Mourer et le populaire maire de la ville Hueber, celui-là même qui avait fait la tournée de la Ruhr avec Cachin, et son adjoint Hans sont exclus du parti pour avoir pactisé avec l'Abbé Haegy. A Hueber, il était notamment reproché d'avoir illuminé la Cathédrale le 14 juillet !

Mais l'Internationale ne serait pas l'Internationale si elle ne mettait pas le défaut d'organisation au cœur de son réquisitoire contre le P. C. français. En fait, on ne sait pas trop qui le dirige. Lorsque a été constitué le secrétariat collectif au Congrès de Saint-Denis en avril 1929, l'*Humanité* a fait état de l'élection « d'une nouvelle direction plus solide et dotée de forces neuves ». Maurice Thorez, qui n'était pas encore arrêté, a parlé d'un « secrétariat politique responsable collectivement, chacun des secrétaires du parti ayant en outre la direction d'une branche déterminée de l'activité du parti ». C'est ainsi que Sémard, toujours en prison, se voit confier la direction de la Région parisienne. Mais, est-ce une coquille ? il sera encore appelé « secrétaire général » dans l'*Humanité* du 28 juin 1930. Quant à Doriot, il boude à la fois la direction officielle du parti et, quoique ancien dirigeant des jeunesses, il se tient en dehors du « groupe » ; de plus en plus isolé, il se contente d'ironiser sur « les révolutions de Palais ». Il s'en prépare en effet une autre.

### *Un tournant décisif.*

Maurice Thorez quitte la prison Saint-Charles le 24 avril 1930 ; il a, pour ce faire, payé lui-même son amende et enfreint ainsi la règle établie en réaction contre le légalisme par le parti et par l'Internationale. On l'en critiquera et il s'en expliquera plus tard, prêtant au groupe le sombre dessein d'avoir voulu le laisser en prison (3).

Il a suivi de près l'activité et la crise du parti, publié de longs articles, appris l'allemand pour lire Marx et Engels dans le texte mais aussi Gœthe et Heine, étudié avec passion Lénine et plus encore Staline. Il sort « plein d'ardeur et l'esprit fortifié » par ses nombreuses lectures. Des questions de léninisme, il a retenu deux enseignements capitaux, deux mots clés qui vont en effet commander toute sa vie et celle de son parti : l'unité et l'organisation.

Les 17 et 18 juillet 1930 se réunit pour la première fois depuis janvier — et la seconde seulement depuis un an — le comité central. Maurice Thorez y dénonce « un dédain inadmissible pour les questions d'organisation », condamne « l'abandon de fait de la tactique du front unique » et appelle le parti à la lutte intérieure sur les deux fronts » contre « l'opportunisme danger principal et contre le gauchisme, qui nourrit l'opportunisme et le rejoint pratiquement ». Inlassablement, ces thèmes seront repris pendant des mois, des années dans tous les articles et les discours de Maurice Thorez.

Dans son rapport au comité central, il avait critiqué la lourdeur d'un bureau politique composé de treize titulaires et de quatre suppléants. « Le bureau politique est lourd et lent à agir... il faut un seul camarade politiquement responsable ». En octobre il est nommé « secrétaire » du bureau politique. C'est vraiment pour lui et pour le parti le « tournant décisif ». Le parti avait des dirigeants, il a désormais un chef.

Comment cette décision a-t-elle pu être prise si rapidement après sa libération alors que tant pour les promotions que pour les exclusions l'Internationale a toujours agi avec une lenteur procédurière à Moscou ? En vérité tout porte à croire que le choix était fait avant son arrestation. Comment, en effet, si la course avait été ouverte, Barbé n'aurait-il pas mieux joué sa chance à Moscou et Doriot à Paris ? Comment, dès son retour, Maurice Thorez aurait-il parlé et écrit en chef du parti, jugeant son attitude passée et lui fixant des objectifs d'avenir ?

Pourtant, un an après le tournant, la situation du parti ne s'est guère améliorée et il n'est question, tant dans les assemblées plénières de l'Internationale que dans les comités centraux, que de « faiblesses », de « retard »,

même de « recul ». Le parti et la C.G.T.U. continuent de perdre des adhérents alors que la crise économique qui commence à faire sérieusement sentir ses effets leur offre un terrain d'action pour réaliser le front unique et « conduire la classe ouvrière à la bataille révolutionnaire pour le pouvoir » comme l'ordonne l'Internationale. Face à un nouveau réquisitoire de Manouilski, Thorez est réduit pour sa défense à mettre en relief l'action du parti dans les casernes et la flotte de Toulon. Là au moins il n'y a pas faiblesse.

### *Le groupe démasqué.*

A longueur de journées et de nuits, d'articles et de rapports, le chef du parti communiste tente d'analyser et de corriger les raisons de la stagnation, voire de la régression lorsque la découverte du « groupe » vient à point en fournir la cause essentielle. Déjà, il avait dénoncé au comité central de juin « l'esprit de groupe ». Mais c'est à un bureau politique qui se tient en juillet 1931 que Raymond Guyot passe aux aveux. Bientôt réuni, le comité central constate et condamne « non plus seulement le développement de l'esprit de groupe, mais bien l'existence d'un groupe fermé, dont les membres, soumis à la discipline du groupe, se réunissaient en dehors des organismes réguliers du parti pour se concerter et déterminer leur attitude commune dans tous les problèmes de la politique du parti ».

Grand Inquisiteur et protecteur attitré des Jeunesses où il retrouve d'ailleurs ses agitateurs antimilitaristes des années 1920, André Marty est chargé d'instruire le procès et de « liquider l'idéologie du groupe Barbé-Célor-Lozeray ».

Ce « groupe sans principes » est naturellement rendu coupable de tous les péchés du parti. Nul ne paraissait pourtant avoir soupçonné jusque-là ou son existence ou sa nocivité. Barbé et Billoux étaient encore à l'honneur en mars (4) et leur signature s'étale jusqu'en octobre dans l'*Humanité*. C'est en novembre seulement que paraît leur autocritique. Celle de Barbé est discrète, celle de Billoux fort explicite :

« Un groupe dont j'étais membre a fait beaucoup de mal au Parti dans ces derniers temps ; il s'agit du groupe dit de la jeunesse... nous nous considérons comme les seuls à pouvoir appliquer la ligne politique juste... cela révèle une absence de confiance dans le parti et sa force politique, due précisément à nos tendances sectaires. Pour rompre définitivement avec cette pratique des groupes et la liquider, il ne suffit pas de prendre l'engagement d'appliquer la ligne politique et les décisions du Parti. Il faut aussi participer à l'élaboration de ces discussions en se sentant responsables. Pour que cette discussion serve à tout le Parti, il faut rechercher, comme nous avons essayé de commencer à le faire aujourd'hui, toutes les responsabilités du groupe dans la régression du Parti » (*Humanité* du 2 novembre).

Cette autocritique venant du théoricien du groupe est un peu suspecte. En mars Billoux avait publié une brochure apologétique sur le rôle de la jeunesse dans la formation bolchevique du parti. Personne ne l'avait censurée. Ce n'est qu'en novembre qu'André Ferrat y découvrira les signes indubitables « d'une idéologie gauchiste sectaire ».

Maurice Thorez exécute le groupe de trois brèves rafales tirées dans l'*Humanité* : le groupe, dont on apprendra plus tard qu'il contrôlait la section d'agitation et la section d'organisation du Parti, a lutté « contre les pressantes directives de l'Internationale et les justes résolutions du comité central sur le tournant ». Trois jours après : « En faisant preuve de sectarisme, le groupe a nui considérablement aux rapports entre le parti et les syndicats. » Trois jours encore : « en dépit des bavardages sur le « social-fascisme », le groupe a abandonné pratiquement la bataille contre la social-démocratie sans pratiquer pour autant la tactique du front unique à la base » (5).

Bref, le groupe est rendu responsable du recul du parti, des difficultés de son travail syndical et des échecs du front unique. Son crime majeur est la crainte des masses et il remonte à 1929.

On s'attend à des peines sévères. Outre qu'elles se font attendre elles apparaissent bien légères pour de si lourdes fautes. Est-ce parce que Maurice Thorez avait approuvé

et la constitution du secrétariat collectif où figuraient Barbé et Célor et la politique suivie pendant son emprisonnement à Nancy ? Est-ce parce que le parti sent confusément qu'un an après un tournant plus décevant que « décisif » les membres du groupe jouent opportunément — et peut-être pour quelques-uns (Billoux-Guyot) volontairement — le rôle de boucs émissaires ? Est-ce enfin et surtout parce que, comme le soutiendront Barbé et Célor, le « groupe » avait été bel et bien créé par l'Internationale en vue de noyauter ou tout au moins de contrôler une direction jugée défaillante ? (6) Toujours est-il qu'ils sont simplement renvoyés à la base.

Après avoir absous « le camarade Guyot qui a aidé le comité central et l'Internationale communiste à découvrir le groupe et a fait les premiers pas sérieux pour reconnaître et se débarrasser de ses fautes », le comité central rend en effet le verdict suivant :

« retire du bureau politique les camarades Barbé et Célor ;

« blâme publiquement les camarades Barbé, Célor, Lozeray et Billoux » ;

« blâme publiquement le camarade Servet pour son activité de sympathisant du groupe et son activité actuelle ;

« donne un avertissement public au camarade Couteilhas (7) que sa jeunesse a pu empêcher de discerner clairement la gravité de la faute commise ;

« relève de sa délégation à l'I. C. le camarade Célor ;

« approuve la résolution du Praesidium et du Comité exécutif de l'I. C. prises sur proposition du B.P. du P.C. :

*a*) relevant le camarade Célor de son poste de candidat au secrétariat politique du C. E. de l'I. C. ;

*b*) relevant le camarade Barbé de son poste de membre et le camarade Célor de son poste de candidat au praesidium de l'I. C. ;

*c*) approuve l'avertissement public donné au camarade Rolland, sympathisant du groupe, par les cellules et le comité du 9e rayon de la région parisienne ».

Ces délinquants primaires ne récidiveront pas tous. Leur culpabilité comme leur repentance varient d'ailleurs beaucoup. André Ferrat, qui n'est pas nommé, a quitté le groupe au début de l'été avant les révélations

de Raymond Guyot. Pour les avoir faites, ce dernier, qui fera carrière, a échappé au jugement. Barbé s'y soumet, mais c'est pour mieux trahir en 1934. Convoqué avec lui à Moscou, Célor se rebiffe et l'Internationale le convainc de contradiction dans sa défense. Sa cellule l'exclut moins d'un an après, en octobre 1932. Et c'est alors seulement que Maurice Thorez accuse ce « traître habile et rusé » d'avoir été à l'origine de son arrestation à Achères. Policier ou non, Pierre Célor se retrouvera fasciste au P.P.F., avec Barbé et Doriot. Mais il survivra obscurément et mourra, bon catholique et anticommuniste garanti, le 6 avril 1957.

Le groupe démasqué, « la route était libre pour le redressement », écrit Maurice Thorez. C'est trop peu dire. Le parti a dix ans déjà. Mais existe-t-il ?

En vérité son importance et son influence n'ont cessé de décliner depuis sa naissance en 1920 avec une brève remontée à la faveur d'un courant gauchiste et pacifiste en 1923-24. Ses effectifs ont diminué des trois quarts en dix ans, de la moitié en huit et touché le fond en 1931. Moins nombreux, il n'est pas pour autant devenu plus pur. Les démissions et les exclusions sont chroniques. Elles s'engendrent d'ailleurs mutuellement. Un coup à droite est bientôt suivi d'un coup à gauche, tandis qu'une purge à Moscou en provoque inévitablement une à Paris. « A la vérité, il souffre de ce qui fait sa force même, observe en 1932 Emmanuel Berl : « il représente un prolétariat trop faible dans une Internationale trop forte. Aussi incline-t-il fatalement à chercher plutôt sa vie dans le vaste organisme auquel il s'agrège que dans le pays où il se trouve militer... ».

La faiblesse du prolétariat, aggravée de ses divisions, explique aussi les déboires électoraux du parti communiste. Sa tactique « classe contre classe » lui fait rejeter systématiquement « la discipline républicaine », c'est-à-dire la tactique gauche contre droite. Dans un pays où le prolétariat est encore peu nombreux et pour une large part encore attaché au parti socialiste, il se prive volontairement des voix et de l'alliance des petits-bourgeois qui constituent une notable fraction de la gauche ; il le paie aux élections de 1924 et 1928 et le paiera plus encore en 1932. Nombre de ses électeurs ne suivront pas ses

consignes qui vont à l'encontre de leurs sentiments profonds.

La force de l'Internationale, loin de passer dans ses membres, les paralyse. Car si la tactique qu'elle impose est incompréhensible au commun, le langage qu'elle inspire l'est encore plus. Les slogans traditionnels de l'antimilitarisme et de l'anticolonialisme sonnent bien aux oreilles de la gauche sentimentale. Mais ils ne constituent pas, quoi qu'en rêvent alors les révolutionnaires à lavallière, le fond du marxisme-léninisme. Pour le reste, c'est-à-dire l'essentiel, le parti oublie que la doctrine est d'abord un guide pour l'action et il philosophe dans l'abstrait. « Le communiste français ne dit pas « il pleut », mais « Marx dit qu'il pleut » et « si, nous appuyant sur la dialectique de l'histoire, nous considérons l'idée de pluie dans ses rapports historiques avec l'idée d'homme et de prolétariat, nous sommes conduits à résoudre l'antithèse pluie-bourgeois par un effort loyalement communiste dont le substrat doit être cherché à la page 173 du tome 22 des œuvres de Lénine » écrit plaisamment Emmanuel Berl (8).

Toute philosophie dégénère sans doute en scolastique. Mais cela est plus grave pour un jeune parti que pour un plus ancien alors surtout que sa mystique, elle, n'a pas encore dégénéré en politique. Gorgée de dogmatisme, la tête paraît congestionnée tandis que les membres ont encore l'élan de ceux qui espèrent et qui croient.

## NOTES

(1) A Villeneuve-Saint-Georges ont été arrêtés, outre Frachon, Gourdeaux, Costes, Midol, Dudilleux et ses amis de la C.G.T.U., Maizières, secrétaire adjoint de la région parisienne. Des mandats d'amener sont lancés contre Barbé, Cornavin, Ferrat, Monmousseau, Sémard et même Thorez ; dans le nord contre Hentgès, secrétaire de la région et Florimond Bonte qui passent en Belgique ; dans le Midi, Fajon et Calas sont arrêtés. D'innombrables perquisitions ont lieu notamment dans la région parisienne chez Marrane, Berlioz, Mauvais, Gayman.

(2) G. Walter, *op.cit.*, p. 225.

(3) « Le groupe Barbé-Célor, pour pouvoir appliquer sa politique néfaste, avait résolu de laisser en prison ceux qui risquaient de gêner son dessein. Aussi décida-t-il de ne pas payer mon amende. Persuadé que les dirigeants du groupe avaient tort, je passai outre à leur décision. Je versai un acompte et fus relâché. Le parti et l'Internationale me donnèrent raison ». Fils du peuple, p. 73.

C'est le 7 octobre seulement que le bureau politique, en accord avec l'Internationale, acceptera de payer le reste de l'amende de Maurice Thorez!

(4) A la conférence nationale des 28 février - 19 mars 1931, Maurice Thorez avait encore « salué le camarade Barbé que la répression empêche d'être parmi nous ».

(5) Célor est accusé personnellement d'avoir couvert des provocateurs (*L'Humanité*, 12 octobre 1932).

(6) Dans leurs « notes et souvenirs », Barbé et Célor écrivent : « Comment le groupe dirigeant du parti pouvait-il être secret ? Comment des ramifications du bureau politique jusqu'à la simple cellule pouvaient-elles être inconnues ? puisque c'est la direction de l'Internationale (et il ne pouvait en être autrement) qui avait constitué ce fameux groupe de direction. »

(7) Responsable des J.C.

(8) La politique et les partis (Rieder 1932).

# 4.

## Les intellectuels et le surréalisme

Longtemps la vie intellectuelle, second âge du parti, n'a guère été plus riche, ni surtout plus authentiquement communiste que celle du premier. Simplement le surréalisme s'est substitué au pacifisme et c'est la guerre du Rif qui a assuré cette liaison et cette relève. C'est elle qui, en rapprochant de *Clarté* le groupe des surréalistes et le petit groupe des « philosophes », a ranimé du même coup le mouvement intellectuel du P. C.

Un numéro spécial de la revue, alors sur le déclin (1) est en effet consacré en juillet 1925 à la lutte « contre la guerre au Maroc, contre l'Impérialisme français ». En octobre *Clarté* publie une proclamation intitulée : « La Révolution d'abord et toujours », rend hommage à Lénine, au pacifisme et à l'internationalisme, condamne « le manifeste des intellectuels aux côtés de la Patrie » et proclame son adhésion au Comité d'action contre la guerre du Rif.

Les signatures des surréalistes et des philosophes figurent aux côtés de celles des collaborateurs de *Clarté*. Ce voisinage inattendu marque le début d'une période qui durera jusqu'en 1932 et sera dominée par les relations orageuses des surréalistes avec le Parti. Les philosophes, pendant ce temps, s'intégreront discrètement.

Le mouvement surréaliste, c'est Apollinaire qui a inventé l'expression, est alors célèbre. Introduit en France par Tzara, il s'est développé autour d'André Breton. Il s'attaque à toutes les écoles littéraires, à toutes les

idéologies, à toutes les idées reçues, à toutes les gloires consacrées. C'est une révolte absolue.

« Par-dessus tout, écrit Breton, nous étions aveuglément en proie au refus systématique acharné des conditions dans lesquelles, à pareil âge, on nous forçait à vivre (2). »

Leurs relations avec le Parti n'avaient pas jusqu'alors été excellentes. L'un des plus connus d'entre eux, Louis Aragon, ayant parlé de « Moscou la gâteuse », Bernier, directeur de *Clarté*, l'avait pris à partie et le poète lui avait en réponse envoyé cette lettre étonnante : « il vous a plu de relever comme une incartade une phrase qui témoigne du peu de goût que j'ai du gouvernement bolchevique et avec lui de tout le communisme... Si vous me trouvez fermé à l'esprit politique et, mieux, violemment hostile à cette déshonorante attitude pragmatique qui me permet d'accuser au moins de modérantisme idéal ceux qui à la fin s'y résignent, c'est, vous n'en pouvez douter, que j'ai toujours placé l'esprit de révolte bien au-delà de toute politique...

« La révolution russe ? Vous ne m'empêcherez pas de hausser les épaules. A l'échelle des idées, c'est au plus une vague crise ministérielle. Il siérait vraiment que vous traitiez avec un peu moins de désinvolture ceux qui ont sacrifié leur existence aux choses de l'esprit.

« Je tiens à répéter dans *Clarté* même que les problèmes posés par l'existence humaine ne relèvent pas de la misérable petite activité révolutionnaire qui s'est produite à notre Orient au cours de ces dernières années. J'ajoute que c'est par un véritable abus de langage qu'elle peut être qualifiée de révolutionnaire... »

Mais en 1925 les surréalistes semblent prêts à se ranger aux côtés des communistes. *Clarté* ne les repousse pas. Le « pape » du surréalisme, comme l'on surnomme Breton, engage des négociations avec la direction du journal communiste. En janvier 1926 *Clarté* annonce sa disparition, et son remplacement immédiat par un nouveau périodique qui aurait pour titre : « La guerre civile » et auquel collaboreraient les surréalistes. Dans le même numéro, l'éditorial célèbre le « premier courant qui apparaisse depuis 1919 en France d'une jeune intelligence révolutionnaire acquise au communisme, courant où

se rejoignent pour la première fois des esprits venus à la Révolution par les voies les plus diverses, et qui exprime surtout l'effort si précieux des jeunes générations d'après guerre ». Mais la *Révolution surréaliste* ne se résigne pas à disparaître, *Guerre civile* ne voit pas le jour et *Clarté* reparaît en juin.

Les surréalistes sauvent ainsi leur indépendance littéraire mais ils souscrivent publiquement au programme économique et social du Parti et Marcel Fourrier prophétise avec optimisme dans *Clarté.* « Vienne l'épreuve décisive, ils prendront place dans le rang communiste. »

Un équilibre fragile, qui tourne parfois à l'équilibrisme, s'instaure entre eux et le Parti. L'engagement politique se concilie mal avec le refus systématique. Breton ne supporte aucune contrainte, n'accepte aucun conseil. Il se plaint dans *Légitime Défense*, qui paraît en septembre 1926, de l'hostilité sourde du Parti ; il y attaque également l'*Humanité* qu'il décrit sans indulgence « puérile, déclamatoire, inutilement crétinisante » et son directeur littéraire qui n'est autre que Barbusse.

Malgré ces humeurs, Breton adhère officiellement au Parti en 1927 ; Eluard, Péret, Unik et Aragon le suivent. Ils y voient la meilleure façon de sauvegarder l'idée surréaliste, et ne demandent qu'à être « utilisés » dans leur domaine. Le parti ne dit mot mais ils reprennent leurs avances dans le second manifeste du Surréalisme. Pourquoi ne pas étendre l'usage du matérialisme dialectique aux problèmes extra-politiques « de l'amour, du rêve, de la folie, de l'art et de la religion » ? Le parti se méfie et se tait.

Henri Barbusse était, bien malgré lui, un sujet de discorde supplémentaire. Chargé en 1927 par l'Union Internationale des Ecrivains Révolutionnaires de créer en France une littérature prolétarienne, et fondateur la même année, avec Francis Jourdain, de l'Association « les amis de l'Union soviétique », il apparaît comme l'écrivain officiel du P.C.F. Son « Jésus » — qu'il présente comme un révolutionnaire mis à mort pour avoir soulevé le peuple — lui vaut d'être taxé de « confusionnisme » par les amis de Breton et non moins critiqué par un ancien surréaliste, Naville. En 1928, Barbusse fonde un nouvel hebdomadaire, *Monde*. En veillant à l'indépendance de

son journal, il cherche à attirer des « bonnes volontés » hostiles au fascisme naissant ; il s'assure la collaboration de Marcel Arland, de Charles Vildrac, de Jean Giono, de Guéhenno, de Le Corbusier, de Lurçat, de Matisse, de Georges Pitoeff, de Charles Dullin et de Jouvet. Le Parti tolère ces « marginaux », qui s'opposent à la littérature « bourgeoise ». Mais Breton récuse cette tentative de littérature « prolétarienne », antérieure à la Révolution. Naville, qui transforme progressivement *Clarté* en un journal politique et doctrinal, se montre plus intolérant encore. Mais bientôt il vire, rallie Trotsky et change *Clarté* en « *Lutte des classes* ».

Les surréalistes restent les seuls adversaires déclarés de Barbusse. Aragon avait fait connaissance de Maïakowsky à la fin de 1928 ; ainsi rencontra-t-il la belle-sœur du poète russe, Elsa Triolet. Après le suicide de Maïakowsky, il décide de partir pour Moscou avec elle. Georges Sadoul les accompagne. Les deux écrivains en profitent pour assister au IIe Congrès des Ecrivains révolutionnaires à Karkhov. Pendant que Breton défend, à Paris, contre les rédacteurs de l'*Humanité*, la mémoire de Maïakowsky, Aragon critique Barbusse au Congrès. Mais si *Monde* est blâmé, on épargne son directeur. Et c'est Aragon qui doit désavouer le 2e manifeste des surréalistes, reconnaître ses erreurs, accepter à son retour en France le contrôle discret du Parti, abandonner ses attaques contre l'auteur du *Feu*. Cette soumission peut surprendre : Aragon avait dû beaucoup évoluer depuis que Maurice Martin du Gard voyait en lui le « Prix d'Excellence, toujours le premier à répondre, dressant la tête, les yeux francs jusqu'à l'insolence. Un grand front bombé vers le haut, les dents joyeuses, rapide, vif, aigu, susceptible, raffiné, une mémoire, une facilité et capable d'être dada, bien sûr, et de crier fort, et de miauler comme les autres pour bercer le diable comme si rien ne l'amusait plus que de faire peur en calculant ses violences. Il s'est mis dans « Maldoror », sort de ce vieil océan qui est aussi celui de Childe Harold ; il en sort sec, byronien, et trouve son plaisir à déplaire sous le jacobinat de Breton. « Beaucoup nier à vingt ans est signe de fécondité. » A Neuilly il a lu Barrès » (3).

Revenu à Paris, Aragon tentera de se rapprocher de

Breton. Mais le divorce est proche. En juillet 1931 paraît à Paris un *Front rouge* qu'Aragon a écrit à Moscou.

« Feu sur Léon Blum »
« Feu sur Boncour, Frossard, Déat »
« Feu sur les ours savants de la social-démocratie »
« Feu, Feu... »
et encore
« Descendez les flics
« Camarades
« Descendez les flics. »

Ces amabilités valent à leur auteur d'être inculpé de provocation au meurtre. Au nom de la liberté de l'inspiration et de l'expression du poète, les surréalistes prennent aussitôt sa défense et font circuler une pétition en sa faveur. Breton publie « Misère de la poésie : l'affaire Aragon devant l'opinion publique ». Mais dans l'*Humanité* du 10 mars 1932 un bref entrefilet annonce qu'Aragon se désolidarise des justifications purement littéraires invoquées par Breton et ses amis. Les ponts sont rompus. L'opposition des surréalistes au mouvement « Amsterdam-Pleyel », qui marquera le début de la génération antifasciste et de l'audience intellectuelle du Parti, entraînera leur exclusion à la suite d'un article d'Alquié, qu'ils ne veulent pas renier. Breton, Eluard et Crevel devront quitter le P.C.F. à la fin 1933. Une phrase de « l'Homme Communiste » pourrait leur servir d'oraison funèbre. « Un jour on écrira le grand récit de la liquidation de l'individualisme en France. Ce sera l'histoire du Parti Communiste Français » (4).

En vérité, ces ennemis passionnés de tout ordre social ne pouvaient guère se plier à la lourde discipline du Parti ; ces intellectuels sans culture politique, ignorants du marxisme, ne pouvaient concilier leur révolte individuelle avec les tâches souvent obscures et toujours difficiles de militants communistes.

Le petit groupe des philosophes, au milieu de tous ces éclats, était passé inaperçu. Ses six membres, Pierre Morhange, Georges Politzer, Henri Lefebvre, Norbert Guterman, Georges Friedmann et Paul Nizan n'avaient en commun qu'une solide amitié et le refus obstiné de la philosophie classique. Fondée en 1924, leur revue *Philosophies* se donne des objectifs peu communistes :

la « défense de l'esprit, du mysticisme et de la liberté ». Elle n'aura que six numéros. Leurs rapports avec les surréalistes n'apparaissent pas plus faciles, « le groupe des philosophes entrait en rapports perpétuels et difficiles avec le groupe des poètes, les surréalistes, qui se comportaient aussi politiquement. Il importait de ne pas rompre ces rapports, malgré la fatuité sans limite des dirigeants surréalistes et leur prétention à s'intégrer la philosophie et les philosophes » (5).

Mais la guerre du Rif offre aux philosophes comme aux poètes l'occasion d'entreprendre une action commune avec *Clarté*. Ils en viennent vite à considérer le Parti comme la seule force révolutionnaire. Leur optimisme s'oppose au désespoir des surréalistes. Friedmann écrit, en 1926, dans l' *Esprit* : « Nous refusons de nous enfouir tout entiers comme vous l'auriez voulu dans la description de la mort. Car il y a de la vie, et notre amour va vers elle. » Le communisme leur offre une cause. Les uns après les autres, ils adhèrent.

Nizan entre au P. C. en 1927 ; Sartre, dont il a été l'ami intime à Normale, après l'avoir été pendant une grande partie de leurs études, explique que Nizan « se fit révolutionnaire par révolte » ; à 15 ans, il avait pensé entrer dans les ordres ; deux ans après, il avait voulu se convertir au protestantisme. Son adhésion au marxisme, auquel il va se consacrer entièrement, lui donne enfin son axe et son équilibre ; le dandy mélancolique, le séducteur taciturne, le désespéré qui multipliait les fugues et avait manqué de peu un suicide en Arabie, le critique féroce, font place au militant. Il devient journaliste communiste.

Ses amis le suivirent peu de temps après. En 1929, ils fondent la *Revue Marxiste* », dont le numéro 1 paraît en février. Politzer, grand, vigoureux, les cheveux d'un roux éclatant, toujours enthousiaste, souvent excessif, abandonne la psychologie, pour laquelle il était « génialement doué » ; il se consacre à l'économie politique, dont il est rapidement le meilleur spécialiste au Parti. Henri Lefebvre, qui y tient également une grande place, choisit l'étude du matérialisme dialectique. Les philosophes se sont engagés sans restriction. Ils joueront jusqu'à la guerre un rôle éminent dans le Parti.

## NOTES

(1) Cf. page 55.

(2) A. Breton : *Qu'est-ce que le surréalisme ?*

(3) M. Martin du Gard. *Les Mémorables.*

(4) L. Aragon : *l'Homme communiste.*

(5) H. Lefebvre. *La Somme et le reste.*

Troisième partie

# 1931-1939

# Maturité

## 1.

# Echec du front unique

1931-1932 — le décor se plante en Europe et en France. Mais beaucoup ne le voient pas encore, en retard sur l'événement ou sur l'idéologie. Ce nouveau décor est allemand : porté par les chômeurs et les hobereaux, Hitler s'approche du pouvoir et fait mentir et Manouilski et... Léon Blum (1) ; italien, Mussolini rêve de trouver à l'extérieur les dérivatifs à la misère du sud ; espagnol : à peine installée, la République est déjà trahie par les militaires ; chinois même : les Japonais occupent la Mandchourie. Français enfin : atteints d'infantilisme économique, aveuglés par l'orthodoxie financière, les dirigeants français ne voient ni les signes de la crise, ni les remèdes qu'elle exige. Atteinte plus tardivement que les autres, l'économie française en souffrira plus durablement. En 1931, la production, les salaires, la durée du travail diminuent brutalement et le chômage s'accroît. Facilitée par les divisions syndicales et la prospérité des années vingt, la paix sociale qui dure depuis dix ans touche à sa fin. Pour la première fois, de violentes grèves secouent le Nord. Des gouvernements de droite — Laval puis Tardieu — font contre eux l'unanimité de la gauche. Le climat change à l'intérieur comme à l'extérieur. Le parti communiste sort enfin d'une longue enfance au moment où il cesse d'être le seul « ennemi » au-dedans comme au-dehors.

L'occasion produit l'homme, aiment à dire les communistes pour qui l'histoire est le produit de forces et non

de volontés. Des occasions, le parti en a eu pourtant depuis dix ans, des hommes plus encore. Ni les unes, ni les autres n'ont abouti à faire un seul événement, lequel naît de la rencontre, d'une harmonie entre l'occasion et l'homme. 1931-1932 pour le P. C. Français c'est un pays et un monde qui changent et c'est Maurice Thorez.

Maurice Thorez est né avec le siècle, exactement le 28 avril 1900, à Noyelles-Godault, à mi-chemin de Lens et de Douai. Petit-fils et fils de mineur, il est à douze ans trieur de pierres à la fosse de Dourges ; il pratiquera ensuite un peu tous les métiers ou plutôt tous les apprentissages, valet de ferme et marinier pendant la guerre, de nouveau mineur après, puis mitron, manœuvre et enfin peintre en bâtiments avant de devenir permanent du parti, « professionnel de la révolution ». Chassé par l'invasion, il s'était retrouvé seul avec son grand-père dans un village de la Creuse ; il y reprend ses études avec l'instituteur de Clugnat. Staline avait été séminariste, son futur disciple a été enfant de chœur, mais il aurait plutôt la vocation professorale ; il se révélera d'ailleurs excellent pédagogue tout au long de sa carrière, enseignant la révolution plus que la pratiquant. Premier au certificat d'études dans son pays natal, il obtient le premier prix de composition française. C'est décidément un bon sujet.

La guerre, la mine qu'il retrouve en janvier 1919, la lecture, l'influence de son grand-père — un socialiste qui, lui, le restera — le conduit rapidement à la S.F.I.O. où il se déclare aussitôt pour l'adhésion à la III^e^ Internationale. Propagandiste, il le demeure alors qu'il effectue son service militaire au 72^e^ R.I., à Abbeville, puis à Amiens, de 1920 à 1922. A Tours, La Fédération du Pas-de-Calais vote pour l'adhésion à la III^e^ Internationale. Le voici membre du parti communiste. A son retour, il milite activement dans les jeunesses communistes et au syndicat des mineurs C.G.T.U...

Dès lors, son avancement dans le parti va être rapide ; il est délégué par sa fédération au deuxième congrès du P. C., à Paris en octobre 1922 ; « le sérieux et la maîtrise précoces » de cet inconnu auraient dès cet instant frappé Vaillant-Couturier qui, deux ans plus tard, si l'on en croit Jean Fréville, se serait exclamé au Congrès de

Lyon : « Voilà celui qui conduira le prolétariat français à la victoire ! » (2).

C'est à ce congrès, en janvier 1924, que Maurice Thorez, devenu entre-temps secrétaire adjoint puis secrétaire de sa fédération en 1923, entre au comité central. Il a vingt-quatre ans ! En octobre de la même année, il devient secrétaire de la vaste région qui regroupe les trois départements du nord et fait enfin en février 1925 son premier voyage à la Rome rouge où il a « le rare bonheur de voir et d'entendre Staline » (3).

A-t-il été tenté auparavant par le charme trotskyste ? Il le semble bien au moins pour quelques mois, en 1924. Souvarine dirige alors le *Bulletin communiste* ; il est opposé à la bolchevisation et favorable à Trotsky ; il fonde une nouvelle revue, *Cours nouveau*. Maurice Thorez, qui vient d'entrer au comité central, souscrit personnellement au projet et refuse même de diffuser dans sa fédération le *Bulletin communiste*, organe officiel du parti quand la direction en passe à Treint. Quatre lettres à Souvarine en font foi ; elles sont datées de mars, avril et mai 1924. Mais le bon sujet ne suivra pas longtemps le mauvais maître. Deux mois plus tard il l'abandonne lorsque Souvarine est exclu par l'Internationale.

Son premier voyage en U.R.S.S. l'enthousiasme. « Le cœur battant je pénétrai dans ce monde nouveau, voulu par les travailleurs et façonné par eux. J'admirai cet univers en construction, ces villes qui surgissaient du sol, ces usines qui tournaient, non pour le profit d'une oligarchie égoïste et rétrograde mais au service de la collectivité. » Staline ne l'enthousiasme pas moins. Sa « cordialité souriante » le met à l'aise dès l'abord. « Ses interventions, tout à la fois si simples et si profondes », lui font une « forte impression ». Ce premier séjour sera suivi de beaucoup d'autres qui feront de ce parfait pédagogue un excellent élève.

Revenu en France, le parti qui a découvert en lui un partisan convaincu et convaincant du « front unique » — qu'il a pourtant défendu en vain dans sa fédération — éprouve ses capacités d'action en lui confiant la direction et même la présidence du comité central d'action contre la guerre du Rif. Cela lui vaut sa première condamnation.

En juillet 1925 — à vingt-cinq ans — il accède au bureau politique et devient secrétaire à l'organisation. Sa vie, coupée de séjours en prison et à Moscou, va peu à peu se confondre avec celle d'un parti qui va longtemps encore se chercher ; il y fait un travail patient et prudent de fourmi fidèle. D'autres chanteront ou crieront plus fort ; lui travaillera à bâtir une organisation, à choisir des cadres, à déceler les hérétiques jusqu'au jour où, enfin sûre de lui, Moscou le choisit en juillet 1930 comme secrétaire de la section française à l'Internationale communiste. Plus tard, Jdanov, chef du Kominform, dira : « Croyez-vous qu'on forme un Thorez en quelques mois » ?

Thorez, lui, va former le parti en quelques années; il va commencer par le fustiger. « En cette période d'offensive du capital et de poussée révolutionnaire, il n'est pas possible de se prévaloir de quelques menus résultats, voire en même temps de quelques petits succès, pour se dissimuler à soi-même et dissimuler au parti la persistance de graves faiblesses de notre mouvement et même sa régression partielle ». Ce n'est encore rien. « Il faut reconnaître que l'on a jusqu'ici négligé le travail syndical, méconnu la tactique du front unique, et que le recrutement est nul ». Ce n'est pas tout. « Les critiques chatouillent désagréablement les oreilles des responsables ; ils y répondent souvent de telle façon que les ouvriers perdent toute envie de discuter... Si quelqu'un sort une idée, on se demande tout de suite : « Quelle peut être sa déviation ? ».

C'est le fameux article du 14 août 1931 : « Pas de mannequins », dans lequel on voit généralement le signal de cette « autocritique sincère et salutaire » qui va peu à peu assainir la vie intérieure du parti. « Enfin on va discuter. » Tel est le cri de satisfaction — et de soulagement — qui monte du parti », écrit-il encore, lettres à l'appui, le 1er septembre. La liquidation du groupe doit précisément permettre la discussion et le retour à un véritable « centralisme démocratique » qui pourrait ainsi se définir : discuter avant, obéir après.

Pour autant la politique du parti ne change pas. Ses thèses et sa tactique lui sont dictées par l'Internationale. Elles sont aussi intransigeantes. En dehors de la lutte

quotidienne « contre l'offensive du capital », le parti est pressé de défendre l'U.R.S.S. et de combattre avec acharnement le traité de Versailles, de hâter « la libération des peuples opprimés d'Alsace-Lorraine et des colonies » — ces deux objectifs vont toujours de pair à cette époque — et bien entendu de renforcer l'attaque contre le parti socialiste et la C.G.T.

Si l'expression « social-fascisme » revient moins souvent dans la littérature communiste, on y instruit cependant en permanence le procès de « fascisation de la social-démocratie ». En tout cas le parti socialiste est une agence de la bourgeoisie dans les rangs de la classe ouvrière. Il est au demeurant « profondément ravagé par le crétinisme parlementaire ».

Mais il convient de ne pas confondre « les ouvriers socialistes trompés et les chefs qui les trompent ». Main tendue à ceux-ci, poing montré à ceux-là. Depuis dix ans la tactique est la même ; son échec aussi.

Les élections législatives de 1932 approchant, le parti est amené à définir ou plutôt à confirmer son attitude. A la distinction gauche-droite, il continue d'opposer l'antagonisme prolétariat-bourgeoisie. « Nous ne connaissons que la discipline de classe », s'écrie Maurice Thorez.

Dans l'interminable rapport qu'il présente au comité central de mars, le chef du parti communiste ne paraît pas douter du succès. « Perdre des voix en 1932 ! Quand il y a la crise économique, l'attaque contre les masses laborieuses, des millions de chômeurs, les grèves, l'attaque contre l'U.R.S.S. ». Il ne peut le croire.

En fait, c'est un désastre. Le parti perd 279.000 voix et passe de 1.063.943 à 784.883. Son pourcentage par rapport aux suffrages exprimés recule de 9,3 % à 6,8 %, moins qu'en 1924. Cachin, Marty, Duclos sont battus. Le reflux est général, mais il est plus prononcé dans les régions rurales, notamment dans le centre. Seul le Pas-de-Calais, grâce aux mineurs, est en progression ; la région parisienne elle-même est en recul : les suffrages communistes passent de 20,7 % à 17,4 % dans la Seine et Seine-et-Oise. Là les communistes dissidents, « les renégats » de l'Unité Prolétarienne (3 *bis*) ont pris des voix au P.C. Ailleurs elles sont allées au parti socialiste. Contre la droite au pouvoir, la discipline républicaine a conduit les électeurs

de gauche à voter pour les candidats du cartel ressuscité dans l'opposition. Elle jouera encore plus au second tour, beaucoup plus qu'en 1924. Même dans les régions industrielles, les électeurs communistes préfèrent souvent voter pour un socialiste et même un radical plutôt que de laisser élire un modéré : le déchet est de 50 %.

De cet échec, les dirigeants rendent responsable le sectarisme du « groupe », évincé il y a près d'un an ; ils ne vont pas plus loin. Pas plus que de l'évolution de la situation intérieure française, ils ne tirent la leçon des changements intervenus dans le monde. La montée de l'hitlérisme semble laisser le parti indifférent; il en parle peu et ne l'analyse pas. Il s'en tient au schéma de l'Internationale qui coûtera si cher au Parti communiste allemand : l'ennemi N° 1 est et demeure la social-démocratie alliée de la bourgeoisie, d'un côté comme de l'autre du Rhin. S'allier aux socialistes, « sous prétexte de combattre Hitler », ce serait suivre Trotsky alors que ses thèses sont celles de la contre-révolution, d'un « détachement d'avant-garde de la bourgeoisie contre l'Union soviétique ».

Que la baisse des voix comme des effectifs des communistes — et de la C.G.T.U. — soit due aux défauts d'un parti mal guéri de l'étroitesse du « groupe » et repris en main depuis trop peu de temps par Maurice Thorez, c'est vraisemblable. Mais il est certain que sous l'inspiration et la conduite mécanique de l'Internationale, le P. C. français développe alors avec constance les thèmes propres à blesser la sensibilité et même les sentiments des Français.

Maurice Thorez ne cesse d'appeler à la défense de l'U.R.S.S. « La guerre est commencée contre l'Union soviétique, dit-il en mars, rendant imminente l'attaque. Nous allons vers de grands combats... » Mais la menace qui pèse ainsi sur « la patrie socialiste », n'est pas celle du fascisme allemand ; c'est celle de « l'impérialisme français ». La France prépare la guerre de mille et une manières et d'abord en refusant de réviser ce « traité d'esclavage et de rapine » qu'est le traité de Versailles. « La cause de la situation actuelle de l'Europe, c'est Versailles ! Les capitalistes et les socialistes évoquent le danger Hitler ! Mais ils l'ont développé ; ils l'ont nourri ! Le développement de l'hitlérisme, c'est la conséquence de l'ar-

ticle 231 du traité de Versailles sur les responsabilités unilatérales du peuple allemand en 1914. »

Toute la politique allemande du parti s'ensuit ; il est évidemment « pour la fin de toute contrainte sur le peuple allemand »; il est bien entendu contre la politique française en Europe centrale mais il est aussi pour l'Anschluss et en tout cas pour l'union douanière germano-autrichienne. Et ce n'est pas le moindre grief qu'il adresse aux socialistes que de s'y opposer ; il leur reproche même d'exciter les travailleurs français contre le fascisme en Allemagne et en Italie ! Chauvinisme, impérialisme que tout cela.

Les communistes ne sont certes pas les seuls à voir dans la politique des réparations ou même dans le système de Versailles l'une des causes de la crise de la République de Weimar. D'autres, à droite comme à gauche, ont déploré avec eux le manque d'imagination et d'audace des gouvernants de gauche ou de droite à l'égard de l'Allemagne. Mais la propagande de l'Internationale communiste contre le traité de Versailles n'en rejoint pas moins celle du National-Socialisme. L'hitlérisme est alors sous-estimé, sinon ménagé. Le défaut de clairvoyance est conscient à Moscou ; il est et sera plus cruel à Berlin et plus choquant à Paris.

Mais il ne s'explique pas seulement par cette sympathie que l'Internationale a toujours éprouvée pour la patrie de Marx et sa préférence pour le parti communiste allemand. Cet aveuglement est, comme toujours, fondé sur une analyse. Et d'abord sur une constatation ou plutôt sur deux qu'au mépris de l'histoire et de la géographie les Alliés oublieront pendant vingt ans : précisément de 1919 à 1939. D'une part, les frontières de l'Union soviétique ont été fixées par les traités qui ont sanctionné une défaite. Elles sont d'autant moins acceptées que, des pays Baltes à la Roumanie, la patrie du socialisme est entourée de pays qui, l'un après l'autre, se sont donné des régimes autoritaires, antisoviétiques. Le patriotisme russe, qui est à l'idéologie communiste ce que le pangermanisme sera à l'hitlérisme, ne peut l'admettre.

Mais, à l'ouest comme à l'est, l'équilibre européen repose sur le traité de Versailles. L'Internationale le professe : pour que la révolution s'étende à d'autres pays, il faut que cet équilibre soit rompu. Les communistes

français ne mènent donc pas une campagne furieuse contre les chaînes du traité de Versailles pour le seul agrément de froisser le sentiment national et de plaire à l'Allemagne ; ils le font pour servir l'Union soviétique et la Révolution. « C'est parce que la France impérialiste est encore assez forte que se maintient le système de Versailles dont la rupture signifiera le bouleversement complet de l'Europe », constate justement alors Maurice Thorez (cahiers du bolchevisme, 15 octobre 1932).

Ce qu'il ne dit pas, mais ce qui explique la politique allemande de l'Internationale, c'est que la rupture de l'équilibre européen ne peut intervenir qu'en Allemagne et que, dans cette perspective, les communistes croient que, sans le vouloir et même en voulant le contraire, Hitler sert les desseins de Moscou ; il aggrave en effet les contradictions du capitalisme, affaiblit la bourgeoisie en la divisant et crée ainsi les conditions d'une crise révolutionnaire qui, surgissant en Allemagne, pourrait s'étendre à toute l'Europe.

Cette conclusion purement politique est complétée ou plutôt précédée par une explication économique qui, s'agissant de marxistes, ne peut évidemment lui être qu'antérieure. L'Internationale est convaincue qu'après la croissance économique de l'après-guerre, les années 30 marquent la fin de ce qu'elle appelle « la stabilisation provisoire du système capitaliste » —, et c'est une occasion de plus de s'en prendre à ceux des socialistes qui, comme Jules Moch, avaient cru à une rationalisation de ce régime ; l'Internationale observe en outre que la crise économique aggrave les antagonismes entre Etats capitalistes — et là non plus les faits ne lui donnent pas tort ; elle en conclut que la crise favorise l'essor du mouvement révolutionnaire, « la maturation des prémices de la crise révolutionnaire » et d'abord en Allemagne », chaînon sensible du système capitaliste », souligne Maurice Thorez devant le comité Central de mars 1932.

## *La politique alsacienne*

La politique alsacienne du parti n'est qu'un cas particulier de sa lutte en faveur des « peuples asservis par le

traité de Versailles ». Malgré les déboires innombrables que lui vaut depuis treize ans cette politique, le parti réclame avec plus d'obstination que jamais « la libre disposition du peuple d'Alsace-Lorraine, jusques et y compris la séparation d'avec la France » ; il va jusqu'à se scandaliser que des communistes français puissent parler de « nos départements recouvrés ». Pour lui, il s'agit « d'un régime d'oppression nationale, comprenant certains éléments d'exploitation coloniale-impérialiste ». Maurice Thorez associe alors toujours la lutte pour la libération des peuples coloniaux et celle des peuples d'Alsace et de Lorraine ; il cite à leur propos le mot fameux de Marx : « Un peuple qui en opprime un autre ne saurait être libre. » Il juge même insuffisant de réclamer l'autonomie et se prononce pour l'indépendance des uns comme des autres. Faute de mieux le mouvement autonomiste est bien un authentique « mouvement d'émancipation nationale » et le parti doit donc lui apporter son total soutien. Mais il est bien obligé de reconnaître qu'il a réchauffé dans le sein internationaliste du parti plus d'une vipère, plus d'un renégat « qui sous prétexte de prendre la direction du mouvement national se sont soumis aux cléricaux petits-bourgeois abdiquant devant l'impérialisme français ».

Parmi ces renégats figure Charles Hueber, un sympathique serrurier qui, secrétaire de la fédération communiste, était aux côtés de Marcel Cachin à la fameuse réunion d'Essen contre l'occupation de la Ruhr en 1923 avant d'être élu député en 1924.

Le parti communiste ne se contente pas de motions et de discours qui font scandale à la Chambre et dans la presse ; il fait de la propagande et de l'agitation en Alsace. Pour cette tâche, il a choisi — est-ce pour le racheter ? — le théoricien du « groupe », un moment infidèle et pour toujours repenti, François Billoux. Responsable lyonnais, membre du comité Central depuis 1926, patron des jeunes communistes de 1928 à 1931, il est envoyé en Alsace en novembre 1931 et il y restera jusqu'en décembre 1933 pour être expédié dans les Bouches-du-Rhône. Homme de l'appareil, trapu et narquois, il empruntera l'accent comme il aura appris l'allemand. Lyon, Paris, Strasbourg, Marseille, Madrid. Cette sorte d'homme

fait penser à ces pères jésuites que, leur supposant le don des langues, la Compagnie dépêche tour à tour aux quatre coins du monde. Thorez lui-même s'adressera en allemand au congrès des jeunesses communistes de Strasbourg en avril 1933. Et il prend la défense de la « Muttersprache » au point qu'à un député qui l'interrompt à la Chambre, lors d'un débat houleux, il lancera que s'il a appris l'allemand c'est pour pouvoir parler aux Alsaciens dans leur langue... encore que dans *Fils du Peuple* il confie que c'est pour lire dans le texte Marx et Engels. En avril 1933, quatre mois après l'arrivée au pouvoir de Hitler, il réclamera encore « l'indépendance absolue et inconditionnée du peuple d'Alsace et de Lorraine, le retrait immédiat de tous les corps de troupes d'occupation et de tous les fonctionnaires français d'Alsace-Lorraine » !

Pour les communistes, la lutte contre « l'impérialisme français », sous tous les aspects qu'ils lui découvrent, est une justification supplémentaire de leur hostilité au parti socialiste, qui en est, selon eux, l'allié et l'agent. A la veille des élections de mai, Maurice Thorez avait dressé une fois de plus un acte d'accusation contre la S.F.I.O... On y lisait entre autres amabilités que la crise économique avait accéléré « sa fascisation » et que les socialistes appelaient à la guerre contre l'U.R.S.S. En septembre, s'adressant au Comité exécutif de l'Internationale, Maurice Thorez, qui convient que le parti socialiste « s'est renforcé », parle bien encore de la lutte contre la social-démocratie. Mais le ton a un peu changé.

Que s'est-il passé ? Un congrès qui n'est pas encore un événement mais qui prouve que la situation commence à être réévaluée à Moscou et donc à Paris en passant par... Amsterdam.

Le 26 juin 1932, Henri Barbusse et Romain Rolland ont en effet lancé un appel en faveur d'un congrès mondial contre la guerre (4). La paternité en revient-elle a Maurice Thorez ? Jean Fréville a raconté la visite qu'il avait faite en sa compagnie le 5 avril à Henri Barbusse à Aumont, en lisière de la forêt d'Hallate. Après avoir parlé littérature avec l'auteur du *Feu*, et lui avoir fait compliment de son *Zola*, Thorez l'entretint longuement de politique pour lui dire finalement : « Il faudrait susciter

un vaste mouvement d'opinion contre la guerre, un mouvement international qui unirait tous les partis opposés à la guerre, tous les démocrates, tous les pacifistes sincères, les manuels, les intellectuels ». Oui, dit Barbusse, « il faudrait une levée en masse contre la guerre... »

Sollicité par Barbusse, Romain Rolland donne son accord et sans plus attendre tous deux appellent « tous les hommes, toutes les femmes, sans tenir compte de leur affiliation politique et toutes les organisations ouvrières, culturelles, sociales et syndicales, toutes les forces et toutes les organisations, à s'unir dans un congrès qui aura « pour tâche d'éclairer avec précision la situation historique et de mettre les masses en face des réalités qui les menacent et d'organiser les volontés des travailleurs en bloc autour de leur patrie socialiste en danger ».

Gorki, Einstein, Heinrich Mann, Dos Passos, Upton Sinclair adhèrent aussitôt au comité d'initiative. Le patronage intellectuel est prestigieux, la participation politique se heurte inévitablement à l'hostilité des socialistes. Barbusse tente de convaincre Adler. En vain. « Vous n'ignorez pas, lui écrit le secrétaire de la IIe Internationale, que les partis socialistes et les syndicats sont fort méfiants à l'égard de la tactique communiste connue de manœuvre de front unique, à cause du grand nombre de tristes expériences qu'ils ont faites ». Finalement, les partis socialistes jettent l'interdit sur le Congrès. Le *Populaire* le qualifie de « farce » et de « bluff ». Deux à trois cents socialistes s'y rendent cependant dont vingt membres de la S.F.I.O. et parmi eux deux députés, Georges Monnet et Camille Planche.

Que l'idée du Congrès soit venue ou non de Thorez, le parti communiste en fait évidemment son affaire, non sans difficultés d'ailleurs. Le parti s'est toujours méfié, surtout à sa fondation, et des intellectuels et du pacifisme. Et voici que deux écrivains lancent un appel pour la paix. Aussi tient-il à distinguer les intellectuels « honnêtes » des autres et le vrai « pacifisme » du faux. L'adhésion des communistes au congrès mondial de lutte contre la guerre « ne saurait être à aucun moment et à aucun degré une adhésion aux conceptions petites-bourgeoises pacifistes ».

Primitivement prévu à Genève, le congrès, qui se tient à Amsterdam le 27 avril 1932, ne compte qu'un tiers de

communistes sur deux mille cinq cents participants. Il y a là parmi les Français Jean-Richard Bloch, Paul Langevin et André Gide. Malade, Romain Rolland est absent, mais il est avec Barbusse, Marcel Cachin et un socialiste, Poupy, l'un des quatre membres français du « Comité Mondial de lutte contre la guerre impérialiste » fondé à l'issue du Congrès.

Les vingt socialistes français qui s'y sont aventurés appartenaient — mais non les deux députés — à la tendance de l'Action Socialiste Révolutionnaire favorable à l'unité d'action avec le P. C... La commission administrative permanente du parti s'empresse de les blâmer sévèrement et dénonce dans le Congrès « beaucoup plus une manœuvre dirigée contre les social-démocrates qu'une entreprise sérieuse et loyale en faveur de la paix ».

En fait, le congrès est moins important en soi que par le changement de climat qu'il va provoquer peu à peu en France en facilitant l'évolution du P. C... Le parti y trouve en effet, saisit, exploite l'occasion de ces contacts à la base qu'il a toujours posés comme condition préalable à tout front unique au sommet. Raison ou alibi, la tactique du parti va donc pouvoir évoluer et d'autant plus que la seconde condition d'un véritable tournant ne va pas tarder à être réunie elle aussi : le changement de stratégie (ou son amorce) de l'Internationale dont le comité exécutif assigne enfin en septembre comme objectif aux partis communistes la lutte contre le fascisme. Il était temps ou plutôt il était déjà trop tard, au moins en Allemagne, mais non en France.

### *Hitler n'attend pas...*

Le 1er décembre 1932, au nom du bureau politique, Maurice Thorez offre à la S.F.I.O., dans une lettre adressée à son secrétaire général, Paul Faure, l'organisation de meetings communs dont l'un se tiendrait le lendemain à Paris. « Pour éclairer les prolétaires, nous organisons dans tout le pays une série de controverses publiques, y déclare Thorez. Nous sommes prêts à nous entendre avec le parti socialiste et le P.U.P. sur les lieux, les dates, les

bureaux communs, le temps de parole égal pour assurer à chacun la liberté d'expression... ».

Un an plus tard, cette initiative sera qualifiée d'erreur grossière, de faute, parmi d'autres, du comité central. « Nous avons laissé croire, confessera Maurice Thorez, que nous communistes, nous étions prêts à discuter de la réalisation de l'unité organique avec le parti socialiste. » Or, en bonne doctrine, l'unité, c'est le ralliement des socialistes au communisme et non la fusion de deux partis qui sont de nature totalement différente.

Mais en cette fin d'année, le courant est assez fort pour que le parti communiste se laisse tenter par l'hérésie. La rencontre a bien lieu. Deux membres du comité central rencontrent deux socialistes et deux « pupistes ». Mais douze ans de méfiance et de haine réciproques ne vont pas se dissiper en un jour. Les pourparlers traînent...

Hitler, lui, n'attend pas et prend le pouvoir le 30 janvier 1933. Il ne réconcilie pas pour autant les socialistes et les communistes en France, ni même en Allemagne. A Berlin, la social-démocratie décline les propositions tardives de front unique de Thaelmann. Et le 6 février, dans une nouvelle lettre adressée à Paul Faure, Thorez estime inutile la poursuite des conversations avec la S.F.I.O. ; il en est d'ailleurs encore à voir d'abord dans l'avènement de Hitler « l'ébranlement » tant souhaité du « système de Versailles ». Pour tenter d'en finir avec la querelle des frères ennemis, il faut que les deux Internationales s'en mêlent.

Le 19 février, le bureau de l'Internationale socialiste lance de Zurich un appel « aux travailleurs du monde entier » : La lutte décisive est actuellement engagée entre le fascisme et la classe ouvrière en Allemagne. L'enjeu est énorme.

« L'Internationale ouvrière socialiste a toujours reconnu que la lutte fratricide du prolétariat est la principale raison de son affaiblissement, et, partant, la meilleure alliée du fascisme. Aussi, l'Internationale ouvrière socialiste a-t-elle toujours été convaincue que la fin de la scission et l'unité du prolétariat sont les conditions préalables du développement complet de la force prolétarienne.

« L'Internationale ouvrière socialiste vise à l'organi-

sation d'une action commune, sur la base d'une entente sincère et honnête. En face des dangers tragiques qui les menacent, nous exhortons les prolétaires allemands, les prolétaires de tous les pays, à mettre fin à toutes les attaques réciproques, et à lutter ensemble contre le fascisme. L'Internationale ouvrière socialiste a toujours été prête à négocier, au sujet d'une telle communauté de lutte, avec l'Internationale communiste, dès que celle-ci se déclarerait prête à le faire... »

Le Comité exécutif de l'Internationale communiste renvoie la balle et recommande aux partis communistes de proposer aux partis socialistes « dans le cadre de chaque pays » une action commune contre le fascisme et l'offensive du capital ». Nous sommes déjà le 5 mars. A son habitude l'Internationale a pris son temps mais aussi ses sûretés et circonlocutions. Elle pose longuement un certain nombre de conditions à l'action commune qui sont apparemment acceptables sauf la dernière : que les deux partis organisent « des comités d'action dans les entreprises, dans les bureaux de placement et dans les quartiers ouvriers » et que sans même attendre le résultat des pourparlers ils organisent immédiatement des « comités de lutte commune ».

Ainsi après avoir donné un coup de casquette au front unique au sommet, l'Internationale propose donc ou plutôt se propose de le réaliser avant tout à la base. C'est toujours la même idée ; gagner les ouvriers socialistes en les entraînant dans une action commune. Dans ces conditions la réponse des socialistes français ne pouvait guère être différente de ce qu'elle avait été jusque-là.

Dès le 6 mars, le parti communiste offre au parti socialiste d'organiser en commun une journée de manifestations de rue et appelle sans plus tarder les ouvriers socialistes à se réunir avec leurs « frères communistes » pour organiser ensemble l'action commune. Les dirigeants de la S.F.I.O. ne s'y trompent pas.

« L'objet véritable de l'appel, écrit Léon Blum le 8 mars, n'est aucunement une négociation et une entente entre les deux organisations. L'intention véritable du parti communiste est de toucher les travailleurs socialistes par-dessus ou par-delà leur organisation ; c'est, tout en parlant d'action commune avec le parti socialiste, et à

la faveur de cette agitation, de dissoudre le parti socialiste, ses cadres, ses organismes, dans une masse inorganique du prolétariat livrée d'avance aux directives communistes. »

On assiste alors du côté socialiste à une sorte de jeu de l'échelle. Pas d'action à la base sans accord du parti au sommet, dit la S.F.I.O. Mais pas d'accord entre partis nationaux sans entente entre les deux Internationales, décide l'Internationale socialiste.

« Le Comité exécutif de l'Internationale ouvrière socialiste estime que seules des négociations entre les deux Internationales peuvent aboutir à une entente loyale et honnête pour une action commune de défense contre le fascisme et la réaction capitaliste... En attendant que l'Internationale communiste ait répondu à la question primordiale qui reste posée devant elle, et aussi longtemps qu'un contact effectif entre les deux Internationales n'aura pas donné un résultat positif, l'Internationale ouvrière socialiste recommande instamment aux divers partis affiliés de s'abstenir de toutes négociations séparées. »

La casuistique précautionneuse des socialistes a eu raison de la dialectique entraînante des communistes. Pour la seconde fois en trois mois, la première avant la victoire hitlérienne et la seconde après, la tentative de conversation entre les deux partis a donc avorté.

Depuis six mois, le parti socialiste avait posé comme condition à tout contact avec le parti communiste la fin « des polémiques injurieuses de parti à parti ». C'est le moins qu'il pouvait implorer. Depuis treize ans, socialistes, radicaux, républicains, réactionnaires et plus récemment fascistes étaient en quelque sorte synonymes dans le dictionnaire de la tactique « classe contre classe ». En octobre 1931, Thorez disait encore : « Nous ne reconnaissons aucune discipline républicaine qui puisse nous faire préférer un Caillaux à un Chéron, un Sarraut à un Maginot ». En février 1933, il déclarait avant l'enlisement des pourparlers : « Non, Herriot, ce n'est pas la même chose que Tardieu ; Boncour ce n'est pas la même chose que Herriot et Daladier pas la même chose que Boncour. » Mais en octobre, Daladier ne vaut guère mieux que Hitler : « On ne peut accorder plus de crédit aux déclarations de

Hitler lorsqu'il exprime son amour de la paix qu'aux discours de Daladier. » On s'attaque, on s'injurie de plus belle.

Si les conversations directes ont échoué, les contacts parallèles n'aboutissent pas davantage à l'entente, ni même à la détente. Le 26 mai, Gaston Bergery, radical talentueux mais incertain, propose la constitution d'un « Front commun » contre le fascisme. Les socialistes y délèguent Georges Monnet et les communistes, mais seulement à titre d'observateurs, Benoît Frachon et son contraire, Jacques Doriot! Le programme est ambitieux; il est à la fois d'étude et d'action, défensif et offensif ; il tire à boulets rouges sur le « fascisme affameur, exécuteur des basses œuvres de la grande industrie ». Mais il fait long feu. En juin le « congrès antifasciste européen » qui se réunit salle Pleyel se marie le 15 avec le Mouvement d'Amsterdam pour donner naissance aux Comités Amsterdam-Pleyel. Les socialistes excluent ceux d'entre eux qui y adhèrent. L'influence communiste s'y fera sentir d'autant plus fortement et le parti reconnaîtra plus tard avoir agi à travers les comités. Ainsi les deux partis ne se rencontrent vraiment ni au « Front Commun », malgré les efforts de Gaston Bergery, ni à Amsterdam-Pleyel, malgré la caution de Romain Rolland.

Pendant plus d'un an les deux partis vont s'affronter plus durement que jamais et s'accuser mutuellement de favoriser le fascisme tandis que les premiers camps de concentration en Allemagne vont trop tard les réconcilier et que les premières manifestations des ligues vont agiter la rue en France.

A la social-démocratie, l'Internationale communiste tient à crime d'avoir poursuivi, même après la victoire de Hitler, la politique du « moindre mal » en Allemagne (mieux valait Hindenburg, mieux vaut Hitler que Thaelmann). Et c'était encore vrai en avril 1933. Aux communistes allemands, les socialistes reprochent en retour d'avoir longtemps pratiqué la « politique du pire ». Les arbres du national-socialisme ne doivent pas cacher la forêt social-démocrate, disait ou à peu près Thaelmann. Et ce fut vrai jusqu'à la fin de 1932. En réalité les deux partis avaient d'autant plus sous-estimé le danger hitlérien qu'ils se savaient incapables de s'entendre contre lui;

ils ne pouvaient combler en quelques mois le « fossé d'injures, de haine et de sang creusé depuis des années » (5) entre eux.

Entre leurs camarades français, il n'y a que des mots, une montagne de mots. Mais l'Himalaya n'est pas encore atteint. Alors que se produit en Allemagne le plus grand effondrement politique de l'histoire contemporaine, alors que les partis y sont dissous ou se dissolvent et que triomphe Hitler, les communistes français continuent d'être exhortés à « une lutte organisée et systématique » contre la social-démocratie ainsi qu'à une lutte acharnée et non moins systématique contre le traité de Versailles.

L'étrange, c'est que le parti communiste ne part pas d'une idée, d'une constatation absurde. Tandis que la politique française se traîne au niveau de la gestion financière et de la paix par le désarmement, l'Internationale avait bien vu que s'accomplissait, selon son jargon, « la transition vers un nouveau cycle de grandes collisions de classes et entre les États un nouveau cycle de guerres et de révolutions ». Mais il y avait la formule, et elle était juste, et la formulation, et elle était fausse. Les communistes français commettent après le 30 janvier 1933 la même erreur que les communistes allemands avaient commise avant : leur propagande, c'est-à-dire celle de l'Internationale, « ne se différenciait pas assez de celle du nazisme » (6).

En octobre 1933, Maurice Thorez en vient presque à regretter que Hitler n'ait pas encore brisé le système de Versailles ; il va même jusqu'à lui reprocher d'avoir renoncé « au moins en paroles à la reprise de l'Alsace ». Il accuse en même temps la bourgeoisie française d'utiliser « l'indignation sincère des masses contre les bourreaux hitlériens dans un sens chauvin pour préparer sa guerre ». Il est pourtant plus d'un communiste qui sent son bourgeois. A Marseille, un secrétaire régional n'hésite pas à déclarer que lutter contre le traité de Versailles, c'est faire le jeu de Hitler. A Saint-Étienne, un dirigeant local propose de renoncer au mot d'ordre « A bas le traité de Versailles ! ». Pire, des ouvriers ne répugnent pas à l'idée de guerre préventive. Bref, des doutes sérieux s'expriment à tous les échelons — et jusqu'au sein de la rédaction de *l'Humanité* — sur la justesse de la politique

suivie par l'Internationale. L'autocritique ne viendra que beaucoup plus tard donner raison à ces précurseurs, notamment sous la plume de Walter Ulbricht et de quelques autres après l'apocalypse de 1945.

Au Congrès mondial de la jeunesse, à l'automne, Daniel Guérin se fait encore traiter de « sale trotskyste » lorsqu'il fait observer que l'unité réclamée par le congrès il eût mieux valu la réaliser en Allemagne avant le triomphe de Hitler !

La tactique du parti communiste allemand l'avait condamné à l'isolement au lieu de le conduire à l'unité. Mais l'erreur et le vocabulaire continuent d'être à Paris ce qu'ils étaient à Berlin. On continue de porter les coups principaux à la social-démocratie, de parler de social-fascisme, de n'admettre l'unité d'action qu'à la base, de ne pas envisager de nouveaux contacts au sommet. A quoi bon d'ailleurs ? La direction communiste se convainc que le parti socialiste, menacé de scission à droite comme à gauche, est dans un état avancé de décomposition. Loin de voir un signe favorable dans la scission des néos, les communistes y découvrent une nouvelle preuve de la fascisation du parti, de tout le parti. Léon Blum se dit-il « épouvanté » par le discours d'Adrien Marquet au congrès de juillet 1933, y décèle-t-il le programme « d'un parti social-national de dictature » ? N'est-ce point enfin la condamnation tant attendue du social-fascisme ? Loin de s'en réjouir, Maurice Thorez s'en inquiète. Pour un peu, il en serait épouvanté, lui aussi. « Il faut montrer, dit-il au comité central, que si Blum « s'épouvante » du discours de Marquet, dans la pratique, avec tout son parti, il collabore activement à une politique de répression et de fascisation de la démocratie. » Daladier lui-même ne trouve plus grâce ; il travaille lui aussi avec l'aide des socialistes à « la fascisation progressive de l'Etat ». Il ne faut surtout pas laisser croire que la social-démocratie s'est épurée en s'amputant des social-fascistes. Maurice Thorez le reconnaît en clair. « Si l'on dit : « Marquet et Déat veulent le fascisme », il semblera que les autres le combattent et l'ouvrier socialiste pensera : « mon parti n'est pas tellement mauvais et les communistes sont aveugles qui ne voient pas que des hommes comme Paul Faure luttent contre le fascisme ». Il ne faut

pas que les socialistes pensent du bien de leur parti ; il faut qu'ils en pensent assez de mal pour passer au parti communiste ou tout au moins pour accepter à ses conditions le front unique. A l'ouvrier socialiste, il faut dire et répéter : « Tu es un frère mais qui a mal tourné, qui a suivi de mauvais conseils. »

En réalité, le parti communiste français ne fait en tout cela qu'appliquer fidèlement, mécaniquement les consignes de l'Internationale : celles de la XII^e Assemblée Plénière de septembre 1932 comme celles de la XIII^e Assemblée de décembre 1933. « En démasquant minutieusement et en réfutant, devant les masses, les sophismes hypocrites de la social-démocratie, les communistes doivent attirer les ouvriers social-démocrates à la lutte révolutionnaire active sous la direction du parti communiste. »

### *Jacques Doriot l'opportuniste.*

Le contraste entre l'événement, intérieur ou extérieur, et la tactique de leur parti ne va pas sans frapper nombre de communistes. Et voici que de nouveau la direction fulmine contre la double et chronique déviation : sectaire à gauche et opportuniste à droite. La première sévit une fois de plus dans le Nord où depuis Tours un « mur » s'est dressé au fil des ans et des grèves entre les ouvriers socialistes et le parti communiste ; et la seconde chemine sourdement dans la Seine où, brûlant les étapes, Jacques Doriot préconise le front unique au sommet.

Jacques Doriot arrive à un tournant qu'il a d'ailleurs amorcé dès 1929. Peut-être même avant. Il a alors trente-six ans. C'est le plus vieux des jeunes communistes. Comme tant d'autres il a dû travailler très tôt. En 1915, il arrive à dix-sept ans à Saint-Denis. Lisant beaucoup et sortant peu, il s'inscrit aux jeunesses socialistes. Sa classe est mobilisée en 1917 et son régiment est anéanti au Chemin des Dames. Quelques mois plus tard, il est cité à l'ordre de l'armée et reçoit la croix de guerre ; il a été chercher un camarade blessé entre les lignes et a mis deux heures à le ramener. Fait d'armes d'un futur antimilitariste.

Son premier contact avec le communisme n'est pas moins singulier. Versé à l'armistice dans un régiment de la coloniale de l'armée d'Orient, il est à Budapest quand y éclate la révolte de Bela Kun. Et le voici arrêté, désarmé, puis relâché par les Rouges ! Son régiment est envoyé à Fiume et Doriot y assiste à l'épopée de d'Annunzio. En 1920, il est enfin démobilisé, soldat de première classe.

La guerre, la révolution, le nationalisme l'initient brutalement à la politique. Ajusteur-monteur, il n'avait jusque-là d'autre passion que la boxe. Grand, gros et fort il a en lui un besoin irrépressible d'action, de violence. Revenu à Saint-Denis, il milite dans les Jeunesses socialistes, puis communistes. Il est délégué à la propagande puis secrétaire adjoint, enfin délégué des jeunesses au IVe Congrès de l'Internationale en décembre 1922 à Moscou. Il y reste plus d'un an. Trotsky, qui le fascine, en fait son poulain. Mais Lénine l'apprécie peu.

Revenu en France, il est à la tête des Jeunesses communistes et de la lutte contre l'occupation de la Ruhr en 1923. Poursuivi, il vit clandestinement au siège du parti, sous le nom de Guyot, jusqu'au jour où il est arrêté rue Lafayette.

Déjà condamné par contumace en 1920, il l'est de nouveau pour six mois. La direction du parti, qui déjà se méfie de lui, hésite à le présenter aux élections de 1924 mais y consent à contrecœur à la demande pressante des J. C... Il est élu et sort de prison pour entrer à la Chambre. C'est « un grand, fort garçon brun, à la figure mâle, aux yeux graves. Ses gestes sont durs et précis comme la parole. Tout en lui respire l'énergie et la volonté », écrit *l'Humanité*. Il se bagarre dans la rue et moralement à la tribune. Il envoie avec Sémard le fameux télégramme à Abd-el-Krim. Se souvenant sans doute de sa propre jeunesse, Briand dit de lui : « plus tard, il comprendra et il gouvernera... »

En décembre 1925, Staline l'appelle à Moscou d'où il l'expédie en Chine. Doriot y complète son expérience des révolutions et des hommes ; il y admire Tchang Kaï chek comme hier Trotsky et plus tard Hitler.

Où qu'il soit, il faut qu'il lutte, qu'il fasse la guerre à son pays ou à son parti. A Moscou il avait violemment

critiqué la direction du parti ; il continue à Paris et à Lille. Entré au bureau politique en 1927, il doit faire son autocritique en 1929. Il avait fait le procès de Sémard devant l'Internationale, Sémard fait le sien devant le Congrès de Saint-Denis. Le *Temps*, qui traite alors le communisme par le silence ou l'ironie, lui consacre un article en première page le 7 avril 1929.

« M. Doriot est excommunié. M. Doriot est chassé du paradis rouge ! M. Doriot est accusé — tenez-vous bien ! — d'être un « homme de droite ». Ce soldat d'honneur de l'armée communiste, décoré de l'ordre du Drapeau rouge, a subi la dégradation militaire ! On n'apprendra certes pas sans quelque stupeur, dans les couloirs de la Chambre, que ce personnage, dont la violence froide était devenue légendaire, a versé dans la réaction.

« Quel est son crime exact ? Il est difficile pour un profane, insuffisamment versé dans l'exégèse communiste, de le découvrir. On lui reproche d'avoir « sous-estimé les dangers de guerre, d'avoir nié ou pris une position erronée sur la radicalisation des masses, d'avoir mal apprécié la répression et manifesté de l'incompréhension sur le rôle de la social-démocratie ». Et il faut bien que tous ces reproches signifient quelque chose, puisque l'intrépide Doriot a reconnu lui-même ses péchés et a fait amende honorable...

« Mais le grand inquisiteur du bolchevisme français, M. Sémard, qui fut chef de gare et qui, depuis, a fait déjà dérailler M. Treint — exclu par ses soins de l'Internationale et du parti communiste —, M. Sémard est sans pitié. « Sans doute, dit-il, Doriot a apporté plus de précisions qu'il ne l'avait fait jusqu'à ce jour dans la reconnaissance formelle de ses erreurs, mais nous devons dire que sa façon de les expliquer marque un certain dédain du parti et de l'Internationale communiste ». En conséquence, M. Sémard « considère que ses déclarations ne sont pas une garantie suffisante pour le parti »...

Déjà, en janvier 1928, à l'approche des élections, Doriot s'était opposé à Thorez qui défendait la tactique « classe contre classe » prescrite par l'Internationale. Première alerte sérieuse. En janvier 1929, Thorez le prend à partie sans le nommer dans les Cahiers du **Bolchevisme**. Deuxième alerte : s'il n'est pas exclu du bureau politique

il s'en éloigne lui-même. Troisième alerte en 1930 : les dirigeants du parti se plaignent ouvertement (7) de ses absences mais doivent au fond d'eux-mêmes s'en féliciter. Cet homme a l'instinct de domination ; il n'est pas attelable ; il se moque de la doctrine ; seule l'action l'intéresse. Aussi les dirigeants le voient-ils sans déplaisir se consacrer à l'action municipale à Saint-Denis. Mal leur en prend ; il en fait son bastion. Elu en mars 1930, il est maire en 1931. Son dynamisme lui vaut un surcroît de popularité dans cette ville où il milite depuis quinze ans et où, faisant fi des règlements administratifs, il obtient des résultats spectaculaires : il y multiplie les crèches, les écoles, les colonies de vacances. Imprudent, le parti lui pardonne son indiscipline en pensant à ses succès. Aux élections de 1932, il est élu dès le premier tour avec 11.967 voix sur 22.367 suffrages exprimés. Seul de son espèce avec Clamamus qui passe au premier tour à Noisy-le-Sec. Tous deux avaient été mis en ballottage en 1928.

Bien qu'il demeure l'un des porte-parole du parti à la Chambre des députés, il est tout au long de l'année 1933 soupçonné, visé, tancé par Maurice Thorez. C'est lui « l'opportuniste de droite » dont on parle sans cesse sans jamais le nommer; c'est lui qui est accusé de capituler devant la social-démocratie en masquant le visage, en édulcorant le langage du parti, en concevant le front unique comme un accord au sommet et pire encore, entre égaux, avec les dirigeants socialistes. Le moment approche où la crise — conflit de tempéraments autant que de tactiques — va éclater.

Le parti communiste atteint à la maturité grâce à la pédagogie appliquée, imposée depuis deux ou trois ans par Maurice Thorez et le groupe de fidèles qui, par éliminations successives, se constitue peu à peu autour de lui à la tête du parti. Sa puissance de travail, sa mémoire, son sang-froid, sa prudence aussi qui lui épargne de prendre ou de partager la responsabilité des erreurs du parti le font apparaître comme le maître incontesté de l'instrument qu'il est en train de forger.

Mais il reste que toutes les tentatives de front unique ont échoué par la faute de l'Internationale et la méfiance de la social-démocratie. Vainqueur en Allemagne, le fascisme menace en France. Ecrasés sous la botte hitlérienne, les frères ennemis vont-ils succomber sous l'escarpin des ligues françaises ?

## NOTES

(1) Manouilski à la XI[e] Assemblée plénière de l'Exécutif de l'Internationale (avril 1931) « le fascisme à la manière de Hitler peut décliner et vraisemblablement décline déjà sous l'influence de notre Patrie. »

Thaelmann, dans l'organe du parti communiste allemand (novembre-décembre 1931) : « Il s'est trouvé des gens pour ne pas voir la forêt social-démocrate à cause des arbres du national-socialisme » (cité par Gérard Walter).

« Hitler est désormais exclu du pouvoir ; il est même exclu, si je puis dire, de l'espérance du pouvoir », écrit Léon Blum dans *Le Populaire* après les élections du 12 novembre 1932 qui se soldent en effet par un recul provisoire des Nazis par rapport à celles de juillet où ils avaient doublé leurs sièges au Reichstag.

(2) Maurice Thorez par Jean Fréville (Édit. sociales).

(3) Cette visite a donné lieu à deux versions dans *Fils du Peuple* avant et après la mort de Staline. On lit en effet dans l'édition de 1949 :

« Lors de mon premier voyage à Moscou, j'avais eu le rare bonheur de voir et d'entendre le camarade Staline. Ses interventions, tout à la fois si simples et si profondes, avaient fait une forte impression sur moi comme sur tous les militants ouvriers qui participaient aux travaux du Comité exécutif de l'Internationale. La veille de notre départ, le camarade Staline reçut notre délégation. Sa cordialité souriante nous mit à l'aise dès l'abord. L'entretien dura plus de deux heures. Nous avions peur d'abuser, mais le camarade Staline, ayant répondu clairement et longuement à nos questions, interrogeait à son tour. Une pensée que Staline exprima ce jour-là est restée gravée dans ma mémoire : « L'influence réelle d'un Parti se mesure aux actions qu'il est capable d'organiser et de diriger ».

*Ce paragraphe est devenu le suivant dans l'édition de* 1960 :

« Je rencontrai pour la première fois le camarade Staline en 1925. Ses interventions, tout à la fois simples et profondes, produisaient une forte impression sur tous les militants qui participaient aux travaux du Comité exécutif de l'Internationale. Staline reçut la délégation française. Sa cordialité souriante nous mit à l'aise dès l'abord. L'entretien dura plus de deux heures. Nous avions peur d'abuser, mais Staline, ayant répondu clairement et longuement à nos questions, interrogeait à son tour. Une pensée qu'il exprima ce jour-là est restée gravée dans ma mémoire : « L'influence réelle d'un Parti se mesure aux actions qu'il est capable d'organiser et de diriger ».

(3 *bis*) Ce petit « parti de l'unité prolétarienne » est la résultante des scissions et des fusions de groupuscules successifs formés par les communistes exclus ou demissionnaires. Fondé après leur rupture avec le P. C. par L. O. Frossard, Victor Méric, Henry Torrès, Georges Pioch, Ferdinand Faure, Ernest Lafont, le parti communiste unitaire avait fusionné en 1923 avec l'union fédérative socialiste (créée par d'autres dissidents : Barabant,

Poncet, Oscar Bloch, Verfeuil) dans l'union puis le parti socialiste-communiste.

En 1930, le Parti ouvrier et paysan avait été fondé par d'autres « renégats » : Auffray, Chasseigne, Pétrus Faure, Garchery, Gélis, Lecesne (députés), Joly, Plard, Perrin, Castellaz et Camille Renault, Sellier. Ce P. O. P. devient le P. U. P., Parti d'unité prolétarienne, en fusionnant avec le parti socialiste-communiste.

Entre-temps, Barabant, Ferdinand Faure, Frossard et Lafont (qui la quittera en 1933) étaient passés ou revenus à la S. F. I. O.

En juin 1936, le P. U. P. aura pour secrétaire général Paul Louis et Maurice Tuncker, Bachelet, sénateur et Pétrus Faure, député.

(4) Appel de Romain Rolland et Henri Barbusse, publié en France dans *l'Humanité*, *Monde* et, en partie, dans l'*Œuvre* :

« Pendant que la Conférence du Désarmement battait son plein à Genève, le Japon s'est jeté sur le continent asiatique. Il a massacré à Chapeil une immense population innocente. Il a mis la main sur la Mandchourie. Grossièrement camouflé en République indépendante, la Mandchourie constitue, de toute évidence, la base stratégique de la guerre contre l'U.R.S.S. ; l'U.R.S.S., qui depuis 15 ans s'efforce d'édifier un monde nouveau sur la communauté des travailleurs, la répartition logique de la production, l'intérêt général, la coopération et l'abolition de l'exploitation et de l'oppression de l'homme par l'homme : sur des principes diamétralement opposés à l'anarchisme du système capitaliste.

« L'U.R.S.S., adonnée à sa grande construction socialiste et humaine, résiste héroïquement depuis des mois aux provocations japonaises.

« En Europe et surtout en Roumanie, en Pologne et dans les Etats limitrophes, on s'arme fiévreusement sous la direction des impérialismes occidentaux, parmi lesquels l'impérialisme français qui pèse sur la politique de ses Etats vassaux, joue un rôle prépondérant.

« Nous voyons, en même temps, la recrudescence des militarismes, la montée fantastique des budgets de guerre, les armements démesurés se multipliant dans tous les Etats, la fabrication intensifiée des usines de guerre et de produits chimiques en France (Schneider-Creusot, Renault, Kuhlmann), de l'Allemagne, (Krupp et de la métallurgie de la Ruhr) de la Tchécoslovaquie (Skoda), de la Roumanie et de la Pologne — et avec cela la préparation de l'assassinat de continents entiers par de moyens formidables de guerre chimique aérienne.

« De toute évidence, c'est une nouvelle guerre mondiale qui nous menace.

« Le courant de guerre déclenché en Chine se dirige mathématiquement contre l'U.R.S.S., cela veut dire une guerre avec la complaisance et la connivence des grandes puissances impérialistes. On découvre sous cette agitation mondiale l'action des grands trusts capitalistes d'Occident : l'industrie lourde universelle dont les gouvernements apparaissent comme les agents.

« La guerre contre l'U.R.S.S., cela veut dire une guerre mondiale ; cela veut dire la ruine et la destruction de pays entiers et d'incalculables hécatombes de foules. Au milieu de ce tragique état de choses qui rend les jours où nous vivons comparables à ceux de 1913 et du début 1914, un seul devoir pour chacun et pour tous : commence l'imminence du cataclysme, pousser le cri d'alarme et de protestation qui alerte les pays et surtout chercher et trouver les moyens effectifs pour arrêter l'attentat de l'impérialisme contre les hommes.

« Nous sommes fermement résolus à tout tenter pour empêcher le crime international et nous disons que personne ne doit aujourd'hui se tenir à l'écart des intérêts humains en jeu. Il faut enfin organiser pratiquement et solidement la mobilisation contre la guerre, dans la voie ouverte par ceux qui ont déjà entrepris cette lutte réaliste.

« Nous appelons tous les hommes, toutes les femmes, sans tenir compte

de leur affiliation politique, et toutes les organisations ouvrières — culturelles, sociales et syndicales, — toutes les forces et toutes les organisations, en masse ! Qu'elles s'unissent à nous dans un Congrès international de guerre contre la guerre.

« Ce Congrès aura pour tâche de susciter une grande œuvre de ralliement, une vague de fond contre la barbarie de la guerre recommençante. Sur le plan pratique, il faudra spécifier les moyens immédiats de dresser toutes les barrières possibles contre l'attentat généralisé qui s'élabore et que le premier prétexte venu suffit à déclencher.

« Il faut opposer, sur toute la ligne, préparatifs à préparatifs. Pour cela, tout dépend aujourd'hui de la conscience et de l'énergie de la classe ouvrière.

« Le Congrès aura donc pour tâche d'éclairer avec précision la situation historique et de mettre les masses en face des réalités qui les menacent et d'organiser les volontés des travailleurs en bloc autour de leur patrie socialiste en danger.

« Ce Congrès aura lieu le 28 juillet 1932 à Genève. Il s'élargira par la force des choses en une manifestation internationale, démasquera tous les fauteurs de guerre et tous leurs auxiliaires de toute espèce.

« Evitons la honte de n'avoir pas compris la gravité de l'heure ou de l'avoir comprise trop tard. Eveillez votre conscience et affermissez votre volonté. Aidez-nous à organiser la résistance des masses ! Aidez-nous à entraîner dans une marée redoutable ceux qui, une fois de plus, seraient voués à être les acteurs ou les victimes de la tuerie collective. »

(5) Daniel GUÉRIN, *Front Populaire*. Partisan de Marceau Pivert, D. Guérin était alors un des animateurs de l'aile gauche du parti socialiste et de la fédération de la Seine.

(6) Gilbert Badia *Histoire de l'Allemagne contemporaine*.

(7) En juin 1930, Thorez lui fit reproche devant l'exécutif de l'Internationale « de ne pas avoir été un élément actif dans le bureau politique ». Doriot se défendit avec véhémence. Manouilski arrangea les choses, sermonna paternellement Doriot et lui demanda d'être plus sévère à l'avenir (G. Walter, p. 266).

# 2.

# Succès de l'unité d'action
# 1934-1936

Janvier 1934, c'est le premier anniversaire de la prise de pouvoir de Hitler, de l'écrasement du parti communiste allemand, si combatif naguère, de l'effondrement de la vieille social-démocratie, si forte encore en Prusse.

Janvier 1934, c'est aussi le cinquième ministère en France depuis la victoire de la gauche aux élections de 1932, empêtrée dans les contradictions financières du néo-cartel et laissant la rue aux ligues de droite.

C'est aussi le début de l'affaire Stavisky (1).

Par un enchaînement où les ligueurs vont jouer les apprentis sorciers, cet élégant escroc va conduire, en se suicidant, son pays d'adoption vers une journée parisienne de plus et, à plus longue échéance, vers le front populaire.

*Du 6 au 12 février.*

Le 6 février n'est pas un coup d'Etat manqué. Ce sont des coups de gueule ponctués, hélas, de coups de feu, la démonstration que la droite n'est pas plus capable d'étrangler « la gueuse », ni même de fesser les députés, que la gauche n'est alors capable de préserver la dignité de la République parlementaire. Quant à l'extrême-gauche, elle se sent aussi étrangère que l'extrême-droite à cette République-là ; elle se reproche même, par la voix de Maurice Thorez, de n'avoir pas su entraîner tout de

suite les masses à l'action contre le scandale Stavisky. Nouvelle occasion de s'en prendre au parti socialiste qui « a volé au secours » des... voleurs.

Le 6 au matin, alors que les ligues appellent à l'émeute, deux textes paraissent dans *l'Humanité*. L'un est du secrétariat du parti et chaque terme en est pesé :

« Toutes les organisations du parti et tous les militants doivent se mobiliser au maximum pour la réussite des manifestations de masse prévues aux usines et lieux de concentration des ouvriers d'une part, de l'autre pour les contre-manifestations à l'égard des organisations fascistes.

« Tout doit être mis en œuvre dans les ateliers, sur les chantiers, etc., pour convaincre les ouvriers socialistes et confédérés de la nécessité d'un front unique d'action puissant sur les mots d'ordre donnés par ailleurs par notre parti.

« Toutes les réunions intérieures de rayons, de cellules, de fractions, etc.., prévues pour ce soir sont annulées. La place de tous les communistes est à la tête des masses dans la bataille, suivant la ligne fixée par le comité central. »

L'autre texte est d'André Marty (2) qui, en qualité de « rédacteur responsable », vient d'être adjoint à Marcel Cachin à la direction de *l'Humanité*, accusée d'erreurs et d'hésitations, de tiédeur à l'égard des socialistes et pour un peu de sabotage de la politique allemande de l'Internationale. Marty n'est pas l'homme des nuances ; il en rajoute et appelle les communistes à manifester à la fois « contre les bandes fascistes, contre le gouvernement qui les développe et contre la social-démocratie qui, par sa division de la classe ouvrière, s'efforce de l'affaiblir ».

On ne s'étonne pas après cela que des anciens combattants communistes — convoqués au rond-point des Champs-Elysées — s'égarent place de la Concorde au milieu des Camelots du Roy qui insultent en chœur et en force le gouvernement des voleurs et que des bribes d'*Internationale* se mêlent parfois aux accents vigoureux de la *Marseillaise*. « Ce soir, plus de partis, rien que des hommes. » Ce cri d'un manifestant en dit long sur les dangers de la politique du pire. Mais tandis que Jeunesses

patriotes et Anciens combattants repartent à l'assaut de la place et du pont de la Concorde, d'autres communistes, mieux encadrés ou plus avertis des consignes du parti, contre-manifestent dans les quartiers plus familiers de l'Hôtel-de-Ville et de la Porte-Saint-Denis. Ils arrachent au passage des enseignes et des bancs. La bonne presse les qualifiera d'émeutiers alors que les ligueurs resteront des manifestants. Cela permet au moins à *l'Humanité* de titrer : « Contre les fascistes, contre la démocratie qui se fascise, Paris ouvrier a riposté » !, tandis que *Le Populaire* écrit : « C'était une véritable émeute organisée par les formations fascistes ; c'était un complot armé contre le régime républicain ». Le langage est le même pour les deux partis ; le danger aussi. L'unité est-elle proche ?

Mais le 7, tandis qu'Albert Lebrun implore Pierre Laval d'en appeler à Gaston Doumergue, le parti communiste et la S.F.I.O. vont jouer à cache-cache. Déjà, dans la journée du 6, les socialistes avaient sollicité par lettre une entrevue des secrétaires du P. C. et de la C.G.T.U. :

« Camarades, les formations fascistes tiennent la rue et leur audace croît chaque jour.

« Les libertés de la classe ouvrière sont menacées.

« L'heure n'est plus aux divisions. Toutes les organisations du prolétariat doivent se tendre la main pour former une barrière infranchissable au péril fasciste.

« Nous vous demandons une entrevue afin de fixer les bases d'un accord loyal et de réaliser l'unité d'action des travailleurs.

« Prière de nous répondre au plus tôt, nous nous tiendrons dans notre permanence jusqu'à minuit.

« Salutations socialistes. »

Rien ne venant, une délégation s'était rendue dans la nuit à *l'Humanité* pour y proposer l'organisation d'une manifestation commune le 8. Pour toute réponse elle avait reçu, à l'instigation d'André Marty (2) et, semble-t-il, malgré Jacques Duclos, un mot fort cavalier de Marcel Gitton : « Citoyens, vous trouverez ci-joint un appel qui paraîtra dans notre journal *l'Humanité* de demain matin, et qui constitue, en outre, notre réponse à vos propositions. Recevez nos salutations communistes. »

Le lendemain en effet, le 7, paraît dans *l'Humanité*

un appel à tous les ouvriers socialistes et confédérés pour qu'ils réalisent le front unique — toujours lui — avec leurs « camarades de travail unitaires et communistes ».

« L'heure, en effet, n'est pas aux divisions de la classe ouvrière. L'heure est à l'unité d'action. Le modèle de l'unité d'action est donné en ce moment à la classe ouvrière par la grève des chauffeurs de taxi, comme hier dans la grève de Citroen et celle de Dunkerque.

« Là, le front est et fut réalisé par les ouvriers socialistes, confédérés, communistes, unitaires et de tous partis. Voilà comment il faut réaliser l'unité prolétarienne.

« De ce front unique si nécessaire, si efficace, nous avons été, nous restons des partisans résolus...

« Nous voulons le front unique entre tous les ouvriers et les fonctionnaires confédérés et socialistes, pour la lutte contre le capitalisme. Mais comment réaliser l'unité d'action avec ceux qui soutiennent les gouvernements lorsqu'ils diminuent les salaires ? Avec ceux qui torpillent les grèves ? Avec ceux qui abandonnent le terrain de classe pour collaborer à la défense du régime capitaliste et qui ainsi préparent en France comme en Allemagne le lit du fascisme ?... »

Et pour que nul socialiste ne s'y trompe, un article appuie lourdement : « Plus que jamais nous fraternisons avec les ouvriers socialistes, plus que jamais nous les appelons à l'action commune avec leurs camarades communistes. Et plus que jamais nous dénonçons les chefs socialistes, le parti socialiste, serviteurs de la bourgeoisie, dernier rempart de la société capitaliste... Nous continuerons de combattre le parti S.F.I.O., principal soutien de la bourgeoisie française ». Le P. C. en est encore à 1932. Encore deux jours et il va déjà être — pour quelques heures — en ... 1936 !

Faute d'accord, et même de réponse, les fédérations S.F.I.O. de la Seine et de Seine-et-Oise lancent, ce même mercredi 7 au matin, un appel à manifester le lendemain place de la Bastille « en présence, disent-elles, de la tentative de la réaction fasciste de s'emparer du pouvoir pour détruire les libertés publiques et ouvrières ». Et elles ajoutent : « Il faut que cette démonstration groupe tout le peuple travailleur. Au cours de la journée d'au-

jourd'hui, nous allons faire tous nos efforts pour qu'une entente loyale et fraternelle réunisse toutes les organisations prolétariennes : parti socialiste, parti communiste, C.G.T. et C.G.T.U. Trêve aux divisions. L'heure impose l'accord le plus profond. Ainsi nous balayerons les forces de la réaction fasciste. »

Refus du parti communiste. Sans accuser, comme la veille, le parti socialiste de « faire le lit du fascisme », en offrant même de renoncer à l'attaquer pendant les actions communes, les communistes lui reprochent de nouveau d'avoir voté la confiance au gouvernement Daladier puis de lui avoir conseillé de démissionner pour faire venir Doumergue.

Ayant dédaigné l'offre socialiste de manifester ensemble le 8 pour « balayer les forces de la réaction fasciste », le parti communiste appelle à manifester le 9 au soir, place de la République, pour « vaincre le fascisme et la dictature sanglante du capital ». Sur quoi les socialistes renvoient leur manifestation au 12 ! Ce dialogue de sourds rappelle tristement celui de Thaelmann et de Breitscheid avant et après le triomphe de Hitler.

« Arrestation immédiate des chefs des Ligues fascistes ! » mais aussi « A bas les fusilleurs Daladier-Frot ! » (3). « Dissolution des ligues fascistes ! » mais aussi « A bas l'union nationale réactionnaire et fasciste préparée par le parti radical et le parti socialiste ! ». C'est avec ces mots d'ordre que les communistes, leurs jeunesses en pointe, livrent le 9 au soir une bataille de rues au service d'ordre qui leur barre l'accès de la place de la République. Pendant quatre heures les charges des agents succèdent aux assauts des manifestants. Des barricades sont élevées un peu partout ; des coups de feu sont tirés. Le 6 février, il y avait eu seize tués ; le 9, il y en a six. Pour le parti, c'est vraiment le baptême du feu ; c'est aussi et plus que jamais la volonté de prendre seuls la direction du mouvement et d'y entraîner les ouvriers socialistes. Ce soir-là l'espoir — et le schéma de l'Internationale — sont avec eux : quelques groupes de jeunes socialistes, des « pivertistes », les ont rejoints à la République ! Le lendemain le parti célèbre le combat héroïque des prolétaires parisiens et invitent « les ouvriers communistes et socialistes à resserrer encore davantage les liens qui les

unissent dans la lutte commune ». Le même jour, le 10, les deux fédérations socialistes lancent un appel pour leur manifestation du surlendemain « contre les corrompus, contre les factieux royalistes ou fascistes, pour les libertés publiques, pour les libertés ouvrières ». Et le secrétaire général du parti, Paul Faure — futur ministre du maréchal Pétain — renchérit encore sur les gauchistes de la Seine : « Il s'agit d'arrêter net l'offensive du fascisme qui veut soumettre le peuple français au régime abject de l'Allemagne hitlérienne. »

Prévue pour le 8 février, la manifestation socialiste avait été reportée au 12 pour coïncider avec la grève générale décidée pour ce jour-là par la C.G.T. Or dès le 9 — alors qu'ils avaient refusé le 6 de proposer une manifestation commune aux socialistes — les dirigeants communistes ont décidé brusquement de se joindre au défilé socialiste organisé du cours de Vincennes à la place de la Nation. « Saluons ce front uni qui va se réaliser avec une force immense à travers la France », lance Marcel Cachin.

« Front uni ». Le mot est nouveau mais il est juste. Lorsque les deux cortèges se rencontrent — conduit l'un par Léon Blum et Paul Faure, l'autre par Marcel Cachin et Jacques Duclos — Maurice Thorez souffre alors d'une angine — une foule de cent mille personnes scande « Unité d'Action, Unité d'Action ». C'est la première des grandes processions qui devaient tant marquer la liturgie du Front Populaire.

« Quant à chacun de nous, fétus de paille au milieu de cet océan, la confiance nous gonfle la poitrine, écrit un témoin (3 *bis*). Enfin, pour la première fois, nous agissons ensemble... Nous venons de prouver que nous sommes capables de paralyser toute la vie du pays. Nous voilà délivrés, enfin, des complexes d'infériorité qui, depuis si longtemps, nous inhibaient, nous découvrons que nous sommes forts. »

Forts ? Peut-être. Unis ? Pas encore. Quand, cinq jours plus tard, ont lieu les obsèques des victimes du 9 — et du 12, car si la capitale était restée remarquablement calme, des incidents en banlieue avaient fait quatre morts parmi les communistes — les socialistes assistent officiellement à la cérémonie. Mais, avec un goût pour une fois douteux, Vaillant-Couturier les remercie en

écrivant dans *l'Humanité* : « Nous n'oublions pas que nos camarades ont été tués par des balles payées sur des crédits votés par les élus socialistes » ! Et il se refuse à voir dans leur geste « une réalisation de front unique ».

*L'exclusion de Doriot.*

Mais il est un homme qui est bien décidé à passer outre aux interdits du parti et pour qui le 6 février offre l'occasion tant attendue de s'opposer ouvertement à la direction du P. C. C'est Jacques Doriot. Et il ne va pas s'insurger seulement dans ses propos et ses articles mais aussi dans ses actes. Le 12 février, il constitue à Saint-Denis un comité composé d'une part de deux socialistes et de deux cégétistes et d'autre part de huit membres du P. C. et de la C.G.T.U. C'est évidemment ce que le parti s'est toujours interdit de faire. Bien que les socialistes soient en minorité dans le comité, ils y sont placés sur un pied d'égalité. Or l'existence même du comité implique l'abandon de la lutte contre la social-démocratie et de la tactique du front unique. C'est l'hérésie majeure. Nul ne s'y trompe : ni Jacques Doriot qui déjà menace : « il ne ferait pas bon de vouloir le détruire (le comité) sous un prétexte futile » ; ni le bureau politique dont il fait encore partie et qui le rappelle à l'ordre, c'est-à-dire à la discipline, ni l'Internationale à qui il adressera un mémoire qu'il fait d'ailleurs diffuser largement avant même que le document parvienne à Moscou.

Mais le parti fait preuve de son habituelle longanimité et réplique modérément sans nommer Jacques Doriot. Cette Eglise-là, comme l'autre, instruit longuement et secrètement ses procès avant de rendre ses arrêts. Pourtant son passé, ses actes, ses écrits ne pouvaient faire illusion. Dès 1927 puis en 1929, surtout en 1932, Doriot s'était opposé aux autres dirigeants et spécialement à Thorez tout en continuant à faire partie tant du bureau du P. C. que du bureau de l'Internationale.

Au comité central de janvier 1934, Thorez avait condamné une fois de plus les opportunistes de droite sans pourtant nommer Jacques Doriot. Mais il en avait lancé le nom — sans qu'il figure au compte rendu — à

des camarades du maire de Saint-Denis qui dans la salle lui avaient crié : « qui ? qui ? » Au comité central de mars, en l'absence de Thorez malade, Marcel Gitton — qui, ironie courante du sort communiste, devait connaître le même destin — attaque à son tour Doriot mais ne le cite pas davantage. En avril encore, seul le nom de son lieutenant Barbé est jeté à tous vents dans les réunions et la presse du parti qui le considère aisément en effet comme « un résidu » du fameux groupe Barbé-Célor. Jusqu'au dernier moment, à la veille même de son exclusion fin juin, le parti et plus encore l'Internationale espéreront que Doriot ne franchira pas le pas qui le conduirait « dans le camp de l'ennemi ».

En mars il avait négligé de se rendre à la convocation du parti qui lui a déjà lancé un avertissement et en avril il dédaigne l'ordre de l'Internationale qui lui demande de venir immédiatement s'expliquer à Moscou avec Thorez. Ce dernier seul s'y rendra. Pire, pour braver la direction du parti, il donne sa démission de maire et de conseiller municipal pour se faire plébisciter par ses électeurs de Saint-Denis. Le 6 mai, il sera réélu triomphalement par 11.949 voix sur 12.149 votants. Pourtant son nom n'est associé au déviationnisme qu'à la mi-avril dans *l'Humanité.*

Il y a deux mois qu'il s'étale dans son journal dionysien *L'Émancipation* au bas d'articles de plus en plus menaçants puis du mémoire qu'il adresse, pour se justifier, à l'Internationale ; il y défend, en vue de battre le fascisme, l'entente avec les masses et les *chefs* des autres organisations et spécialement de la S.F.I.O. Maurice Thorez s'applique à réfuter ce « *factum* » dans *l'Humanité*, en ne l'attribuant prudemment qu'à Barbé et Rolland, étrangement qualifié de brandlérien (4). Jacques Doriot finira par attaquer directement l'Internationale en lui imputant une ligne fausse, folle et criminelle et la responsabilité du conflit qui l'oppose au P.C. français.

Il était pourtant clair depuis février que l'homme avait choisi. Mais outre que les procédures du parti ont toujours été longues — pour rendre d'ailleurs un verdict arrêté à l'avance — l'inquiète préoccupation des dirigeants communistes était que la dissidence soit circons-

crite. En évitant de la rendre publique, ils l'empêchaient de s'étendre et se donnaient le temps de la réduire. Un patient travail de conviction, rayon par rayon, cellule par cellule, homme par homme, fut entrepris dans la région parisienne sous la direction de Benoît Frachon et, une fois guéri, par Maurice Thorez. On isola d'abord la forteresse de Doriot des rayons voisins de Gonesse, Ecouen, Saint-Ouen, d'où était originaire Barbé. Puis, au sein même du rayon de Saint-Denis, on constitua une forte minorité (5) de « bons camarades » qui proclamèrent leur adhésion à la discipline et à la ligne du parti.

Enfin, une fois que les dirigeants eurent la certitude d'avoir à l'avance limité les dégâts, ils mirent le feu aux poudres. Le 16 mai, le comité exécutif de l'Internationale renonçait à « sauver » plus longtemps Doriot.

« Doriot prend le chemin sur lequel autrefois est parti le contre-révolutionnaire Trotsky dans sa lutte contre le Parti communiste de l'U.R.S.S. et contre l'Internationale communiste.

« Le Comité exécutif de l'Internationale communiste décide :

1° de refuser à Doriot la défense de l'Internationale communiste ;

2° d'autoriser le comité central du Parti communiste français à prendre envers Doriot toutes les mesures d'ordre idéologique et d'organisation qu'il considérera comme nécessaires afin de pouvoir assurer l'unité du parti et la lutte victorieuse de l'Internationale communiste. »

Ce n'était pourtant pas encore fini. Retour de Moscou, Maurice Thorez dut encore expliquer en clair devant l'Assemblée générale de la région parisienne le verdict de Moscou qualifié par Doriot de « triste document » et « d'écrit digne du pape » ! Le secrétaire du parti revenait une fois de plus sur les événements de février pour accuser Doriot de vouloir liquider le parti en le fondant dans un bloc avec la social-démocratie, de sous-estimer la force du premier et de surestimer au contraire le rôle de la seconde et le crédit de ses chefs. « Le crime du camarade Doriot, écrira-t-il, consiste dans son alliance honteuse avec les éléments diviseurs de la classe ouvrière et dans sa tentative de scissionner le parti communiste, champion et organisateur de l'unité

de la classe ouvrière. » Son programme est « complètement étranger à l'esprit du communisme ».

Jacques Doriot, qui ne doute de rien et en tout cas pas de lui, contre-attaque sur le même terrain en demandant à la direction du parti de reconnaître ses fautes, notamment lors des événements de février. « L'expérience du 6 au 12 a démontré péremptoirement que la direction du parti était incapable d'agir révolutionnairement et victorieusement contre le fascisme, parce que sa tactique sectaire l'empêchait de réaliser dès le premier danger l'unité d'action de toute la classe ouvrière. » C'est toujours, de part et d'autre, la même antienne, le même problème depuis que le parti existe, celui du front unique.

La direction prend encore son temps avant de frapper celui dont elle veut encore espérer la soumission et contre qui elle s'emploie à dresser le parti pour que son exclusion vienne de la base autant que du sommet, où elle a été décidée. Enfin, le 27 juin, le comité central prononce l'exclusion de Jacques Doriot.

« Doriot a fait la démonstration qu'il est devenu un élément étranger à la classe ouvrière et au parti communiste. Il a prouvé qu'il ne lutte pas pour l'unité de la classe ouvrière.

« Il a vérifié le jugement porté sur son activité par l'Internationale communiste. Il rejoint le contre-révolutionnaire Trotsky. Il roule à l'abîme.

« Par son activité, Doriot n'aide pas au front unique contre le fascisme : il aide le fascisme. »

Voici Doriot en haut de la pente qui, de son exclusion du parti, va le conduire à la création du P.P.F. en 1936, « le seul parti français qui réponde pleinement à la définition de fasciste » et de l'approbation des accords de Munich en 1938, au service de Hitler en 1940.

« Tout en lui respire l'énergie et la volonté », avait écrit *l'Humanité* lors de son élection en 1932. Ce trait décrit un tempérament qui explique déjà un destin. Doriot avait l'étoffe d'un chef et son ambition fut longtemps d'être celui du Parti communiste. Mais ne souffrant aucune discipline, aucune sujétion, il ne pouvait se soumettre aux servitudes du parti et, comme il le disait lui-même alors qu'il en était encore officiellement un des dirigeants, à « l'asservissement de Moscou ».

Ne pouvant jouer un rôle à l'intérieur du parti, il voulut en jouer un au dehors ; il n'était pas homme à revenir dans le rang... et à l'usine. « Mon vieux, dit-il à un de ses camarades, tu comprends, pour retourner à l'étau, il n'en est pas question... »

Aussi est-il vraiment superflu de prétendre qu'il ait été « tenu » par la police pour avoir blessé mortellement un communiste ni qu'il ait été « acheté », à un moment ou à un autre, par Laval, son voisin d'Aubervilliers. Cela n'aurait pas suffi à faire de lui le premier fasciste français.

Mais ce volontaire n'avait pas attendu son exclusion pour choisir son destin. L'effondrement des communistes et des socialistes allemands et la victoire de Hitler l'avaient convaincu que le fascisme l'emporterait pour longtemps en Allemagne et probablement en Europe. Frappé par le caractère populaire du nazisme, il a cru pouvoir y satisfaire à la fois son goût de l'autorité, son amour du peuple et son ambition. En surestimant la valeur politique et la durée probable du fascisme, il a commis l'erreur inverse de celle des communistes allemands qui, le sous-estimant, croyaient qu'une fois rapidement vaincu, il laisserait la place à leur parti. En définitive, la querelle du « front unique » avait plus été le prétexte que la cause de la rupture. Car tandis qu'il nstruisait le procès du dissident, le parti faisait apparemment sienne la thèse doriotiste de l'accord au sommet avec les socialistes. A cette différence près, capitale il est vrai, qu'il veillait à sauvegarder par-dessus tout l'intégrité du parti.

### *Le pacte socialiste-communiste.*

En dépit de l'alerte « fasciste » du 6 février, de la riposte communiste du 9, de la manifestation conjointe du 12 et de nombreuses actions communes en banlieue et en province, le P. C., Maurice Thorez en tête, n'avait en rien relâché son offensive verbale contre la S.F.I.O. On ressort le slogan du « social-fascisme », on proclame que le parti socialiste « ne veut ni ne peut se battre contre le fascisme » ; on affirme d'ailleurs qu'il « se divise, se scinde,

se décompose » ; on l'accuse derechef d'être « le principal soutien social de la bourgeoisie »... lorsque tout à coup paraît dans *l'Humanité* du 30 mai 34 un article apaisé et apaisant de Thorez : « Nous avons toujours exprimé notre désir d'action commune et immédiate. Nous sommes prêts... Nous voulons lutter coude à coude et tout de suite contre l'ennemi capitaliste et ses bandes fascistes... » Qu'est-ce à dire ?

Le lendemain l'organe du parti reproduit un article de *La Pravda* : « On commettrait un crime à l'égard de la classe ouvrière, non seulement en s'opposant au désir de front unique (des masses), mais en le sous-estimant. » Et rappelant l'offre de front unique au parti social-démocrate allemand, l'organe du P. C. soviétique se faisait précis et pressant : « A plus forte raison, un pareil appel aux dirigeants socialistes est-il possible dans un pays comme la France où la social-démocratie n'a pas encore été au pouvoir, où l'extrême-droite ayant quitté les rangs du parti socialiste, les ouvriers socialistes pensent que leur parti ne suivra pas le chemin de la social-démocratie allemande. » De toute évidence ces distinguos subtils et nouveaux — le second contredit la thèse souvent réaffirmée des communistes français — sont là pour épargner à l'Internationale de se déjuger trop tôt après ses erreurs sectaires de l'année précédente en Allemagne.

Le même jour, le 31, *l'Humanité* lance un appel « aux ouvriers et aux sections socialistes, à la commission administrative du parti socialiste ». C'est-à-dire à la base et *au sommet* de la S.F.I.O. C'est le tournant décisif, l'équivalent pour les rapports de parti à parti de la manifestation de masse de février pour les relations de militants à militants. Que s'est-il passé ? En moins d'un mois, puisque les dernières diatribes du journal communiste contre les diviseurs de la classe ouvrière datent de fin avril. Que s'est-il produit ?

Tout simplement le comité exécutif de l'Internationale — le même qui vient de condamner Doriot — a enfin réexaminé la situation française à la triste lumière de la catastrophe allemande. A-t-il pour autant « repris à Doriot sa politique unitaire le jour même » (6) où il autorisait le P. C. à l'exclure ? La concomitance est troublante. Elle serait plus convaincante si le divorce n'avait pas eu

des causes plus anciennes et plus nombreuses, si surtout Doriot n'avait pas au fond conçu le front unique comme une fusion des deux partis ; ce qu'excluait d'ailleurs aussi bien la S.F.I.O. que le P. C.

Mais deux autres raisons, deux autres faits suffisent à expliquer le tournant communiste, ou tout au moins son amorce ; l'une de politique extérieure, l'autre de politique intérieure, la première l'emportant comme toujours de fort loin sur la seconde.

Moscou, qui a enfin découvert le péril hitlérien, est sensible à l'évolution de la politique extérieure française sous l'influence de Louis Barthou. Le ministre des Affaires étrangères du cabinet Doumergue s'est en effet ouvertement prononcé pour l'entrée de la Russie à la S.D.N. « Ce serait, dit-il, un événement considérable et, comme j'ai le souci de la paix, je dis un événement considérable pour la paix européenne », a-t-il déclaré le 25 mai 1934 à la Chambre des députés.

Si la menace hitlérienne à l'extérieur commence à rapprocher les deux pays, l'agitation « fasciste » va rapprocher les deux partis socialiste et communiste, tant à la base qu'au sommet.

Depuis février, des militants socialistes se sont en fait associés ou de plus en plus mêlés aux actions, manifestations ou ripostes organisées par les communistes. En avril le sang a coulé à Hénin-Liétard, en juin il coulera à Montargis où tombera la seizième victime d'extrême-gauche depuis le 9 février. De son côté, le Mouvement Amsterdam-Pleyel s'est réveillé depuis le 6 février et contribue à développer le courant et le mythe antifascistes chez les intellectuels et les fonctionnaires. « Au cours de ces actions, des plus importantes aux plus minimes, bien des préjugés qui séparaient travailleurs communistes et socialistes tombent progressivement. La conscience de leur communauté d'intérêts grandit. Les uns et les autres se convainquent de la possibilité et de la nécessité de renforcer leur unité contre le fascisme et l'exploitation capitaliste. Le front unique de lutte se renforce à la base (7). »

S'il n'en va pas encore de même au sommet, il n'est guère douteux que le congrès que la S.F.I.O. vient de tenir à la même époque à Toulouse fournit opportuné-

ment un argument et en tout cas une couverture au P. C. Une forte minorité — 1.301 mandats contre 2.344 — n'a-t-elle pas soutenu, à l'instigation de MM. Bartoli, Pierre Bloch, Farinet, une motion demandant l'envoi d'une délégation à Moscou pour discuter avec la IIIe Internationale ? Le congrès n'a-t-il pas manifesté du début à la fin sa volonté de livrer « une lutte sans merci au fascisme ? ». Le climat se prête décidément à la reprise du dialogue tenté puis vite interrompu en 1933.

Les socialistes étant restés sourds à l'appel du 30 mai, le comité central le reprend le 5 juin dans une lettre à la C.A.P. du parti socialiste qui pose de nouveau comme condition la fin des polémiques entre les deux partis. Soit. Et le 11, Maurice Thorez, Benoît Frachon et Marcel Gitton rencontrent Léon Blum et Jean Zyromski. C'est la première fois que les chefs des deux partis s'assoient autour d'une même table. L'armistice est conclu. Mais quatre jours après, reprise apparente des hostilités : le 15, paraît dans les *Cahiers du Bolchevisme* un article dans lequel Maurice Thorez invite les communistes à « démasquer les manœuvres des chefs et des organisations social-réformistes hostiles par nature à l'unité de la classe ouvrière ». Et il s'en prend non seulement aux Blum et aux Jouhaux mais aux « gauches à la Farinet ». De l'inconvénient d'écrire dans un périodique ; l'article était rédigé avant l'armistice du 11. Les socialistes n'en suspendent pas moins les conversations.

Mais le mouvement est lancé de part et d'autre ; il peut encore être freiné par des maladresses ; il ne peut plus être arrêté. Simultanément la fédération socialiste du Nord envisage un « pacte de non agression » entre les deux partis, celle de la Seine conclut — contre l'avis de la C.A.P. — un accord avec la région « Paris-Ville » du P. C. pour un meeting au bal Bullier le 2 juillet et la Conférence nationale du parti communiste réunie à Ivry propose le 25 juin un accord à la S.F.I.O.

Les dirigeants socialistes, qui n'ont pas encore digéré l'article du 15, sont perplexes et répondent le 28 juin : « Que faut-il penser ? Qui faut-il croire ? Comment voir clair entre ces équivoques permanentes et ces contradictions si troublantes ». Léon Blum, de nouveau flanqué de Zyromski, rencontre une seconde fois Thorez

et Benoît Frachon dans une petite salle du restaurant Bonvallet, boulevard du Temple. « Je revois encore Blum, penché sur la table, la tête entre les mains et nous demandant avec insistance : « Mais enfin que voulez-vous ? ». Et Thorez, qui évoque la scène, reproduit sa réponse dans *Fils du peuple* : « Nous voulons l'unité d'action des travailleurs. Nous voulons l'accord entre socialistes et communistes. Nous voulons battre le fascisme. »

Les socialistes demandent tout de même quinze jours de réflexion. Entre-temps a lieu le meeting du 2 juillet. L'affluence est telle qu'on en improvise un autre au gymnase Huyghens. Communistes et socialistes se succèdent à la tribune. « Le mot d'ordre « unité d'action » est entré dans les cœurs, dans les cerveaux, désormais rien ne l'arrachera », proclame Jacques Duclos. « Ce fut une soirée inoubliable, un enthousiasme indescriptible. Le mouvement ouvrier français, enfin réconcilié avec lui-même, prenait un nouveau départ ». (3 *bis*) Le 8, nouvelle manifestation de masse organisée par les fédérations parisiennes des deux partis au bois de Vincennes contre une réunion des Croix de feu. Ces manifestations ou ripostes communes répondent au désir des gauchistes de la fédération socialiste de la Seine de faire impression et pression sur les dirigeants nationaux de leur parti et de les amener à conclure le pacte proposé par les communistes. A ces derniers, elles apporteraient la preuve, s'il en était besoin, que l'une des conditions du front unique est, en saine doctrine, sur le point d'être satisfaite : l'entente à la base. Mais ils n'en sont plus là et sont prêts à bien des concessions, bien des sacrifices.

Aux angoisses de Léon Blum qui s'interroge pendant huit jours dans *Le Populaire* : « Comment ne pas être étonné par le déclenchement soudain des événements ?... N'engageons-nous pas le parti dans une aventure dangereuse ?... Que cache ce bloc enfariné ?... Comment pénétrer les intentions profondes de Moscou ?... », répondent les affirmations, les calmes certitudes de Thorez : « Une seule chose compte pour nous, communistes. Nous voulons réaliser à tout prix l'unité d'action. Nous ne posons aucune condition. Nous ne voulons manœuvrer personne... »

Le 12 juillet, les dirigeants socialistes sont officiellement saisis du texte du projet de pacte ; le 14, ils reçoivent, toutes tendances réunies, une forte délégation conduite par Thorez et Cachin ; le 15 enfin, le conseil national de la S.F.I.O. vote à une majorité écrasante : 3.471 mandats contre 366 malgré l'hostilité de Grumbach, Lebas, Marx Dormoy (8) ; le 27 à 11 heures enfin, le pacte d'unité d'action est signé au 29 boulevard du Temple :

« Le comité central du parti communiste et la commission administrative permanente du parti socialiste sont animés de la volonté de battre le fascisme.

« Il est clair que ce but ne peut être atteint que par l'action commune des masses laborieuses pour des objectifs précis de lutte. L'intérêt de la classe ouvrière exige donc que le parti socialiste et le parti communiste organisent cette action commune contre le fascisme.

« En présence du danger que représente le fascisme pour la population laborieuse, des attentats organisés par les bandes armées contre le prolétariat, le parti communiste et le parti socialiste reconnaissent la nécessité de mener d'un commun accord l'action déterminée et en précisent ainsi les modalités et les conditions :

« 1° Le parti socialiste et le parti communiste signent un pacte d'unité d'action par lequel ils s'engagent à organiser en commun et à participer avec tous leurs moyens (organisations, presse, militants, élus, etc.) à une campagne dans tout le pays, ayant pour but :

« *a*) mobiliser toute la population laborieuse contre les organisations fascistes pour leur désarmement et leur dissolution ;

« *b*) pour la défense des libertés démocratiques, pour la R. P. et la dissolution de la Chambre ;

« *c*) contre les préparatifs de guerre ;

« *d*) contre les décrets-lois ;

« *e*) contre la terreur fasciste en Allemagne et en Autriche, pour la libération de Thaelmann et de Karl Seitz et de tous les antifascistes emprisonnés.

« II° Cette campagne sera menée au moyen de meetings communs dans le plus grand nombre possible de localités et d'entreprises, au moyen de manifestations et contre-manifestations de masses dans la rue, en assurant l'autodéfense des réunions ouvrières, des manifes-

tations, des organisations et de leurs militants, et en veillant toujours à ce que les conditions psychologiques matérielles et morales, pour leur donner le maximum d'ampleur et de puissance, soient réunies.

« La campagne contre les décrets-lois sera menée par les mêmes moyens (meetings et manifestations), mais aussi en mettant en œuvre les méthodes d'agitation et d'organisation propres à aboutir à la réalisation d'une large action de lutte contre les décrets-lois.

« Si, au cours de cette action commune, des membres de l'un ou de l'autre parti se trouvent aux prises avec des adversaires fascistes, les adhérents de l'autre parti leur prêteront aide et assistance.

« III° Au cours de cette action commune, les deux partis s'abstiendront réciproquement d'attaques et critiques contre les organismes et militants participant loyalement à l'action.

« Toutefois chaque parti, en dehors de l'action commune, gardera son entière indépendance pour développer sa propagande, sans injures ni outrages à l'égard de l'autre parti, et pour assurer son propre recrutement.

« Quant aux manifestations d'action commune, elles doivent être exclusivement consacrées à l'objet commun et ne pas se transformer en débats contradictoires touchant à la doctrine et à la tactique des deux partis.

« IV° Chaque parti s'engage à réprimer les défaillances et manquements qui pourraient se produire dans le sein de ses propres organisations en ce qui concerne l'action commune engagée.

« Un comité de coordination composé de sept délégués de chacun des deux partis est constitué pour fixer le plan d'ensemble et le caractère des manifestations communes. »

Plus que son contenu longuement discuté, c'est la signature du pacte qui compte. Les communistes ont d'ailleurs fait toutes les concessions demandées par les socialistes ; ils ont renoncé au recours à la violence et même à la grève, tant la S.F.I.O. tient au principe ou au mythe de la Charte d'Amiens. Ce serait la violer que d'inclure dans un accord entre partis un moyen qui relève des seuls syndicats. Mais cette satisfaction faite, le texte définitif ne diffère pas pour l'essentiel du projet initial communiste.

Le pacte est à la fois une alliance des deux partis contre le fascisme, un pacte de non agression et un accord d'assistance mutuelle. Il met fin à treize ans de luttes, de polémiques, d'injures et parfois de coups entre les deux partis marxistes issus de la scission de Tours.

Chaque fois qu'il leur était parlé d'unité d'action, les socialistes répondaient que seule les intéressait l'unité organique, la réunification. Ils ont renoncé à cette prétention — ou à ce prétexte.

Chaque fois qu'il leur était parlé d'accord entre les deux partis, les communistes répliquaient que seul les intéressait le front unique, c'est-à-dire l'unité ouvrière sous une direction communiste. Ils ont renoncé à cet article de foi, à cette chimère.

Car le pacte est fort loin du fameux front unique, alpha et oméga de la doctrine et de la tactique des partis communistes et de l'Internationale. Ni réunification, ni fusion, chaque parti garde son entière indépendance.

En fait il s'agit d'un front commun, d'un front surtout défensif. Mais il va au-delà de la lutte contre le fascisme ; il s'étend à l'action contre les décrets-lois. Il marque un double et véritable tournant politique et social, le premier depuis la fin de la guerre après les virages manqués du cartel de 1924 et du néo-cartel de 1932. La presse de droite ne s'y trompe pas et le commente à sa façon : « Le pacte socialo-communiste clarifie la situation politique, puisqu'il unit désormais les adversaires de la démocratie républicaine, les partisans de la dictature du prolétariat, c'est-à-dire du fascisme rouge », écrit *Le Temps* du 30 juillet 1934.

Mais à ce dépit s'ajoute une inquiétude : « Le parti radical est-il décidé à se joindre, en parent indigent, à une telle coalition » ? L'avenir ne va pas tarder à répondre.

## NOTES

(1) Le 8 janvier l'escroc, qui avait bénéficié depuis des années de nombreuses remises de peines, se suicide dans une ville de Chamonix. Le lendemain un ministre radical, M. Dalimier, qui connaissait Stavisky depuis 1926, donne sa démission.

(2) André MARTY ne cesse pendant cette période d'être hostile à toute idée de « front populaire », à tout rapprochement avec les radicaux les socia-

listes qu'il accuse d'être aux ordres de la franc-maçonnerie. Y avait-il lui-même appartenu ? Annie KRIEGEL l'affirme dans sa thèse « Aux origines du communisme français » : « qu'André Marty ait été maçon au moment de sa condamnation ne semble faire aucun doute si l'on en croit le compte rendu de la grande Loge » (p. 845).

(3) Trois mois plus tard, le parti reconnaîtra que ce mot d'ordre — qui rejoignait exactement celui de l'extrême-droite — était une lourde faute. (Rapport de Thorez au C.C. des 23-26 juin 1934).

(3 *bis*) Daniel Guérin, *op. cit.*

(4) De Brandler, dirigeant communiste allemand qui avait constitué un gouvernement avec les social-démocrates en Saxe en 1923 mais fut exclu par l'Internationale.

(5) 93 membres du rayon resteront finalement au parti alors que 857 suivront Doriot ; il en restera encore 450 lorsque sera fondé le Parti populaire français le 27 juin 1936 à Saint-Denis.

(6) *Les fascistes français*, J. Plumyène et R. Lasierra (Le Seuil).

(7) Jacques Chambaz, *Le Front Populaire* (Éditions sociales).

(8) « Le conseil national accepte l'offre d'action commune du parti communiste contre le fascisme et la guerre. Il délègue à la commission administrative permanente le soin de préciser les termes du pacte et de le signer.

« Il décide dès à présent de proposer au parti communiste l'organisation de manifestations communes pour le 20e anniversaire de la déclaration de guerre. Il se félicite de voir réaliser l'unité d'action à laquelle aspirent les masses populaires et qui doit opposer à la menace fasciste une barrière insurmontable.

« Il s'en félicite d'autant plus sincèrement qu'il veut voir dans l'unité d'action un moyen de préparer l'unité organique à laquelle il reste passionnément attaché. »

## 3.

# Vers la victoire du front populaire 1935-1936

En concluant le pacte d'unité d'action avec le parti socialiste, le parti communiste démontrait que le marxisme-léninisme est plus une école de pragmatisme que de dogmatisme. En fait il adaptait sa tactique au nouveau rapport des forces politiques tant à l'intérieur qu'à l'extérieur et ne manquait pas d'en trouver des justifications dans les œuvres de Lénine et jusque dans le *Manifeste communiste*. Plus simplement il prouvait que, pour l'orthodoxie communiste, avoir le sens de l'opportunité n'est pas être opportuniste car si pour elle la fin justifie toujours le moyen, il y a malgré tout une fin.

La fin, c'est trop dire car, pour le parti, le pacte n'était, ne pouvait être, ne devait être qu'un commencement. A peine est-il conclu que, tout en s'efforçant de le développer avec les socialistes, les dirigeants communistes vont chercher à l'étendre aux radicaux, c'est-à-dire aux classes moyennes, aux syndicats confédérés en vue de l'unité, et plus tard, en manière de point d'orgue, aux catholiques. Dans le même temps, le parti communiste devra penser à lui-même et serrer d'autant plus ses rangs que son champ d'opération se situe maintenant bien au-delà de ses frontières.

Toute la politique du parti repose désormais sur l'alliance avec les classes moyennes. C'est grâce à cette politique qu'il espère détourner ces classes tentées par le fascisme ; c'est grâce à elle qu'il compte attirer les radicaux et toucher les paysans ; c'est même grâce à elle qu'il

pourra réaliser l'unité syndicale en y convertissant les fonctionnaires, qui lui sont le plus hostiles. Cette politique forme un tout. Mais pour en avoir le bénéfice, le parti devra consentir des sacrifices. L'alliance avec les classes moyennes lui impose en effet de se convertir publiquement à la défense des libertés et plus encore à la défense de la patrie ; il s'y ralliera d'autant plus facilement que l'une est politiquement la condition de la défaite des ligues à l'intérieur, que l'autre est militairement la condition de la défense de l'Union soviétique, et que sentimentalement l'une et l'autre sont la condition du ralliement des radicaux plus attachés que quiconque aux idées de liberté et de patrie. Là encore, la nouvelle politique du parti — et de l'Internationale — constitue un ensemble qui aura le double avantage de rendre moins difficiles ou moins visibles les concessions ou les conversions sur des points particuliers et de permettre au parti de ne jamais perdre l'initiative. Arrêté dans une direction, il a toujours la ressource de repartir dans une autre.

### *La faucille et le marteau.*

Cette politique de mouvement, les dirigeants communistes la poursuivront avec autant d'habileté que d'obstination. Elle sera essentiellement l'œuvre de Maurice Thorez, aidé par l'exclusion de Jacques Doriot et l'amitié de Jacques Duclos. Jamais la direction du parti n'aura été, en effet, plus unie que pendant cette période ; jamais son chef n'aura été plus en possession de ses moyens.

Né le 2 octobre 1896 à Louey, en Bigorre, Jacques Duclos n'a que quatre ans de plus que Maurice Thorez. Mais ces quatre années-là comptent puisque ce sont celles de la guerre. Parti au front en 1915 à dix-huit ans et demi, il est blessé à Verdun et fait prisonnier au Chemin des Dames en 1917. L'épreuve le mène tout droit, à son retour, à l'Association Républicaine des Anciens combattants fondée par Henri Barbusse et Vaillant-Couturier. Pacifiste plus que socialiste, libertaire même, il n'avait pas adhéré à la S.F.I.O. et n'eut donc pas à prendre parti lors du Congrès de Tours. Mais à l'heure même où la scission se produit, il adhère, le 31 décembre 1920, à la

Xe section de ce qui va devenir le Parti communiste français.

Sa chaude éloquence et son esprit mordant le prédisposaient sans doute plus à la vocation de parlementaire qu'à celle de militant. Le parti, qui n'a pas tant d'orateurs, l'envoie se mesurer avec des ténors. Une première fois candidat — malheureux — en 1924, il bat, après une campagne mémorable, à une élection partielle, le 28 mars 1926, M. Paul Reynaud qui fait liste commune avec Henri de Kérillis, de *L'Écho de Paris*. Il est, avant la lettre, l'homme de l'unité, puisque les socialistes assurent son succès au second tour par 63.250 voix contre 61.707 à M. Paul Reynaud. Deux ans plus tard, il affronte Léon Blum dans le xxe et, grâce cette fois au maintien du candidat modéré, il le bat au second tour le 22 avril 1928. Mais en 1932, il sera battu par une autre vedette, encore socialiste à l'époque, Marcel Déat.

En fait de Chambre, le nouveau député fréquente plutôt la correctionnelle. Chargé de l'action antimilitariste du parti, responsable de la *Caserne* et du *Conscrit*, il collectionne les années de prison mais chaque fois qu'il peut être interpellé, en dehors des sessions parlementaires, il s'enfuit. A la veille de sa réélection de 1928, il manque de peu d'être arrêté. Ayant appris qu'il devait parler à Saint-Denis, la police, le préfet Chiappe en tête, déploie un service d'ordre important. Mais la lumière s'éteint tout à coup dans la salle, puis se rallume le temps que le clandestin apparaisse sur la scène, dise quelques mots et s'évanouisse de nouveau dans les ténèbres. Moins heureux, Jacques Doriot, lui aussi poursuivi et recherché, est arrêté le même jour à Valenciennes.

Jacques Duclos ne fait surface que le 15 janvier 1931 lorsque la Chambre vote l'amnistie pour lui et pour André Marty qui, lui, se morfond depuis 1927 à la prison de Clairvaux. Sa carrière est alors fulgurante. Membre du comité central depuis juin 1926, il accède au bureau politique et au secrétariat en janvier 1931 et devient en quelques mois le numéro trois. Ayant la confiance totale de Moscou depuis son activité clandestine, il gagne aussi celle de Maurice Thorez. Il est à ses côtés — et il y restera toujours — lorsque, libéré en juillet 1931, le leader communiste dénonce le fameux groupe Barbé-Célor. Leurs

destins sont désormais liés. Tour à tour chargé du contrôle des jeunesses du parti, du service de renseignement et d'information — ses adversaires diront « d'espionnage » —, du recrutement des cadres, de l'organisation de la propagande, il rédige les notes, instructions, affiches, tracts du parti — avec une interruption en 1932 où il est de nouveau à Moscou.

Cet ancien apprenti pâtissier, fils de paysans pauvres, n'a que son certificat d'études. Ayant travaillé à douze ans à Tarbes puis à dix-sept à Paris, il s'est formé lui-même en lisant beaucoup. La malice faite homme, il cultive une intelligence subtile qui le rend redoutable; il est aussi à l'aise dans les discussions les plus byzantines que dans les plus graves débats économiques. Et l'éclat de sa parole fait oublier la disgrâce de sa personne. Il cherche d'ailleurs plus à convaincre par la chaleur du discours qu'à démontrer à la manière d'un pédagogue, comme Maurice Thorez.

Peut-on imaginer hommes plus différents — et plus complémentaires — que ce grand et calme cht'imi, et ce Pyrénéen jovial et rond, ce jeune militant venu au socialisme puis au communisme par l'action syndicale et cet ancien combattant libertaire converti au communisme par horreur de la guerre, ce tempérament de chef et ce talent de tribun, cet ouvrier pesant et résolu et ce paysan madré et pointu, bref ce marteau et cette faucille. C'est pourtant leur amitié à toute épreuve, y compris celle de l'ambition, à laquelle ne résistent pas de plus jeunes ou d'aussi anciens, leur commun attachement inconditionnel à l'Union soviétique, quel que soit le maître, génial ou non, du Kremlin, leur totale unité de vues qui vont faire d'eux — et de Benoît Frachon — les trois artisans du Front populaire.

*L'alliance avec les classes moyennes.*

C'est le 9 octobre 1934, à une séance du comité de coordination créé le 27 juillet, que les communistes proposent aux socialistes « d'étendre le pacte » à de nouvelles forces. Dès la conférence d'Ivry, en juin, ils avaient bien envisagé d'entraîner la petite bourgeoisie dans la « lutte active

contre le fascisme ». Mais c'était encore peu ou prou la vieille conception de front unique, la tactique classe contre classe. Aujourd'hui il s'agit non de la *conquête* des classes moyennes mais de l'*alliance* avec la petite bourgeoisie. Maurice Thorez l'avait écrit clairement dès le 3 septembre : il faut « gagner au bloc des ouvriers les alliés de la ville et des champs ». L'objectif étant fixé, restait à trouver la formule. C'est le 10 octobre qu'au nom du comité central, Maurice Thorez déclare : « Nous jetons l'idée d'un vaste rassemblement populaire pour le pain, pour la liberté et pour la paix. A tout prix, pour battre le fascisme, constituons un large Front populaire ». Et c'est à Nantes, le 26 octobre, que pour la première fois il renouvelle publiquement l'offre et la formule. Pourquoi Nantes ? Parce que le parti radical y tient son congrès du 25 au 28.

Le moment est favorable pour tendre la main aux radicaux, excédés par la politique de déflation obstinément poursuivie depuis six mois, par la neutralité du gouvernement à l'égard des ligues et plus encore par les projets de réforme constitutionnelle de type présidentiel de Gaston Doumergue. L'offre communiste d'un programme commun de revendications immédiates, réclamant notamment le désarmement des ligues, est évidemment refusée. Mais le parti commence à évoluer sous l'influence des « jeunes turcs » Pierre Cot, Jacques Kayser et surtout Jean Zay. Le pacte d'unité socialo-communiste place d'ailleurs les radicaux dans une situation déchirante. De plus en plus coupés d'une droite autoritaire qui, peu respectueuse de la trêve des partis gouvernementaux, s'en prend violemment à leurs chefs, ils sont condamnés, s'ils veulent survivre, à s'entendre avec une gauche qui n'est plus celle du cartel. Ils risquent l'isolement. Edouard Herriot lui-même en convient, qui déteste Léon Blum, ignore Maurice Thorez et n'est lui-même que dans l'Union nationale. Aux prises avec les projets constitutionnels de Doumergue, il s'inquiète et se défend : « C'est nous, radicaux, qui sommes en contact avec le Front commun. Il faut être prudents, nous laisser consulter le parti et ne pas risquer de le voir se dresser contre nous. » En fait, le parti ne serait pas radical s'il ne donnait pas raison à tout le monde à la fois. Il provoque la démission du gouvernement Doumergue-Laval mais il entre dans le cabinet

Flandin-Laval. Il réclame le désarmement de tous ceux qui se préparent à la guerre civile mais, alors qu'il monopolise le ministère de l'Intérieur, il n'agit pas contre les ligues. Il refuse l'alliance avec les « révolutionnaires » mais il accepte les voix communistes aux élections pour battre ses alliés du gouvernement.

Il n'empêche. Pendant huit mois, tout en poursuivant un dialogue difficile avec le parti socialiste, les communistes vont en chercher un autre en toute occasion avec le parti radical. Pour y aider, ils se présentent avec une insistance croissante comme les défenseurs du sentiment national et des libertés démocratiques.

Depuis sa naissance, le parti n'avait cessé de professer, prôner, pratiquer, le « défaitisme révolutionnaire ». Pour lui, comme pour Marx et Engels, « les prolétaires n'ont pas de patrie ». Ou plutôt, pour lui, comme pour tous les partis fidèles à la IIIe Internationale, les communistes ont d'abord pour patrie l'U.R.S.S. Ou plus précisément encore, l'intérêt des ouvriers, celui de leur pays et celui de la patrie socialiste se confondent. En toutes circonstances sauf une — la défense de l'Union soviétique — les prolétaires doivent donc retourner contre l'impérialisme français les armes que celui-ci est obligé de leur remettre. Et ce fut en effet la mutinerie de la Mer Noire, la campagne contre la guerre du Rif, les manifestations contre l'occupation de la Ruhr et même, jusqu'à l'avènement de Hitler, la lutte contre la politique de Versailles. Le parti proscrit donc le pacifisme qui, lui, condamne toutes les guerres ; il n'approuve pas l'objection de conscience qui détourne les jeunes de la véritable lutte antimilitariste ; il condamne « le mensonge de la défense nationale » qui mobilise les ouvriers pour la défense d'intérêts qui ne sont pas les leurs, qui ne seraient, qui ne seront les leurs que si ces intérêts sont aussi ceux de la patrie socialiste.

En attendant que cela devienne aussi clair que cela l'apparaissait à d'autres adversaires de l'hitlérisme, le parti communiste a fait sienne depuis la conférence nationale de juin la petite phrase de Maurice Thorez : « Nous aimons notre pays » et non pas, il tient à le souligner lui-même, « notre patrie », comme l'a écrit par erreur *l'Humanité*. En décembre il développe le thème — pro-

pre à toucher les zélateurs radicaux du culte des grands ancêtres — de « l'héritage révolutionnaire des Jacobins de 1792 ». Le parti communiste le revendique tout comme « l'héritage spirituel des matérialistes du XVIIIe siècle. » Il réconcilie les encyclopédistes, Danton, Marx et Lénine.

Ainsi le parti renforçait-il « la capacité des militants communistes de s'adresser aux classes moyennes en tenant compte de leurs traditions et de leur idéologie caractérisées pour une part par un attachement réel aux libertés démocratiques et un sentiment national profond qui s'alimentaient des souvenirs de 1789 » (1).

Les libertés démocratiques constituent le second volet du diptyque séduisant que les communistes présentent aux radicaux. Là il n'est pas besoin d'en appeler aux grands ancêtres ; il suffit d'écouter les professeurs de la IIIe République. Maître à penser du radicalisme, Alain qui, a-t-on dit, tient boutique de philosophie à l'enseigne du gagne-petit, figure en bonne place au « Comité de vigilance des intellectuels antifascistes ». Il en est même l'un des trois fondateurs avec Langevin et Paul Rivet. Le manifeste qu'ils ont rédigé en mars proclamait leur résolution de lutter avec les travailleurs « pour sauver contre une dictature fasciste ce que le peuple a conquis de droits et de libertés publiques ».

Outre l'activité des ligues, le gouvernement Doumergue, ou du moins son chef, offre inespérément un terrain de rencontre aux communistes et aux radicaux : la défense du Parlement menacé par le projet de réformes constitutionnelles (2). Ni les ligues ni les réformes ne triompheront. Mais les unes et les autres auront largement contribué à la formation du Front populaire. Leitmotiv de toutes les motions ou déclarations communistes depuis la conférence de juin, la défense des libertés démocratiques est l'un des articles du programme commun que le parti propose inlassablement aux socialistes et aux radicaux.

Les socialistes ne montrent aucun empressement à l'accepter et même à le discuter. Saisie le 9 octobre, la direction de la S.F.I.O. n'a pas encore répondu le 24 novembre lorsque se réunit son Conseil national. En dehors de la méfiance que le pacte d'unité d'action a suscitée dans certaines fédérations, et non des moindres comme celles de la Haute-Vienne et du Nord, il y a au départ une

différence totale de conception sur l'idée même de programme. Les communistes proposent toute une série de mesures immédiates intéressant toutes les catégories sociales : des jeunes aux femmes et des petits commerçants aux paysans pauvres sans oublier bien entendu les anciens combattants, bref « un cahier des revendications des masses populaires ». Les socialistes, qui n'y voient pas l'ombre d'une réforme de structure, s'étonnent de la modestie de ces mesures proposées en vrac. « Rien ne les lie, rien ne les inscrit dans une vue d'ensemble ; rien ne les rattache au fonds de doctrine qui nous est commun ». Et de rappeler leur programme de nationalisation des grandes entreprises : chemins de fer, électricité, banques, mines...

Les communistes en font fi. D'abord parce qu'ils ne croient pas à la valeur de réformes de structure dans le cadre du régime capitaliste de l'Etat bourgeois ; pour eux la nationalisation n'est pas la socialisation. Ensuite l'objectif n'est pas, au moins pour le moment, d'établir un programme de gouvernement mais de rassembler les masses sur la base de l'alliance de la classe ouvrière et des classes moyennes. Enfin, aux socialistes qui leur reprochent de proposer un programme « empirique », les communistes répondent non sans raison que seule la satisfaction de ses revendications immédiates peut détourner la petite bourgeoisie de la tentation fasciste.

La discussion se poursuit sans progresser pendant plus de trois mois au sein du comité de coordination jusqu'au 10 janvier 1935. Les socialistes refusent que « les revendications immédiates soient détachées des grandes mesures qui sont plus lointaines ». Les communistes refusent les nationalisations, notamment celle du Crédit, et répètent que la condition, pour nationaliser, c'est de prendre le pouvoir. Ils jugent alors inutile de prolonger les conversations. C'est l'échec — provisoire — du programme commun.

L'unité organique n'a guère davantage avancé tant au sommet qu'à la base bien qu'ici et là les communistes aient multiplié les initiatives. Les socialistes se sont dérobés au niveau des Internationales, ou même des six partis européens ayant accepté le Front unique, comme au niveau des Comités locaux de Front populaire. Ils

se méfient justement du dynamisme communiste, conçoivent l'unité organique autour d'eux puisque après tout ils sont les plus forts et en tout cas les plus nombreux et, finalement, l'agitation des ligues faiblissant depuis la retraite de Doumergue, jugent que le champ d'action du pacte n'a pas à être étendu.

Paradoxalement, le pacte réussit dans le seul domaine qu'il excluait : celui des élections. Cantonales à l'automne 1934, partielles pendant l'hiver, municipales au printemps 1935, elles voient les communistes, les socialistes et même les radicaux voter les uns pour les autres.

Les communistes adoptent en effet une tactique rigoureusement contraire de celle de 1928 et 1932. Dès le mois d'août 1934, ils offrent de se désister au profit des socialistes et même des radicaux à condition qu'ils se prononcent catégoriquement « contre le gouvernement d'union nationale et contre la politique de décrets-lois et du soutien au fascisme ». Aux élections cantonales des 7 et 14 octobre 1934, les communistes gagnent des voix et quelques sièges. Les socialistes en profitent également. Mais les radicaux, qui refusent de souscrire aux conditions communistes, en pâtissent. En mars 1935, ils ont déjà mieux compris que, pris de plus en plus entre le marteau socialo-communiste et l'enclume modérée, ils sont voués à être laminés : aussi répugnent-ils de moins en moins à se faire élire avec les voix communistes contre les candidats du chef du gouvernement auquel naturellement ils appartiennent. La presse de droite crie à la duplicité. Elle n'est qu'au début de ses étonnements.

Dès le mois de mars, les communistes décident de se désister *sans condition* pour les socialistes mieux placés qu'eux pour l'emporter au second tour des élections municipales de mai ; ils le feront aussi pour les radicaux et même pour ces « renégats », les pupistes. Les socialistes adoptent la même tactique et en appellent aux radicaux à la veille du ballottage : « Rassemblement et discipline contre les hommes et les partis du fascisme et de la réaction ! »

Le 12 mai 1935, le second tour est un succès pour le parti communiste qui, dans l'ensemble des communes de plus de 5 000 habitants, gagne une cinquantaine de sièges dont sept à Paris où jusque-là André Marty était

le seul conseiller communiste à l'Hôtel de Ville. Les municipalités d'extrême-gauche passent de neuf à vingt-six dans la Seine, dont Montreuil et Drancy et de six à vingt-neuf en Seine-et-Oise, dont Argenteuil et Villeneuve-Saint-Georges.

Mais autant que de ces succès le parti se félicite de ceux des socialistes et des radicaux qu'il a fait élire en se désistant pour eux. « Ainsi nous avons attiré vers la classe ouvrière la petite bourgeoisie, ce qui est l'essentiel du point de vue de la perspective qui est de battre le fascisme et d'aboutir à la révolution prolétarienne. »

Dans cette perspective, le parti a fait ce qu'il n'avait jamais fait — et ne fera pas de nouveau avant vingt-huit ans ! Il a retiré dans le cinquième arrondissement, quartier Saint-Victor, son candidat, alors qu'il était pourtant arrivé en tête des adversaires de M. Lebecq, président de l'U.N.C., l'un des organisateurs de la manifestation du 6 février. A ce personnage symbolique, communistes, socialistes et radicaux en opposèrent un autre, et un seul, le professeur Rivet, l'un des fondateurs du Comité des intellectuels antifascistes. Son élection fait partie de la légende dorée du front populaire.

« C'est la victoire de la liberté ! Le Front populaire a mis en déroute les voleurs du 6 février ! Vive la ceinture rouge de Paris ! », titre *l'Humanité*.

Il fallait au moins ce succès électoral pour ranimer la flamme de l'unité, mourante depuis les derniers feux qu'elle avait jetés à cette manifestation du 18 janvier, à la salle Bullier, où l'on avait vu à une même tribune des communistes et des socialistes aux côtés des radicaux (de la Seine).

Les conditions de l'union des gauches sont de nouveau créées à l'intérieur et la chute du cabinet Flandin, le 31 mai, en ajoute une dans la mesure où les radicaux l'abandonnent (3) et donnent tort à Edouard Herriot, éternel ministre d'Etat des cabinets de droite et qui, pour ne pas changer, va l'être de Pierre Laval.

Dans le même temps, et de la main même de ces deux hommes, une dernière condition, extérieure celle-là, va être réunie.

*M. Staline comprend...*

Le 20 mars 1935, en réplique à la dénonciation des clauses militaires du traité de Versailles par Hitler, le gouvernement Flandin avait approuvé le pacte franco-soviétique et décidé d'envoyer le ministre des Affaires étrangères, Pierre Laval, à Moscou. Le pacte a été signé à Paris le 2 mai et le communiqué final des entretiens, le 12 mai, comprend cette phrase historique : « M. Staline comprend et approuve pleinement la politique de défense nationale faite par la France pour maintenir sa force armée au niveau de sa sécurité. » Pierre Laval a pensé ainsi neutraliser le parti communiste français mais, sans le vouloir, et même en voulant le contraire, il a favorisé le Front populaire.

Ce maquignon a trouvé plus malin que lui ; il a cru tromper Staline — comme plus tard Hitler. C'est lui qui est berné. Les communistes ne s'étonnent de rien et ne s'embarrassent pas de si peu. Dans les jours qui suivent, Vaillant-Couturier et Gabriel Péri se livrent à une campagne quotidienne d'explication dans *l'Humanité.* Ils se font tantôt bonhommes, tantôt épiques.

« Que notre camarade Staline sollicité par Laval... ait déclaré qu'il approuvait les mesures militaires prises en France, quoi de plus naturel ? écrit le premier le 17 mai.

« Aurait-on voulu qu'il fît une déclaration les désapprouvant ? Ce n'est pas sérieux.

« Ce qui est capital, c'est que l'entrevue ait abouti à des résultats concrets pour la défense de la politique de paix de l'U.R.S.S. ».

La défense de l'Union soviétique est en effet l'alpha et l'oméga de toute la politique extérieure du parti depuis qu'il existe. Et Staline a raison puisqu'il a découvert dans l'armée française une force capable de contribuer à la défense de l'U.R.S.S.

Il y a donc défense nationale et défense nationale, armée et armée. Le parti récuse celle de la bourgeoisie et de ses « officiers fascistes » ; il veut faire de l'armée française une « armée sûre », « une véritable armée du peuple ».

« Les communistes, écrit encore en élevant le ton

Vaillant-Couturier, ne plantent pas le drapeau dans le fumier. Ils ne condamnent pas l'armée pour elle-même. Ils ne méconnaissent pas la notion de patrie.

« Ils veulent conquérir pour les masses laborieuses le droit à *leur* drapeau, le droit à *leur* armée, le droit à *leur* patrie. » Mais pour qu'il en soit ainsi, il faut que la défense nationale coïncide avec la défense révolutionnaire, avec la défense internationale de la patrie socialiste, avec la défense de l'Union soviétique contre Hitler.

Si la défense des libertés démocratiques « avait tout de même provoqué un peu d'étonnement » chez les militants, la défense nationale passe également difficilement mais elle passe. Au demeurant, plus que le front soviétique qui n'est pas à défendre, le parti pense surtout au front populaire qui reste à faire. Si l'explication de texte est destinée aux camarades de Maurice Thorez, la phrase de Staline elle-même était bien à l'intention des amis de Léon Blum et surtout d'Edouard Herriot. Là aussi, après le premier moment de stupeur, inquiète ou narquoise, elle passe.

Pierre Laval voulait de bonne foi faire désavouer les communistes par Staline ; il les a définitivement dédouanés. Mais autant que de Laval, le pacte est l'œuvre d'Edouard Herriot qui le prépare depuis des mois avec Litvinov et ses ambassadeurs à Paris, Dovgalevski et Potemkine. Mais il se retourne contre lui aussi.

### *Ralliement des radicaux.*

Edouard Herriot avait tout fait et beaucoup dit pour que son parti s'écarte des communistes et s'éloigne du Front populaire en gestation. Il avait même été, peu avant les élections cantonales, jusqu'à stigmatiser ceux qui « à la façon des nazis ou des fascistes, inventent pour imiter le geste du bras levé celui du poing tendu, s'ornent d'insignes et nous acheminent vers l'époque où l'opinion d'un citoyen se reconnaîtra à la couleur de sa chemise » (1). A la veille des élections municipales, il met en garde contre « le désordre révolutionnaire qui serait la première étape vers la réaction ». Mais il ne peut empêcher son parti d'accepter de reconstituer « la délé-

gation des gauches » non seulement avec les socialistes mais cette fois avec les communistes.

L'initiative était venue une fois de plus des communistes qui, le 14 mai, avaient proposé à la S.F.I.O. d'organiser une manifestation contre les pleins pouvoirs financiers demandés par le gouvernement Flandin et d'inviter à une réunion commune les groupes de gauche de la Chambre des députés. Le 30, le parti radical accepte d'être représenté et c'est pour s'entendre dire par Maurice Thorez que les communistes sont prêts à soutenir un gouvernement présidé par un radical, décidé à lutter contre les ligues et à appliquer le programme immédiat proposé depuis l'automne 1934. Il renouvelle officiellement cette offre le lendemain à la tribune du Palais-Bourbon et il va même jusqu'à la faire à Herriot lui-même « puisque, dit-il, le groupe radical est le plus important des groupes de gauche de cette Chambre ».

Le 4 juin, après le bref intermède du ministère mort-né Bouisson-Pétain-Herriot-Laval, les radicaux, las de servir d'otages ou de figurants à des combinaisons de droite, ne sont pas insensibles à l'offre de Maurice Thorez. Herriot le note dans ses Mémoires : « Un très fort courant entraîne beaucoup de mes collègues, allant des radicaux aux communistes inclus. Je leur déclare que le problème le plus grave est non politique mais financier ; or l'argent, même celui des démocrates, est conservateur. » C'est toujours le même argument depuis 1924.

Le 5 juin, Herriot expose franchement ses craintes à la délégation des gauches. Mais il n'a pas à insister : communistes et socialistes ne sont pas plus d'accord sur le programme qu'il y a six mois. Les premiers se bornent à demander que soient satisfaites les revendications immédiates des masses laborieuses ; les seconds réclament de nouveau la nationalisation des industries-clés. Cet épouvantail suffit à effrayer les radicaux. Malgré trois réunions dans la journée, les conversations entre les trois groupes échouent le 6 au soir.

Mais après un long détour électoral et parlementaire, le front va mériter son nom et devenir enfin vraiment populaire. Les initiatives se multiplient et les communistes n'ont plus qu'à suivre le courant. Le 12 juin, le congrès socialiste, réuni à Mulhouse (5), se prononce à

l'unanimité pour la formation « d'un grand mouvement populaire pour défendre les libertés démocratiques et le monde du travail contre les effets politiques, économiques et sociaux de la crise capitaliste ». Le 14 juin, la C.G.T. accepte de reprendre les pourparlers avec la C.G.T.U. en vue de l'unité syndicale. Le 17 juin, est créé le « Comité du Rassemblement populaire », dont la présidence est confiée à Victor Basch, président de la Ligue des Droits de l'homme. Un appel est lancé en vue de faire du 14 juillet 1935 un « immense rassemblement de toutes les forces résolues à défendre la liberté ». Le 28 juin, une réunion groupe au Palais de la Mutualité, sous la présidence du professeur Langevin, les représentants des organisations de gauche. Et l'on y voit et l'on y entend pour la première fois un radical, Edouard Daladier, aux côtés, à l'unisson de Léon Blum et Maurice Thorez. Enfin le 30, le leader communiste rend un hommage vibrant et intéressé au parti radical, « le plus grand des partis... celui qui exerce la plus grande influence sur la vie politique du pays ! ». Le réalisme léniniste sait se faire flatteur.

Daladier, traité de fusilleur le 6 février par *l'Humanité*, n'avait pas cependant engagé son parti à la réunion de la Mutualité ; il s'y était rendu sous sa propre responsabilité mais sa présence fait scandale chez les vieux radicaux. Edouard Herriot avait bien rencontré Maurice Thorez et Léon Blum chez Vincent Auriol et chez César Campinchi. Il avait bien reçu, dès le 18 juin, Victor Basch et Paul Rivet venus inviter officiellement le parti radical à participer à la manifestation du 14 juillet. Mais sans se presser, il en avait saisi le comité exécutif qui se réunit le 3 juillet. Peu enthousiaste mais lucide, lié à la droite qui le maltraite et ne voulant pas se couper de la gauche qui le ménage, il sent bien que la poussée est irrésistible. Alors il y cède. Le 21 juin, il a commencé par s'élever en conseil des ministres contre la tolérance accordée aux Croix de feu ; il y signale avec force que « l'on envoie le parti radical au Front commun ». Quelques ministres ricanent. Le 3 juillet, il évoque de nouveau l'agitation des ligues « qui essaient d'atteindre la République ». « Ces menaces, ajoute-t-il, n'ont pas seulement provoqué l'inquiétude ; elles ont amené dans toutes les masses

démocratiques de ce pays un réveil de l'énergie républicaine. Les partis de gauche se sont rendu compte que la liberté républicaine était la condition de toutes les autres libertés (y compris la liberté de penser) et de tous les progrès. De cet hommage qui sera rendu au régime, le 14 juillet, dans le quartier même de la Bastille, nous ne pouvons que nous féliciter. »

C'en est fait. Edouard Herriot a beau demander « expressément que dans ce groupement des forces résolues à défendre la République, le parti radical conserve sa personnalité, sa figure », personne ne le conteste, surtout à cette heure, celle de l'ouvrier de la onzième. C'en est fait. Le parti communiste qui « travaille » le parti radical depuis dix mois a gagné ; le front populaire est né.

*Le 14 juillet* 1935.

Restait à lui donner le baptême, ce bain de foule qui d'une manifestation fait une « journée ». Jusqu'au matin même du 14, les proclamations atteignent au défi révolutionnaire. « Ils vous ont pris Jeanne d'Arc, cette fille du peuple... Ils ont essayé de vous prendre le drapeau de 89... Ils ont enfin essayé de nous prendre cette héroïque *Marseillaise*, ce chant révolutionnaire... ».

Dix mille représentants des dix organisations s'entassent dans la matinée sur les gradins du stade Buffalo pour entendre quinze discours et prêter un serment. C'est la première fois que l'on se retrouve, non plus seulement dans un défilé mais dans un véritable meeting. Chacun y prend conscience d'une espérance partagée. Si l'on en croit André Chamson, « ce fut le discours de Jacques Duclos qui apporta l'étincelle d'où jaillit ce moment de communion ». Il avait exalté les deux hymnes du front populaire, lancé à la foule frémissante : « Nous voyons dans le drapeau tricolore le symbole des luttes du passé et dans notre drapeau rouge le symbole des luttes et des victoires futures » et conclu : « en avant peuple de France! Le Fascisme ne passera pas ! ». Tous les délégués, dressés d'un seul mouvement, le poing levé, entonnèrent la *Marseillaise* et l'unirent à l'*Internationale* ». Quant au

serment, il est lu par un jeune communiste, secrétaire du Comité du Rassemblement populaire, Rabaté : « Animés par la même volonté de donner du pain aux travailleurs, du travail à la jeunesse et la paix au monde, nous faisons le serment solennel de rester unis pour désarmer et dissoudre les ligues factieuses, pour défendre et développer les libertés démocratiques et pour assurer la paix humaine. » Ce n'était qu'un commencement.

Dans l'après-midi, un long cortège populaire au-dessus duquel flottent banderoles et calicots, drapeaux tricolores et drapeaux rouges, défile dans une atmosphère de kermesse de la Bastille au Cours de Vincennes. Cent mille personnes, selon la police, cinq cent mille, selon les organisateurs. Des taxis surmontés de vastes emblèmes ouvrent la marche ; juchés, assis ou cramponnés sur le toit, les chefs du front populaire sourient, saluent et lèvent le poing. La position est peu confortable et cela fait un peu carnaval mais le cœur y est. Sur l'une des voitures Paul Rivet, Paul Langevin tiennent compagnie à Pierre Cot, Jean Zay ; sur une autre Maurice Thorez, tout sourire, le cheveu en bataille, et Paul Faure, plus mal à l'aise, Henri Barbusse heureux de voir se réaliser un vieux rêve. Les autres leaders suivent à pied, puis la foule dans un aimable désordre. « La forêt, écrit Amédée Dunois, je la vois marcher. Une forêt touffue d'hommes et de femmes. Elle avance d'un pas lent et sublime, avec un bruit sourd d'océan. Malheur à qui voudrait l'arrêter ! Parfois la forêt chante. Des lambeaux d'*Internationale*, des tronçons de *Marseillaise* jaillissent de la forêt qui chante. »

Cours de Vincennes, avant de se séparer, on fait symboliquement la chaîne. Paul Faure, Maurice Thorez, Benoît Frachon, Gabriel Cudenet (6), Paul Rivet, Marcel Cachin, Jacques Duclos, Robert Lange (7) se donnent le bras.

On voit aussi Léon Blum, Daladier, Marty. Ces hommes enfin réunis, ces drapeaux réconciliés, cette foule qui prend conscience de sa force, peut-être de sa foi, cette bonne humeur populaire, ces cris qui s'élèvent font impression.

Herriot, dépité, note : « C'est une manifestation surtout communiste où le rôle des socialistes me semble assez effacé. La foule réclame Daladier au pouvoir. » Il admet

cependant que ce 14 juillet est « une date importante ».

Vaillant-Couturier en convient aisément puisqu'il écrit dans *l'Humanité* qu'il « faut remonter à la première commémoration de la prise de la Bastille, à la fête de la Fédération pour trouver quelque chose de comparable ».

Et plus lyrique, Léon Blum s'écrie dans *Le Populaire* : « Quel est le Gœthe qui a écrit hier soir en rentrant chez lui : Aujourd'hui s'ouvre une phase nouvelle de l'histoire. »

Il faut ensuite revenir à la réalité, c'est-à-dire au programme.

### *L'antifascisme.*

Pour étendre et consolider le Front populaire, trois opérations étaient nécessaires : le ralliement définitif des radicaux, la réalisation de l'unité syndicale et l'élaboration d'un programme commun. Ces entreprises qui demanderont six mois et plus seront menées de front et le parti communiste y veillera de près. Elles seront aussi singulièrement aidées par les événements.

Pierre Laval, qui avait grandement permis la naissance du Front populaire en « dédouanant » malgré lui les communistes, va en faciliter la constitution définitive en dressant toutes les forces de gauche contre sa politique financière et contre sa politique extérieure. Et cette politique se résume en deux mots : « échec total » (8). On aura rarement vu autant d'habileté mise au service d'autant de maladresses.

En dépit de ses échecs répétés, la politique déflationniste est aveuglément poursuivie. Elle vise à diminuer les prix de revient pour ranimer la production et faire face à la concurrence étrangère. Mais elle n'atteint aucun de ses buts et multiplie les mécontentements. La chute des revenus privés indispose les classes moyennes des villes et des campagnes, l'augmentation et la crainte du chômage mobilisent les ouvriers contre le patronat, la diminution des traitements et la cascade de décrets-lois dressent les fonctionnaires contre l'Etat. Cette politique, qui fut l'une des plus sottes puisqu'elle ne pouvait remédier ni aux causes — la surévaluation du franc —

ni aux effets de la crise — le marasme des affaires — ne réussit qu'à alimenter les ligues de droite et les partis de gauche.

Léon Blum avait bien compris que l'élargissement du Front populaire exigeait que les radicaux répudient enfin la politique déflationniste de la droite. Ce sera décidé au congrès d'octobre 1935, symbolisé en décembre par la retraite d'Edouard Herriot de la présidence du parti et consacré en janvier 1936 par le départ des ministres et la chute consécutive du cabinet Laval. Facilité par les erreurs du gouvernement qui finira lui-même par ne plus croire à la valeur de sa politique financière, le ralliement définitif des radicaux au Front populaire sera aussi l'œuvre du parti communiste qui tantôt les priera aimablement, tantôt les pressera brutalement de choisir.

Pierre Laval, lui aussi, y contribua largement en adoptant une politique personnelle dans l'affaire éthiopienne. L'accord conclu à Rome le 7 janvier 1935 avec Mussolini était passé et seuls les communistes avaient voté contre à la Chambre. Mais lorsqu'en décembre il veut livrer les deux tiers de l'Ethiopie à l'Italie, c'est l'ouragan. Ce maquignonnage dresse contre lui non seulement les socialistes et les communistes mais encore les radicaux et son propre ministre d'Etat, Edouard Herriot.

Ainsi Laval réussit-il l'étonnant tour de force d'aider le Front populaire et le parti communiste en flattant successivement Staline et Mussolini, en cherchant de bonne foi à isoler l'Allemagne et... de passer finalement pour le complice de Hitler.

En vérité, la diplomatie française avait accumulé les contradictions. Son chef voulait séparer Mussolini de Hitler par l'accord de Rome mais, par le vote des sanctions dans l'affaire éthiopienne, il le rejette sur l'Allemagne. Il mécontente la droite en les votant et la gauche en ne les appliquant pas comme il avait inquiété la droite en signant le pacte franco-soviétique et indisposé la gauche en ajournant indéfiniment sa ratification. Le parti communiste se fait un devoir facile d'exploiter ces contradictions.

L'attitude du gouvernement à l'égard des ligues n'était pas plus conséquente. Son ministre de l'Intérieur les laisse agir ; le parti radical, auquel il appartient, en exige

pourtant le désarmement et sa majorité vote en décembre un ordre du jour qui en réclame la dissolution. Mais les « Croix de Feu » manifestent et, à l'occasion, ripostent comme devant sous la protection de la police et continuent d'offrir l'occasion au parti communiste d'accuser le gouvernement de carence et de complicité et d'en appeler cent fois, mille fois au Front populaire contre « le danger fasciste ».

En 1935-1936, il n'existe de groupement authentiquement fasciste que la petite phalange du « Francisme » de ce pauvre Marcel Bucard. Jacques Doriot ne fondera le P.P.F. qu'en 1937. Les « Jeunesses patriotes » sont vieillissantes. Pour le Front populaire, le fascisme c'est donc « les Croix de feu » du colonel de la Rocque. Le caractère de l'homme, le classicisme de sa pensée, le destin même de son association, rien ne permet après coup de les qualifier de fascistes. Mais parce qu'il est officier, parce qu'il est noble, parce qu'il mobilise rapidement ses cohortes, parce qu'il parle, se déplace et inquiète, il figure le danger fasciste dans l'iconographie de la gauche. On en sourit aujourd'hui.

Il est vrai que les ligues, y compris la seule qui s'appelât ainsi, celle de l'Action française, étaient surtout une incarnation de la droite la plus traditionaliste, tournée vers le passé et non vers l'avenir, bourgeoise et non populaire, antiparlementaire certes mais non totalitaire, fort différente de l'hitlérisme. Il est vrai aussi qu'il fallait bien que le fascisme, le « fâchisme », existât d'une manière ou d'une autre, fût-ce à l'état de mythe, pour que naquît et grandît l'antifascisme et donc le front populaire (9)... Mais faut-il qu'un mouvement fascisant qui se cherche se trouve enfin et prenne le pouvoir pour devenir vraiment fasciste ; faut-il surtout oublier qu'à l'époque, la gauche est encore sous le double coup du 6 février, dont la commission d'enquête entretient le souvenir, et de la victoire hitlérienne qui s'est abattue sur les socialistes et les communistes allemands. Subjectivement, les Croix de feu n'étaient pas fascistes ; objectivement, ils l'étaient. Communistes et socialistes ne cessaient de le crier à longueur de meetings ou d'articles. Feinte ou réelle, la crainte commune d'un épouvantail rapproche.

Les radicaux n'étaient pas les derniers à se faire peur

à eux-mêmes et leur congrès d'octobre proclame que le désarmement et la dissolution des ligues antirépublicaines s'imposent sans délai : « L'opinion publique demande la répression des menées factieuses qui ont déjà provoqué des conflits sanglants entre Français ».

*Programme commun.*

C'est dans ce climat « antifasciste » que le même congrès radical d'octobre 1935 se prononce pour l'établissement d'un programme commun aux partis de gauche. On en discutait depuis juillet dans un « Comité national (d'organisation) du Rassemblement populaire (du 14 juillet) » qui se réunissait au siège de la Ligue des droits de l'homme, rue Jean-Dolent (9 *bis*). En passant, le parti communiste était revenu — avec l'accord de l'Internationale — sur l'interdiction faite à ses membres en 1922, d'adhérer à la Ligue. Il n'est pas de petite concession pour se concilier les petits-bourgeois.

Au comité le parti est représenté par Jacques Duclos, flanqué de Marcel Gitton et la C.G.T.U. par Monmousseau, Racamond et Henri Raynaud. Mais, face aux socialistes et à la C.G.T., les communistes ont désormais de solides alliés en la personne des quatre radicaux, Raoul Aubaud, Jacques Kayser, Robert Lange et Perney. Partisan de l'unité à tout prix, le P. C. s'oppose en effet aux nationalisations qui effraieraient les classes moyennes et leurs défenseurs naturels, les radicaux; ses délégués auront d'ailleurs des avocats au parti socialiste, dont Vincent Auriol.

C'est le même débat qui dure depuis un an, depuis la discussion et la conclusion du pacte d'unité d'action socialo-communiste. C'est aussi un procès qui s'annonce, qui s'amorce.

Les communistes avancent deux arguments, l'un de doctrine, l'autre d'opportunité. Ils répètent inlassablement que la nationalisation n'est pas la socialisation, que leur but est de renverser le régime capitaliste et non de l'aménager. Les réformes de structure, « c'est seulement le pouvoir des Soviets qui pourra les faire ». Il n'empêche que, si fondé qu'il puisse être en doctrine, le refus d'inscrire des nationalisations dans le programme commun place le parti dans une position délicate. Mais à ceux des

socialistes qui prétendent qu'il sera bientôt plus à droite que le parti radical lui-même, Maurice Thorez répond : « Il n'y a rien de plus à gauche que les léninistes. C'est la formule de Staline. »

En fait, le second argument l'emporte dans l'esprit des communistes mais il est plus difficile à formuler. Leur but est l'alliance avec les classes moyennes. Parler de nationalisations, ce serait rendre impossible tout accord avec elles et les radicaux. Pire, ce serait rejeter la petite bourgeoisie vers la droite et plus sûrement encore vers le fascisme. Ce serait renforcer le camp des partisans de la guerre, affaiblir celui des défenseurs de l'Union soviétique. Pour les communistes, ce serait contrevenir à toute la politique de l'Internationale. Ce serait une trahison.

Pour les trotskystes — qui, sur instructions du « vieux », sont entrés au parti socialiste — c'était au contraire trahir la révolution socialiste que de repousser la nationalisation des industries-clés et des banques. C'était courir le risque d'abâtardir le Front populaire en un néo-cartel qui, une fois au pouvoir, serait de nouveau la victime des forces économiques alors surtout que, faute de mots d'ordre révolutionnaires, il se serait privé de l'appui populaire.

Le débat faisait ainsi ressortir l'apparente contradiction des buts du parti : préparer la société socialiste en chargeant le programme et défendre l'Union soviétique en l'allégeant. Mais de contradiction, il n'y en avait, il n'y en a que dans l'esprit de ses adversaires ou partenaires, non dans le sien puisque seule l'existence, la défense, la survie de la patrie socialiste offre l'espoir et le moyen de réaliser la révolution socialiste.

Radicaux et communistes font donc prévaloir contre socialistes et réformistes un programme limité à « des solutions positives aux problèmes essentiels actuellement posés à la démocratie française ».

Le programme qui est enfin rendu public le 10 janvier 1936 s'inspire, selon son préambule, « des mots d'ordre du 14 juillet 1935 » : défense de la liberté, défense de la paix, revendications immédiates. Il comprend quelques mesures précises comme la réduction — non chiffrée — de la durée du travail. Mais aucune nationali-

sation... sauf une. Encore figure-t-elle non au chapitre économique mais sous le titre défense de la paix. Il s'agit de la nationalisation des industries d'armement. Et un slogan à défaut de la nationalisation du crédit refusée par les radicaux et les communistes : il faut que la Banque de France devienne la Banque de la France. Rien enfin sur la défense des peuples coloniaux, sinon la nomination d'une commission d'enquête.

Tel était « le plus grand commun unificateur » des organisations de gauche. Mais il est entendu que « chaque parti doit pouvoir se joindre à l'action commune sans rien abdiquer de sa doctrine, de ses principes et de ses fins particulières ».

Si le parti communiste avait gagné sur le programme, il avait perdu sur l'organisation et cet échec était plus important que ce succès puisqu'il devait altérer la nature populaire du front et en faire assez vite une combinaison parlementaire nécessairement fragile.

Revenant à son idée fixe d'unité à la base, le parti communiste avait en effet proposé à ses partenaires l'élection de comités locaux, assuré qu'il était de pouvoir les noyauter et les contrôler. Mais, fatal renversement des alliances au sein du front, socialistes et radicaux n'acceptèrent que des comités non pas élus mais désignés et comprenant des représentants des diverses organisations, assurés qu'ils étaient que les communistes y resteraient ce qu'ils étaient, c'est-à-dire minoritaires. De bas en haut, le front était réduit à un cartel, à un néo-cartel.

Pas davantage les communistes ne réussirent dans leur initiative de réunifier les deux partis nés de la scission de Tours. Là encore, les socialistes, conscients de leur nombre, sinon de leur force, sont avant tout soucieux de préserver leur identité.

### *L'unification syndicale.*

Ne perdant l'initiative sur aucun des fronts où il manœuvre et combat pour l'unité, le parti communiste avait été plus heureux dans l'entreprise pourtant ardue de réunification syndicale.

C'est une longue, longue histoire. Celle d'un échec d'abord : en treize ans le syndicalisme unitaire ne réussit pas à se développer en dépit ou à cause des soins incessants du parti communiste ; celle d'une désaffection de la classe ouvrière à l'égard de tout syndicalisme, malgré l'absence de tout progrès social ; celle d'un long dialogue de sourds entre les deux confédérations.

La scission syndicale avait suivi de quelques mois celle du parti socialiste mais les minoritaires furent aussitôt partagés entre communistes et syndicalistes révolutionnaires. L'adhésion de la C.G.T.U. à la IIIe Internationale ne fut votée que par 777 voix contre 391 au Congrès de Saint-Etienne de juin 1922. Elle annonçait alors 371 000 adhérents. Ses effectifs n'augmentèrent que lentement jusqu'en 1928 puis revinrent peu à peu en deçà de ce qu'ils étaient en 1922. Le déclin atteint même les bastions des unitaires : les mines, la métallurgie, les chemins de fer. Le parti ne cesse d'ailleurs de se plaindre de l'absence ou de l'insuffisance du travail syndical.

Tout en lui reconnaissant une activité propre, le parti communiste n'admit jamais que les buts du syndicalisme pussent différer des siens. Partie intégrante de l'Internationale, il devait en suivre les fluctuations. A quoi la C.G.T. opposait le sacro-saint principe de la Charte d'Amiens. Que la confédération l'ait enfreinte plus d'une fois n'est pas douteux et le parallélisme de son action avec celle du parti socialiste n'a jamais été nié mais il n'a jamais été élevé à la hauteur d'une doctrine. La confusion des genres et des hommes a toujours été évitée alors que, de Sémard à Frachon, les chefs de la C.G.T.U. ont toujours figuré parmi ceux du P. C.

La division et la lutte, parfois violente, entre les deux confédérations ne pouvaient qu'éloigner la classe ouvrière du syndicalisme. Mais les contacts n'avaient jamais été tout à fait perdus entre les deux directions et l'on se rendait quelquefois visite. Puis les polémiques reprenaient plus durement. En 1930, des syndicalistes unitaires, confédérés et autonomes, tentaient un pas vers une centrale unique en lançant un manifeste dit des 22. Le parti communiste les condamnait durement. Sa politique en est encore à la conquête par la C.G.T.U. des ouvriers adhérant à « la C.G.T. réformiste ». Les critiques redou-

blent contre ses chefs, Jouhaux et Dumoulin. Pour le P. C., la C.G.T., comme la S.F.I.O., est « l'instrument de la bourgeoisie » depuis 1922.

Ce n'est qu'à partir de 1932 que, le chômage aidant, le sentiment commence à s'exprimer à la base que seule la réunification rendra son efficacité à l'action syndicale face à un patronat bien organisé. Mais au sommet, comme tout au long des treize années de scission, on constate un retard, un décalage entre le P. C. et la C.G.T.U. Alors que le premier se redresse, la seconde se traîne encore ; alors que les attaques se relâchent contre les socialistes, elles continuent contre les syndicalistes réformistes.

C'est, là aussi, le 6 février 1934 qui va servir de catalyseur et c'est la C.G.T. qui prend l'initiative de la manifestation du 12, bientôt ralliée par la C.G.T.U. Le syndicat du livre donne l'exemple de l'unité dès le mois de mars. Suivent les postiers et les cheminots de l'Etat. La poussée de la base et la tactique des communistes ne brisent que lentement les obstacles psychologiques qui s'opposent à la réunification et le moindre n'est pas l'adhésion des deux confédérations à deux internationales syndicales différentes. Il y faudra plus d'un an. Le premier contact officiel a lieu en octobre 1934 ; une délégation dirigée par Monmousseau, Frachon et Racamond rencontre celle de la C.G.T. Mais c'est seulement en septembre 1935 que les deux confédérations qui tiennent congrès en même temps en des lieux différents se retrouvent dans la même salle. Fidèles aux directives de l'Internationale, les communiste avaient consenti une « nouvelle et grande concession » en reconnaissant l'indépendance du syndicalisme à l'égard du parti. « L'unité est faite. Nous travaillerons ensemble avec loyauté dans la plus large démocratie ; une seule bannière, celle de la C.G.T. », proclame Racamond au nom de la C.G.T.U. Mais il faut attendre que les syndicats et les unions fusionnent pour que le congrès de l'unité se réunisse enfin le 2 mars 1936 à Toulouse.

Des trois artisans des syndicats unitaires et de l'unité syndicale, Benoît Frachon est le plus engagé par et pour le P. C. Il a constamment un pied dans le syndicalisme, un autre dans le parti ; ce qui, loin de le gêner, assure sa démarche.

Né le 13 mai 1893 au Chambon-Feugerolles, fils de mineur, il fait son apprentissage à treize ans dans la métallurgie ; syndiqué dès l'âge de seize ans, il milite au Chambon puis aux forges de Guérigny dans la Nièvre où, affecté spécial, il est mobilisé sur place en 1914. A la suite de son activité syndicale, il est envoyé aux armées en 1917. La paix le retrouve à Marseille où, tout en étant délégué d'usine, il adhère au parti socialiste en 1919. En 1922, il revient au Chambon où il poursuit parallèlement sa double carrière : il est à la fois secrétaire du syndicat des métaux et adjoint au maire. En 1924, il se consacre exclusivement au syndicalisme et, secrétaire de l'union départementale de la Loire, il organise une longue grève des métallos à Saint-Etienne. Première arrestation, première condamnation. En 1926, il bifurque vers le parti, devient secrétaire de la région lyonnaise et membre du comité central. Deux ans plus tard — c'est jusque-là le rythme de sa vie — il fait partie du secrétariat collectif du parti avec Thorez, mais aussi Barbé et Célor.

Le 21 juillet 1929, il est pris dans le coup de filet de Villeneuve-Saint-Georges. Seconde arrestation, seconde condamnation. Libéré, il est pendant l'été 31, avec Jacques Duclos, aux côtés de Thorez lorsque celui-ci dénonce le groupe Barbé-Célor. Il y est encore au printemps 34 lorsque, le leader communiste étant malade, il affronte Doriot et tente de limiter la dissidence à Saint-Denis. Carré, puissant, médiocre orateur mais solide et sûr militant, il est l'homme des missions difficiles. Dans cette armée où Jacques Duclos figure la cavalerie qui renseigne et harcèle et Thorez l'artillerie qui pilonne, il est l'infanterie, chargée de tâches ingrates, obscures mais efficaces.

Mais, entre-temps, tout en partageant la direction du parti, il a pris la tête de la C.G.T.U. en 1933. Pendant trois ans, il va s'appliquer à reconstituer l'unité syndicale et à apporter la dernière pierre, la plus lourde à manier, au Front populaire. Il devient, au Congrès de Toulouse en mars 1936, l'un des secrétaires de la nouvelle et unique C.G.T. avec Racamond et aux côtés des anciens confédérés Belin, Bothereau, Bouyer, Buisson et Jouhaux qui en reste le secrétaire général. Mais déjà il livre une nouvelle bataille, celle des grèves.

*Satisfecits.*

Venant après le ralliement des radicaux et la publication du programme commun, l'unité syndicale, effective dès les congrès de fusion de janvier, consacre et consolide la politique de front populaire. Le parti communiste peut alors faire son bilan. Et c'est un palmarès.

Il avait d'ailleurs été couronné dès le mois d'août 1935 au VIIe Congrès de l'Internationale, le dernier remontant à 1928. Longtemps souffre-douleur de l'Internationale, Dimitrov le donna cette fois en exemple aux applaudissements du congrès : « Cette tâche (le Front populaire) nous ne l'avons pas inventée de toutes pièces. C'est l'expérience même du mouvement ouvrier mondial qui l'a mise en évidence, et surtout l'expérience du prolétariat de France. Le mérite du Parti communiste français, c'est d'avoir compris ce qu'il y a à faire aujourd'hui, de ne pas avoir écouté les sectaires qui tiraillaient le Parti et gênaient la réalisation du front unique de lutte contre le fascisme, mais d'avoir, au contraire, préparé courageusement, à la manière bolchevik, par un pacte d'union commune avec le parti socialiste, le front unique du prolétariat comme le fondement du Front populaire antifasciste en voie de formation. Par cet acte qui répond aux intérêts vitaux de tous les travailleurs, les ouvriers français, communistes et socialistes, mettent à nouveau le mouvement ouvrier français en tête dans l'Europe capitaliste ; ils montrent qu'ils sont les dignes descendants des Communards et les héritiers des glorieux enseignements de la Commune. »

Ayant dit, Dimitrov avait fait acclamer Maurice Thorez par tout le Congrès et pour la première fois un Français — qui se trouve être André Marty — entrait au Comité Exécutif de l'Internationale.

Le Congrès avait donc fixé comme tâche le développement du Front populaire mais aussi la défense de l'Union soviétique. Il faudra s'en souvenir : « Si le déclenchement contre-révolutionnaire contraint l'Union soviétique à faire marcher l'Armée rouge ouvrière et paysanne pour la défense du socialisme, les communistes appelleront tous les travailleurs à contribuer par tous les moyens

et à n'importe quel prix à la victoire de l'Armée rouge sur les armées impérialistes. » Enfin — et que le rapport soit lu par l'ancien compagnon de Liebknecht, l'adjoint de Thaelmann, le futur chef du P.C.A., Wilhelm Pieck, prouve que l'Internationale a fini par tirer les leçons de sa défaite en Allemagne — le Comité exécutif est invité « à partir, pour résoudre toutes les questions, des conditions et particularités concrètes de chacun des pays, et à éviter, en règle générale, de s'immiscer directement dans les affaires internes d'organisation des partis communistes ». Avec cinq ans de retard, l'Internationale en venait au fameux « pas de mannequin » de Maurice Thorez. Elle découvrait que l'application mécanique de directives abstraites conduisait à la défaite.

Six mois après le satisfecit du Congrès de l'Internationale le parti communiste français a tout lieu d'être encore plus satisfait de lui-même lorsqu'il réunit, le 22 janvier 1936, son VIII[e] Congrès national au Palais d'Hiver à Villeurbanne. C'est une apothéose. Que de chemin parcouru, que de progrès accomplis depuis le Congrès de Paris, le dernier en date, qui remonte à 1932 ! Quelle différence même dans le style des interventions, à l'exception du discours combatif d'André Marty qui, datant un peu, en est encore à faire le procès de l'Internationale socialiste !

En quatre ans les adhérents ont plus que doublé : 71 400 contre 32 000. A elle seule, la région parisienne en compte 28 000. En deux ans, les jeunesses communistes ont presque décuplé et approchent de 30 000. Le parti progresse aussi dans les campagnes. Les rapports se succèdent, tous optimistes : Jacques Duclos, Marcel Cachin, Benoît Frachon, Vaillant-Couturier.

Mais le fleuve, la somme, le monument est le rapport de Maurice Thorez, le plus long qu'il ait sans doute prononcé : 128 pages, quatre heures de lecture et un titre symbolique qui annonce déjà un élargissement du Front populaire : « L'Union de la Nation française ».

Le Front populaire ? Ce n'est pas pour les communistes « une tactique occasionnelle, encore moins un calcul électoral ». « C'est une application des principes de Marx et de Lénine sur l'alliance *jusqu'au bout* de la classe

ouvrière et des classes moyennes, non seulement pour vaincre le fascisme mais pour mettre un terme à l'exploitation du Capital ». Mais si elles ont un rôle historique important à jouer, les classes laborieuses non prolétariennes doivent se grouper autour de la classe ouvrière dont le parti communiste est l'avant-garde.

Le Parti ? Il « a gagné en influence, en autorité et en prestige. Il a gagné en effectifs et en cohésion ». Mais ses progrès sont assez inégaux selon les régions et le choix, et la formation des cadres laissent encore à désirer. On est loin des jérémiades et des philippiques des congrès précédents. « La critique, l'autocritique, c'est la vie du parti, le pain sans lequel il ne pourrait vivre. Il ne s'agit pas de se lamenter... il s'agit de savoir reconnaître franchement une erreur et surtout de savoir la corriger ».

*L'Humanité*, enfin, n'a droit qu'à des éloges. Sous la direction de Marcel Cachin secondé par Vaillant-Couturier, elle est devenue « le grand journal du Front populaire ».

L'autocritique ayant fait place à l'autosatisfaction, l'intérêt du congrès n'est pas là ; il est dans la tonalité générale et dans deux « tournants » particuliers. Parvenu à leur maturité, le parti et son chef prennent de la hauteur, s'expriment en parti et en homme de gouvernement. Ce discours est un fleuve, mais un fleuve apaisé qui suit de grands méandres, parfois inattendus. L'un des « tournants importants » est celui de la lutte contre la dénatalité. Sans s'élever contre l'avortement, comme il l'avait fait devant le comité central d'octobre 1935 (10), Maurice Thorez — qui vient d'avoir son second fils Jean (11) — dénonce le fléau de la dénatalité. « Nous ne voulons pas laisser affaiblir, diminuer le peuple de France. »

L'autre tournant fait à Villeurbanne, c'est la « reprise » de la *Marseillaise*. Celui-là aussi avait été amorcé l'année précédente. Jacques Duclos avait déjà dit le 14 juillet ce que la *Marseillaise*, « hymne du passé », représentait pour les communistes à côté de « l'hymne de l'avenir », *l'Internationale*. Maurice Thorez va plus loin et actualise l'hymne national. « Nous avons repris la *Marseillaise* et le drapeau tricolore de nos aïeux, les soldats de l'an II. nous avons repris les strophes sur la liberté et appliqué

aux fascistes, ennemis du peuple de France, les paroles de Rouget de l'Isle :

> « *Ils viennent jusque dans nos bras*
> « *Égorger nos fils et nos compagnes* ».

Ce VIII[e] Congrès est à bien des titres historique puisqu'il précède les élections que chacun pressent, même à droite, devoir être un succès pour le Front populaire. Pour la première fois, la presse s'intéresse de près à des assises communistes et en rend compte avec plus d'objectivité. Maurice Thorez cite même *Le Temps* à la tribune et le qualifie « d'adversaire compréhensif » dans son discours de clôture qu'il intitule « Unité du prolétariat des paysans, de la jeunesse et de l'intelligence de notre pays ». Les intellectuels ne sont pas en effet oubliés dans le palmarès. Hommage est rendu à Paul Langevin et Jean-Richard Bloch. André Malraux est invité à s'asseoir au présidium avec les invités étrangers. Aucun n'est communiste, les deux premiers le deviendront, l'un en 1944, l'autre en 1937. Mais leur présence auréole déjà le parti dont ils sont les « amis ».

Avant de lancer un manifeste au pays le Congrès restaure pour Maurice Thorez le titre de secrétaire *général* qui avait été supprimé en 1929. Le dernier titulaire du poste avait été Pierre Sémard. Un éphémère secrétariat collectif l'avait alors remplacé : le quatuor Thorez-Frachon-Barbé-Célor avant que, libéré de prison et prenant enfin le parti en main, Thorez devienne seul secrétaire en 1930.

Outre Maurice Thorez, secrétaire général, et Marcel Cachin, directeur de *l'Humanité*, l'état-major du parti comprend dans l'ordre deux secrétaires, les mêmes depuis 1931 : Jacques Duclos et Marcel Gitton, puis André Marty, Benoît Frachon, Pierre Sémard, Lucien Midol et Gaston Monmousseau. Ces neuf hommes, dont les quatre derniers viennent du syndicalisme, constituent le bureau politique qui va mener le parti à la victoire électorale. La plupart sont d'anciens ouvriers ; tous ont été plus ou moins condamnés. Depuis deux ans l'un d'eux, Marcel Gitton, membre du comité central depuis 1928, est, pour une banale affaire de mœurs, dans les mains de la police depuis 1934. Il a pourtant représenté le parti dans toutes

les rencontres où se sont échafaudés le pacte d'unité socialo-communiste, puis le front populaire, enfin le programme commun. Il est à la fois le second de Jacques Duclos et l'obligé du préfet de police Langeron. Mais le Congrès l'ignore évidemment et quand les dirigeants du parti l'apprendront, ils préféreront le garder pour le neutraliser avant de le supprimer quand il deviendra dangereux en 1941.

Le discours de clôture, prononcé par le secrétaire général, est un hymne à « la force, à l'élan, à l'ardeur, à l'enthousiasme du parti ». L'euphorie est grande ; la pente est douce vers le culte de la personnalité sous le couvert du succès et de l'affection. Apparaissent les portraits des dirigeants du parti et de l'Internationale, les ovations à Maurice Thorez, les litanies au « cher et grand Staline ».

### *La main tendue.*

Il reste pourtant beaucoup à faire avant même les élections. A l'édifice du front populaire, à ses deux corps de bâtiment, socialiste et communiste, à ses ailes radicale et syndicale, il manque une flèche, un clocheton, en somme une note chrétienne.

La politique de la main tendue aux catholiques ne date pas de l'approche des élections de 1936. Dès le Comité central d'octobre 1935, Maurice Thorez avait donné pour consigne de « lutter contre le haut clergé et de développer la politique de la main tendue aux ouvriers chrétiens ». En décembre, une affiche, rédigée par Jacques Duclos, affirmait que les jeunesses communistes n'éprouvaient « aucun ressentiment envers les jeunes ouvriers chrétiens qui veulent que ça change ». Enfin, en janvier, rendant compte du congrès de Villeurbanne, Maurice Thorez en appelle à Lénine. « L'unité de la classe opprimée pour se créer un paradis sur terre nous importe plus que l'unité d'opinion des prolétaires sur le paradis du ciel ». La religion est toujours l'opium du peuple, le clergé ne doit pas cesser d'être critiqué « en tenant compte cependant qu'une partie du bas clergé est hostile au fascisme ». « Mais pas de politique du poing tendu à l'égard des

ouvriers chrétiens, ni des jeunes ouvriers catholiques. »

A cette volonté, à cette tactique d'unité, des catholiques avaient répondu sur les mêmes plans où le front populaire s'était peu à peu formé : extérieur et intérieur. Les persécutions subies par l'Eglise allemande — et Maurice Thorez y avait insisté dès le congrès de l'Internationale en août 1935 — commençaient à émouvoir en France tandis que, prêtres ou journalistes, des catholiques s'inquiétaient de l'agitation des ligues et plus spécialement de l'Action française. Les communistes devaient en outre faire grand cas du concours apporté dans la banlieue sud par les amis et les sœurs du secours aux chômeurs. Le comité Clamart comprenait en tête Mme la Supérieure des sœurs de Saint-Vincent-de-Paul. Dans le même temps, les progrès de la Jeunesse Ouvrière Chrétienne, la J.O.C., posaient localement la question de ses rapports avec les Jeunesses communistes.

Mais c'est la déclaration faite au micro de Radio-Paris le 17 avril par Maurice Thorez qui devait populariser « la politique de la main tendue ». Parce que c'est la première fois depuis la naissance du parti qu'un communiste peut parler à un poste national de radiodiffusion, parce que la campagne électorale battant son plein, l'opinion est attentive et même passionnée, parce que le même appel est lancé... à feu ces fascistes, à ces anciens combattants devenus Croix de Feu !

« Nous te tendons la main, catholique, ouvrier, employé, artisan, paysan, nous qui sommes des laïques, parce que tu es notre frère, et que tu es comme nous accablé par les mêmes soucis ».

C'est un poète et romancier peu connu, Robert Honnert, qui dans la revue *Europe* du 15 mai reprend la balle et permet ainsi à un écrivain célèbre de la saisir au bond. « Faut-il repousser les deux doigts tendus par le camarade Thorez ? Faut-il au contraire les serrer en fermant les yeux ? », s'interroge François Mauriac dans *Le Figaro* du 26.

Mais les élections ont déjà eu lieu et les grands débats ne viendront qu'après.

## NOTES

(1) Chambaz, *op. cit.*, p. 73.

(2) Gaston Doumergue proposait que le droit de dissolution appartienne au président du Conseil (baptisé premier ministre) et sans avis conforme du Sénat.

(3) La chute du ministère Flandin est capitale pour l'histoire de la formation du Front populaire. G. Dupeux, le Front Populaire et les élections de 1936.

(4) Cité dans l'Histoire Politique de la III<sup>e</sup> République d'Édouard Bonnefous, tome V.

(5) Pour donner le ton du Congrès à l'égard des ligues de droite, il suffit de citer deux interventions ; l'une de Pierre-Bloch, partisan convaincu du Front Populaire : « Que ferez-vous si les avions fascistes, après avoir lancé sur la région parisienne des tracts, jettent demain autre chose », l'autre de Paul Faure qui en serait l'adversaire s'il n'était pas secrétaire général de la S.F.I.O. : « Si le 6 février recommençait, si des généraux prenaient part à une manifestation fasciste, ce fait même dégagerait du devoir de discipline tous les soldats. Si Paris est conquis un instant par le fascisme triomphant, la bataille ne sera pas perdue. »

Dix-huit mois après, le souvenir du 6 février 1934 a bien créé un mythe antifasciste qui, nourri et grandi par la victoire de Hitler, a puissamment contribué à la formation du Front populaire.

(6) A fondé l'éphémère et petit parti radical-socialiste Camille Pelletan après avoir quitté le parti radical au congrès de Clermont-Ferrand parce qu'il condamnait sa participation au gouvernement Doumergue.

(7) L'un des vice-présidents du parti radical délégué aux conversations avec les organisateurs de la manifestation.

(8) Jacques Chastenet, *Histoire de la III<sup>e</sup> République*, Tome VI.

(9) Cette thèse est intelligemment exposée dans *Les Fascismes français 1923-63*, de J. Plumyène et R. Lasierra (Éditions du Seuil).

(9 *bis*) Le comité est ainsi composé : Ligue des droits de l'homme (délégués : Victor Basch, président du comité, et Émile Kahn) ; Comité de vigilance des intellectuels antifascistes : (Paul Rivet, Langevin et Pierre Gérôme) ; Amsterdam-Pleyel (Rabaté, secrétaire général du comité, et Cudenet). Confédération générale du travail (Léon Jouhaux, Belin, Guiraud) ; Confédération générale du travail unitaire (Monmousseau, Racamond, Raynaud) ; Anciens combattants : Fédération nationale des combattants républicains (Fonteny) ; Mouvement d'action combattante (Sennac) ; parti radical et radical socialiste (Raoul Aubaud, Jacques Kayser, Robert Lange, Perney) ; parti socialiste S.F.I.O. (Paul Faure, Séverac, Vincent Auriol) ; parti communiste (Duclos et Gitton) ; intergroupe des partis socialistes, ou Union socialiste (Montagnon et Ramadier).

(10) « Nous ne voulons pas renouveler l'erreur tragique de nos camarades du parti allemand. Pendant quelque temps, ils avaient mis dans leur programme l'avortement comme un des articles essentiels. Cet article leur a fait un tort extrême. Les nazis sont allés dans les campagnes et parmi les ouvriers et ont dit : « Voilà les hommes qui veulent diminuer notre pays au profit de l'étranger. »

(11) Maurice Thorez avait épousé le 3 septembre 1923 une amie d'enfance, Aurore Membœuf, dont il avait eu un fils, Maurice, né le 26 juillet 1926. Mais en 1933, il avait rencontré au cours d'un meeting à Lille, dit-on, Jeannette Vermeersch, de dix ans plus jeune que lui, entrée au parti sous le patronage d'une autre tisserande, Martha Desrumeaux. Illettrée, cette dernière avait appris à lire à vingt-trois ans et avait adhéré au parti en 1921. Elle siégeait au Comité central depuis 1929.

Maurice Thorez devait épouser Jeannette Vermeersch en 1947 après avoir eu trois fils : Jean né en 1935, Paul né en Russie en 1940 et Pierre né en 1946.

## 4.

# De l'opposition à l'opposition 1936-1938

La campagne électorale s'ouvre officiellement le 7 avril 1936. Un mois auparavant, jour pour jour, le 7 mars, Hitler était venu une nouvelle fois en aide au Front Populaire en occupant la rive gauche du Rhin au mépris du traité de Versailles et du pacte de Locarno. Certes c'était là le premier coup porté à cet équilibre européen que le parti communiste n'avait cessé de condamner depuis sa naissance ; il en convint. Mais s'il avait tant lutté de la voix et du geste contre le traité, ce n'était pas pour subir un « nouveau Versailles, plus inique encore, imposant la servitude à la France et à l'Europe entière » et donc à la Russie. Sa campagne antihitlérienne dépasse alors en violence celle, plus ancienne, du parti socialiste. Elle s'étend en outre aux « complices », aux « agents » de Hitler en France : « les colonels de La Rocque, les Taittinger, les Henriot, les Bucard, les Maurras et aussi les Doriot ». Et enfin Laval.

L'amalgame était d'autant plus facile que, comme au début de 1934, l'événement extérieur venait se conjuguer avec un incident intérieur qui n'était pas oublié : le 13 février, boulevard Saint-Germain, Léon Blum avait été pris à partie par des Camelots du Roi aux cris d'« assassin » et de « Blum au poteau » ; blessé à la tête, il apparut comme la victime désignée et symbolique du fascisme. Trois jours après, un immense cortège — qualifié par Brasillach de « cortège expiatoire » — défilait du Panthéon à la Bastille. Albert Sarraut qui, dans sa peur, avait

puisé le courage de dissoudre enfin *l'Action française*, exigea, dans sa prudence, qu'un nombre égal de drapeaux tricolores accompagnât les drapeaux rouges. Des drapeaux, passait encore ; on fit en hâte la razzia des magasins. Mais les porteurs ? Les radicaux n'étaient pas assez nombreux, les communistes se portèrent volontaires pour les trois couleurs.

Ce défilé, où l'on sentit à gauche le souffle du peuple et à droite l'odeur de l'écume, symbolisait assez bien la campagne électorale qui allait s'ouvrir.

A droite, le tir chauffé à blanc vise surtout le parti communiste, « l'initiateur », « l'animateur », le « maître » du front populaire sur lequel il exerce une « dictature occulte ». Agitant le spectre terrifiant du « frente popular », on dépeint les soviets s'emparant du bal et réglant la danse macabre. « D'abord le bulletin de vote ; ensuite la torche et le revolver ! »

A gauche, on oppose à cette frénésie les douces promesses d'une France libre, forte et heureuse. C'est la nouvelle trinité du parti communiste qui, comme les autres, défend à la fois son programme et celui du Rassemblement populaire. Le tout n'est guère explosif. Tandis que le parti socialiste s'emploie à inquiéter les petits bourgeois en parlant de nationalisations, les communistes s'évertuent à rassurer tout le monde.

« Ce n'est ni à Rome, ni à Berlin, ni dans aucune autre capitale étrangère, et pas même à Moscou, pour laquelle nous ne dissimulons pas, nous communistes, notre profond attachement, que se déterminera le destin de notre peuple : c'est à Paris ». Voilà pour ceux qui croiraient, avec l'expert que fut Jacques Doriot, que le parti est « une filiale de Moscou ».

« Nous ne convoitons pas un pouce de territoire étranger mais nous ne laisserons pas toucher à un pouce de notre sol. » Voilà pour ceux qu'inquiéteraient, à gauche comme à droite, le slogan du parti « le fascisme, c'est la guerre » et ses philippiques contre Hitler.

Enfin, l'appel final, aimable et persuasif (1), lancé le 17 avril par Maurice Thorez. « Nous, communistes, qui avons réconcilié le drapeau tricolore de nos pères et le drapeau rouge de nos espérances, nous vous appelons tous, ouvriers, paysans et intellectuels, jeunes et vieux,

hommes et femmes, vous tous peuple de France, à lutter avec nous et à vous prononcer le 26 avril :

« Pour le bien-être, contre la misère ;

« Pour la liberté, contre l'esclavage ;

« Pour la paix, contre la guerre.

« Nous vous appelons avec confiance à voter communiste.

« A voter pour la France forte, libre et heureuse que veulent et que feront les communistes. »

Le parti a tout de même un programme : « faire payer les riches », du moins les très riches ; il propose un prélèvement extraordinaire et progressif de 3 à 20 % sur les grosses fortunes au-dessus de 500.000 francs. Cette ponction sur le capital — que socialistes et radicaux ont d'ailleurs refusé d'inscrire dans le programme commun — doit notamment servir à financer la réduction et l'aménagement des charges et dettes qui pèsent sur l'agriculture.

## *Gagner les campagnes.*

Car le parti s'occupe enfin sérieusement des campagnes, comme de très longue date s'efforce de l'en persuader Renaud Jean. En 1932 encore *l'Humanité* était le seul journal qui n'eût pas de page paysanne, qui ne publiât pas d'informations agricoles. « On va faire un tour à la campagne, au moment des élections, écrit-il. Et c'est tout. »

« Cette lamentable carence du parti communiste qui paraissait alors mettre une sorte d'affectation à méconnaître le principe fondamental de l'enseignement léniniste : primauté de l'alliance ouvrière et paysanne, tourna au profit des organisations bourgeoises de tendance réactionnaire » (2) : le parti agraire puis le Front paysan de Dorgères qui défila « haut les fourches » le 28 novembre 1934 à Paris.

Le parti en avait pris conscience dès 1931-32 et Maurice Thorez n'avait jamais manqué de déplorer l'insuffisance du travail de propagande dans les campagnes, aimant à citer la parole de Marx : « La révolution prolétarienne réalise ainsi le chœur sans lequel, dans toutes

les nations paysannes, son solo devient un chant funèbre ». Mais de la poésie prophétique à l'action pratique il y avait une marge. Le travail d'organisation était négligé tant à l'égard des ouvriers agricoles que de « la paysannerie pauvre » et des « paysans moyens ». Se défendant contre la « vieille calomnie bourgeoise » des partageux, le parti avait bien lancé et relancé le mot d'ordre « la terre aux paysans travailleurs par l'expropriation des capitalistes exploiteurs » et présenté d'autre part, à sa façon, l'expérience qualifiée de « volontaire » des kolkhozes. Mais, tout à sa lutte contre la social-démocratie, à laquelle il disputait la classe ouvrière, le parti, tout en glissant dans ses discours et ses feuilles la clause de style de la défense des petits paysans, se préoccupait peu de gagner la clientèle des campagnes, en dehors de quelques départements où ses progrès et ses succès étaient dus à l'action personnelle de leaders estimés. En fait, il échappait difficilement à la contradiction entre la fin : la collectivisation de la terre, et le moyen : sa remise préalable à ceux qui ne la possèdent pas. Entravée par cette antinomie, la politique agricole du parti était également entachée de sectarisme. Un respect trop étroit de la doctrine la plus orthodoxe persuadait les militants que seul le prolétariat ouvrier avait la mission et la possibilité de libérer les masses laborieuses, y compris celles des campagnes. Les autres classes ne sont que des alliés.

Ce n'est qu'à partir de 1934 que, sans perdre de vue la saine doctrine, le parti pratiqua une politique plus concrète et plus habile ; il le dut à la crise intérieure, économique et politique, et aux menaces extérieures mais aussi à l'action de la section agraire dont la direction a été confiée cette année-là à Waldeck Rochet. Ancien berger puis petit maraîcher, ce Bourguignon solide et actif avait été secrétaire de la région lyonnaise en 1932 et 1934 après avoir été, pendant trois ans, à l'École léniniste à Moscou. Nommé alors secrétaire de la section agraire, il entre au Comité central lors du Congrès de Villeurbanne.

Appliquant les consignes du VIIe Congrès de l'Internationale, le parti va plus se préoccuper d'action que de doctrine ; il doit « entraîner dans le mouvement antifasciste les larges masses paysannes ». Jacques Duclos

élabore un programme de sauvetage de l'agriculture française tandis que la confédération générale (communiste) des paysans travailleurs, dont l'influence était toujours demeurée des plus faibles, conclut, au nom de la tactique du front populaire, des accords avec le parti agraire au moment où celui-ci est grignoté par la ligue des paysans de Dorgères.

Dans son discours-programme au Congrès de Villeurbanne, Maurice Thorez consacre à la crise agraire, pour la première fois, de longs développements qui se retrouvent dans le programme du parti : « Un vent de détresse souffle sur les campagnes de France » et, fidèle à sa tactique qui lui fait écarter toute réforme de structure, de nature à inquiéter les classes moyennes, le parti insiste surtout sur les satisfactions, les soulagements « immédiats » : revalorisation des prix à la production et réduction des impôts, des fermages, des dettes et des hypothèques. Mais la chute prolongée des cours, la mévente des produits et l'inquiétude réelle que l'agitation des ligues a fini par éveiller dans les campagnes républicaines vont finalement moins favoriser les communistes que les socialistes dans les régions rurales. Le parti s'y est pris trop tard.

Le parti apparaît sans doute dans quelques circonscriptions rurales où on ne l'attendait pas, où il était souvent inexistant en 1932 (2 *bis*) : dans les Côtes-du-Nord, par exemple (chez les paysans de l'ouest du département mais non chez les pêcheurs) ou dans le Finistère (chez les pêcheurs du sud mais non chez les paysans). Mais dans l'ensemble de ces deux départements, il ne représente que 5 et 8 % des suffrages exprimés. Ailleurs il semble fort tout à coup mais c'est parce qu'il est seul à faire face au duc d'Audiffret-Pasquier à Argentan (il y passe de 123 à 2 329 voix !), face à M. Pomaret à Florac et à M. Petsche à Briançon.

En réalité, le parti ne progresse que dans deux régions rurales. La première, où il était installé dès 1924, est celle de l'ouest du Massif central. S'il ne retrouve pas ses positions de 1928 dans la Haute-Vienne, où tous les sièges sont enlevés par la S.F.I.O., il conserve toujours la forteresse qu'il occupe depuis douze ans à cheval sur le Limousin et la Marche pour des raisons qui tiennent plus à la tradition républicaine qu'à la révolution sovié-

tique. Plus au sud il fait mieux que se maintenir, il se répand : en Corrèze où il fait élire un fonctionnaire des eaux et forêts, Vazeilles, à Ussel ; en Dordogne où, à Nontron et Bergerac, il a deux élus qui l'abandonneront d'ailleurs en 1939 ; dans le Lot-et-Garonne enfin où Renaud Jean est réélu dès le premier tour à Marmande. Mais au-delà, tout le sud-ouest agricole lui échappe et il recule même au profit des socialistes dans les Landes. Pas davantage il ne s'implante dans le sud-est montagneux, ni même dans le Languedoc, à peine dans le Roussillon.

Il n'est donc pas exact, comme le déclare son secrétaire général, au lendemain du scrutin, que le parti ait « obtenu de grands succès dans les départements purement paysans ». Ou ces succès sont anciens, ou ils sont modestes. Les seuls vraiment nouveaux et notables se situent dans le Midi méditerranéen.

C'est dans cette région que, sous le coup des événements de 1934, les électeurs ruraux évoluent le plus brutalement et le plus largement en faveur du front populaire et, plus spécialement, du parti communiste. Longtemps ignoré, soupçonné, récusé, il est enfin accepté, considéré, consacré, comme un parti de gauche, comme le parti le plus à gauche dans une région où il est de tradition de voter le plus à gauche possible. Là c'est vraiment le triomphe, sur le dos d'ailleurs de ses partenaires. Le parti devance ainsi les socialistes dans les cantons ruraux du Var, où il les prive même du siège de Brignoles, et des Bouches-du-Rhône où, les cheminots aidant, il leur enlève le siège d'Arles. Dans le Vaucluse le parti suit de près les socialistes ou les radicaux dans les campagnes autour d'Apt (Pertuis), d'Avignon (Bédarrides) et d'Orange (Bollène). Enfin un peu plus au nord mais dans l'arrondissement le plus méridional de la Drôme, celui de Montélimar-Nyons, c'est de nouveau au détriment des socialistes que progresse le P. C.

Mais rural et paysan ne sont pas synonymes. Postiers, instituteurs, cheminots même sont nombreux dans les campagnes ; ils constituent des cellules fidèles et actives à partir desquelles le parti gagne le milieu paysan. Ces progrès du parti ne sont pas assez massifs, en dehors de ces deux zones de force, l'ancienne et la nouvelle,

pour conclure que son influence ait atteint profondément l'électorat agricole ; il se produit seulement une osmose lente et partielle.

On évalue alors à quatre millions la population active masculine vivant de l'agriculture et à un maximum de quatre cent mille l'électorat paysan communiste (3). Un sur dix. Encore y a-t-il à l'époque un sous-prolétariat de deux cent cinquante mille ouvriers agricoles « qui couchent dans des locaux qui ne sont pas à usage d'habitation » (4).

### *Les bastions du parti.*

L'arrière-pays du Midi méditerranéen mis à part, les succès les plus notables du parti se concentrent donc dans les zones industrielles. Pas toutes cependant. Ni l'Est, sauf la Moselle, ni le Sud-est, sauf Saint-Etienne (5) et Villeurbanne. Demeurent également réfractaires tous les centres textiles, où qu'ils se situent : dans les Vosges, la Seine-Inférieure, la Loire et même le Nord.

Le bastion nordique du parti, où il connaît la plus forte progression en voix et en sièges, demeure en effet le bassin minier, à cheval sur les départements du Nord et du Pas-de-Calais. Seul élu de 1932, Arthur Ramette est réélu dès le premier tour à Douai-Marchiennes. Délégué mineur, conseiller général, membre du comité central depuis 1934, Henry Martel l'est au second tour à Douai-Orchies. Dans le canton limitrophe du département voisin, à Carvin, un autre mineur est élu, Cyprien Quinet. Autre place forte du Nord, le bassin de Valenciennes-Denain où trois communistes sont élus dont deux, Lucien Raux et Sulpice Dewez, abandonneront le parti en 1939 et le troisième lui restera fidèle, Arthur Musmeaux. Tous ces élus avaient devancé les socialistes, souvent députés sortants, mais aucun n'y avait réussi et de fort loin dans la région Lille-Roubaix sauf un, qui lui aussi devait quitter le parti, Gilbert Declercq, maire d'Halluin, dans la circonscription d'Armentières. Elus moins fidèles que leurs électeurs ; il était écrit que le parti éprouverait toujours des déconvenues dans le Nord.

Deuxieme forteresse ouvrière, la région parisienne

est la première par le nombre et la notoriété des élus, le volume et la proportion des voix : 28,2 % pour l'ensemble Seine et Seine-et-Oise (contre 17,4 % en 1932 et, il est vrai, 20,7 % déjà en 1928). Le parti obtient dans les deux départements le quart des voix qu'il recueille dans l'ensemble du territoire et plus de la moitié de ses élus (38 sur 72) dont tous ses leaders ! Maurice Thorez est très facilement réélu dès le premier tour à Choisy-Vitry-Ivry alors qu'il avait été en ballottage et difficilement élu en 1932. Vaillant-Couturier est lui aussi élu dès le premier tour à Villejuif et Gaston Monmousseau à Noisy-le-Sec. Jacques Duclos, qui avait été battu par Marcel Déat dans le XXe arrondissement, est aisément élu au second tour à Montreuil, de même que Marcel Gitton à Pantin et Waldeck Rochet à Nanterre. A Saint-Denis même, un nouveau venu, Fernand Grenier, réussit à mettre en ballottage « le grand Jacques » qui n'est élu qu'au second tour et avec seulement 11 585 contre 10 887. Le transfert est fait et Doriot ne sauve son fief qu'avec les voix de ses adversaires de droite de 1932. Même cet échec est un succès. La Seine-et-Oise n'est pas en reste avec la Seine. Mais, dans la moitié des circonscriptions, les résultats restent inférieurs à ceux de 1924. Tôt conquis, le département s'est en partie repris depuis. Mais 36 efface la défaite de 32. Gabriel Péri est réélu à Argenteuil et Midol à Corbeil.

La ceinture rouge n'est sans doute pas une ceinture puisqu'elle est échancrée à l'ouest. Mais elle est bien rouge. Comment ne le serait-elle pas ? Surpeuplée et sous-équipée, en proie tout à la fois au chômage et à l'impôt, elle constitue un véritable ghetto prolétarien. Deux blocs massifs de circonscriptions communistes enserrent ainsi Paris, l'un de sept au sud et l'autre de neuf au nord et au nord-est. Tous deux chevauchent « la barrière ».

Le palmarès communiste de la capitale vaut en effet celui de sa banlieue. Battu à Puteaux en 1932, André Marty prend sa revanche dès le premier tour dans le quartier populaire de la Gare (XIIIe arrondissement). Les trois députés du XIe, Henri Lozeray, Florimond Bonte, Georges Cogniot sont tous communistes, les deux élus du XIXe le sont aussi, les deux du XXe également et Adrien Langumier y reprend le siège de Marcel Déat. D'autres,

alors inconnus, ne resteront pas fidèles. Brout, Fourrier — qui bat M. de Tastes — et Pillot alors qu'aussi peu célèbres à l'époque, Charles Michels, Charles Tillon et Prosper Mocquet s'illustreront dans la Résistance.

Cette forte densité du pays noir et de la banlieue rouge fait un peu oublier le désert communiste. Sans doute les élections révèlent que partout où il y a un centre industriel, fût-il des plus modestes, il y a un noyau communiste. Mais en dehors de la capitale, aucune grande cité n'avait été conquise ni même investie depuis douze ans. Aucune ne l'est en 1936 malgré le Front populaire. Ni Lille socialiste, ni Lyon radical, sauf le quartier usinier de Monplaisir, ni Bordeaux néo-socialiste ne sont sensibles à la poussée communiste. Une seule grande ville est atteinte : Marseille. Mais là c'est une lame de fond. Des faubourgs ouvriers du nord de la ville où le parti triple d'un coup ses voix et fait élire dès le premier tour un jeune douanier, Jean Cristofol, au quartier du port où François Billoux bat au second le député et chef de bande Sabiani et jusque dans les quartiers plus bourgeois où il double ses voix contre le maire socialiste Henri Tasso et où il malmène Fernand Bouisson, en place depuis 1909, le parti fait irruption derrière François Billoux qui a pris la région en main en 1934. Dans l'ensemble du département, ses suffrages bondissent de 15 157 à 55 220. C'est l'une des plus fortes progressions.

La vague est la même sur tout le littoral, à Toulon où un ouvrier de l'arsenal, Bartolini, est aisément réélu et à Nice où un instituteur en retraite, Virgile Barel, est élu avec quinze fois plus de voix que le candidat communiste de 1932 !

Dans l'ensemble du pays, le parti communiste recueille 1 487 336 voix (12,6 % des électeurs inscrits) contre 794 883 (6,8 %) en 1932 mais déjà 1 063 943 (9,3 %) en 1928. Ayant ainsi éprouvé au premier tour le dévouement de ses militants, il lui restait à éprouver la discipline de ses électeurs au second tour. Car le succès du Front populaire sera finalement moins dû au nombre de voix des trois partis alliés qu'à leurs désistements réciproques et surtout à ceux du parti communiste. Les socialistes, affaiblis par la scission des néos, et surtout les radicaux, usés par le pouvoir, ont en effet perdu des voix depuis

1932 et, malgré les gains communistes, le Front n'a que 288 560 suffrages de plus que ses adversaires. Son pourcentage par rapport aux suffrages exprimés ne passe que de 44,48% à 45,94%. Le déplacement de voix de droite à gauche a donc été faible. Il n'y a pas eu de vague de fond, tout au plus une marée plus forte, le reflux radical ayant presque compensé le flux communiste.

C'est entre les deux tours que le succès va devenir victoire. Maurice Thorez signe alors un appel commun avec J.-B. Séverac pour la S.F.I.O., J. Paul-Boncour pour les « néos » de l'Union socialiste républicaine et Edouard Daladier pour les radicaux : « Partout où les suffrages des électeurs de gauche se sont divisés sur les noms de plusieurs candidats se réclamant du Rassemblement populaire, ils devront, au second tour, faire bloc sur celui des candidats que le suffrage universel a mis en tête au premier tour. » Le parti communiste n'avait eu aucune peine à souscrire à cet engagement ; il en avait ainsi décidé dès son congrès de Villeurbanne. « Au second tour, sur la base de la réciprocité, nous voterons pour les candidats socialistes placés avant les nôtres, et, lorsque ce sera nécessaire pour battre les hommes de la réaction, nous voterons pour les candidats radicaux qui auront rallié sincèrement le Front populaire ». Maurice Thorez ajoutait cependant une réserve et même une condition : « Nous ne voterons en aucun cas pour des hommes qui auront soutenu Laval de leurs votes. » C'était le cas de nombreux radicaux qui, à quelques-uns près, vont pourtant bénéficier du retrait communiste.

Respectant pour la première fois dans une élection générale la discipline républicaine si longtemps honnie, le parti retire tous ses candidats distancés par les socialistes ; ils sont payés de retour partout sauf une exception et une seule, dans le XX$^{e}$ arrondissement, à Belleville, où le communiste Brout l'emporte sur le socialiste, M. Jardel, qui, bien qu'arrivé second, s'est maintenu alors que le « néo » s'est retiré et que le sentiment de la discipline est assez fort chez ses électeurs pour qu'ils se portent non sur le candidat de la S.F.I.O. mais sur celui du P. C. Ce dernier est décidément considéré comme « un parti comme les autres ».

Dix communistes seulement se maintiennent contre

des radicaux arrivés avant eux et quatre sont élus grâce au report des voix socialistes. L'un a peu de mérite, Philippot, qui était arrivé à égalité avec le député sortant radical à Agen, Martin. Un autre a plus de difficulté, Grésa, qui l'emporte sur M. Martinaud-Déplat dans le XIXe arrondissement. Une autre indiscipline est commise, celle-là sans succès, par Monjauvis qui, laissant sa place à Marty, s'est présenté et maintenu contre le dissident Gélis, dans un quartier voisin du XIIIe.

Enfin, bien que la droite tente de les débaucher — séduction des articles de presse et pression des opérations de bourse — les radicaux rendent leur politesse aux communistes partout où ils ont été distancés, sauf dans sept circonscriptions. Mais là encore, la discipline des électeurs contraste avec l'indiscipline des candidats. A Quimper, ceux du député radical le délaissent au second tour et votent en majorité pour le communiste qui est cependant battu par la droite. Pourtant, alors même que dans l'ensemble du pays les désistements réciproques ont joué dans les neuf dixièmes des cas, les électeurs ont naturellement moins suivi les consignes des partis lorsqu'il s'est agi pour eux de voter pour un communiste arrivé en tête. C'était le cas de 737 976 électeurs le 3 mai ; 670 723 l'ont fait, soit une faible défection de 9,1 % (6).

Le Front populaire a donc bien été un front électoral. Mais c'est le parti communiste qui, par ses concessions sur le programme commun, par ses gains du premier tour, enfin par ses désistements massifs du second, en a assuré la victoire. « Il a suffi que le parti communiste modifie sa tactique en se ralliant à la vieille discipline républicaine pour qu'un modeste déplacement de voix aboutisse à un bouleversement de l'équilibre parlementaire » (7).

*Thorez pour la participation.*

Dès le lendemain, Léon Blum revendique la direction du gouvernement de Front populaire au nom du « groupe le plus puissant non seulement de la majorité, mais de la Chambre entière » ; il y dispose en effet de 147 députés contre 106 radicaux, 72 communistes et 51 dissidents socialistes et communistes.

Le gouvernement ne doit être, hélas, constitué que dans un mois, au terme légal de la législature de 1932. Mais une question se pose aussitôt, à laquelle il a d'ailleurs été répondu, il y a trois mois et même huit : Quelle sera l'attitude du groupe communiste à l'égard du gouvernement de front populaire ? Soutien ou participation ?

C'est en effet le VII[e] Congrès de l'Internationale, en août 1935, qui a donné à l'avance la réponse en votant la résolution suivante, fruit du rapport et de la tragique expérience de l'Allemand Pieck :

« Si au moment d'une [telle] poussée de masse, il apparaît possible et nécessaire, dans l'intérêt du prolétariat, de créer un gouvernement de front unique prolétarien ou de Front populaire antifasciste, qui ne sera pas encore un gouvernement de la dictature du prolétariat, mais qui s'engagera à prendre des mesures énergiques contre le fascisme et la réaction, le Parti communiste doit tendre à la création d'un tel gouvernement...

« Pour autant que le gouvernement de front unique prendra effectivement des mesures décisives contre les magnats contre-révolutionnaires de la finance et leurs agents fascistes et ne gênera en aucune manière l'activité du Parti communiste et la lutte de la classe ouvrière, le Parti communiste soutiendra par tous les moyens ce gouvernement, la participation des communistes au gouvernement de front unique devant être décidée dans chaque cas particulier en tenant compte de la situation concrète. »

Le congrès autorisait donc le soutien mais n'excluait pas la participation et, commentant cette résolution devant le comité central d'octobre, Maurice Thorez avait expressément prévu sinon promis la participation : « Le parti jettera toutes ses forces, il donnera tous ses moyens, y compris ses hommes, éventuellement, à un gouvernement de front populaire. » Mais il y posait deux conditions : que le moment soit venu où « la classe ouvrière, les couches profondes du peuple [soient] décidées à s'opposer par la force à une tentative fasciste », et que le gouvernement de front populaire ne soit pas seulement une combinaison parlementaire mais un gouvernement s'appuyant sur un large mouvement des masses.

A qui appartenait-il d'apprécier si ces conditions étaient remplies ? Le congrès de l'Internationale, qui avait tiré les leçons du désastre allemand et des méfaits du dogmatisme, n'avait pas été seulement celui du front populaire, mais aussi celui de la décentralisation ; il avait donc laissé à chaque parti le soin de tenir compte de la situation concrète et de juger si les conditions fixées étaient satisfaites.

Maurice Thorez y revenait en janvier 1936 devant le congrès de Villeurbanne ; il y distinguait plus nettement « le gouvernement de gauche » et celui de front populaire. Au premier, qu'il s'engageait à soutenir, il ne posait d'autres conditions que de réaliser un « programme conforme aux intérêts et à la volonté du peuple de France » : sauvegarde du franc, défense des libertés démocratiques, désarmement et dissolution des ligues fascistes, maintien de la paix. Quant au second, au véritable gouvernement de front populaire, il devait correspondre à une situation révolutionnaire, à la préparation de la prise totale du pouvoir par la classe ouvrière. Et il rappelait les trois conditions posées par Dimitrov au VII^e Congrès de l'Internationale : « Que l'appareil d'Etat de la bourgeoisie soit suffisamment désorganisé et paralysé » pour ne pas empêcher la formation d'un tel gouvernement ; que « les grandes masses de travailleurs et particulièrement les syndicats de masse se dressent impétueusement contre le fascisme et la réaction » ; que les autres partis participant au front populaire « exigent des mesures implacables contre ces fascistes et les autres réactionnaires ».

Le tout est de savoir, au lendemain des élections, si le parti se trouve en présence d'une situation prérévolutionnaire ou non. Trois tendances se manifestent alors. Pour l'une, fort minoritaire, les conditions d'un simple soutien ne sont même pas réunies, le front populaire ne pouvant conduire à la dictature du prolétariat comme le prescrivait la résolution du VII^e Congrès de l'Internationale. Le parti ne doit donc s'engager à rien. C'est alors l'opinion d'un doctrinaire qui devait bientôt le quitter pour rejoindre la S.F.I.O., André Ferrat.

A l'opposé, Maurice Thorez, qui estime la situation « inédite » par rapport aux thèses du congrès, défend

personnellement et à huis clos celle de la participation ; il n'est d'ailleurs pas loin de penser que les trois conditions de Dimitrov, moins formelles que celles du VII[e] Congrès, sont réunies ou sur le point de l'être en France ; il reste, surtout, en cette circonstance comme en d'autres, l'homme de l'union et déjà sans doute songe-t-il au « Front des Français ». Dans ce débat, les raisons d'opportunité l'emportent d'ailleurs une fois de plus sur les articles de foi. « Devant la poussée des masses, que reflétaient la victoire du front populaire et notre propre succès électoral, j'avançai, écrit-il, l'idée que notre parti fît preuve de hardiesse et qu'il déléguât ses hommes dans le futur ministère Blum, au lieu de se borner à la politique de soutien parlementaire. Le bureau politique fut d'un avis différent » (8).

La discussion, si même discussion il y eut, n'a dû être ni très longue, ni très acharnée. Elle se situe au lendemain du deuxième tour et il ne semble pas que le secrétaire général ait été mis en minorité ni même qu'il ait beaucoup insisté. Dès le 6 mai, il déclare en effet publiquement : « Il revient au parti le plus important de la nouvelle majorité, avec lequel nous sommes liés par un pacte d'unité d'action, de prendre la direction des affaires publiques. Pour notre part, nous l'assurons de notre appui complet à la Chambre et dans le pays pour l'application d'une politique conforme aux aspirations exprimées par notre peuple dans le dernier scrutin. Nous ne participerons pas au gouvernement ; nous l'avons dit et répété au cours de notre campagne électorale. »

En réalité, l'argument qu'ont fait valoir et prévaloir la tendance largement majoritaire et notamment Benoît Frachon, est celui qui a inspiré le parti dans sa politique de front populaire, de programme commun et de désistements réciproques, non seulement avec les socialistes mais encore, mais surtout avec les radicaux, bref d'alliance avec les classes moyennes et finalement de défense de l'U.R.S.S. C'est toujours le même argument : n'effrayer personne. Et Maurice Thorez l'écrit en clair le 14 mai au nom du bureau politique dans sa réponse aux offres de participation que lui a faites le conseil national du parti socialiste : « Nous sommes convaincus que les communistes serviront mieux la cause du peuple en soutenant loyale-

ment, sans réserves et sans éclipses, le gouvernement à direction socialiste, plutôt qu'en offrant, par leur présence dans le cabinet, le prétexte aux campagnes de panique et d'affolement des ennemis du peuple. » Déjà, au lendemain du premier tour, salué par quelques coups de bourse et la chute du 3 %, Jacques Duclos s'était inquiété de la « panique » semée par les spéculateurs. Le parti n'oublie pas qu'il a étrangement placé la sauvegarde du franc dans son programme électoral.

Le gouvernement Léon Blum est constitué le 4 juin, un mois après la victoire du Front populaire. Les difficultés commencent ou plutôt elles ont déjà commencé.

### « *Savoir terminer une grève.* »

C'est le 11 mai 1936, une semaine après les élections, que la première grève a éclaté : aux Etablissements Bréguet au Havre. Et pour la première fois dans l'histoire du mouvement social, les ouvriers occupaient l'usine où ils passaient la nuit. Même scénario le 13 chez Latécoère à Toulouse, le 14 aux usines Bloch à Courbevoie, puis le 26 chez Nieuport à Issy-les-Moulineaux... L'aviation, comme il convient, a agi par surprise mais tout prouve que le mouvement a été spontané.

A cette agitation qui, par les occupations d'usine, prend dès l'origine un double aspect révolutionnaire, attentatoire à l'autorité et à la propriété, il y a bien des raisons. L'une est due au climat et vient d'expliquer le succès du front populaire ; c'est l'échec économique, financier, monétaire et bien entendu social de la déflation ; l'autre est précisément l'espoir que le succès électoral a fait naître de changements immédiats et profonds.

Or, et c'est une troisième cause de l'impatience ouvrière, la victoire de la gauche n'est suivie d'aucune novation pour la simple raison que le gouvernement ne change pas. Le front populaire ne prendra le pouvoir — encore ne sera-ce que pour l'exercer et non le conquérir — qu'un mois après le second tour des élections. C'est en vain que le président Lebrun suggère à Léon Blum de succéder à Albert Sarraut avant le terme normal de la

Chambre élue en 1932. Dans un strict souci de légalisme, le chef du parti socialiste, ce parti « révolutionnaire », refuse. Mais la vacance du pouvoir crée justement une situation révolutionnaire, et encourage en tout cas les ouvriers à braver l'autorité défaillante.

Enfin si la C.G.T. réunifiée avait souscrit au programme minimum du Rassemblement populaire, elle avait conservé le sien qui, lui, n'était pas édulcoré : les quarante heures, les congés payés, les contrats collectifs, la nationalisation des industries-clés...

Le mouvement s'étend à Farman, à Hotchkis, à Renault enfin et bientôt à toute la métallurgie parisienne. Spontané, il est peu à peu pris en main par les syndicats. Quant aux communistes, surpris comme les autres, ils sont d'autant plus gênés que l'un de leurs slogans était : « Pour l'ordre, votez communiste. » Aussi Jacques Duclos déclare-t-il : « Nous obéissons à une double préoccupation : d'abord éviter tout désordre ; ensuite obtenir que des pourparlers s'engagent le plus tôt possible en vue d'un règlement rapide du conflit. » C'est toujours le même souci de ne pas effrayer les classes moyennes et de ne pas affaiblir le pays face à l'Allemagne. Marcel Gitton l'écrit en toutes lettres dans *l'Humanité* (qui n'a commencé à parler des grèves que le 20 mai) ; il s'agit de réaliser le programme « dans l'ordre, le calme, la tranquillité. Nous estimons impossible une politique qui, face à la menace hitlérienne, risquerait de mettre en jeu la sécurité de la France ».

Le 2 juin, reprise brutale des grèves après un moment d'apaisement. Le 4, Léon Blum constitue enfin son gouvernement ; le 5, après Renault, Citroën est occupé. Le 6, pour tenter de reprendre en main le mouvement, les syndicats de mineurs donnent l'ordre de grève générale dans le Nord et le Pas-de-Calais ; le 7, Léon Blum réunit précipitamment à la présidence du Conseil les délégués de la C.G.T. et ceux de la Confédération générale de la production française. Ce sont les accords Matignon. Les salaires seront augmentés de 7 à 15%. *L'Humanité* titre : « C'est la Victoire ». Mais les grèves continuent. Ouvriers et employés se réjouissent des accords mais ne s'en contentent pas. Région par région, secteur par secteur, le travail s'arrête. Le 11, il y a deux millions de gré-

vistes. Non moins précipitamment, Léon Blum fait voter la semaine de quarante heures. Le mouvement ou plutôt l'arrêt du travail se poursuit ; l'économie française est paralysée, le gouvernement apparemment impuissant, le syndicalisme débordé.

Le 12 juin, *l'Humanité* publie des extraits du rapport présenté la veille par Maurice Thorez à l'assemblée des communistes de la région parisienne. Une phrase en ressort qui deviendra les jours suivants un leitmotiv : « Il faut savoir terminer une grève ! »

Pourquoi le secrétaire général du parti en vient-il à ce conseil qui, en réalité, on le verra, est un ordre ? Dans son rapport, avant même de parler des salaires et des conquêtes sociales, il parle de l'union, de la réconciliation nationale. « Ces ouvriers, ces employés, catholiques ou appartenant à des ligues réactionnaires ou fascistes, voire aux Croix de feu (9), les voilà maintenant, eux qui s'opposaient hier sur le plan politique à l'action ouvrière, les voilà maintenant avec nous dans la lutte pour le pain. » C'est déjà, en filigrane, le Front des Français.

Cela est pour les alliés du parti, ceci est pour le parti lui-même, impatient et peut-être déçu : « Il n'est pas question de prendre le pouvoir actuellement. Tout le monde sait que notre but reste invariablement l'instauration de la République française des conseils d'ouvriers, de paysans et de soldats. Mais ce n'est pas pour ce soir, ce n'est même pas pour demain matin. »

Toutes les conditions pour la prise du pouvoir sont en effet loin d'être réunies et le secrétaire général n'en cite qu'une : le parti n'a pas encore la sympathie et l'appui de la grande majorité des travailleurs des campagnes. Un peu plus tard, il cite le télégramme qu'il a reçu des petits paysans que la grève des camionneurs empêche de vendre leurs produits : « Attention, nos cerises vont se gâter. » Car si le temps des soviets n'est pas venu, celui des cerises est bien là.

Il faut avant tout empêcher la classe ouvrière de se laisser isoler, le front populaire de se disloquer ; il faut savoir terminer une grève dès que satisfaction est obtenue. Et répondant à Marceau Pivert, leader de la gauche socialiste, qui avait écrit dès le 27 mai : « Tout est possible

maintenant à toute vitesse », Maurice Thorez répète : « Non, tout n'est pas possible maintenant. »

Nous sommes le 11 juin. Le lendemain, l'assemblée des métallos de la région parisienne accepte de signer une convention avec le patronat et vote la reprise du travail. Le 13, Renault est évacué. « Un cortège immense se forme. En tête marchent Morizet, sénateur-maire S.F.I.O. ; Costes, député communiste... Puis s'avance un camion de musiciens qui alternativement jouent la *Marseillaise* et l'*Internationale* ; les musiciens sont coiffés des bonnets de patriotes de 92. Un char de triomphe... porte les bustes de Léon Blum, Alfred Costes et Marcel Cachin... » (10). Edouard Herriot n'est pas oublié mais on a dû y penser au dernier moment ; il n'a droit qu'à une pancarte.

Cette liesse annonce la fête de la victoire du Front populaire et celle, qui en est le chant du cygne, du 14 juillet 1936. « Tout le Paris populaire et petit bourgeois est là, heureux, joyeux. » Le défilé dure des heures ; en tête Thorez, Paul Faure, Frachon, Cachin, Jouhaux se tiennent par le bras ; ils vont rejoindre à la tribune de la place de la Nation Léon Blum et ses ministres, Roger Salengro, Maurice Viollette, Pierre Cot...

Emporté par son lyrisme, Albert Bayet écrit : « Ce qui réveillé, dans l'inoubliable journée du 14 juillet 1936, s'est c'est l'esprit éternellement jeune de la Révolution française, l'esprit de quatre-vingt-neuf... Certitude joyeuse de servir le Droit, spontanéité de l'élan fraternel, et ce quelque chose de jeune qui annonce les grandes nouveautés... Le 14 juillet 1936, il s'est accompli quelque chose d'aussi grand que le 14 juillet 1789... » (11).

Mais encore que chacun porte un bonnet phrygien à son revers, c'est la révolution en chapeaux mous. Ce n'est pas le grand soir ; c'est le grand jour. Le dernier.

Les grèves ont laissé des traces, et même des blessures, et d'abord cette gifle qu'a sentie Léon Blum. « Cette explosion sociale est venue frapper au visage son gouvernement. » Et cette méfiance déjà qui s'insinue dans l'esprit des communistes et qui se manifeste dès juin lorsque le ministre de l'Intérieur montre sa force ou du moins celle des gardes mobiles. Surtout les séquelles économiques, faute d'une politique financière, vont pro-

voquer les premières failles sérieuses au sein du Front populaire.

La politique du gouvernement consistait à stimuler la consommation et donc, pensait-on, la production en distribuant du pouvoir d'achat. C'était la « reflation ». Mais elle est aussi inconséquente que la déflation chère à la droite. Le front populaire fait fuir les capitaux mais se garde bien d'établir le contrôle des changes. Il accroît les prix de revient de l'industrie à l'intérieur mais n'allège pas ses prix de vente à l'étranger. La fin de la disparité entre prix français et prix mondiaux est la condition, sinon suffisante, du moins nécessaire de la reprise de la production. Mais le gouvernement exclut la dévaluation. Léon Blum l'avait dit, promis, juré le jour de sa présentation devant la Chambre : « Le pays n'a pas à attendre de nous, n'a pas à redouter de nous que nous couvrions un beau matin les murs des affiches blanches de la dévaluation, des affiches d'un coup d'État monétaire. Ce n'est pas notre pensée, ce n'est pas notre intention. » Nous étions le 6 juin. Le 25 septembre, le franc est dévalué de 25 %.

Les avertissements n'avaient pourtant pas manqué car la dévaluation n'avait pas seulement son prophète dans l'opposition, Paul Reynaud. Elle l'avait aussi dans le Front populaire, Georges Boris. « Il est évident aujourd'hui, avait-il écrit dès le 30 mai, que le Front populaire hérite d'une situation qui n'a pas d'issue si l'on s'en tient aux règles classiques. Il est évident qu'on lui a légué une dévaluation à faire. Et comme on sait qu'une partie de ses troupes — spécialement du côté communiste — s'est déclarée hostile à la dévaluation, on escompte qu'il se brisera, presque au départ, sur cet écueil. »

Défenseur de l'ordre, le parti communiste l'était en effet aussi du franc ; la dévaluation le rend furieux et Jacques Duclos ne le cele pas dans *l'Humanité*. « Ce sont les riches qui doivent payer. » Et de reprocher au gouvernement de ne pas avoir accepté le prelevement progressif sur les grosses fortunes au-dessus d'un million.

Pire, pour les communistes, la dévaluation est « un moyen de faire payer les pauvres » ; ils la votent pourtant mais en expliquant qu'ils votent non pour la dévaluation mais pour le gouvernement afin de le maintenir au pou-

voir et d'éviter une rupture du Front populaire. Mais le charme n'y est plus ; il se dissipe d'autant plus que le parti a d'autres griefs à l'égard du gouvernement ; mineur : celui d'avoir reçu un émissaire de Hitler, le docteur Schacht, à Paris, majeur : celui de la non-intervention en Espagne.

## *La non-intervention.*

Le 19 juillet 1936, deux jours après l'insurrection de Franco, le gouvernement Giral, né de la victoire électorale du Frente Popular, appelle à l'aide le gouvernement Léon Blum. Et tout de suite, le leader socialiste, dont c'est la vocation, va se trouver déchiré : entre deux clans de son gouvernement, entre deux tendances de son parti, entre deux fractions de sa majorité, entre Londres et Paris. Son premier réflexe, celui du cœur, est de fournir l'aide demandée, dont vingt bombardiers Potez. Mais si lui-même et Pierre Cot sont pour, Daladier et Delbos sont contre ; si la gauche de la S.F.I.O. le presse, Paul Faure le retient ; si les radicaux s'effraient, les communistes s'étonnent ; si malgré tout Paris est prêt, Londres s'y oppose. On imaginera de faire transiter les avions par le Mexique ; on inventera bientôt la doctrine ou plutôt la duperie de la « non-intervention » ; on suspendra même les livraisons d'armes à l'Espagne républicaine sous la pression de la Grande-Bretagne alors que, tout en signant l'accord de non-intervention, l'Italie et l'Allemagne augmenteront les leurs à Franco.

Léon Blum donnera deux explications de l'attitude de son gouvernement. La plus constante est le danger de guerre qu'il tient d'autant plus à écarter que les Anglais l'ont prévenu qu'ils ne soutiendraient pas la France. Le pacifisme britannique explique une fois de plus la passivité française, comme hier lors de l'occupation de Rhénanie et comme demain lors de Munich. Mais plus tard, Léon Blum justifiera sa politique de non-intervention par la peur non de la guerre étrangère, mais de la guerre civile. « Nous aurions eu en France le pendant du coup de force de Franco. » Enfin il redoutait que le refus des radicaux ne fît éclater le Front populaire. Cette crainte n'était pas vaine mais la rupture ou du moins le relâ-

chement devait venir non de l'aile droite mais de l'aile gauche de la majorité.

La première réaction des communistes a pourtant été d'une extrême prudence. L'argument de la guerre civile ne les laisse pas insensibles et Maurice Thorez paraît y avoir pensé avant Léon Blum. « Il faut se représenter ce que deviendrait notre pays, déclare-t-il le 25 juillet, si les bandes fascistes au service du capital réussissaient à provoquer, chez nous aussi, le désordre et la guerre civile, surtout à un moment où, aux raisons intérieures qui commandent le calme et la tranquillité, s'ajoutent d'impérieuses nécessités d'ordre extérieur ! Chacun comprend qu'une France affaiblie par la guerre civile serait bientôt la proie de Hitler... » Ce que le leader communiste ne dit pas et ce qui explique sa prudence, c'est que Staline et à sa suite le Komintern — qui va se réunir le lendemain à Prague — hésite à s'engager tant il redoute qu'une aide militaire soviétique trop directe à l'Espagne n'effraie la France et la Grande-Bretagne dont il tient à conserver l'alliance contre l'Allemagne. Dans le même temps, le P. C. espagnol prend garde à ne pas apparaître comme le maître de la République. Une fois de plus la défense de l'Union soviétique commande la politique des partis communistes.

Mais l'intervention allemande et italienne va changer la politique de Moscou et du Komintern. Une éventuelle victoire de Franco leur fait craindre l'encerclement et finalement l'affaiblissement de la France. Après la réunion de Prague, Maurice Thorez y reviendra à chaque occasion et sur tous les tons : « Ils veulent encercler la France, dit-il le 6 août. Fascisme à l'est, fascisme au sud-est, fascisme au sud, voilà les buts que Hitler et Mussolini voudraient atteindre. Ils veulent occuper les Baléares et dominer ainsi la Méditerranée occidentale ; ils veulent eux-mêmes ou par personnes interposées occuper le Maroc espagnol, avoir la maîtrise de la Méditerranée. »

Dès lors le parti communiste et son chef seront à la pointe du combat non pour l'intervention militaire de la France mais pour l'aide sous toutes ses formes à l'Espagne républicaine. Deux hommes, si peu faits pour s'entendre, vont jouer un rôle capital : l'un pour la décision, Maurice Thorez, l'autre pour l'exécution, André Marty.

Le Komintern et sa filiale syndicale créent un fonds d'un milliard dont les neuf dixièmes seraient fournis par les syndicats de l'Union soviétique et la gestion confiée à Togliatti et Thorez (12). C'est ce dernier qui, au cours d'un voyage à Moscou, fin septembre, plaide pour une aide directe de l'U.R.S.S. et fait admettre à Staline l'idée des « Brigades internationales », qui seraient commandées par des communistes étrangers réfugiés en Russie. C'est enfin lui qui, sans succès cette fois, tente de provoquer une conférence des deux Internationales pour définir une action commune en faveur de l'Espagne républicaine ; s'il réussit à rencontrer le 14 octobre, en compagnie de Marcel Cachin, de Brouckère et Adler, président et secrétaire de la IIe Internationale, il n'obtient d'eux ni de convoquer une réunion des deux organisations, ni même d'être reçu par le bureau de l'Internationale.

Ce refus et cet échec de l'unité d'action, le quatrième en cinq ans, s'expliquent par la méfiance historique des socialistes que viennent encore alimenter les grandes et sanglantes purges de Moscou. La guerre d'Espagne coïncide en effet avec le procès et l'exécution, le 25 août, de Zinoviev et de Kamenev, accusés d'avoir fait assassiner Kirov et d'avoir voulu supprimer Staline. Les deux accusés, trotskystes à leurs heures, trouvent des défenseurs dans tous les partis socialistes et de Brouckère et Adler multiplient précisément les démarches au nom de l'Internationale. « Le grand complot a ceci de commun avec tous les grands complots du monde qu'il a été monté par la police exclusivement », écrit le premier dans *Le Populaire* du 22 août et le second écrira un livre dont le titre à lui seul est un acte d'accusation : « Un procès en sorcellerie ».

## *Le Front Français.*

Les appels directs au parti socialiste ou au chef du gouvernement n'auront pas plus de succès. Les avertissements non plus. Condamnant une fois de plus la politique de blocus, Maurice Thorez déclare à la tribune de la Chambre le 5 décembre : « Nous demandons instamment

au gouvernement d'écarter vite de lui et de nous le plus grand risque de dissociation du Front populaire. » Mais il est déjà bien tard. La « rupture de la cohésion morale du Front populaire » (13) date en vérité de l'été, de ces journées de juillet et d'août où, pour sauver l'unité de son gouvernement, Léon Blum s'est prononcé officiellement pour la non-intervention en Espagne.

Il est vrai que les socialistes peuvent en retour reprocher aux communistes d'avoir affaibli le Front populaire en voulant le dépasser, l'élargir, le diluer dans un « Front français ». L'idée a été lancée dès juillet à Amiens au nom du Comité central, par Maurice Thorez, et la formule l'a été le 6 août devant l'Assemblée des communistes parisiens. C'est toujours la même antienne : l'union de la nation française contre la menace hitlérienne. « Le gouvernement issu du Front populaire ne saurait être seulement le gouvernement des seuls partisans du Front populaire. » Il doit être le gouvernement de la France. Radicaux et socialistes étant associés au gouvernement, l'appel ne peut s'adresser qu'aux libéraux et aux modérés. Et le libéralisme comme la modération du leader communiste vont très loin ; il demande que la parole soit donnée à la radio aux partis d'opposition pourvu qu'ils se situent dans le cadre parlementaire ; il ne veut pas que la suspicion soit jetée sur les militaires et les fonctionnaires qui, sans être pour le Front populaire, peuvent servir la cause du peuple ; il ne juge pas indispensable de lever le poing et observe que, personnellement, il ne l'a jamais fait et préfère la main tendue (14). Bref il faut éviter tout ce qui peut empêcher la collaboration des hommes de bonne volonté, l'union et la réconciliation de la nation française, le « front français ».

Mais ce front-là ne dit rien qui vaille aux socialistes ; ils y voient le moyen de vider de son contenu socialiste le front populaire et ne sont pas loin d'y déceler une véritable trahison ; ils n'ont aucune envie d'élargir le gouvernement ou même la majorité jusqu'à Paul Reynaud ; ils ne veulent pas se laisser entraîner à une politique de guerre, soit contre Franco, soit contre Hitler.

Léon Blum le dit en clair le 6 septembre à Luna Park en visant, sans les citer, les communistes : « Tout ce qui resserre entre Français le sentiment de solidarité vis-à-

vis d'un danger possible, je le conçois. Mais l'excitation du sentiment patriotique, mais l'espèce de rassemblement préventif en vue d'un conflit qu'au fond de soi on considère comme fatal et inévitable, cela non ! Pour cela, il n'y aura jamais, je le dis tout haut, à tout risque, ni mon concours, ni mon aveu. Je ne crois pas, je n'admettrai jamais, que la guerre soit inévitable et fatale. Jusqu'à la dernière limite de mon pouvoir et jusqu'au dernier souffle de ma vie, s'il le faut, je ferai tout pour la détourner de ce pays. »

Trois jours après, Maurice Thorez demande, au nom du bureau politique, à la C.A.P. de la S.F.I.O. de réunir le comité de coordination des deux partis afin notamment, écrit-il, « de dissiper un malentendu surgi entre nous à propos du mot d'ordre du « Front français ». Il maintient certes que le rapprochement est possible « avec la plus grosse partie des paysans et des ouvriers qui ont encore voté à plus de quatre millions pour les candidats opposés au Front populaire ». Mais sans plus attendre et « soucieux comme toujours de ne rien dire ni de ne rien faire qui puisse affecter les liens fraternels entre ouvriers communistes et socialistes », le parti s'abstiendra désormais « d'employer l'expression « Front Français » ! On n'en entendra plus parler.

Les relations entre les deux partis ne font que s'aigrir ; les polémiques reprennent. Thorez dresse le 24 octobre deux listes impressionnantes : l'une des « attaques » du *Populaire* dont beaucoup visent les procès de Moscou, l'autre des agressions des « fascistes » contre des membres du P. C. Il en conclut que le gouvernement est sur « la voie des capitulations » et n'est pas fidèle au programme du front populaire. Les actes suivent ou plutôt les abstentions : le groupe communiste, qui n'a pas voté la dévaluation, refuse sa confiance sur l'Espagne.

### *Le parti en Espagne.*

Le parti s'est d'ailleurs engagé à fond dans la guerre sans attendre l'avis de Paris ni même de Moscou. Ses leaders ont très tôt multiplié les missions en Espagne. Jacques Duclos y est allé dès juillet au nom du comité

mondial d'aide en compagnie de Zyromski, de la S.F.I.O., Hénaff, de la C.G.T. et du socialiste suédois Branting. L'avion qui les avait emmenés, un « Bloch », est laissé aux Républicains. Maurice Thorez ira plus tard, en février 1937, avec Dutilleul, député et administrateur du parti, et prendra la parole à un meeting à Barcelone avant d'aller à Valence, Madrid et Albacete, siège de l'état-major des Brigades Internationales, alors commandées par Gayman (15). Des leaders déjà connus y seront envoyés : François Billoux, Charles Tillon qui vient d'être élu à Aubervilliers et combattra à Alicante et d'autres qui se révéleront plus tard dans les F.T.P. ou F.F.I. : les futurs « colonels » Fabien, Rol Tanguy et Claude Dumont, ancien officier d'active, chef du premier bataillon franco-belge de Madrid puis de la XIV^e^ Brigade ; et encore les « commissaires politiques » et futurs parlementaires Jean Chaintron, Prosper Mocquet et Auguste Lecœur ; et enfin, et surtout, et d'abord leur chef à tous, André Marty.

Secrétaire de l'Internationale depuis août 1935, il s'est vu confier la responsabilité des Brigades de Volontaires, sur la proposition de Maurice Thorez. Le chef du parti ne pouvait ignorer le caractère soupçonneux et irascible et les étroites limites de l'homme. Sans doute comptait-on sur elles pour qu'il ne dépasse pas sa mission, plus politique que militaire. Car plus que le combattant suprême, il fut le grand inquisiteur. Les disputes qu'il eut tant avec les chefs des brigades qu'avec les dirigeants communistes espagnols ne se comptent pas. Tant et si bien qu'il dut quitter plus d'une fois l'Espagne où le suppléait alors François Billoux. « Marty soupçonnait tout le monde, voyait partout des espions et des saboteurs », écrit Auguste Lecœur (16) qui, entre deux combats, se vit confier la mission de démasquer les trotskystes, d'ailleurs introuvables, signalés par Marty à Valence. La chasse aux anarchistes et aux trotskystes devait être plus réelle ailleurs et affaiblir en plus d'une occasion la résistance au franquisme.

Marty n'était après tout que l'exécutant assez borné d'une politique qui consistait à se méfier autant des anarchistes que des franquistes, à n'aider les Républicains que dans la mesure où la poursuite de la guerre ne com-

promettait pas la politique de défense et d'alliance de l'Union soviétique.

Après l'échec de l'attaque du front de Cordoue, Marty fait arrêter, juger, condamner et exécuter pour espionnage le commandant Lassalle, chef du bataillon Marseillaise. Après la bataille de la route de Corogne, il accuse Kléber, *alias* Lazare Stern, chef militaire des Brigades et l'empêche de passer à l'offensive à Madrid. Il se dispute même avec le secrétaire général du P.C. espagnol, Diaz, qui le traite de bureaucrate lors d'une discussion sur le limogeage du premier ministre Largo Caballero. Enfin, écrit Hugh Thomas, alors que la guerre touche à sa fin en février 39 et que Gérone est prise, « ce ne fut qu'à grand-peine que l'on réussit à empêcher Marty d'exécuter plusieurs de ses anciens sous-ordres d'Albacete, parce qu'il avait peur, dans son affolement et sa bêtise, qu'ils ne fissent état de ses agissements maniaques ». Deux ans plus tôt, une sombre affaire de détournements lui avait valu d'être convoqué à Moscou. Pourtant, dans une brochure de 1945, le parti l'inscrit « en tête des fastes de la guerre anti-hitlérienne d'Espagne » et montre quittant le sol de la République « le dernier de tous les volontaires après les avoir sauvés tous, blessés compris », celui que la droite ne voulut longtemps connaître que sous le nom de « boucher d'Albacete ».

En dépit de tant de crimes et de sottises, mais en raison de tant de dévouement et de sacrifices, cette guerre aura forgé pour le parti des militants et des combattants bien trempés qui lui seront précieux, notamment dans la clandestinité et les maquis. A côté des véritables volontaires, il avait d'ailleurs choisi des hommes dont il pensait bien faire ses futurs cadres. Auguste Lecœur raconte ainsi qu'il avait été désigné par la direction régionale du Nord-Pas-de-Calais et accompagné jusqu'en Espagne par Léon Mauvais après avoir reçu sa mission de Thorez à son passage à Paris, au 120 rue Lafayette.

Sur dix mille volontaires français, trois mille laisseront leur vie en Espagne, dont l'un des beaux-frères de Thorez. Les survivants ne seront pourtant pas toujours ni très longtemps à l'honneur. Comme s'ils avaient contracté quelque germe d'orgueil ou d'anarchisme espagnol, on les tiendra souvent en suspicion. Beaucoup seront éli-

minés, parfois physiquement à l'Est, et politiquement à l'Ouest, et ce sera le cas d'André Marty.

Staline lui-même ne s'était engagé qu'à contrecœur dans cette bataille excentrique qu'il jugea vite perdue. Ayant d'abord lui aussi souscrit au pacte de non-intervention, il n'avait repris sa liberté qu'en octobre 1936 et ne fera aucune difficulté pour retirer ses volontaires et les brigades internationales en juin 1938. Comme les autres puissances, l'U.R.S.S. aura utilisé l'Espagne comme champ de manœuvre à la fois militaire et diplomatique soutenant assez les Républicains pour qu'ils ne soient pas écrasés mais insuffisamment pour que leur défaite ne soit pas, le moment venu, considérée comme celle de l'Union Soviétique. Surtout Moscou éprouvera très tôt à sa juste et faible valeur la résolution de Londres et de Paris de résister aux entreprises de Hitler et de Mussolini. Il sait déjà à quoi s'en tenir dès les premiers mois de 1937. L'attitude du parti communiste à l'égard du gouvernement va dès lors évoluer et d'autant plus que des motifs d'ordre intérieur vont également nourrir sa méfiance et bientôt son hostilité à l'égard de Léon Blum. Le temps n'est plus où chaque mercredi Maurice Thorez et Jacques Duclos allaient se concerter avec le président du Conseil, non à l'hôtel Matignon mais plus discrètement à son domicile, quai Bourbon.

### *Sauver le front populaire.*

Tandis que le gouvernement s'en va durement et sûrement vers sa chute, le parti en appelle au front populaire, son contrat, ses œuvres et ses pompes.

Le 17 novembre 1936, le ministre de l'Intérieur, Roger Salengro, se suicide à la suite d'une abominable campagne de calomnie d'un hebdomadaire, *Gringoire*. « Il n'y a pas de « cas Salengro », déclare Maurice Thorez. Il y a un crime de plus à l'actif du fascisme. » Et de déplorer la faiblesse du gouvernement et « la trop longue impunité » dont ont bénéficié la presse et les ligues de droite. Et d'ajouter que « dans le même esprit, il est temps que l'on fasse cesser le sabotage des lois sociales, la désorganisation de l'économie nationale par le grand patronat... ».

Le 13 février 1937, Léon Blum parle pour la première fois de « pause » — à l'intention des fonctionnaires pour commencer — et il fera bientôt appel aux experts les plus orthodoxes, MM. Rist, Rueff et Baudoin. Le chef du gouvernement tire ainsi la leçon de l'échec de la dévaluation et de la politique du pouvoir d'achat qui supposaient l'une et l'autre une remise en marche active de l'appareil de production. Le chef du parti communiste tire, lui, la leçon du recul du gouvernement devant l'assaut de la réaction et les manœuvres des trusts « qui prétendent que la politique de réforme sociale entreprise par le front populaire conduit le pays à la catastrophe ». Et de regretter par surcroît « que le souffle républicain n'ait pas encore délogé de leurs positions dans les grandes administrations, la magistrature, la police et l'armée, certains ennemis avérés du Front populaire ! ».

Le 16 mars 1937, à Clichy, les forces de l'ordre tirent sur des manifestants socialistes et communistes qui voulaient empêcher une réunion d'anciens Croix de feu : cinq morts dont un jeune homme de dix-huit ans, trois cents blessés dont le propre directeur du cabinet de Léon Blum. Et cela en plein Front populaire qui va revivre pour un jour en faisant des « obsèques de titan » aux victimes dont une septième, une militante socialiste, mourra six semaines plus tard. L'indignation étreint et déchaîne l'extrême-gauche qui réclame en vain la démission du ministre de l'Intérieur. « Le sang n'eût pas été versé si l'on n'avait pas procédé à une mobilisation inusitée des forces policières que continuent à diriger certains ennemis du peuple... », s'écrie Maurice Thorez. Et, tout se tenant, il revient à la pause décidée par le gouvernement et à « la contre-offensive du capital ».

Le 15 juin 1937, devant la fuite des capitaux, l'épuisement des réserves d'or et la stagnation de l'économie, le gouvernement fait un demi-tour complet à gauche et revient à une politique de contrôle et de contrainte ; il sollicite l'octroi de pleins pouvoirs financiers et met en cause « une poignée de spéculateurs ». Socialistes et communistes retrouvent un langage commun ; il n'est question de part et d'autre que de maffia financière, de puissances d'argent, de deux cents familles. Le front populaire va-t-il vraiment renaître, va-t-il même naître

en se donnant enfin une politique financière ? Trop tard. Ce qui eût été difficile il y a un an, après la victoire électorale, est impossible après l'échec financier.

Trop tard, les radicaux lâchent pied ; une fois de plus, une coalition de gauche qui s'était faite sur une base idéologique va se défaire peu à peu sur l'obstacle monétaire. Trop tard, les sénateurs veillent.

Trop tard, les communistes acceptent ce qu'ils avaient refusé un an auparavant : ils proposent d'entrer au gouvernement.

Le projet de pleins pouvoirs ne leur dit rien qui vaille ; ils n'y trouvent pas ce qu'ils réclament : la retraite des vieux et la réforme fiscale, mais ils y voient ce qu'ils redoutent : le relèvement des tarifs postaux et du tabac. Car sous tous les régimes et tous les gouvernements l'imagination des ministres en mal d'argent n'a guère été beaucoup plus loin. Déçus, les communistes sont aussi sceptiques ; ils sont tentés de s'abstenir mais plus encore de s'engager. Présents, ils empêcheraient d'éclater ce front populaire qui de jour en jour se fêle et se disloque. La défense de la patrie socialiste, toujours plus menacée par l'Allemagne nazie, l'exige autant que l'unité avec le parti socialiste par laquelle passe cette défense. Le comité central se réunit avec le groupe parlementaire dans la nuit du 15 au 16. Au témoignage de Benoît Frachon, c'est un « drame pour ceux qui, ayant tout fait pour créer et développer le front populaire, ont voulu le préserver de la dissociation cependant qu'on leur présente des projets financiers destinés à frapper les masses populaires. »

La veille, Maurice Thorez et Jacques Duclos ont retrouvé pour la circonstance le chemin du bureau de Léon Blum. Que les communistes votent contre le projet et le gouvernement est renversé, qu'ils s'abstiennent et il risque de l'être. Partisan non seulement du soutien mais de la participation qu'il a vainement prônée il y a un an, le chef du parti communiste est bien placé pour tenir les deux bouts de la chaîne, celui qui l'attache à son parti et celui qui le lie au gouvernement de front populaire.

Le 16 juin, à 5 heures du matin, alors que la Chambre débat du projet, le comité central décide de le voter et

« en présence de l'assaut furieux de la réaction, le parti communiste se déclare prêt à prendre toutes ses responsabilités dans un gouvernement renforcé et constitué à l'image du front populaire pour le salut de la France, de la démocratie et de la paix ». Trop tard.

Adopté par la Chambre, le projet est rejeté par le Sénat. Le gouvernement a refusé en effet d'en exclure le contrôle des changes. Va-t-il combattre ? En appeler au pays, prononcer la dissolution ? En appeler aux masses qui l'ont porté au pouvoir ? Il s'en va... malgré une démarche pressante de Duclos et Gitton. La déception des socialistes n'a d'égale que la fureur des communistes : « Face à l'offensive réactionnaire, le peuple aurait voulu que le gouvernement résistât. »

« Ainsi finit « le ministère des masses » et, peut-on dire aussi, le Front populaire, écrit justement Jacques Chastenet (17), car les essais qui vont être faits pour le perpétuer ne seront que des faux-semblants. Sa mystique envolée, il n'est plus qu'un corps sans âme. »

Mais les communistes ne sont pas gens à pleurer le passé, ni même le présent, ils songent aussitôt à l'avenir ; ils espèrent contre toute espérance. « Le gouvernement a regrettablement démissionné mais le pays exige que l'on continue l'action nécessaire pour briser la pression de l'argent et pour travailler à faire triompher la politique voulue par le suffrage universel », écrit Jacques Duclos.

A Camille Chautemps, qui est chargé de former le gouvernement, le parti offre donc non seulement son soutien mais sa participation... On passe... On passe aussi d'un socialiste à un radical tant à la présidence du conseil qu'au ministère des Finances. La tendance comme le tempérament des hommes soulignent le glissement à droite. Comment attendre de la nouvelle équipe ce que la précédente n'a pu donner ? Mais envers toute prudence, contre toute logique, le parti communiste veut maintenir une fiction pour sauver une réalité. La fiction, c'est le front populaire ; la réalité, c'est la politique étrangère. Mais les déboires commenceront par l'une et finiront — tragiquement — par l'autre.

Pour le parti, Chautemps a donc constitué « le second gouvernement de front populaire » et le soutien commu-

niste lui est promis « dans la mesure où il assurera la défense des conquêtes sociales », déclare Maurice Thorez. L'année ne finira pas ni le gouvernement sans que des atteintes partielles soient portées à la semaine de quarante heures (18), sans qu'un nouveau fléchissement de la production provoque du chômage, sans que des grèves reprennent ici ou là. Et le mot qui est prêté à un délégué ouvrier n'est même pas nécessaire : « Modifiez votre politique extérieure, si vous voulez que le travail reprenne » (19). Il est vrai que le gouvernement dit de front populaire n'a pas changé de politique espagnole, mais il a déjà changé de politique générale.

Pourtant l'année ne finit pas sans que le parti communiste tienne un congrès heureux avant de rester huit ans sans pouvoir — et pour cause — en réunir un. Un point d'orgue.

### *Un congrès heureux.*

Arles, les arènes, les farandoles, le défilé des gardians conduits par le marquis de Baroncelli ; Arles, la visite joyeuse en Camargue puis au moulin d'Alphonse Daudet ; l'excursion aux Baux ; Arles, un long discours satisfait de trois heures et demie de Maurice Thorez, un rapport confiant de Jacques Duclos sur l'unité, les offrandes traditionnelles à Marcel Cachin. Un polémiste d'extrême-droite pourra parler « de la fraction des sans-soucis, du parti des bienheureux ».

Il est vrai que ce congrès, neuvième du nom, retarde un peu sur l'événement et n'anticipe guère sur l'avenir. Les ombres commencent pourtant à s'étendre mais, comme en état de grâce, le parti s'en aperçoit-il ?

La « grande famille communiste » est rassemblée. « La grande famille communiste », c'est le titre du rapport de Marcel Gitton qui, deux ans plus tard, le trahira et dont le parti se vengera. Autre transfuge, d'ores et déjà et définitivement passé au fascisme, au franquisme et même à l'hitlerisme, Jacques Doriot, révoqué de son mandat de maire, a été battu le 20 juin 1937 par une liste de Front populaire conduite par le communiste Fernand Grenier qui a été en outre élu député de Saint-Denis.

Le parti est vengé. Autre départ, pour gauchisme celui-là, celui d'André Ferrat qui, doctrinaire et longtemps proche de Maurice Thorez, a été exclu en 1936 et rejoindra, lui, la S.F.I.O.

Cette grande famille ne pleure qu'un des siens, un des plus anciens, un des meilleurs sans doute aussi, Paul Vaillant-Couturier. Poète à ses heures, d'inspiration religieuse dans sa jeunesse et d'une grande culture, avocat, de famille bourgeoise, il n'était pas destiné au combat d'avant-garde. Mais la guerre qu'il avait faite comme officier le conduisit tout droit aux anciens combattants républicains avec Barbusse et au parti socialiste qu'à Tours il poussa avec une ardeur de feu à l'adhésion à la IIIe Internationale.

Journaliste, il avait dans le parti une place et une figure à part. « Ceux qui l'ont connu n'oublieront jamais la gentillesse que savait prendre ce visage puissant de lutteur... Ce charme qui rendait aimable, attrayant pour tous le parti qu'il aimait et qu'il sert encore dans la tombe » (20), écrivit à sa mort Louis Aragon qui lui devait beaucoup. Le Congrès lui rend plus que l'hommage dû au rédacteur en chef de *l'Humanité* : à dix-sept ans d'histoire de la section française de l'Internationale communiste.

Ces dix-sept années, Maurice Thorez trouve des accents pauliniens pour en tirer des leçons d'optimisme. « Oh ! Le chemin n'a pas été facile, et il reste rude. Nous avons été injuriés, calomniés, frappés, emprisonnés. Nous avons connu les abandons et les trahisons. La mort nous a pris les meilleurs de nos meilleurs... Mais nous avons déployé toujours plus largement notre drapeau... Et nous avons, pied à pied, lutté pour l'unité... et pour maintenir le parti dans la voie de Lénine... Le chemin de notre parti est bien celui qui conduit à la France libre, forte et heureuse... »

Le parti compte alors 340.000 adhérents, dont 115.367 dans la seule région parisienne et 12.992 cellules dont 4.041 d'entreprises. Il y a 90.000 jeunesses communistes et 19.000 « jeunes filles de France ». « Les militants ont grandi le parti. Le parti a grandi les militants », dit encore Maurice Thorez. Les élections cantonales qui viennent d'avoir lieu en octobre ont confirmé et ses succès

de 1936 et, non sans difficultés, la discipline du Front populaire. Il a fallu pour la faire respecter que le chef du gouvernement, Camille Chautemps, aille jusqu'à réunir dans son bureau Edouard Daladier, Paul-Boncour, Paul Faure et Maurice Thorez. On décida de faire bloc au second tour sur celui des candidats du Rassemblement populaire qui était arrivé en tête. Mais ce bloc ne fut pas sans failles.

Cet appareil enfin au point, cet instrument de premier ordre qu'est le parti, à quoi va-t-il servir ?

A réaliser enfin l'unité avec le parti socialiste ? L'historique que retrace Jacques Duclos n'est qu'une série d'échecs, de tentatives inlassables des communistes et de refus obstinés des socialistes : « Chaque fois que nous faisions un pas en avant, dit-il, en face on en faisait deux en arrière ». Mort-née, la commission d'unification créée le 11 avril 1935 est enterrée depuis le 24 novembre 1937, les socialistes ayant pris occasion d'un article de Dimitrov malmenant quelque peu la social-démocratie. « Le Comité d'entente » lui-même est moribond. En vérité les socialistes savent fort bien, alors même que le parti communiste accepte leurs conditions, que l'unité sonnerait le glas de la S.F.I.O. Mais depuis dix-sept ans, l'unité est pour les communistes un article de foi. Elle doit se faire ; elle se fera... « Si le parti socialiste le veut, conclut Jacques Duclos, l'année 1938 figurera dans l'histoire du mouvement ouvrier sous le titre l'année de l'unité. » Mais le parti socialiste ne le voudra pas, l'événement, l'événement extérieur surtout, le voudra moins encore.

Pour être plus récent, le thème, le slogan de « la main tendue » n'est pas moins constant. Maurice Thorez y avait consacré un long rapport devant l'assemblée des cadres réunis le 26 octobre 1937 au Palais de la Mutualité ; il y revient plus brievement à Arles encore qu'entretemps le cardinal Verdier ait rapporté, dans son message de Noël, des paroles de Pie XI que l'archevêque de Paris fait siennes : « Si ce geste de la main tendue, a dit le Saint Pere, exprime de votre part le désir de mieux connaître vos frères catholiques pour mieux respecter la religion qui les inspire, leurs convictions, leurs sentiments et leurs œuvres, l'Eglise ne se refusera pas à faire cette œuvre de lumiere et vous ne tarderez pas à constater

qu'elle peut servir puissamment au bonheur de tous. »

Ces paroles effacent un peu dans l'esprit du parti ou du moins de son chef le souvenir laissé par l'encyclique *Divini Redemptoris* de mars dernier contre « le communisme athée ». « N'en déplaise à *L'Écho de Paris* et au général de Castelnau, avait dit alors Maurice Thorez, nous répéterons inlassablement que « plutôt que de se diviser sur l'existence du paradis au ciel, il vaut mieux s'unir pour obtenir le bonheur sur la terre. » C'était un peu court. En octobre, le secrétaire général avait voulu laver son parti « de ce matérialisme vulgaire que certains affectent de lui reprocher ». « Le communisme, c'est au contraire un idéal noble et pur, une source inépuisable d'élans généreux qui exalte chez ses partisans le dévouement et l'esprit de sacrifice ». Et il avait cité à l'appui le R. P. Ducatillon comme il avait évoqué, dans le même discours, Quadragesimo Anno et l'apôtre saint Paul. Il réhabilitait même le Moyen Age. « Est-il possible d'évoquer sans émotion les siècles qui ont vu s'élever vers le ciel les flèches de nos magnifiques cathédrales, ces purs joyaux de l'art populaire qui protestent de toutes leurs vieilles pierres — vivantes pour qui sait les comprendre — contre la légende du sombre Moyen Age » !

Au Congrès d'Arles, il se fait plus prosaïque et se fait un malin devoir d'opposer aux socialistes — du Nord — qui l'avaient quelque peu brocardé sur la main tendue (depuis 1936) le fait que les travaillistes britanniques « lisent plus volontiers la *Bible* que le *Capital* » et la fameuse déclaration de Léon Blum à l'hebdomadaire *Sept* (21). Il tire même argument de la présence d'un catholique militant dans le gouvernement aux côtés de Léon Blum, M. Philippe Serre. « Ainsi pour certains, la collaboration serait possible au gouvernement mais pas à l'usine, ni au village. » Et il va plus loin qu'il n'a jamais été en se prononçant contre le monopole de l'enseignement, c'est-à-dire pour la liberté de l'enseignement. « Nous ne remplacerons pas le mot « Dieu » par le mot de « Laïcité ». Sans doute n'a-t-il jamais caché les résistances que dans cette voie il rencontrait dans son propre parti mais au moins a-t-il la satisfaction d'entendre à Arles Lallemand reconnaître que la main est moins tendue par les socialistes que par les communistes dans le Nord,

Airoldi raconter que, dans le Rhône, des ouvriers viennent à la cellule après avoir été à la messe! Heureux congrès décidément.

***

Né d'une réaction politique contre le 6 février et les ligues, nourri par la menace hitlérienne, entretenu par le désir d'unité, le Front populaire n'avait pas à l'origine un programme social et économique bien défini. C'est après la prise du pouvoir et sous la pression syndicale que le gouvernement avait procédé aux réformes sociales. Congés payés, quarante heures et plus tard conventions collectives, office du blé d'autre part, devaient finalement constituer l'actif le moins attendu mais le plus durable. Ces améliorations du genre — plus que du niveau — de vie laisseront le souvenir d'une sorte de libération autant que de progrès. Là encore le congrès est celui du bonheur. « C'est un fait que l'on se sent mieux, que l'on se sent plus à l'aise, chez nous, depuis la victoire du front populaire. A l'usine, dans la rue, à la ville et au village, deux mots expriment ce sentiment : on respire », déclare Maurice Thorez dans son rapport du 25 décembre 1937. Mais là aussi l'enchantement n'a pas fait disparaître les réalités, c'est-à-dire les difficultés. Le 29, une grève générale éclate dans les services publics. La cause n'en est pas mystérieuse : le secrétaire général du parti évalue lui-même à 40 % la hausse du coût de la vie depuis mai 1936. Trois semaines plus tard, Camille Chautemps fournira une autre raison qui provoquera la première rupture officielle du Front populaire. Mais les communistes le sauveront pour « sauver la paix ».

Car pendant toute cette période, la politique étrangère commande logiquement, impérativement, la tactique du parti. Alors que leurs propres alliés se laissent souvent rassurer par les illusions, les communistes voient et prévoient avec de plus en plus de lucidité la menace grandissante, enveloppante de l'Allemagne. Gabriel Péri, parfaitement informé des développements en Europe centrale et Orientale, la dénonce et la décrit dans son rapport comme dans ses fréquents articles de *l'Humanité*. A aucun moment, il n'est dupe des promesses ou

des silences des ministres ; il ne cesse d'appeler à la résistance à l'Allemagne et à l'Italie et à la fidélité à l'alliance franco-soviétique. S'ils se trompent sur l'orientation finale de l'Espagne franquiste, les communistes ne se dissimulent pas la dislocation de la Petite Entente, le lâchage de la Pologne, l'aveuglement de la Grande-Bretagne. Ils demandent que la diplomatie française s'émancipe de la tutelle britannique et déplorent le secret dont elle s'entoure. « Avec des méthodes publiques, déclare Maurice Thorez, il ne serait plus possible aux réactionnaires anglais de se couvrir de l'autorité de la France démocratique pour justifier leur capitulation devant l'agresseur, ni à certains hommes du Front populaire en France de s'excuser de leur politique envers l'Espagne Républicaine, en faisant état de la pression de l'Angleterre sur notre pays. » Mais l'optimisme prévaut malgré tout alors que le congrès se termine. « Non l'Europe, demain, ne sera pas fasciste ! » Trois mois plus tard, l'Autriche, pour commencer, le deviendra.

En retard sur l'événement intérieur et en avance sur l'événement extérieur, ce neuvième congrès est vraimen un sommet dans l'histoire du parti. Voici la pente.

## NOTES

(1) « Dans ce vieux salon où j'étais seul, attentif à la voix du rossignol qui essayait de chanter bien que la nuit fût froide, une autre voix s'éleva presque aussi douce, une voix tendre et bêlante, plus persuasive que celle de Philomène, la voix du communiste Thorez... » François Mauriac, dans *Le Figaro* (Cité dans *Front Populaire 1936*, de L. Bodin et J. Touchard, A. Colin).

(2) Cf. l'*Histoire des paysans de France*, de Gérard Walter (Flammarion).

(2 *bis*) Voir en annexe les cartes électorales du parti.

(3) Jean Becarud : Esquisse d'une géographie électorale du parti communiste français (1920-1939), *Thèse*, Paris.

(4) M. Gravier, cité par M. Becarud, *op. cit.*

(5) Le candidat communiste arrivant en tête dans la 1re circonscription (Saint-Étienne Nord-Est-Saint-Chamond), M. Antoine Pinay, maire de Saint-Chamond, qui n'était pas candidat au premier tour, est sollicité de se présenter au second pour barrer la route au communiste et le bat en effet par 10.861 voix contre 9.160.

(6) Georges Dupeux, *op. cit.*

(7) La même tactique appliquée aurait évité la défaite de la gauche en 1928 et consolidé sa majorité en 1932. Mais alors les radicaux n'étaient rien moins que prêts à accepter l'alliance avec l'ennemi communiste.

(8) *Fils du peuple*, p. 121.

(9) Dans *Fils du peuple*, Maurice Thorez fera jouer un autre rôle aux Croix de feu : « des éléments suspects, trotskystes ou Croix de feu, s'introduisaient dans le mouvement avec l'espoir de le faire dégénérer en une aventure préjudiciable à la classe ouvrière.

(10) *Juin 1936*, de Jacques Danos et Marcel Gibelin. Témoignage unique et trop peu connu sur cette période.

(11) Cité par L. Bodin et J. Touchard, *op. cit.*

(12) Hugh Thomas, *La guerre d'Espagne* (Laffont).

(13) Georges Lefranc, *Le mouvement socialiste* (Payot).

(14) Dans la tribune, le 14 juillet, on voit en effet côte à côte Léon Blum le poing levé et Thorez la main tendue.

(15) Ayant rompu avec le parti en 1939, M. Gayman fut après la guerre, pendant dix ans, rédacteur en chef du journal de la R.T.F.

(16) Dans *Pour qui sonne le glas* Hemingway a tracé de Marty un portrait pittoresque et cruel. « C'est peut-être bien une gloire, dit le caporal... Mais il est archi-fou. Il a la manie de faire fusiller les gens. »

André Marty, à la tribune même de la Chambre, et, après sa mort, ses amis protestèrent toujours contre l'appellation de « boucher d'Albacete ». « J'affirme que le camarade André Marty n'a été mis au courant que d'une seule exécution, celle d'un capitaine de l'armée française, membre du 2e bureau et dont le bataillon avait été détruit dans la région d'Almeira » (*Le Débat communiste* du 15 janvier 64).

(17) Jacques Chastenet : *Déclin de la IIIe République* (Hachette).

(18) Seule la politique d'arbitrage sera heureusement développée jusqu'en 1939.

(19) Jacques Chastenet, *op. cit.*

(20) Louis Aragon, *L'homme communiste*, tome I.

(21) Déclaration Léon Blum dans *Sept* du 19 février à Maurice Jacques (Maurice Schumann) :

« Vous me demandez si je crois possible une collaboration entre les catholiques et le gouvernement de Front Populaire? Assurément, je la crois possible. Pourquoi ne le serait-elle pas? Pourquoi les idées sur lesquelles s'est fondé le Rassemblement Populaire, c'est-à-dire la foi dans la liberté démocratique, dans la justice sociale, dans la paix humaine, ne pourraient-elles pas coexister à l'intérieur d'une même conscience d'homme avec la foi catholique ?

Serait-il si difficile de tirer des deux encycliques, que le Saint-Siège, à un demi-siècle de distance, consacrait aux problèmes sociaux, des formules voisines de celles que le gouvernement de Front Populaire s'efforce de transporter dans la légalité républicaine ?

Je n'hésite donc pas à répondre : je crois la colloboration possible ? Et du moment qu'elle est possible, les catholiques français ne conviendront-ils pas qu'elle est souhaitable ? »

# 5.

# Vers la dissolution 1938-1939

## I De l'Anschluss à Munich.

13 janvier 1938, le président du Conseil, Camille Chautemps, est à la tribune de la Chambre des députés ; il sollicite l'octroi de pouvoirs financiers et, exposant les raisons de l'aggravation de la situation sociale, économique, financière qu'aucun expédient n'a pu améliorer, il déclare : « Il est possible que certains hommes, que certains groupes, que certaines forces obscures continuent leurs efforts mystérieux et tenaces et donnent à la classe ouvrière des conseils de violence. » Les communistes ne sont pas sourds ; ils ont compris. C'est Arthur Ramette qui intervient en leur nom dans la suite du débat. Le style de cet ancien métallo du Nord, vigoureux et direct, est plutôt celui du casseur d'assiettes. « Ce sont les puissances d'argent qui sont à l'origine des difficultés présentes », lance-t-il. Et de réclamer le rajustement des traitements, et la retraite des vieux et l'application intégrale du programme du Front populaire. Et d'annoncer que son groupe ne votera pas le projet gouvernemental. Le président du conseil, lui aussi, a compris ; il remonte à la tribune et lâche : « M. Ramette demande sa liberté. C'est son droit. Quant à moi, je la lui donne. » C'est la cassure du Front populaire.

Les socialistes, eux aussi, ont compris instantanément : « Constatant d'une part que le parti communiste a déclaré son intention de ne pas s'associer à la majorité et d'autre part que le président du Conseil a rendu sa liberté à ce

parti et a donné par là-même à la politique du gouvernement une nouvelle orientation, le groupe socialiste retire ses ministres. » Il ne reste plus au chef du gouvernement qu'à se retirer lui aussi.

Il est clair que les radicaux ne voient dès lors d'autre issue que le renversement des alliances. Ce jeu de balance est traditionnel. Entre la confiance des masses qui s'agitent et celle des possédants qui s'inquiètent, ils ont choisi. Pour en avoir été victimes autrefois, avant d'en profiter aujourd'hui, ils connaissent la loi du régime : la gauche ne résiste pas aux épreuves économiques et financières. Son ciment n'est que politique. Brisé, le Front populaire doit normalement laisser la place à la fameuse « concentration » où, relayant l'extrême-gauche, la droite fait en réalité la loi. Mais c'est compter sans les communistes qui cette fois sont là et comptent bien y rester, décidés à tout faire et, s'il le faut, à ne rien faire pour éviter la dislocation du Front populaire.

Pressenti pour dénouer la crise, Léon Blum propose-t-il de faire un ministère de Thorez à Reynaud ? Le parti communiste s'empresse de lui donner son accord « à condition qu'il applique le programme du Front populaire ». Cette nouvelle version du gouvernement d'union nationale est d'ailleurs pudiquement baptisée « gouvernement de Rassemblement national autour du Front populaire ». Les communistes sont d'autant moins gênés de l'accepter que ce rassemblement-là ressemble comme un frère à ce « front français » de leur invention, qui avait tant fait grimacer les socialistes en 1936. Les radicaux acceptent mais M. Paul Reynaud, qui ne veut pas être un « otage », refuse parce que la combinaison ne s'étend pas jusqu'à M. Louis Marin. Léon Blum tente alors de faire ce qu'il n'a pu en 1936 ni voulu en 1937 : un gouvernement qui, comme les communistes le réclament depuis sa chute, soit vraiment à l'image du Front populaire, c'est-à-dire de Thorez à Daladier. Ce sont alors les radicaux qui refusent. L'un d'eux, Paul Elbel, confie même — et cela se saura vite — à M. Vincent Auriol : « Il faut noyer les communistes dans l'union nationale pour qu'on ne croie pas que la politique française soit dictée par Moscou ». L'argument est classique, objectivement valable, mais il est ordinairement ressenti comme une injure par les communistes.

Vont-ils se fâcher et refuser d'accorder leur confiance à un radical... qui de surcroît se trouve être celui-là même qui, il y a peu, les a si sèchement congédiés ? Non point. Le parti n'hésite guère à donner ses voix « pour faire échec à la réaction et maintenir le Front populaire ». Rappelé par Albert Lebrun, Camille Chautemps obtient, le 17 janvier, 501 voix contre 1, celle de Bergery. Les gouvernements les plus faibles, les plus fragiles, ont souvent obtenu les majorités les plus fortes. L'habile homme avait su, il est vrai, évoquer le mythe-souvenir du 6 février et qualifier « d'événement capital » le Rassemblement populaire. L'alibi suffisait au parti communiste qui ne songeait en réalité une fois de plus qu'à la politique étrangère ; il la veut contrôler, la redresser même et, s'il se peut, l'infléchir. Pour qu'elle s'oppose partout et toujours au fascisme international et d'abord à l'Allemagne, il ne veut pas tant lier la France à Moscou que la libérer de Londres. Profitant de la crise, Jacques Duclos n'a d'ailleurs pas caché ce qu'il pense des ministres d'hier et de demain et de leur politique : « La soumission de Delbos au Foreign Office n'a servi ni les intérêts de la France, ni la cause de la paix. Sur le plan financier, la politique de Georges Bonnet n'a été ni plus heureuse, ni plus indépendante. » La condamnation ne peut être plus claire.

Cette volonté de maintenir coûte que coûte le Front populaire, le parti communiste la manifeste encore une fois alors que le gouvernement souffre d'une nouvelle crise... de caractère. Ayant laissé filer les choses, c'est-à-dire les capitaux, il se résout à demander les pleins pouvoirs; les socialistes, qui n'y participent plus, les refusent au grand dam du groupe communiste qui juge leur décision hâtive. En cette circonstance comme en d'autres, les perspectives des deux partis divergent totalement. Celui de Léon Blum pense d'abord à la politique intérieure ; le parti ne peut voter les pleins pouvoirs à un gouvernement auquel il n'appartient pas. Celui de Maurice Thorez ne songe qu'à la politique étrangère et le groupe parlementaire est alors beaucoup plus préoccupé d'accroître les forces navales et aériennes et de renforcer le pacte franco-soviétique. Il laisse donc aux socialistes la responsabilité de la crise, la troisième en dix mois! Camille Chautemps donne sa démission le 10 mars 1938.

Le 12, Hitler se saisit de l'Autriche qui s'offre à lui. « L'Europe, écrit Gabriel Péri, risque de payer de son sang la tragique erreur de ceux qui n'ont pas entendu nos avertissements... On peut et on doit sauver le dernier espoir. Que la France se donne sans tarder un gouvernement décidé à pratiquer une politique extérieure démocratique et française. »

Pour constituer le gouvernement et renforcer sa position internationale, Léon Blum prend une initiative qu'il qualifie lui-même de « hardie et insolite » ; il propose un ministère de Louis Marin à Maurice Thorez et reprend la formule de Rassemblement national autour du Front populaire. Les communistes l'encouragent mais la droite se dérobe, « le programme d'un gouvernement d'union et de salut public étant incompatible avec la participation communiste ». Le leader socialiste use de toute sa séduction. Aux modérés, il dit : « Il n'y a pas d'unité nationale quand une partie de la communauté nationale en est exclue » ; aux radicaux qui rechignent eux-mêmes il lance : « Ne mobiliserait-on pas les soldats communistes comme les autres si la guerre menaçait ! », à tous : « Si la catastrophe survenait, s'il fallait constituer un cabinet de guerre, le ferait-on sans les communistes ? » « Ce n'est pas Staline qui entre à Vienne aujourd'hui et qui menacera Prague demain. C'est Hitler », dit de son côté Paul Reynaud (1).

En vain. « La terreur panique du communisme était devenue le sentiment le plus sincère et le plus profond de l'action conservatrice de l'esprit public », écrit François Goguel (2). Seuls, Paul Reynaud, qui depuis des mois et des mois mène un combat aussi intrépide qu'incompris pour l'unanimité nationale et l'alliance russe, et les démocrates-chrétiens qui, groupés autour de Champetier de Ribes, réprouvent la politique religieuse de Hitler, acceptent l'offre de Léon Blum. C'est trop peu pour servir de flanc-garde aux radicaux qui veulent être couverts sur la droite s'ils doivent voisiner avec les communistes. Mais il y a beau temps qu'ils sont acquis au changement de majorité. L'Anschluss laisse également froids l'ardent patriote Louis Marin et le taureau du Vaucluse, Édouard Daladier. Politique intérieure d'abord.

Ni « rassemblement national autour du Front populaire » puisque la droite ne répond pas à l'appel, ni « gouver-

nement à l'image du Front populaire » puisque les radicaux répugnent à la compagnie des communistes. On relance alors un cabinet de Front populaire du type le plus classique et le plus usé, un cabinet Léon Blum numéro 2 mais sans l'élan de 1936. La formule déçoit les communistes, plus encore la déclaration ministérielle ; ils demandent « qu'on en finisse avec une politique qui n'a fait que trop de mal » ; ils votent une résolution prémonitoire : « L'Autriche est devenue un pays vassal de l'Allemagne. La Tchécoslovaquie est maintenant menacée. On veut écraser ce pays pour s'attaquer ensuite à la France. » Et le 19, Maurice Thorez se fait plus pressant, plus impératif : « Il importe de ne laisser aucun doute sur l'attitude que prendrait la France en cas d'agression hitlérienne contre la Tchécoslovaquie, avec qui notre pays est lié autant par la communauté de sentiments démocratiques et pacifiques que par un traité formel d'alliance. » Et, prophétique, d'insister encore : « Qui peut penser que la Tchécoslovaquie ne serait pas vite la proie de Hitler qui y possède sa cinquième colonne avec le parti des Sudètes, si la France ne disait pas clairement, nettement, sa volonté de faire honneur à sa signature ? Et qui peut penser que la France serait grandie moralement et matériellement au lendemain d'un nouveau coup de force de Hitler ? Qui peut penser qu'un nouveau Sadowa ne préparerait pas un nouveau Sedan ? »

Thorez sait-il à ce moment qu'il a satisfaction depuis cinq jours alors même que le nouveau gouvernement n'a pas encore sollicité la confiance de la Chambre ? C'est le 14, en effet, dès sa formation, que le nouveau ministre des Affaires étrangères, Paul-Boncour, a convoqué le ministre de Tchécoslovaquie, M. Osusky : « Si la Tchécoslovaquie était attaquée, lui a-t-il dit, la France exécuterait sans défaillance ses engagements découlant de notre traité du 16 octobre 1925, confirmant et précisant celui du 25 janvier 1924... Je vous en donne l'assurance » (3). La France ? Peut-être. Mais non la Grande-Bretagne qui n'a pas de traité avec le gouvernemant de Prague, qui est engagée depuis longtemps dans une politique d'apaisement et même d'abandon à l'égard de l'Allemagne. Paul-Boncour a au moins confirmé la parole de la France. Mais c'est un ministre-météore. Dans vingt-six jours il cédera son fauteuil à Georges Bonnet.

On peut en effet ranimer un malade, mais non un moribond. Le Front populaire se meurt, le Front populaire est mort. Léon Blum, qui pourtant n'y croit plus, tente de lui redonner vie, et même vigueur ; il va essayer de faire ce qu'il n'a pas voulu ni pu faire en 1936. Et, miracle, cela va jusqu'à porter deux divisions sur la frontière des Pyrénées comme si, après l'Anschluss, la France voulait enfin contrecarrer et tourner Hitler et Mussolini en intervenant en Espagne. Cela va aussi jusqu'à l'impôt sur le capital et le contrôle des changes et du même coup... à la chute du gouvernement Le Front populaire se donne enfin une politique financière, correspondant à ses buts mais aussi à ses handicaps politiques. Mais c'est au moment où, bien que les grèves reprennent, il ne fait même plus peur. On le sait condamné ; il se sait condamné. « M. Albert Lebrun, dira Léon Blum à son procès, ne m'avait alors appelé si instamment au pouvoir que pour débarrasser entièrement de moi la scène politique et pour laisser la place nette à Daladier. »

Votés par les députés malgré la défaillance d'un radical sur deux, les projets financiers sont naturellement rejetés par les sénateurs le 8 avril. Pour la seconde fois, un gouvernement de Front populaire cède, alors qu'il n'y est pas contraint, devant la Haute Assemblée. Et il s'en va dans l'indifférence générale, la seule manifestation d'hostilité au Sénat étant organisée non par les communistes ni même par le parti socialiste en tant que tel, mais par la fédération S.F.I.O. de la Seine de tendance « gauche révolutionnaire ». « La majorité du prolétariat était retombée dans cette résignation passive à sa condition qui succède si fréquemment aux périodes d'espérance révolutionnaire, aussitôt que celle-ci s'est heurtée à des obstacles imprévus » (4). L'agonie du Front populaire est cette fois bien finie.

Elle l'est pour tout le monde sauf pour les communistes qui vont s'ingénier à la prolonger. Du Front populaire, ils avaient « cependant tiré à peu près tous les avantages qu'ils pouvaient en attendre ; il avait fait d'eux un des partis français les plus importants par le nombre de ses électeurs comme par celui de ses élus, et — c'était là l'essentiel — il avait fait disparaître l'exclusive qui les avait longtemps tenus à l'écart du jeu politique normal.

Mais les motifs pour lesquels les communistes s'étaient ralliés au Front populaire en 1935 leur paraissaient toujours valables. Leur alliance avec les autres forces de gauche avait eu pour objectif primordial de faire échec au fascisme. Or, en 1938, celui-ci leur semblait plus menaçant que jamais à la fois sur le plan international et sur le plan intérieur. Aussi ne voulaient-ils pas se résigner à être définitivement rejetés dans l'opposition » (5).

Afin de « protéger le pays contre le fascisme international », le groupe communiste vote le 12 avril non seulement la confiance mais les pleins pouvoirs financiers — limités au 31 juillet — au nouveau gouvernement. Et c'est Ramette, à qui il y a juste trois mois le cabinet Chautemps-Daladier avait signifié le congé du parti, qui apporte sa confiance au cabinet Daladier-Chautemps. Mieux, il se félicite que la fin de la grève des usines aéronautiques soit intervenue à la veille du vote de la Chambre, « l'élargissement des conflits (ne pouvant) rester sans répercussions sur l'économie et la sécurité du pays ». Ce don de joyeux avènement offert aux radicaux contraste avec l'accompagnement accordé au dernier cabinet dirigé par les socialistes, « le début, la fin, les difficultés des grèves (ayant) coïncidé avec le début, la fin et les difficultés du gouvernement socialiste », ainsi que s'en plaint amèrement M. Vincent Auriol.

Les communistes sont-ils à ce point aveugles qu'ils ne s'aperçoivent pas du changement de majorité et donc de politique qui est en train de s'opérer ? Sont-ils à ce point oublieux de leurs propres thèses qu'ils ne voient pas dans le renversement politique à l'intérieur la conséquence de l'évolution, de la pression extérieures ? Neuf ans plus tard, ils commettront la même erreur, ou plutôt ils comprendront avec le même retard de quelques mois lorsqu'ils seront chassés du gouvernement en 1947. Dans les deux cas, le renversement des alliances est déjà accompli. Mais de même qu'il y a un décalage entre les décisions de l'Internationale et celles du gouvernement de l'URSS, la section française ne répercute jamais instantanément celles de Moscou. Il lui faut toujours discuter, expliquer, argumenter avant de s'exécuter, de s'incliner, de s'aligner. A ce moment d'inertie, il est une autre raison plus conforme à la physique communiste. Conscient d'une évolution, il peut

croire, il doit croire qu'il est en mesure de la renverser, de la freiner en tout cas, grâce à la pression des masses.

Dès lors le parti n'aura qu'une pensée, qu'un souhait, qu'un but ; il l'exprimera en toutes circonstances et sur tous les tons : sauver le Front populaire et sauver la Tchécoslovaquie.

« Le salut est dans l'union plus étroite que jamais de tous les hommes et de toutes les organisations du Front populaire », déclare Maurice Thorez le 24 avril. Mais le franc continuant à se déprécier, le gouvernement le dévalue puis, la reprise économique continuant à se faire attendre, l'intention lui est prêtée de toucher aux quarante heures. Double crime de lèse-Front populaire. « Oui, on est inquiet en France, s'exclame le chef du P.C. le 15 mai, déjà on a repris au peuple une partie importante de ce qu'il avait arraché en juin 1936. On essaie de lui en reprendre davantage encore. » Et Maurice Thorez suggère la convocation d'un « congrès du Front populaire ». Le 19 juin, le ton monte encore et il s'écrie : « Non, ce que l'on fait en ce moment n'a rien de commun avec le programme du Front populaire. Non, le Front populaire, ce n'est, comme l'a nettement indiqué notre Comité central, ni les dévaluations successives, ni la pause, ni l'augmentation de 8 % des impôts. Non, le Front populaire, ce n'est ni le sabotage des quarante heures, ni la complaisance à l'égard du grand patronat, saboteur des lois sociales. Non, le Front populaire, ce n'est ni la liberté pour les trusts d'organiser la vie chère, ni les vexations et les brimades contre les petits commerçants victimes eux aussi des fauteurs de vie chère. Non, le Front populaire, ce n'est pas cette succession de promesses et d'abandons, illustrée, hélas ! par la remise indéfinie de la retraite des vieux... Non, le Front populaire, ce n'est ni la libération des cagoulards, ni la tolérance coupable à l'égard des ligues factieuses reconstituées. »

Après les propos, les propositions. Depuis un an, le parti socialiste demandait qu'un avenant fût ajouté au programme du Front populaire et son dernier congrès l'avait confirmé ; il réclamait notamment le contrôle du crédit et « le retour à la nation des richesses naturelles aliénées et des grandes entreprises monopolisées », ajoutant avec malice que ces réformes figuraient depuis de longues

années dans le programme du parti radical, de ce parti qui est justement au pouvoir.

Ayant survécu aux tribulations gouvernementales et parlementaires, le comité national du Rassemblement populaire se réunit le 23 juin comme aux beaux jours de 1936, rue Jean-Dolent, au siège de la Ligue des droits de l'homme. Le P.C. y est représenté par Duclos, Fajon et Monmousseau et le parti radical par son secrétaire général adjoint, Paul Anxionnaz. Les socialistes sont conduits par Marx Dormoy.

Un jeu subtil et parfaitement vain va se jouer entre les trois alliés dont l'un, le parti radical, fait à la fois figure d'accusé et de complice des communistes.

Les socialistes proposent donc d'ajouter un train de nationalisations au programme du Front populaire. Narquois, les communistes demandent si la non-intervention, la dévaluation et la pause faisaient partie de ce programme. Non ? Alors « de quel droit a-t-on pris des dispositions aussi funestes » ? Les radicaux, qui, pas plus que les communistes, ne veulent de nationalisations, opinent volontiers et décrètent les propositions socialistes « plus dangereuses » que celles de l'extrême-gauche. Ils préfèrent s'entendre dire par Duclos que la politique française n'est pas conforme au programme commun ; ce qui vise d'ailleurs tout autant les amis de Chautemps que ceux de Léon Blum.

Après cette condamnation globale de la politique de gouvernements qu'il a pourtant soutenus, le parti communiste constate qu'il n'y a eu ni retraite des vieux, ni dissolution des ligues factieuses, ni réforme fiscale démocratique, ni politique extérieure conforme au principe de la collaboration internationale. Duclos n'ajoute pas, mais il l'avait dit avant, que si des mesures avaient été prises contre les grosses fortunes, les vieux et les fonctionnaires auraient eu satisfaction. Sans oublier le financement des calamités agricoles.

Malice pour malice, les socialistes, qui n'ont pas goûté ce réquisitoire, répliquent que si la résolution est mise aux voix, ils y feront ajouter, par voie d'amendement, que « le parti communiste porte pour sa part une lourde responsabilité ».

Marx Dormoy n'a plus qu'à faire observer que la résolution présentée par Duclos « risque de porter atteinte à l'homogénéité du Front populaire ». C'est le moins qu'on puisse dire.

Le moins que pouvait faire le leader communiste, c'était de restaurer, à défaut du dogme, la liturgie du Front populaire. Il propose que les dix mille délégués de province viennent à Paris renouveler le serment du 14 juillet 1935 ! (6). Paul Anxionnaz répond que les radicaux n'accepteront que si le gouvernement décide d'y assister. Ce polytechnicien égaré dans la politique a au moins un sens qu'on ne lui connaissait pas, celui de l'humour. Voit-on le ministre de la Justice brandir le poing et prêter le serment du Front populaire ? Depuis le 12 avril, il s'appelle Paul Reynaud.

Ce modéré, détesté de la droite et estimé de la gauche, préconise inlassablement depuis des mois une politique de fermeté tant à l'intérieur qu'à l'extérieur ; il est donc plus que jamais partisan de la rigueur financière — et sociale — et de l'alliance russe ; il veut mobiliser et l'énergie, et l'épargne, et la défense, et la diplomatie du pays. Mais dans la situation concrète où se trouvent à ce moment la nation et la société françaises et la majorité parlementaire, il ne peut faire tout cela à la fois. Car des deux conditions qu'il assigne à la résistance à l'Allemagne, l'une, la rigueur sociale, exclut, et l'autre, l'alliance russe, implique le soutien des communistes ou en tout cas le maintien du Front populaire. Aucun des adversaires de la politique d'apaisement, sinon d'abandon, n'échappera à cette contradiction entre les moyens et les buts. Paul Reynaud s'était élevé contre le viol de l'Autriche ; ministre, il assistera, impuissant, à celui de la Tchécoslovaquie. Il s'était déclaré pour l'entrée des communistes dans le gouvernement ; inspirateur puis responsable de la politique financière, il contribuera à précipiter leur sortie de la majorité et la mort du Front populaire. Il est vrai que le coup de grâce lui sera donné, comme il convient, par les radicaux en vertu d'une des lois les plus respectées du régime, la loi des deux ans. En 1926, deux ans après la victoire du « cartel » des gauches, ils avaient rallié Raymond Poincaré puis en 1934 Gaston Doumergue, deux ans aussi après le succès des gauches. En 1938, deux ans après le

succès du Front populaire, ils gouvernent avec Paul Reynaud.

Ce coup de grâce sera donné en trois temps, à un mois de distance : le 21 août, au nom des premières dérogations aux quarante heures, le 29 septembre : signature de l'accord de Munich ; le 26 octobre : proclamation de la rupture officielle au Congrès de Marseille.

Dès l'été, l'heure des règlements de comptes a sonné au... cartel des gauches. Socialistes et radicaux accusent le parti communiste de surenchère et celui-ci leur reproche leur infidélité au programme commun. Bref, chacun renvoie sur l'autre la responsabilité de l'échec du Front populaire. L'Histoire hésite encore à trancher.

« Méconnaissance des dures réalités internationales, défaut d'idées nettes et de programme cohérent, ignorance des bonnes techniques, insuffisance des chefs, enfin et surtout absence complète d'homogénéité. Quoi de commun, en effet, entre les radicaux, restés pour la plupart traditionalistes et les communistes, révolutionnaires par essence et de surcroît ouvertement soumis aux ordres d'un gouvernement étranger. » En somme responsabilité partagée d'une fâcheuse improvisation, telle est la conclusion de Jacques Chastenet (7).

« Déception provoquée par le respect des structures capitalistes qui avait marqué les réformes législatives de l'été 1936, puis par l'échec, nettement ressenti par la classe ouvrière, de la politique économique du premier gouvernement Blum ; regrets de ce que le Front populaire ait pratiquement abandonné à son sort la République espagnole attaquée par Franco et ses alliés fasciste et national-socialiste ; incertitude due à la perpétuation des divisions ouvrières, manifestée sur le plan politique par les polémiques entre communistes et socialistes et sur le plan syndical par la rivalité au sein de la C.G.T. entre dirigeants ex-unitaires et ex-confédérés. » En bref, responsabilité primordiale des socialistes. Tel est le diagnostic plus précis de François Goguel sur « la chute progressive de l'élan initial du Front populaire » (8).

« En fait, cette alliance n'avait été qu'un cartel de directions sans liaison avec une base solidement organisée... Il est hors de doute que si le Front Populaire

— bénéficiant du formidable courant des masses de 1936 — avait été organisé à partir de comités de base, pour lesquels tout le parti aurait été mobilisé, la face de l'Histoire en eût été changée. Non seulement le « programme » aurait pu être appliqué mais une politique ferme à l'égard des puissances, accompagnée d'une aide à la République espagnole, aurait modifié complètement la situation internationale. Une politique qui consistait à rassurer ceux qui étaient les plus éloignés des communistes, au lieu de resserrer étroitement les liens avec ceux qui en étaient les plus proches, résultait de la même conception opportuniste... » Responsabilité essentielle donc des dirigeants communistes. Telle est enfin l'accusation lancée contre eux et plus spécialement contre Thorez par les rédacteurs anonymes d'une clandestine histoire du parti communiste français (9).

Que ces dirigeants aient péché par optimisme est peu douteux ; ils sortaient d'une longue suite de luttes internes et de défaites électorales et voyaient enfin se manifester l'unité du parti et la confiance d'une partie du pays, tandis que s'estompait la méfiance de l'autre. Qu'ils se soient souvent comportés par opportunisme ou sens de l'opportunité, cela n'est pas étonnant. Mais s'il est vrai que la tactique du Front populaire au sommet a prévalu sur celle du front unique à la base, il l'est aussi que ni les socialistes, ni surtout les radicaux ne voulaient de la seconde formule.

En définitive, on en revient toujours au point de départ, à la ligne définie par le VIIe Congrès de l'Internationale de l'été 1935 qui appelait à la lutte contre l'agression des États fascistes : il faut exercer une pression « sur les gouvernements démocratiques bourgeois, afin que ces gouvernements poursuivent une politique ferme à l'égard des agresseurs ». Après Munich, le parti communiste essaiera en vain d'exercer une pression extérieure et directe ; jusqu'à Munich il croit possible d'agir au sein de la majorité, du « front » — ou même du gouvernement si l'on avait voulu d'eux. Mais n'ayant pu sauver le Front populaire, ils ne sauveront pas davantage la Tchécoslovaquie. Ils le tenteront quand même.

Cette double action, qui est définie au comité central de mai, est toujours liée dans les démarches et les discours communistes. Elle dure tout l'été 1938, plus exactement de

mai à septembre entre les deux crises tchèques et s'inscrit entre deux tentatives de mobiliser toute la gauche.

Le 25 mai, Jacques Duclos, flanqué de Renaud Jean, propose à la « délégation des gauches » d'adresser une motion de soutien au gouvernement de Prague « au nom de tous les partis du Front populaire ». Socialistes et radicaux s'y refusent étrangement avec des arguments identiques. Une motion de ce genre, disent-ils, serait interprétée à l'étranger comme une « manifestation de partis ». Sans doute craignent-ils en réalité que la cause tchèque prenne l'apparence d'une cause communiste. Sans doute aussi le parti socialiste est-il déjà profondément divisé entre « pacifistes » et « bellicistes ». Aux contradictions du Front populaire s'ajoutent celles de ses composantes. La résultante en est l'inaction.

Il reste la parole. Pendant tout l'été, les Chambres étant en sommeil, les communistes essaieront de maintenir en éveil l'opinion.

« Les Tchèques nous sont trois fois chers, déclare Thorez le 3 juin 1938 ; parce qu'ils furent longtemps un peuple opprimé... parce qu'ils sont en Europe centrale les derniers piliers de la démocratie... parce qu'ils sont, eux aussi, les associés du grand peuple soviétique... » Le 10 juillet, il propose « d'organiser contre le fascisme fauteur de guerre le « monde de la paix » : l'union des grandes nations démocratiques : l'Angleterre, la Tchécoslovaquie, l'Espagne, l'Union soviétique, et aussi les États-Unis, le Mexique et la Chine... » Le 22 août, l'échéance approchant, il s'en prend aux dirigeants français « qui s'emploient surtout à seconder les efforts du Cabinet Chamberlain, dont on peut dire qu'il souhaite une victoire de Franco et la capitulation de la Tchécoslovaquie devant les exigences hitlériennes ». Enfin le 10 septembre, il écrit dans *l'Humanité* : « Si Hitler a la certitude que son attaque contre la Tchécoslovaquie ne restera pas sans conséquence pour lui, il reculera et la paix sera sauvée. Mais si par malheur le Führer pouvait penser que rien ne bougera en Europe s'il se livre à une agression contre la Tchécoslovaquie, rien ne l'arrêterait dans la poursuite de ses plans guerriers. » L'analyse est bonne mais l'information est mauvaise. Car Hitler sait que rien ne bougera en Europe et Staline le sait aussi.

Commissaire du peuple aux affaires étrangères, M. Litvinov avait confié dès le 23 mars à l'ambassadeur américain Joseph Davies : « On peut craindre que la Tchécoslovaquie ne se plie volontairement aux exigences de l'Allemagne par manque de confiance en la France... D'ailleurs la France n'a aucune confiance dans l'Union soviétique qui n'a aucune confiance en la France » (10). De fait, aucun des gouvernements français qui se sont succédé depuis sa signature n'a donné vie et contenu au pacte franco-soviétique. Aucune conversation militaire n'est engagée même après l'Anschluss, même après la crise de mai, alors que les troupes allemandes se massent aux frontières tchèques, prêtes à occuper la région des Sudètes. « C'est en tenant la Russie à l'écart, écrira Paul Reynaud, que la France et l'Angleterre prépareront, à Munich, la mise au tombeau de la Tchécoslovaquie. »

Quant à Hitler, qui ne bluffe pas mais calcule, sa décision est prise depuis longtemps, depuis le 21 avril au moins quand, l'Autriche liquidée, il fait ouvrir par son état-major le dossier Tchécoslovaquie : « Elle sera effacée de la carte. C'est ma volonté formelle », dit-il le 23 mai à ses acolytes assemblés (11).

En fait, chacun sait à quoi s'en tenir, y compris le gouvernement français. Le terme est connu ; il lui manque seulement d'être fixé. Déjà s'amorce le renversement des alliances. Mais le parti communiste français ne semble pas s'en douter ; il n'y prépare pas en tout cas ceux qui le suivent et croit encore sauver la paix en faisant pression sur les gouvernements bourgeois. Il va se laisser surprendre par l'événement une première fois à l'automne par l'accord germano-anglo-français, une seconde fois l'année suivante par le pacte germano-soviétique. Dans les deux cas, il va être acculé à la défensive. Un déphasage s'établit entre l'Internationale — qui n'a d'ailleurs pas tenu de congrès depuis trois ans — et le parti qui en est encore à 1935. Plus simplement, comme toute diplomatie, celle de l'U.R.S.S. a ses secrets, même pour les sections de l'Internationale.

Ouverte sur le terrain par les manifestations nazies du 13 septembre 38 dans les Sudètes suivies de la visite de Chamberlain à Berchtesgaden le 15, la crise qui, en quinze jours, conduira à Munich va être jalonnée d'initiatives

communistes et ponctuée d'articles de plus en plus véhéments de Gabriel Péri dans *l'Humanité*.

Au lendemain de l'acceptation contrainte du « plan franco-britannique » par Prague le 21, le groupe communiste demande la convocation des Chambres. « Personne, déclare-t-il, ne comprendrait que M. Chamberlain puisse aller une deuxième fois prendre les ordres de M. Hitler sans que les groupes de la majorité du Front populaire aient pris position sur la défense de la Tchécoslovaquie dont l'intégrité est inséparable de la sécurité de la France et de la paix. »

De ce texte le groupe fait une motion qu'il dépose à la réunion de la délégation des gauches en même temps qu'une autre condamnant l'accord Chamberlain-Daladier du 18 sur l'amputation de la Tchécoslovaquie. Mais aux arguments et aux alarmes de Jacques Duclos et Renaud Jean, les socialistes opposent, par la voix de Vincent Auriol, qu'il vaut mieux attendre l'issue des négociations en cours avant de réunir le Parlement. Ils se désolidarisent certes « d'une action diplomatique... qui aboutira à aggraver les risques de guerre » mais ils se refusent à le faire en commun avec les communistes. Le seul et modeste succès que ceux-ci obtiennent est le vote d'une motion par le comité d'entente socialiste-communiste de la Seine. C'est un nouvel échec de l'unité d'action.

*L'Humanité* est alors le seul journal avec l'*Ordre* d'Émile Buré et l'*Époque* de H. de Kerillis à tirer chaque jour et de plus en plus fort la sonnette d'alarme. Le 22 : « Répétons le mot terrible de Winston Churchill. « Ils ont choisi le déshonneur et ils auront la guerre ». A moins que nous n'arrêtions avant les responsables de ces catastrophes infamantes ». Le 23 : « Nous avons besoin de nous laver de cette honte ». Le 24 : « La parole française ne sera plus crue tant qu'elle sera donnée par ceux qui l'ont outrageusement violée... Il faut renverser la vapeur, il faut déchirer de notre histoire l'affreuse page écrite par deux ministres coupables. » Et le 25, il réclame la démission de MM. Daladier et Bonnet « qui ont perdu la tête le 13 septembre et fait haïr la France après le 21 septembre ». Le 26, alors que les deux hommes sont à Londres pour discuter du nouveau mémorandum — ou ultimatum — de Hitler, il écrit : « Nous saurons demain si oui ou non,

les ministres français se sont dégagés de leur aventure dégradante, s'ils nous apportent le déshonneur qui implique l'engagement à la guerre ou la résistance qui sauvera la paix. »

Mais le parti ne peut tout de même être plus tchèque que la Tchécoslovaquie ; il se résigne à l'amputation des Sudètes mais se refuse au plébiscite dans d'autres territoires. Le 27, Gabriel Péri reprend le mot de Benès : « Pas plus loin. » Le parti se raccroche au communiqué du Foreign Office — que le Quai d'Orsay a voulu étouffer — « Si, en dépit de tous les efforts du premier ministre d'Angleterre, la Tchécoslovaquie était l'objet d'une attaque allemande, le résultat immédiat serait que la France se verrait obligée de venir à son aide et que la Grande-Bretagne et la Russie seraient certainement aux côtés de la France. » C'est la première fois depuis le début de la crise que l'on paraît songer à l'U.R.S.S. — dont l'ambassadeur français avait fini par se demander si, pour Paris et Londres, elle était encore en Europe !

Bref répit, courtes illusions et dernier espoir, le 29, alors que Daladier s'envole pour Munich où, avec Chamberlain, il va rencontrer Hitler et Mussolini. Pour Léon Blum : « La réunion de Munich, c'est une brassée de bois jetée dans le foyer sacré au moment où la flamme tombait et menaçait de s'éteindre. » Et Gabriel Péri, sans participer à l'allégresse générale de la presse, se fait lui-même plus espérant : « La réunion ne peut servir la paix que si elle est l'occasion d'une affirmation solennelle de solidarité des puissances pacifiques en face de ceux qui veulent « incendier le monde... ». Qu'en termes diplomatiques ces choses-là sont dites. Mais dans le même numéro de *l'Humanité* Marcel Cachin ne se laisse pas gagner par l'optimisme et tonne que « le parti est ulcéré du geste de Daladier, qu'il est blessé dans sa conscience honnête et claire de cet abaissement moral devant les plus cyniques fauteurs de guerre, devant les ennemis acharnés de la France et de la paix ».

Le 29 septembre, à la Führerhaus de Munich, Adolf Hitler, Neville Chamberlain, Édouard Daladier et Mussolini signent l'accord qui cède à l'Allemagne les « territoires des Allemands des Sudètes ». Ceux qu'on appellera plus tard les « munichois » crient « Victoire,

victoire » ; ils l'écrivent même comme Léon Bailby dans *Le Jour*. Les autres s'inquiètent prudemment de l'avenir ; les premières réactions communistes elles-mêmes sont faites d'interrogations inquiètes : « La France s'engage-t-elle dans la politique du pacte à quatre ? » Alors que la France est l'associée de l'U.R.S.S., va-t-elle régler le sort de la Tchécoslovaquie sans elle et sans la Tchécoslovaquie, uniquement avec l'Allemagne, l'Italie et l'Angleterre ? Gabriel Péri espère encore que Daladier dira « non ».

Ayant dit « oui », il va devenir l'homme à abattre ou tout au moins à chasser du pouvoir. Les réactions communistes vont aller crescendo.

Dès le 1er octobre, Thorez, Cachin et Duclos signent une adresse de sympathie au peuple et au parti communiste tchécoslovaque. « Ne croyez pas que le peuple français pacifique et généreux est du côté de la violence barbare qui s'abat sur votre pays » et le 4, le groupe communiste refuse de s'associer « à l'acte de brigandage accompli à Munich ».

Le même jour, la Chambre des députés approuve les accords en votant la confiance au gouvernement par 331 voix contre 78. Seuls votent contre, en dehors des communistes, un nationaliste, de Kérillis et un socialiste, Jean Bouhey.

En expliquant le vote de son groupe, Gabriel Péri fait deux prophéties dont l'une se vérifiera dans moins de six mois et une autre, mais cette fois contre son parti, un an plus tard :

« Ce pays mutilé et scindé, ne nous faites pas croire que vous en garantissez efficacement les frontières. Comment ! Vous avez été incapables de protéger une Tchécoslovaquie pourvue d'alliances, pourvue de moyens efficaces de défense ; vous seriez à plus forte raison incapables de protéger une Tchécoslovaquie amoindrie et démantelée. Enfin, messieurs, vous avez accompli quelque chose de plus grave à nos yeux ; vous avez tué cet élément essentiel de force pour une démocratie : la confiance des peuples. Vous venez de démontrer au monde qu'il était imprudent et dangereux d'être l'ami de la France. »

S'il est une voix, une plume, une figure qui domine à gauche pendant toute cette période, c'est bien celle de Gabriel Péri. Il avait en commun avec Vaillant-Couturier,

avec lequel il a fait si longtemps équipe, d'être d'origine bourgeoise et d'être venu comme lui par la guerre au socialisme puis au communisme. Sans doute ne l'avait-il pas faite comme son camarade de parti et de rédaction, mais il l'avait vécue tout jeune et, mieux encore, pensée. « Je me suis éveillé à la vie dans un monde en guerre, a-t-il noté dans l'autobiographie qu'il a écrite avant d'être fusillé à trente-neuf ans... Je cherchais une explication de la guerre... considérée non point seulement comme une source de souffrance mais comme un bouleversement dont je voulais découvrir le sens, l'interprétation. » Cela le conduit à dix-sept ans au parti socialiste puis aux jeunesses communistes après la scission de Tours. De ses origines corses et familiales, il avait hérité sa finesse d'esprit et de traits et « cette politesse exagérée qui était sa défense contre les gens » dont parle Louis Aragon. « Il y avait en lui quelque chose d'un prince, d'un prince méditerranéen. »

Secrétaire général des jeunesses communistes, il assiste aux réunions de l'Internationale (avec Doriot) et se trouve à la tête de la campagne contre l'occupation de la Ruhr. Arrêté une première fois en 1921, il l'est de nouveau en 1923 et une troisième fois en 1929. Il est emprisonné à la Santé avec Thorez, André Marty, Vaillant-Couturier. Il tranche sur les autres prisonniers par sa distinction. Trois ans après, il est député d'Argenteuil (après avoir tenté vainement d'être élu en 1924 contre Renaudel dans le Var). Chef de la rubrique étrangère de *l'Humanité*, il écrit presque chaque jour à partir de 1933. « J'ai tenu ma profession comme une manière de religion, dont la rédaction de mon article quotidien était chaque nuit le sacerdoce », écrit-il à l'approche de la mort. Lorsqu'il intervient au nom du groupe communiste à la tribune de la Chambre contre « le diktat de Munich », il ne peut s'empêcher d'évoquer 1923. « On se demandera demain avec stupeur comment une bourgeoisie qui a occupé la Ruhr à l'époque de l'Allemagne républicaine, abandonne à l'Allemagne de Hitler la Rhénanie, l'Autriche et la Tchécoslovaquie. » Il n'y voit pas de contradiction ; hier il s'agissait « de mater une jeune République où s'affirmait l'ascension de la classe ouvrière » ; aujourd'hui il s'agit de défendre un régime qui sert « de rempart solide contre les aspirations ouvrières ».

Mais les adversaires du parti, eux, voient une contradiction dans son attitude. Ils se demandent — et Gaston Bergery le dit à la Chambre — comment les communistes peuvent défendre avec tant d'ardeur ce que naguère ils ont condamné avec tant de vigueur : la guerre, la défense nationale, le traité de Versailles et même sa fille la Tchécoslovaquie (12). Sans doute se le demande-t-on aussi dans les rangs du parti. Thorez va s'employer à répondre dans les discours qui suivent Munich, notamment dans son rapport au comité central, le 21 novembre. « Vous avez changé, nous disent certains qui veulent, pour les besoins de leur mauvaise cause, mettre en doute la loyauté et la franchise de notre attitude présente, ou d'autres qui affectent ridiculement de défendre contre nous, fils spirituels de Marx et de Lénine, les principes du marxisme-léninisme. »

Oui le parti a changé. Mais la situation, elle aussi, a changé et la politique du parti s'y est adaptée. « Certains répètent maintenant, après les avoir condamnés quand ils étaient la vérité du moment, les mots d'ordre léninistes contre la défense nationale pendant la guerre impérialiste. Ils n'ont jamais rien compris à l'enseignement de Marx : la dialectique marxiste, a dit Lénine, exige l'analyse concrète de chaque situation historique particulière. »

L'analyse ne peut qu'être juste pour qui identifie l'intérêt de la patrie française et celle de la patrie socialiste et, à cet égard, le parti voit clair dans la nuit. Mais il n'aperçoit pas aussi nettement les effets intérieurs de la crise.

Munich n'est pas seulement un tournant de la politique européenne et même mondiale puisque, laissé délibérément en dehors de l'accord, Staline est déjà résolu à s'entendre s'il le faut avec l'Allemagne. L'événement, gros de désastres extérieurs, l'est aussi de retournements intérieurs. Munich, c'est aussi la fin irrémédiable du Front populaire, les communistes se coupant non seulement des radicaux mais aussi des socialistes ; c'est aussi le début d'un divorce et bientôt d'un affrontement entre les communistes et la nation. Leur destin multiplie dès lors les contradictions. C'est parce qu'il est considéré comme le parti de la guerre, depuis la crise de septembre, que le parti communiste va être de plus en plus honni mais c'est parce qu'il deviendra

un an plus tard le parti de la paix qu'il sera banni. Désormais sans influence sur la politique française, il est rejeté peu à peu dans le profond isolement d'où il avait émergé à partir de 1934. Paradoxalement, c'est la menace ou le mythe du fascisme intérieur qui l'en avait sorti et c'est la victoire, la réalité du fascisme international qui l'y refoule.

Dans Munich sont en germe et le pacte germano-soviétique et la dissolution du parti communiste.

De cela, le gouvernement français est conscient et de surcroît parfaitement informé. Dès le 4 octobre, M. Coulondre, ambassadeur à Moscou, a envoyé à Georges Bonnet un rapport prophétique qui annonce avec une logique et une précision extraordinaires le proche avenir — l'agitation communiste — et le plus lointain, l'accord Staline-Hitler.

Après avoir cité un mot de Potemkine, adjoint de Litvinov : « Nous comptons toujours sur les masses ouvrières pour mener le bon combat... et sur les conséquences inexorables de la crise économique », l'ambassadeur français écrit à son ministre : « Les Soviets ne veulent donc pas exclure de leurs calculs la possibilité d'un revirement politique en France et en Angleterre en faveur d'une politique d'intervention et ils entendent exercer dans ce sens leur influence sur le prolétariat... » Mais l'U.R.S.S. « ne se bornera pas à agir sur le plan de la Troisième internationale mais recherchera aussi sur le terrain de la politique intérieure une parade à la menace allemande... De la France, l'U.R.S.S. n'attend pour le moment plus rien... » Elle songe plus à « détourner le Reich de l'Ukraine en le menant en Pologne avec l'espoir qu'il y assouvirait sa soif d'espace ». Et l'ambassadeur y insiste : « J'ai lieu de penser que l'idée (d'un démembrement de la Pologne) occupe déjà l'esprit des dirigeants soviétiques ». Et M. Coulondre adresse encore cet avertissement à Georges Bonnet : « L'hypothèse d'une collusion secrète (entre l'Allemagne et l'U.R.S.S.) en vue du partage de la Pologne me paraît assez plausible pour que je croie devoir la signaler à l'attention de Votre Excellence et que notre diplomatie se prépare à y faire face » (13). C'était écrit le 4 octobre 1938.

Le gouvernement — et de son côté le parti commu-

niste — se prépare-t-il à faire face à un changement total de la situation intérieure et extérieure ?

Il est des morts qu'il faut tuer.

Les votes, les articles, les déclarations, les manifestations hostiles du parti communiste à l'égard d'un gouvernement doublement coupable d'avoir, au mois d'août, porté atteinte aux sacro-saintes quarante heures et d'avoir, en septembre, signé « la honteuse capitulation » de Munich, ne laissent aucun doute sur les chances de survie ou de résurrection du Front populaire. Mais, acquis au changement de majorité et de politique, les radicaux veulent dissiper les dernières équivoques. Le 12 octobre, leur comité exécutif déclare que « simultanément sur le terrain de l'opinion et au Parlement, le parti communiste s'est délibérément retiré de la formation politique dont il ne cesse de se réclamer ». La formule est habile et même un peu hypocrite. Mais elle vient en conclusion d'une motion qui, après avoir donné, par esprit de symétrie, un coup de plume à P.-E. Flandin, achève de donner le coup de grâce au Front populaire. Les communistes y sont accusés d'avoir non seulement gêné mais paralysé la tâche des négociateurs en tentant « de créer de l'agitation sociale et de dénaturer le sens de l'action gouvernementale » et en multipliant « les injures les plus grossières, les outrages et les mensonges ».

Les réactions des communistes et des socialistes sont immédiates et identiques. Jacques Duclos : « Le parti restera inébranlablement fidèle au Front populaire. » Léon Blum : « Le parti socialiste ne se laissera pas émouvoir... Il proclamera que le Front populaire vit toujours. » Et la réplique aux radicaux est également la même sur le fond : « La position prise vis-à-vis des accords de Munich, écrit le leader socialiste, ne saurait en aucun cas être retenue comme le signe de la fidélité ou de l'infidélité aux engagements du Front populaire. » « Nous allons demander, déclare le leader communiste, au Comité national du Rassemblement populaire, si l'approbation de la capitulation de Munich est devenue la condition *sine qua non* de l'appartenance au Front populaire. » Mais les radicaux demandent et obtiennent l'ajournement de la réunion de ce comité fantôme jusqu'au congrès radical.

Les communistes ne s'y trompent pas : la motion radi-

cale prépare la grande offensive que va lancer le Président du conseil lui-même, Edouard Daladier.

« Je ne permets la critique qu'à ceux qui n'auraient pas eu un sentiment d'apaisement à l'annonce de mon départ pour Munich », déclare-t-il à Marseille le 27 octobre dans un discours dont il a pesé chaque terme puisqu'il l'a rédigé avant son départ de Paris. Voilà pour les socialistes, qu'ils se taisent ; voici pour les communistes, qu'ils écoutent : « Certes un parti peut me dire qu'il a toujours été partisan de l'intransigeance, dût-elle conduire à la guerre, et qu'il a désapprouvé la négociation. C'est le parti communiste. »

Après lui avoir tenu à crime d'avoir non seulement « attaqué grossièrement Chamberlain » mais « d'avoir jeté l'anathème » sur Hitler et Mussolini, le chef du gouvernement dit encore : « Nous ne sommes pas dupes des réquisitoires des chefs communistes. Leur attitude a abouti à un sabotage de la fermeté gouvernementale. » Les rôles semblent renversés. Pour un peu les communistes s'entendraient reprocher d'avoir été partisans des accords par celui qui les a signés. Le paradoxe surprendrait si la démonstration ne suivait aussitôt : « Lorsqu'on veut que le gouvernement sauve la paix et l'honneur, on ne vient pas publiquement lui contester ses possibilités d'action, on ne vient pas affirmer contre la vérité que le pays est incapable de résistance, on ne vient pas mettre en cause les chefs de la défense nationale. »

Ainsi s'exprime, quatre ans après le 6 février, deux ans après les élections de 1936, l'homme et le chef d'un parti qui avait tant contribué à la formation et au succès du Front populaire et du parti communiste. Douze ans après, c'est en somme la reprise du fameux cri d'Albert Sarraut : « Le communisme, voilà l'ennemi ! »

A la tribune du congrès, Édouard Herriot qui, lui, n'a pourtant rien fait pour que naisse le Front populaire, se garde bien d'applaudir à sa mort et un seul orateur vient la regretter « profondément ». Les huées et la *Marseillaise* étouffent sa voix ; c'est Albert Bayet.

Les reactions des socialistes et des communistes sont de nouveau instantanées et semblables : « On a eu une rancunière harangue électorale », écrit *Le Populaire*, et

Georges Cogniot dans *l'Humanité* : « Il faudra trouver autre chose que des calomnies éculées pour tromper les démocrates et pour diviser le pays en rompant le Front populaire. »

La résolution finale du congrès radical n'en constate pas moins « que le parti communiste, par l'agitation qu'il entretient à travers le pays, par les difficultés qu'il a créées aux gouvernements qui se sont succédé depuis 1936, par son opposition agressive et injurieuse de ces derniers mois, a rompu la solidarité qui l'unissait aux autres partis du Rassemblement populaire ».

Si l'accusation est peu fondée pour le passé, le parti communiste va sans plus tarder s'ingénier à la justifier. L'occasion est offerte par les décrets-lois que, devenu ministre des Finances, Paul Reynaud fait sortir en série au *Journal Officiel* ; la raison de l'offensive communiste est évidemment la consigne donnée par l'Internationale d'exercer une pression sur le gouvernement pour l'amener à changer de politique à l'égard de l'Allemagne et donc, apparemment à l'époque, de l'U.R.S.S. Mais en appliquant mécaniquement le mot d'ordre, le parti va aller à l'échec et, faute plus grave, y entraîner le mouvement syndical.

La C.G.T. avait déjà été mise durement à l'épreuve au moment de Munich. Deux camps s'étaient affrontés au comité confédéral puis, en novembre, au congrès de Nantes. D'un côté les communistes de l'ancienne C.G.T.U. bien sûr, mais aussi de nombreux ex-confédérés avec Léon Jouhaux, Robert Lacoste, Neumeyer, hostiles à Munich, et de l'autre ceux qui pensaient avec Dumoulin et Delmas, leader du syndicat des instituteurs, que « tout accord, même le plus mauvais, valait mieux qu'une guerre ». L'unité n'avait été sauvegardée que grâce aux concessions faites par les communistes et au vote d'une résolution exprimant la crainte de « l'éventuelle conclusion d'un pacte à quatre condamné par l'opinion publique de tous les pays démocratiques ». En parlant de l'avenir, on se dispensait de trop parler du passé. Jouhaux n'avait pas fait appel en vain à l'esprit de conciliation de Frachon, Sémard et Racamond.

Le 21 novembre 1938, le comité central se réunit à Noisy-le-Sec : « Bas les pattes devant l'Espagne républicaine : A la porte les Munichois : A bas les décrets-lois de misère ! »

Les calicots dispenseraient de longs discours si l'on avait l'habitude d'être bref dans le parti. Mais tous les leaders parlent, dont André Marty revenu d'Espagne et Marcel Gitton. Thorez a choisi pour titre de son rapport « l'heure de l'action ». Le ton est plus grave qu'aux beaux jours du Front populaire et ses longs développements retrouvent le tour didactique qu'ils avaient au temps où il fallait convaincre le parti. Preuve que son attitude n'est pas encore comprise de tous ses adhérents. En conclusion, il trace dans ses grandes lignes « le programme d'un gouvernement soucieux de l'avenir et de la grandeur de la France ». Mais la condition première du redressement, « c'est le départ des hommes de Munich, des hommes du reniement et de la capitulation ».

Le 27, alors que les occupations d'usines commencent dans le Nord et à Paris, la commission administrative de la C.G.T. fixe au 30 la grève générale de protestation contre les décrets-lois. Le même jour, E. Daladier, qui a pris le goût et les accents de l'autorité, s'adresse au pays. « Le prétexte c'est de protester contre les décrets-lois, ce qu'on appelle la destruction des lois sociales. Soyons clairs et francs. Ces brusques occupations d'usines, ces grèves partielles, cette grève générale sont une tentative d'action brutale contre la politique de paix que poursuit le gouvernement. »

Le président du conseil a tort puisque la grève a été décidée à l'unanimité, « munichois compris ». Mais il a raison puisque les communistes visent et la politique sociale et la politique étrangère du gouvernement.

Le gouvernement ne fait pas que parler ; il agit, réquisitionne et réprime. La grève échoue, moins que ne le prétendent les ministres, plus que ne le soutiennent les communistes. Défaite pour le parti qui, si soucieux qu'il soit en théorie de « la liaison avec les masses », n'avait en fait guère préparé la grève ; défaite pour le mouvement syndical qui en sort, jusqu'à la guerre, démoralisé, désorienté.

Plus encore qu'après Munich, va se développer la campagne en vue de dissoudre la parti communiste. Au soir du 30 novembre, E. Daladier se promet lui-même de « réduire à la raison ceux dont les tentatives insensées condamnaient le pays à la ruine ». Journalistes et députés de droite l'y encouragent. Mais le voudrait-il que les

socialistes se mettraient en travers. Le parti radical gouverne avec la droite ; il ne tient pas cependant à se couper de la gauche.

L'échec du 30 novembre, qui a consolidé le prestige d'Édouard Daladier, a privé le parti communiste d'une double possibilité d'action ; il ne peut plus espérer ni renverser le gouvernement, ni mobiliser les masses. Ne pouvant plus agir, il va témoigner. Les événements extérieurs ne le desservent d'ailleurs pas. Si Munich avait été populaire — et cela explique en partie la défaite du 30 — la visite de Ribbentrop l'est beaucoup moins et la déclaration franco-allemande du 6 décembre l'est d'autant moins que les Italiens ont choisi le 30 novembre pour réclamer la Tunisie, la Corse, la Savoie et Djibouti.

« Je considère, déclare Maurice Thorez le 15 décembre à Nice, qu'il est humiliant pour notre pays que puisse être posée la question d'une défense éventuelle du sol français de Nice, de la Savoie, de la Corse contre les convoitises du Duce » et il ajoute naturellement « une telle humiliation est la conséquence du désastre national de Munich ».

Le voyage qu'il entreprend en janvier en Algérie est une occasion de définir la politique coloniale du P.C. C'est le domaine — avec celui de la défense nationale — où le recours à la dialectique marxiste est bien utile. N'exige-t-elle pas, selon Lénine, « l'analyse concrète de chaque situation historique particulière ». Déjà, le parti avait pris position contre toute cession à Hitler des colonies françaises ou même de territoires (ex-allemands) sous mandat français de la S.D.N. Et devant le comité central de novembre, son secrétaire général avait dit à ce propos : « N'est-ce pas en contradiction avec vos principes ? », interrogent de bons apôtres dont les « principes » semblent être : « Il ne faut jamais rien refuser à Hitler. Tranquillisez-vous... ». Et de démontrer que si en effet, selon la fameuse formule de Marx, « un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre », l'intérêt du mouvement ouvrier est de faire partout échec au fascisme hitlérien et de lui refuser de nouveaux moyens de puissance et de domination. Et de conclure que l'intérêt « non moins évident » des peuples colonisés est de rester unis « à un peuple chez lequel subsistent encore heureusement les notions de liberté et d'égalité des races ». En bref, la thèse,

c'est le droit — mais non l'obligation — de se séparer de la France ; l'hypothèse c'est le devoir, sinon l'obligation, de rester lié à la France plutôt que de l'être à l'Allemagne de Hitler ou à l'Italie de Mussolini.

Dans son discours d'Alger, le 11 février, il revient sur ce thème : « Oui, nous voulons une union libre entre les peuples de France et d'Algérie. L'union libre, cela signifie certes le droit au divorce mais pas l'obligation du divorce. J'ajoute même que dans les conditions historiques du moment, ce droit s'accompagne pour l'Algérie du devoir de s'unir plus étroitement encore à la Démocratie française. » Et il y insiste : « Nos frères musulmans savent bien que la victoire du fascisme n'amènerait nullement leur libération... Si déjà, chez Hitler, on se livre aux pogroms odieux contre les malheureux Juifs, qu'en serait-il pour vous demain, pour vous qu'Hitler place, dans sa hiérarchie des races, au quatorzième rang, un rang encore après les Israélites ? Qu'en serait-il si Mussolini s'installait en Tunisie... lui qui a semé la ruine et la mort dans les terres arabes de Libye ? »

Plus tard, ce discours d'Alger sera plus souvent cité pour une phrase qui y figure en effet après l'exposé de la doctrine et l'exhortation aux frères musulmans. « Il y a la nation algérienne qui se constitue historiquement et dont l'évolution peut être facilitée, aidée par l'effort de la République française... Il y a une Nation algérienne qui, elle aussi, est le mélange de vingt races. » Mais cette naissance — et non reconnaissance — de la nation algérienne est encore pour un avenir indéterminé. En 1939, pour Thorez, essayer de diviser et de dresser les unes contre les autres les différentes communautés algériennes, c'est bel et bien un crime à l'égard de la « patrie française ».

## II Du 15 mars au 23 août 1939

Ni les difficultés intérieures, ni les drames extérieurs ne feront sortir le parti communiste de l'isolement où l'a rejeté la rupture du Front populaire. Ni les unes ni les autres ne manquent pourtant pas. Repoussé dans l'opposition par la politique des décrets-lois, le parti socialiste

devrait logiquement se rapprocher de son voisin qui ne cesse de lui faire la cour. Mais, secoué par l'empoignade entre munichois et antimunichois, il refait son unité dans le refus des offres communistes.

Le 15 mars, l'Allemagne occupe et annexe la Tchécoslovaquie. Les communistes triomphent : c'est l'inexorable conséquence de Munich. Ils n'ont pas d'expression trop cinglante pour demander de nouveau le départ de Daladier et Bonnet qui sont « restés fidèles à l'esprit de Munich ».

« C'est le sort de la paix qui nous commande de jeter à la porte les César, les triplepattes et les faux Talleyrand qui resteront dans l'histoire les ministres de la défaite française et du déshonneur public », raille Gabriel Péri. Le lendemain, les deux hommes sont qualifiés de « têtes creuses » et de « pense-petit ». « Monsieur le président du conseil et vous, monsieur le ministre des Affaires étrangères, allez-vous-en pour que la France ait un peu de tenue », lance-t-il encore le 17.

Puis tout à coup, le ton change et tombe. Que s'est-il passé ?

Tout simplement que Neville Chamberlain a enfin découvert Adolf Hitler. « Ne s'agit-il pas, s'écrie-t-il, d'une nouvelle étape vers la domination du monde par la force ? ». Dès le lendemain, la Grande-Bretagne garantit son intégrité territoriale à la Roumanie.

« Un redressement s'opère dont nous voulons être le premier à nous réjouir », écrit Gabriel Péri.

Le 20 mars, le Foreign Office propose à la France, à l'U.R.S.S., et à la Pologne d'engager des conversations en vue de résister à toute action qui menacerait l'indépendance de l'un quelconque des États européens.

Le revirement anglais et le retour des Russes dans le jeu européen, c'est tout ce que demandent les communistes depuis l'Anschluss. Déjà à la veille de Munich, il avait suffi que le Foreign Office mentionne la Russie dans son fameux communiqué du 26 pour que le parti change pendant vingt-quatre heures d'attitude et de ton et fasse du bout de la plume confiance à E. Daladier.

Cette fois, il s'agit d'actes et non plus seulement de mots. Le parti refuse évidemment les pouvoirs spéciaux qu'à la faveur, si l'on peut dire, de l'événement le gouver-

nement demande « pour prendre les mesures nécessaires à la défense du pays » et cela jusqu'au 30 novembre 1939 ! Mais il a assez dit et écrit que Paris prenait ses ordres à Londres pour ne pas croire que Daladier va suivre Chamberlain dans la voie de la résistance à l'Allemagne. Il ne peut ignorer qu'au fond le chef du gouvernement n'a jamais été dupe de ce que, par faiblesse de caractère, il a laissé faire à Munich. Il peut donc changer à son égard puisque lui-même a changé.

Daladier n'est plus César ou triplepatte. Il n'est plus insulté ou ridiculisé ; il est écouté, apprécié, approuvé. « Pourquoi ne pas vous dire que son discours d'hier nous a semblé, sur plus d'un point, reprendre les thèmes qui nous sont chers ? Peut-être se décide-t-on à tirer la leçon des événements douloureux de ces dernières années et notamment des erreurs de la prétendue non-intervention et de la capitulation de Munich, déclare le 30 mars Thorez qui ajoute : « Nous sommes prêts en ce cas à soutenir tous les efforts qui tendent à l'organisation de la sécurité collective », c'est-à-dire à l'accord avec l'U.R.S.S. Mais le passé a instruit le parti ; il jugera le gouvernement aux actes.

Seulement, seulement, il faudrait un grand pas en arrière, revenir au pacte franco-soviétique, ou plutôt en avant, le compléter par une convention militaire et ce pas, le gouvernement français est trop divisé, trop irrésolu pour le franchir.

Georges Bonnet avait une politique, qui était de détourner l'expansion hitlérienne vers l'Est ; Paul Reynaud en avait une qui était de chercher à Moscou le moyen de la contenir à l'Ouest comme à l'Est. Daladier n'en avait pas, suivant le flux ou le reflux.

Car c'était encore une de ces époques où la frontière du monde passait en travers de la table du conseil des ministres. Le parti communiste, qui le sait, presse le gouvernement d'agir et de parler, de négocier, de conclure enfin...

Seulement, seulement s'il y a deux politiques à Paris, il y en a aussi deux à Moscou. Mais Staline, lui, a choisi d'en appliquer une avec l'Allemagne, tout en continuant à discuter de l'autre avec la France et la Grande-Bretagne ; il a toujours deux fers au feu.

Le 10 mars, avant, il est vrai, l'annexion de la Tchéco-

slovaquie, Staline avait publiquement manifesté, devant le XVIIIe Congrès du parti communiste de l'U.R.S.S., son intention d'assister en spectateur au conflit des puissances occidentales. « La deuxième guerre impérialiste mondiale est commencée pour un nouveau partage du monde. » Cette guerre, c'était celle de l'Allemagne, de l'Italie et du Japon contre l'Angleterre, la France et les États-Unis. La Russie n'y avait pas sa part, sinon que Staline ironisait sur la politique française et anglaise qui consistait selon lui à « détourner le danger allemand vers l'Ukraine ».

Si le revirement soudain — et encore partiel — de la diplomatie britannique constitue un fait nouveau pour les Soviétiques, il reste que depuis Munich ils n'ont pas plus confiance dans les Anglais et les Français que ceux-ci dans Moscou. Chacun soupçonne l'autre de jouer double jeu. Les négociations engagées en avril puis interrompues avec les Soviétiques en vue d'une alliance militaire seront reprises en juin, au moment où l'Allemagne offrira secrètement un pacte de non-agression à l'U.R.S.S. Le parti communiste français suit de près les négociations anglo-franco-soviétiques ; à chacune des étapes ou des impasses, il exhorte, presse, adjure le gouvernement français. Mais a-t-il connaissance des intentions puis des conversations parallèles ?

Fin mars, il se réjouit donc du discours « retentissant » du président du Conseil et de chacune des phrases dont il a « flagellé le fascisme »; il monte en épingle l'antienne : « J'ai dit et je maintiens que nous ne céderions ni un arpent de nos terres, ni un seul de nos droits. »

Mais en avril, il s'impatiente et se plaint que les actes des gouvernants ne soient pas encore conformes à leurs paroles. « Notre peuple doit exiger qu'on en finisse avec la lenteur, les hésitations, les incertitudes. »

En mai, il s'irrite que les Britanniques sollicitent de l'U.R.S.S. une garantie sans contrepartie et il presse le gouvernement français de traiter les Soviétiques sur un plan d'égalité absolue.

Le ton change puisque la situation change. En mai, Molotov remplace Litvinov, Coulondre prévient Paris d'un prochain rapprochement germano-soviétique. La Pologne juge impossible tout pacte avec l'U.R.S.S. C'est

le grand changement dont quelques signes seulement apparaissent au jour (14). Le parti communiste ne les décèle pas tous mais il se fie à sa boussole et continue de célébrer « la fermeté inébranlable de l'Union soviétique face aux agresseurs fascistes ».

En juin, l'U.R.S.S. accepte de reprendre les négociations avec la France et la Grande-Bretagne en même temps qu'elle reçoit des offres précises de l'Allemagne.

Juin, juillet... le ballet des militaires alterne avec celui des diplomates. Devant l'orage qui monte, les peuples retiennent leur souffle et laissent agir leurs gouvernements...

Le 21 août au soir, le monde stupéfait apprend que « le gouvernement du Reich et le gouvernement soviétique ont décidé de conclure entre eux un pacte de non-agression ».

*L'Humanité* paraît avec un grand portrait de Staline « champion de la paix et de l'indépendance des peuples », célèbre en caractères d'affiche ce « succès de la politique soviétique de fermeté » et proclame que « les pourparlers de Moscou servent la cause de la paix en Europe ».

Mais pas plus que le lendemain, l'organe du parti communiste ne publie le moindre éditorial de Maurice Thorez, le moindre article de Jacques Duclos, le moindre mot même de Gabriel Péri. Ce dernier restera trois jours dans son bureau, accablé, ne comprenant pas ou comprenant trop bien. Le parti est, lui aussi, frappé de stupeur. Mal préparé et mal informé ou en désaccord profond avec lui-même ? Les deux à la fois.

C'est donc à M. P.L. Darnar (15), commis aux embarras et rédacteur en chef adjoint, qu'il revient de commenter l'événement. Il approuve personnellement le pacte et il croit sincèrement qu'il peut servir la cause de la paix et la sécurité française.

« Si les plans munichois sont bouleversés par l'attitude de l'U.R.S.S., écrit-il, rien n'empêche par contre la France, comme l'Angleterre, de s'entendre avec Moscou pour assurer mieux la sécurité mutuelle et l'indépendance des peuples.

« L'avion pour Moscou part tous les matins vers huit heures, monsieur Daladier.

« La fermeté soviétique et ses résultats vous donnent un excellent exemple. *Signez le pacte !* Donnez à vos délégués

militaires des instructions pour aboutir et non pour lanterner.

« Allez-y ! Participez à dresser un appareil général de sécurité, de non-agression, de garantie pour les peuples.

« Par la fermeté, obligez les agresseurs ou les rêveurs d'agressions à vous respecter.

« Voilà la leçon de l'U.R.S.S.Voilà la leçon de Staline.

« La première République socialiste a toujours mené une politique de paix, exigeant le respect du moindre arpent de son sol, ne convoitant aucun arpent d'autrui, assistant les peuples qui défendent l'indépendance de leur patrie. Sous la conduite de Staline et des hommes du parti bolchevik, elle a toujours travaillé pour protéger les foyers des travailleurs du monde. Elle a été le rempart de la Paix et le demeure.

« Que l'unité internationale des travailleurs et des peuples appuie cette politique de paix et de fermeté qui vient de remporter un nouvel et éclatant succès, pour la sécurité commune des peuples d'Europe ? »

Cette perspective heureuse, Louis Aragon la complète dans *Ce soir* par une architecture savante :

« Le pacte tripartite (qui n'est pas un simple pacte de non-agression, mais bel et bien une alliance, et demeure la pièce maîtresse du Front de la paix) viendra compléter merveilleusement un pacte de non-agression germano-soviétique. Car le pacte tripartite n'a jamais été envisagé par les peuples de France, d'Angleterre et d'U.R.S.S. comme une arme de guerre, mais comme une arme de paix, comme une arme contre l'agression, contre le reniement de leur signature par les spécialistes de l'agression. »

Cet optimisme, qui ne va pas tarder à être cruellement démenti, n'est pas de commande puisque sous le coup de l'événement. Léon Blum lui-même ne désespère pas de l'avenir et de la paix : « J'irai même jusqu'à avancer m'exposant à ce qu'on raille une fois de plus ma manie d'optimisme, qu'un espoir nouveau de paix apparaît. Car enfin, le pacte germano-soviétique apporte une reponse plausible à la question que se posaient anxieusement les hommes d'État : Comment Hitler peut-il s'arrêter ? Après l'arrangement avec les Soviets, il peut s'arrêter glorieusement, en se parant devant son peuple du plus cynique, mais du plus surprenant des triomphes. Il peut accepter

glorieusement les conversations amiables, égales et paisibles, auxquelles il s'était toujours refusé. Chimère, me dira-t-on. Mais que l'on poursuive cette chimère ou que l'on se borne à la stricte réalité, la conclusion reste la même : l'union et la calme détermination des grandes démocraties occidentales peuvent seules préserver la paix. »

Le même jour, le 23, le pacte germano-soviétique est signé à Moscou par Ribbentrop et Molotov.

*L'Humanité* continue d'écrire le 24 en caractères énormes que l'Union soviétique est « à la tête de la défense de la paix » et P.L. Darnar situe calmement le pacte dans le système de sécurité collective en Europe. « Le nouvel acte qui s'y inscrit ne contrarie en rien ceux qui ont été souscrits ». Le thème est bien tracé ; il sera développé les jours suivants dans la presse clandestine (16), laissera aux leaders du parti le temps de réfléchir et de s'informer. « Il dépend de la France et de l'Angleterre, écrit encore Darnar, de renforcer de leur adhésion une politique énergique et intelligente, conforme à la cause de la paix. Il suffit de conclure l'alliance franco-anglo-soviétique. Il suffit d'envoyer aux délégations militaires des instructions pour aboutir ».

« Il suffit... » C'est compter sans Staline et sans Hitler. Ni l'un ni l'autre n'ont conclu le pacte dans cet esprit. L'un et l'autre ont voulu simplement gagner du temps avant de s'affronter (17)...

Le 25, le journal communiste reprend le même refrain : « Répétons-le : la France, l'Angleterre peuvent et doivent non pas rappeler leurs missions militaires mais participer au contraire à établir un vaste système de sécurité où le pacte soviéto-allemand peut s'inscrire à côté d'autres actes... » Mais personne ne lira l'article. *L'Humanité* est saisie puis suspendue et ne paraîtra plus... jusqu'en 1944.

Le même jour, le parti communiste publie une longue déclaration qu'il s'efforcera de diffuser par tracts : « ... Hitler, en reconnaissant la puissance du pays du socialisme, accuse du même coup sa propre faiblesse, y lit-on notamment. Ce succès que l'Union soviétique vient de remporter, nous le saluons car il sert la cause de la paix... »

Et encore : « La volte-face du fascisme hitlérien fait

éclater le triomphe de la force de l'U.R.S.S. ». Et enfin : « Tous savent qu'un tel pacte... ne privera aucun peuple de sa liberté, qu'il ne livrera aucun arpent de terre d'une nation quelconque, ni aucune colonie ! » Les distributeurs de tracts sont arrêtés comme les colleurs d'affiches.

Ce même 25 août, le groupe communiste fait sienne et publie sous forme de communiqué la déclaration que Thorez a faite devant lui : « Nous nous trouvons de nouveau, un an après Munich, en présence d'une situation où les peuples peuvent être entraînés, d'un moment à l'autre, dans la guerre.

« Le fascisme hitlérien, toujours avide de nouvelles conquêtes, est une menace constante pour la sécurité des peuples.

« Que peut-on faire pour empêcher toute nouvelle agression ?

« L'union soviétique, fidèle à sa politique de paix, a entrepris une politique de dislocation du bloc des agresseurs qui s'étaient unis sur la base du pacte antikomintern

« Le pacte germano-soviétique, comme le signalait encore ce matin *Le Petit Parisien* « remplit de stupeur les Japonais, les Espagnols et les Hongrois. »

« En agissant ainsi, l'U.R.S.S. a mis en échec le plan de Munich.

« Mais si Hitler, malgré tout, déclenche la guerre, alors qu'il sache bien qu'il trouvera devant lui le peuple de France uni, les communistes au premier rang, pour défendre la sécurité du pays, la liberté et l'indépendance des peuples.

« C'est pourquoi notre parti communiste approuve les mesures qui ont été prises par le gouvernement pour garantir nos frontières et apporter le cas échéant l'aide nécessaire à la nation qui pourrait être agressée et à laquelle nous sommes liés par un traité d'alliance.

« C'est parce que nous avons le souci de la paix et de la sécurité française que nous souhaitons la conclusion de l'alliance franco-anglo-soviétique qui reste parfaitement possible et nécessaire. »

« Une telle alliance compléterait et préciserait utilement le pacte franco-soviétique d'assistance mutuelle toujours en vigueur.

« Les communistes, en ces graves circonstances, appellent

à l'union de tous les Français grâce à laquelle les fauteurs de guerre fascistes seront contraints de reculer ».

« Si Hitler, malgré tout... » En prenant cette position française, Maurice Thorez est mal informé des intentions de Moscou, ou bien il va à l'encontre de la politique de Staline, ou, étant alors au plus mal avec son délégué, en France, il est, momentanément en conflit, ou tout au moins en discussion avec l'Internationale.

Le même jour, Gabriel Péri, Florimond Bonte et Félix Brun interviennent au nom du groupe communiste à la commission des Affaires étrangères de la Chambre ; ils y reprennent les thèmes de la déclaration de leur parti : le pacte ne peut gêner la négociation avec l'Angleterre et la France ; il porte un coup au pacte antikomintern. Enfin — et le communiqué de la commission le mentionne noir sur blanc — les trois commissaires affirment que les communistes « collaboreront sans aucune réticence à la défense nationale ».

Malgré ces bonnes paroles, c'est la dernière fois que les communistes interviendront à la commission ; ils en sont exclus. « Votre parti c'est le parti de l'ennemi, c'est l'instrument de l'ennemi !... Nous ne devons pas, nous ne pouvons pas sans trahir discuter ici en ce moment, avant que nos collègues communistes aient brisé leur servitude », s'était écrié, dès le début de la réunion, un député radical, Gaston Riou (élu en 1936 contre une coalition socialo-communiste dans l'Ardèche).

Comment atteindre l'opinion ou tout au moins les militants puisque le parti est privé de journal et interdit de séjour à la Chambre ! Il tente de faire paraître *l'Humanité* sous un format réduit. Le numéro est saisi et ses vendeurs arrêtés. Une rubrique nouvelle apparaît dans les journaux : « Répression des menées communistes ». Elle devient vite quotidienne. Le 30 août, le procureur de la République ouvrira une information générale contre le parti.

Mais les attaques contre le parti ne viennent pas seulement du gouvernement. Le premier moment de stupeur passé, elles convergent de gauche et de droite.

Jacques Doriot se distingue évidemment. Mais les socialistes eux-mêmes s'empourprent. « Et vous, camarades communistes, tolérez-vous que les plis de notre

glorieux drapeau rouge se mélangent avec l'infâme emblème à croix gammée » ! Obligez vos dirigeants à se désolidariser d'avec cette défection honteuse. Répudiez solennellement la trahison du gouvernement de Staline » (18). Un député socialiste de l'Ain, Aimé Quinson, postier de son état, envoie une lettre à Daladier pour l'exhorter à dissoudre le parti communiste. Il faut sans délai convoquer les Chambres pour « nous permettre de jeter hors de notre assemblée les traîtres à la nation et à la classe ouvrière ». Même demande, publique celle-là, le 28, de M. Eugène Frot, le ministre de l'Intérieur du 6 février. Et voici que la C.G.T. elle-même condamne le pacte Hitler-Staline. Sa commission administrative vote par 18 voix contre 8 (celles des ex-unitaires) et 2 abstentions une motion qui condamne la diplomatie secrète et déclare que le pacte « porte atteinte à la politique du front de la paix ».

Nombre de députés ne sont pas plus convaincus que bien des militants. Fin août, deux d'entre eux — ce n'est qu'une avant-garde — donnent leur démission du parti : Saussot (19) et Loubradou, élus en 1936 en Dordogne. Mais, à l'opposé, un autre parlementaire, Cyprien Quinet, député de Carvin, qui mourra en déportation et deux futurs députés, René Camphin et Auguste Lecœur, sont arrêtés dans le Pas-de-Calais.

Ces démissions et ces arrestations sont bien l'image d'un parti déchiré.

Après les adversaires, les « camarades » socialistes, les syndicalistes, ce sont les intellectuels antifascistes qui « expriment leur stupéfaction devant la volte-face qui a rapproché les dirigeants de l'Union soviétique des dirigeants nazis ». Le manifeste n'est pas seulement signé d'Albert Bayet et de Victor Basch. Il l'est aussi de noms chers au parti : Langevin, Cotton, Irène et Frédéric Joliot-Curie !

Les militants ne sont pas moins désemparés que les intellectuels. Secrétaire de la fédération du Pas-de-Calais, Auguste Lecœur veut consciencieusement organiser des « réunions d'information ». Mais les vieux militants chevronnés, les élus locaux, sont introuvables. Le soir, il se rend à Nœux-les-Mines :

« Mais à peine avais-je ouvert la bouche que je fus

accueilli par une bordée d'injures. Je tins tête, parlai, mais personne ne m'entendit et plusieurs membres du parti vinrent devant la tribune déchirer ostensiblement leurs cartes d'adhérents. Certes, il s'agissait d'un geste concerté, mais qui reflétait bien l'état d'esprit du moment. A Auchel, vivait un vieux militant, porte-drapeau du parti dans la région, nommé Dubus, qui était l'oncle de Maurice Thorez. Il tenait un café où avaient lieu les réunions du parti et des organisations similaires. Dans la salle, une grande photo de notre secrétaire général attirait les regards. Dubus l'avait laissée, mais il avait dessiné des croix gammées à la place des yeux et en dessous calligraphié une injure (20) ».

« Uni et inattaquable », selon Thorez, au moment de Munich, le parti est divisé et attaqué, du dehors et du dedans, au lendemain de ce qu'il ne veut pas considérer comme un nouveau Munich. Désemparé, il l'est quant à l'analyse et quant à l'attitude. La guerre menace. Mais de quelle guerre s'agit-il ? Au comité central de mai, il avait pris soin de distinguer la guerre contre le fascisme international et la guerre impérialiste, la première supposant l'alliance avec l'U.R.S.S. et la seconde — déjà commencée disait Staline dès avant le coup de Prague — n'opposant que les deux groupes impérialistes — les démocraties et les dictatures — et ne concernant donc pas l'U.R.S.S. « Dans cette guerre impérialiste, ne comptez pas sur nous, ou plutôt sachez que les communistes la combattront de toutes leurs forces », écrivait *l'Humanité* du 21 mai. C'était un avertissement ; le parti prenait date.

« Si Hitler, malgré tout... » Le 1er septembre, l'Allemagne envahit la Pologne. La France est en guerre contre le Reich. Le 2 septembre, Édouard Daladier prononce un discours d'un ardent patriotisme et d'une totale fermeté devant la Chambre ; les communistes l'applaudissent. Il demande des crédits militaires supplémentaires ; les communistes les votent. « M. Cogniot, note le communiqué de la commission des finances, a fait savoir que le groupe communiste voterait les crédits militaires dans le même esprit qu'il a applaudi le discours du président du conseil et en souhaitant l'union de toute la nation, y compris ses forces vives et loyales ainsi que le rétablissement d'un régime égal pour toute la presse ». Le 3 septembre, Maurice

Thorez rejoint son unité de mobilisation, la compagnie — la 321/4 — de sapeurs de navigation, du 6e régiment de génie, cantonnée à Chauny, dans l'Aisne. De nombreux dirigeants communistes, députés ou non, revêtent l'uniforme.

Les communistes mettent alors leurs actes en accord avec leurs paroles. C'est donc que pour eux le conflit qui commence n'est pas une guerre impérialiste mais une guerre contre le fascisme international. Ils ne trompent pourtant personne et se trompent eux-mêmes. Lorsque, faute de pouvoir écrire dans *l'Humanité* interdite, Marcel Cachin avait exposé les bonnes dispositions du parti dans une lettre envoyée à Léon Blum et publiée dans *Le Populaire*, *Le Temps* lui avait assené cette conclusion : « Donc lorsque les communistes s'engagent à défendre la sécurité de la France, ils obéissent comme auparavant au gouvernement de Moscou. Donc leur engagement cache quelque ruse de guerre révolutionnaire, que les communistes le sachent ou l'ignorent. »

En fait, les dirigeants communistes — dont certains rêvent alors, tout en approuvant le pacte, de se dégager de l'emprise de Moscou — ignoraient encore qu'aux yeux du gouvernement soviétique la guerre avait bel et bien revêtu « un caractère impérialiste des deux côtés ». Donc le parti n'avait pas, en tant que section française de la IIIe Internationale, à se dire « prêt à se placer au premier rang pour défendre la sécurité du pays », comme l'avait juré Maurice Thorez, ni à voter les crédits militaires, ni à applaudir E. Daladier. Ayant vu clair la nuit au moment de Munich, il est, aux yeux de Moscou, aveugle en plein jour depuis la signature du pacte Hitler-Staline.

En fait, il est en contradiction, en opposition totale avec l'Internationale. La condamnation viendra plus tard, à l'automne. Elle sera brutale (21). Le parti communiste sera accusé de ne pas avoir compris « à temps la signification communiste des changements qui se précipitaient à la fin du mois d'août ». Il n'a pas compris que la guerre avait pris alors un caractère impérialiste ; il a donc eu tort de voter les crédits militaires, tort de ne pas profiter « de l'unique séance de la Chambre pour protester contre la politique de réaction et de guerre de Daladier », tort de

parler de sécurité collective et d'assistance mutuelle. Bref, le parti a eu tort de prendre une attitude purement nationale et non pas internationaliste.

Mais le 17 septembre l'armée rouge franchit les frontières orientales de la Pologne. Le lendemain le comité central du parti salue la libération de l'Ukraine et de la Biélorussie. Oubliant qu'il a applaudi E. Daladier au lendemain de l'invasion de la Pologne par l'Allemagne et voté les crédits militaires, le comité central proteste contre le fait que la France soit entrée en guerre sans l'accord du Parlement. Enfin il réclame la convocation des Chambres afin d'examiner les propositions de paix de l'Union soviétique.

Cette fois, au prix d'un nouveau et brutal virage, le parti s'est placé instantanément dans la ligne droite de l'Internationale. Il ne paraît pas avoir été surpris par l'événement comme il l'avait été le 21 août. L'Internationale a prévenu cette fois à temps sa section française et son représentant en France, un Tchèque que l'on connaît sous le nom de Clément, a sérieusement travaillé le parti et discuté âprement avec ses dirigeants depuis le pacte Hitler-Staline. L'événement parle au demeurant de lui-même.

Cette fois aussi, les réactions sont immédiates et unanimes. Parmi les premières, celle de la commission administrative de la C.G.T. : « La collaboration n'est plus possible avec ceux qui n'ont pas voulu ou pas pu condamner une telle attitude de reniement des principes de solidarité humaine qui sont l'honneur de notre mouvement ouvrier. » Un troisième député donne sa démission du parti : E. Jules Fourrier, peintre en bâtiments, élu dans le XV^e^ arrondissement en 1936. Ce ne sera pas le dernier.

Comment l'opinion même ouvrière pourrait-elle réagir autrement alors que, depuis des années, l'extrême-gauche l'a dressée contre Hitler, alors que depuis des mois elle exhorte le gouvernement à ne pas conclure un nouveau Munich sur le corps de la Pologne, alors que depuis quinze jours les communistes ont eux-mêmes approuvé et cautionné la mobilisation contre l'Allemagne. Même si les mobiles réels de l'offensive de l'armée soviétique lui sont peu clairs et dissimulés par la presse, l'opinion la moins anti-communiste ne peut que croire et crier à la trahison.

*L'Œuvre*, qui était le seul journal avec *Le Populaire* à avoir protesté le 26 août contre l'interdiction de *l'Humanité* et de *Ce soir*, demande : « Est-il admissible qu'un parti politique français continue à se solidariser avec Staline et sa politique ? »

Réuni le 26 septembre, le conseil des ministres adopte à l'unanimité un décret-loi qui dissout « de plein droit le parti communiste, toutes associations, toutes organisations ou tous groupements de fait qui s'y rattachent et tous ceux qui, affiliés ou non à ce parti, se conforment dans l'exercice de leur activité à des mots d'ordre relevant de la IIIe Internationale ».

Un seul homme, en dehors des communistes, tient la dissolution « pour une faute », tout en ayant le sentiment que la majorité de son parti la trouvera « naturelle et légitime ». C'est Léon Blum. Il y voit une atteinte aux principes mais aussi une maladresse : « La décomposition du parti communiste ne sera pas précipitée mais enrayée. » Sa défense est nuancée, noble mais intéressée.

Le parti communiste ne s'encombre plus, à cette heure, de subtilités ; il publie pour l'histoire une protestation véhémente qu'aucun journal ne peut évidemment reproduire :

« Au nom de l'idéal de liberté et de dignité humaine inscrit sur le drapeau de notre pays, nous élevons une énergique protestation contre une décision contraire à l'esprit républicain, aux usages de la démocratie française et à la Déclaration des Droits de l'Homme de la grande Révolution de 1789, dont nous avons célébré le 14 juillet dernier le cent cinquantième anniversaire.

« C'est la première fois qu'une mesure aussi arbitraire, en opposition flagrante avec la clémence manifestée envers les hommes du 6 février, les membres du Comité France-Allemagne et les agents d'Abetz, est prise contre un parti bénéficiant de l'estime et de la confiance d'une importante partie de la classe ouvrière et du peuple français.

« La dissolution du Parti communiste français ne manquera pas d'être exploitée par tous les ennemis de la démocratie pour tenter de maintenir dans la servitude les peuples soumis à l'esclavage du fascisme et pour arrêter la marche du progrès social.

« En notre qualité de députés français, nous tenons

à faire connaître notre sentiment d'indignation qui, nous en avons la conviction, est partagé par la population de notre pays. »

Le parti n'a plus d'existence légale. Un nouveau chapitre de son histoire commence.

## NOTES

(1) Paul Reynaud (*Mémoires*, Tome 2).

(2) F. Goguel, *La politique des partis sous la III[e] République* (Le Seuil).

(3) Henri Noguères, *Munich ou la drôle de paix* (R. Laffont).

(4) Cf. D. Guérin. *Front Populaire, op. cit.*

(5) F. Goguel, *op. cit.*

(6) Cf. page 166.

(7) J. Chastenet, *op. cit.*

(8) F. Goguel, *op. cit.*

(9) Éditions Veridad, 7 avenue Docteur-Gley, Paris.

(10) Noguères, *op. cit.*

(11) Cité par Shirer, dans le *Troisième Reich*, Stock : « J'ai pris la décision irrévocable d'écraser la Tchécoslovaquie par une action militaire dans un avenir proche », écrit Hitler dans sa directive du 30 mai. « Le 1[er] octobre au plus tard », précise le maréchal Keitel.

(12) M. Gaston Bergery cite dans son intervention cette déclaration faite par Gabriel Péri à la tribune de la Chambre le 14 novembre 1933 : « Notre sympathie va tout entière aux masses laborieuses de Tchécoslovaquie, aux minorités nationales, slovaque, allemande, juive, hongroise, opprimées par le pouvoir central de Prague. »

G. Péri lui avait comme à l'avance répondu dans son discours du 4 octobre 1938 : « Munich, nous dit-on, c'est une sorte de liquidation du traité de Versailles. Et pourquoi ceux-là s'en plaindraient-ils qui ont dénoncé les injustices de ce traité.

« Mais c'est la faute inexpiable des classes dirigeantes de ce pays de ne pas avoir su procéder aux corrections, aux réparations, aux rectifications équitables quand elles pouvaient servir la cause de la démocratie ou des forces de paix et de procéder à la politique du lâcher-tout en 1938, alors que chaque entorse au traité marque une étape dans l'exécution des desseins belliqueux du fascisme international. »

(13) Robert Coulondre, *De Staline à Hitler* (Hachette), pp. 166-67.

(14) C'est aussi en mai, le 24, que Hitler annonce aux chefs militaires sa résolution d'attaquer la Pologne « dès que l'occasion s'en présentera » et cette occasion c'est Dantzig.

(15) Arrêté en décembre 1939, puis interné à l'Ile d'Yeu, M. P.L. Darnar s'est trouvé en désaccord avec ses camarades communistes à partir du printemps 1940. Condamnant les campagnes défaitistes du parti, il n'a pas voulu cependant s'en désolidariser publiquement au moment où la répression frappait dirigeants et militants. Gravement malade, il est libéré en 1942. Entré dans un réseau de Résistance, il ne devait plus reprendre sa carte de membre du parti.

(16) Gabriel Péri, Moussinac et Darnar tenteront, pour s'exprimer, d'utiliser l'hebdomadaire *Regards.* Mais il sera bientôt saisi.

(17) *Histoire du Parti communiste de l'Union soviétique* (Éditions en langue étrangère, Moscou) p. 548 : « Quant à l'Union soviétique, elle gagnait du temps pour se préparer à la défense... On pouvait et on devait épargner au premier pays socialiste une guerre dans des conditions aussi défavorables pour lui... »

(18) Appel adopté à l'unanimité par la Commission exécutive de la Fédération socialiste de la Seine.

(19) Saussot avait demandé à la réunion du groupe du 25 qu'une démarche soit faite à l'ambassade soviétique afin d'obtenir des éclaircissements sur le pacte. Parce qu'il est du département de Georges Bonnet, il est soupçonné d'avoir agi sur l'ordre du ministre pour compromettre le parti.

(20) A. Lecœur, le Partisan (Flammarion).

(21) Voir le second tome (à paraître) de cette histoire.

## 6.

# Les communistes et les intellectuels antifascistes

En 1932, les intellectuels communistes restaient peu nombreux : plus connus jusqu'alors par leurs démêlés avec le Parti que pour les services qu'ils lui avaient rendus, ils se heurtaient à l'indifférence des militants, à la réserve des dirigeants. Mais alors qu'ils s'intégraient à peine, ils vont maintenant avoir une place d'honneur. L'antifascisme les y installe, le Front populaire les y consolide. L'un et l'autre leur permettent de favoriser l'unité d'action en créant un courant de solidarité et, tout en participant à des mouvements extérieurs au Parti, de s'y rassembler plus nombreux.

Un Congrès antifasciste européen se réunit à Paris, Salle Pleyel, le 4 juin 1933, sous la présidence de Barbusse (1). Il décide de fusionner avec le Comité de lutte contre la guerre : le 15 juin, le Comité de lutte contre la Guerre et le Fascisme voit le jour : il sera plus connu sous le nom de Comité d'Amsterdam-Pleyel.

Mais les intellectuels participent aussi à un mouvement qui vient de naître et qui leur est propre : l'Association des Écrivains et des Artistes Révolutionnaires. Elle inaugure une nouvelle politique : rassembler dans une organisation très proche du Parti, mais autonome, tous ceux qui veulent lutter aux côtés du prolétariat contre le fascisme, et pour l'avènement d'une culture socialiste. Pourvu qu'ils soient persuadés de la nécessité de la lutte des classes et prêts à défendre l'U.R.S.S., leur appartenance au Parti n'est pas exigée. L'atmosphère est libérale,

la tolérance recommandée. Les intellectuels communistes, jusqu'alors isolés dans leur propre parti, vont pouvoir faire route commune avec les sympathisants. Vaillant-Couturier ira jusqu'à dire : « nous ne demandons à personne un billet de confession marxiste. Ce serait absurde. Les hommes sont en marche, ils viennent vers nous, nous allons vers eux. Et n'auraient-ils même qu'une vague sympathie pour l'U.R.S.S. et qu'une horreur sentimentale de la guerre que ce serait déjà assez pour que nous leur tendions fraternellement la main. Avec nous, nous sommes certains qu'ils iront plus loin » (2). C'est presque un retournement.

La fondation de l'A.E.A.R., le 13 décembre 1932, et les conditions dans lesquelles elle a lieu marquent en effet un tournant. La conférence des Écrivains révolutionnaires qui s'était tenue à Kharkov en 1930 avait été sévère pour les communistes français. Le remplacement, à Moscou, en Avril 1931, de l'Association des Écrivains prolétariens, qui n'acceptait qu'une littérature de parti fermée à toute influence, par une association des Écrivains et Artistes soviétiques, n'imposant qu'une direction commune, la construction du socialisme, ouvre une voie plus libérale. Les Français s'y engagent aussitôt. Une circulaire signée par Vaillant-Couturier, Barbusse, Léon Moussinac, Francis Jourdain et Charles Vildrac est envoyée aux sympathisants. Les adhésions sont nombreuses : Romain Rolland, André Breton, Paul Éluard côtoient Paul Nizan et Aragon. En 1934, les adhésions de Giono et Victor Margueritte, jusqu'alors considérés comme des écrivains « bourgeois », font un certain bruit.

Ce sont cependant deux écrivains indépendants du Parti, mais proches du Communisme, qui vont illustrer l'Association : André Malraux et André Gide.

Malraux appartient déjà au Comité Amsterdam-Pleyel. Il devient le Symbole de l'antifascisme militant, le porte-drapeau idéal. Les communistes, réticents à l'égard de ses premiers romans, accueillent mieux la *Condition humaine*, qui obtient le Goncourt en 1933, et surtout *l'Espoir*. Ses romans l'ont déjà rendu célèbre. Sa participation à la révolution chinoise a intrigué. Son engagement aux côtés des républicains espagnols va en faire un personnage de légende : il est plus révolutionnaire que marxiste,

plus métaphysicien que doctrinaire, mais sa gloire et son activité lui tiennent lieu d'orthodoxie.

Gide semble moins proche : il refuse d'adhérer, malgré l'insistance de Barbusse. Il s'en explique : « non, mes chers camarades, le plus clair résultat d'un pareil engagement serait tout aussitôt de me retenir de plus rien écrire... je crois que mon concours (et dans mon cas précisément) peut être de plus réel profit à votre (à notre) cause si je l'apporte librement et si l'on me sait *non* enrôlé ». Mais les déclarations en faveur de l'U.R.S.S. qu'il a publiées ont fait tant de bruit, et son prestige est si grand qu'on ne lui tient pas rigueur de son refus. Son communisme peut apparaître sentimental : l'espoir sincère qu'il met en la civilisation nouvelle édifiée en Russie, la haine qu'il porte à la société occidentale, le désir de justice et de vérité qui l'animent semblent suffire. Il préside avec Malraux les manifestations de l'A.E.A.R.

Dès sa fondation, l'Association fait preuve d'une grande activité. Elle organise, en mars 1933, une réunion pour protester contre la suppression des libertés en Allemagne. Elle lance, en juillet, une revue, qui porte le titre symbolique de *Commune*. Henri Barbusse, André Gide, Romain Rolland et Paul Vaillant-Couturier constituent le Comité Directeur ; Aragon et Paul Nizan assurent le secrétariat de rédaction. Mais l'A.E.A.R. s'illustre surtout en défendant le leader communiste allemand Thaelmann, emprisonné sans avoir été condamné et Dimitrov, acquitté mais toujours détenu. Un comité Thaelmann et un Comité Dimitrov sont formés ; Gide et Malraux en acceptent la présidence. Le 4 janvier 1934, ils sont à Berlin, pour y rencontrer Gœbbels, et obtenir la libération de Dimitrov ; ils ne le voient pas, rentrent à Paris, président un meeting de protestation le 31 janvier ; en mai ils président un autre meeting en faveur de Thaelmann cette fois, et les 21 et 22 juillet assistent aux journées internationales organisées pour le Chef du Parti Communiste allemand (3).

### *Le Comité de vigilance*

Mais le 6 février précipite la formation d'un rassemblement : les intellectuels communistes cessent d'être,

dans la voie de l'unité et de l'antifascisme, les éclaireurs d'un Parti isolé. Ils prennent part désormais à une union plus vaste, qui devient le Front Populaire. Leur activité s'en ressent ; ils gagnent en audience ce qu'ils perdent en originalité.

Le 5 mars 1934, un « Appel aux travailleurs » annonce la formation d'un Comité de vigilance des Intellectuels antifascistes qui se déclare prêt à se tenir « à la disposition des organisations ouvrières ». La présence à la Présidence de Paul Rivet, favorable aux socialistes, et à la vice-présidence d'Alain et de Langevin, proches, le premier des radicaux et le second des communistes, symbolise l'unité espérée. En cinq jours plus de 1.200 signatures sont recueillies ; beaucoup de membres de l'A.E.A.R. ont envoyé leur adhésion.

*Commune* ne les désapprouve pas, mais pose au Comité la question : « pensez-vous borner votre lutte contre le fascisme à la Défense de la République et des ministres radicaux ? » (4) et l'avertit : « si, intellectuels, vous bornant à de simples déclarations, vous ne songez pas à organiser votre action, à la coordonner avec celle de la classe ouvrière, qui constitue la *seule force réelle* d'opposition au fascisme, vous n'aurez fait qu'un geste vain et dérisoire ». Le Comité de vigilance désarme la méfiance des dirigeants de l'A.E.R.A. en participant à toutes les manifestations d'unité, parfois en les inspirant. Mais l'influence qu'il acquiert rapidement sur les intellectuels communistes indispose le parti.

## *Deux Congrès*

La lutte contre le fascisme avait, jusqu'en 1934, requis toute l'activité des intellectuels communistes. La réunion du Congrès des Écrivains soviétiques à Moscou du 17 août au 1er septembre remet à l'honneur un problème qui leur tient à cœur : la question de la culture socialiste. Six cents écrivains russes sont en effet assemblés pour tenter de définir les besoins culturels de leur pays. Cinq écrivains français ont été invités : Jean-Richard Bloch, André Malraux, Vladimir Pozner, Paul Nizan et Louis Aragon,

chargés de représenter l'A.E.A.R. et le Comité de Vigilance des intellectuels antifascistes.

Malraux exprime sa foi en l'U.R.S.S. et la certitude qu'« à la bourgeoisie qui disait : l'individu, le communisme répondra : l'homme » (5). Jean-Richard Bloch laisse apparaître, en dépit de sa fidélité au communisme, un individualisme qui est mal accueilli. Par contre l'unanimité se fait sur les difficultés que rencontre l'artiste en régime « bourgeois ».

L'A.E.A.R. organise le 23 octobre un compte rendu du Congrès ; plus de quatre mille cinq cents personnes s'y pressent. Gide, qui préside, prononce le discours d'ouverture sur le sujet : « Littérature et Révolution » ; il définit sa position en affirmant : « toute littérature est en grand péril dès que l'écrivain se voit tenu d'obéir à un mot d'ordre. Que la littérature, que l'art, puissent servir la Révolution, il va sans dire ; mais il n'a pas à se préoccuper de la servir. Il ne sert jamais si bien que quand il se préoccupe uniquement du vrai » (6).

Paul Vaillant-Couturier préfère souligner l'importance du Congrès soviétique, et annoncer la naissance d'une littérature « nationale dans sa forme, socialiste dans son contenu » (7). Les deux conceptions ne s'excluent pas forcément : l'une et l'autre trouvent bientôt l'occasion d'être précisées.

Barbusse, qui ne ménage pas ses efforts, entreprend, en avril 1935, de réunir un Congrès international des écrivains pour la défense de la Culture : il se tient à Paris du 21 au 26 juin sous la présidence de Gide et de Malraux. Comme à Moscou l'année précédente, chacun marque l'opposition entre la culture opprimée par le capitalisme et la culture promue par le socialisme aux dimensions de l'humanité. Les communistes ne répudient pourtant pas tout l'héritage intellectuel de la France ; Nizan revendique les encyclopédistes et Diderot, Barbusse les Réalistes et Zola. Et quand Gide s'écrie « quant à moi, je prétends pouvoir être profondément internationaliste, tout en restant profondément français », il est applaudi.

Vaillant-Couturier, pour sa part, dans un rapport au comité central, souligne l'importance des intellectuels, et l'étendue de leurs responsabilités : « en décidant de leur propre sort, en choisissant la bonne carte, les intellectuels

décideront du sort de l'humanité. L'intelligence est à la croisée des chemins, il lui faut choisir. » (8) Le rapport est approuvé à l'unanimité.

Les écrivains communistes se voient donc reconnue une place éminente : le Parti apprécie leur participation à la lutte contre le fascisme, et leur utilité pour l'unité d'action.

### *Mort de Barbusse. Défection de Gide*

Malgré la mort d'Henri Barbusse puis de Vaillant-Couturier et la défection d'André Gide, la guerre d'Espagne leur permet d'en apporter une nouvelle preuve.

Henri Barbusse meurt le 30 août 1935 à Moscou, où il préparait un film à la gloire de l'U.R.S.S. et de Staline. Les Russes lui rendent des honneurs grandioses. Le 7 septembre, il est enterré au Père-Lachaise : plus de 300.000 personnes ont suivi son cercueil. Les journaux communistes rappellent l'inlassable activité qu'il a déployée en faveur de la paix et contre le fascisme, son rôle à la tête de *Monde* et comme directeur littéraire de *l'Humanité*, la qualité de ses œuvres, sa fidélité au Parti. Il a su trouver l'équilibre difficile qui permet à un grand écrivain d'être aussi un militant actif et discipliné.

Onze mois plus tard, le 19 juillet 1936, les troupes du général Franco franchissent Gibraltar. Les intellectuels participent activement à la campagne pour l'intervention : dès le 26 août, le Comité Mondial contre la guerre et le fascisme réunit à Paris une conférence et décide l'envoi d'une délégation pour examiner les moyens d'apporter une aide concrète aux Républicains.

En novembre, une « Déclaration des Intellectuels Républicains au sujet des événements d'Espagne » (9) réunit les signatures de Vaillant-Couturier, de Romain Rolland, de Gide, de Bloch, de Sadoul, de Politzer, de Langevin, de Joliot-Curie, de Nizan, à celles de Moussinac, de Benda, de Tzara, de Cassou, de Perrin, de Martin-Chauffier... : « profondément émus, quelles que soient leurs opinions politiques, sociales ou confessionnelles, par le spectacle du drame espagnol », les signataires dénoncent l'échec de la politique de la non-intervention, qui permet aux

rebelles de s'assurer la supériorité en armements et en avions ; reprenant le mot d'Yvon Delbos : « la neutralité ne doit pas être une duperie », ils demandent le rétablissement immédiat des relations commerciales avec le gouvernement républicain.

L'Espagne n'est pourtant pas le seul sujet discuté au « Congrès pour la défense de la Culture » qui se tient en juillet 1937 à Madrid puis à Valence : il en est un autre, qui soulève les passions : la publication du « Retour d'U.R.S.S. » de Gide. L'écrivain français, qui désirait rencontrer Gorki, était arrivé à Moscou le 17 juin 1936. Gorki meurt le lendemain de son arrivée. Gide est déçu par son voyage ; s'il apprécie l'effort culturel, la joie de la jeunesse russe, la bonne volonté de tous, d'autres domaines le désappointent : le stakanovisme lui déplaît, le conformisme l'effraie, la rareté et la médiocrité des marchandises l'étonnent, l'obsession de la présence de Staline l'irrite : « adoration, amour ou crainte, je ne sais ; toujours et partout, il est là. » (10)

La publication de ses impressions dans un court volume qui paraît à la fin de 1936 stupéfie autant qu'avait surpris son ralliement. Personne ne retient la volonté d'objectivité qu'il affiche. Après la parution, en 1937, de *Retouches à mon retour d'U.R.S.S.*, dont l'aigreur est apparente, les critiques communistes abandonnent leur relative modération et le rejettent dans le camp des franquistes et des adversaires de Thaelmann. A Madrid personne ne le défend.

A l'approche de la guerre, les intellectuels communistes suivent fidèlement la politique de Défense Nationale du Parti : le dernier des fondateurs de l'A.R.A.C., Paul Vaillant-Couturier, meurt le 10 octobre 1937, alors qu'elle commence à se développer.

Le 19 mars 1938, après le viol de la Tchécoslovaquie, Aragon, qui est devenu le chef de file, signe un manifeste qui déclare « devant la menace qui pèse sur notre pays et sur l'avenir de la Culture française, les écrivains soussignés, regrettant que l'union des Français ne soit pas un fait accompli, décident de faire taire tout esprit de querelle et d'offrir à la nation l'exemple de leur fraternité » (11). Alain, Giono, Victor Margueritte et Félicien Challaye s'indignent de ce bellicisme !

Munich creuse le fossé entre les communistes et le Comité de Vigilance qui veut la Paix. Le pacte germano-soviétique surprend sans doute les intellectuels. Mais si Joliot-Curie, Langevin et quelques autres s'élèvent contre le pacte, la seule défection est alors celle de Nizan, qui, responsable de la rubrique étrangère de *Ce soir*, avait défendu avec acharnement la politique anti-hitlérienne. Il quitte le Parti en septembre. Sa mort à Dunkerque, en 1940, ne suffit pas à faire pardonner son infidélité. La légende d'un Nizan émargeant au ministère de l'Intérieur dure toujours.

L'interdiction rapide des journaux communistes, suivie des poursuites contre le Parti, dispense ou empêche les autres de prendre position publiquement.

## NOTES

(1) Voir page 133.

(2) Discours de clôture du Compte rendu du Congrès des écrivains soviétiques le 23 octobre 1934.

(3) Thaelmann mourut en 1944 à Büchenwald.

(4) *Commune, Mars-Avril 1934*, p. 678.

(5) Cité par Nicole Racine dans son excellente thèse, *Les écrivains communistes en France* (1920-36).

(6) *Littérature engagée*, p. 58.

(7) Cité par Nicole Racine.

(8) *Au service de l'Esprit, Pour la Convocation des États généraux de l'intelligence française*, le 16 Octobre 1936, p. 31.

(9) Cité dans *Commune*, Déc. 36.

(10) *Retour d'U.R.S.S.*, p. 71.

(11) Les cosignataires sont : Bernanos, Chamson, Colette, Descaves, Gillet, Guéhenno, Malraux, Maritain. Montherlant, Romains, Schlumberger.

# Postface du Premier tome

Parmi les vingt et une conditions qui s'imposaient à ceux qui voulaient s'affilier à la IIIe Internationale et qui furent approuvées en 1920 par le congrès de Tours, il y avait le soutien sans réserve des Républiques soviétiques alors en butte à la contre-révolution. Depuis lors ce devoir primordial a été rappelé en toutes occasions. Pendant dix-neuf ans, le parti communiste français y a satisfait par la parole et parfois le geste au nom de l'internationalisme prolétarien. Mais son efficacité n'a pas été à la mesure de sa fidélité. De l'occupation de la Ruhr à l'opération du Rif, de la guerre de Chine à celle d'Espagne et de Munich au pacte germano-soviétique, le parti communiste n'a réussi ni à infléchir la politique française, ni même à influencer réellement l'opinion publique. Sans doute a-t-il témoigné et son témoignage ira jusqu'au martyre. Mais il a échoué.

Pour parvenir à ses fins qui étaient à la fois de défendre à l'extérieur la patrie socialiste et de créer à l'intérieur les conditions de la révolution prolétarienne, le parti communiste avait depuis 1921 pour ligne et pour devoir de réaliser « le front unique » avec les socialistes. Ce moyen, il a également cherché sans relâche à le créer, tantôt à la base, tantôt au sommet, tantôt ici et là. Mais il n'y a pas réussi et en fait il a dû se contenter, à partir de 1935, d'un « front populaire » englobant des partis bourgeois. Et cette alliance il a dû la conclure tant en raison de l'échec du front unique que pour faire face aux

menaces du fascisme et faire pression sur les gouvernements afin qu'ils aident à la défense de l'Union soviétique. Cette tactique n'a pu empêcher ni l'accord de Munich, ni la chute de Madrid, ni bien sûr, et pour cause, le régime de Vichy.

Le bilan de ces dix-neuf années est-il pour autant négatif pour le parti communiste français ? Pendant la moitié de ce premier âge, il s'est lentement et difficilement constitué, tâtonnant d'abord dans les voies obscures de la doctrine puis dans celles de l'organisation. A partir des années trente, il devient un véritable parti et un véritable parti communiste. Maurice Thorez, grâce à sa puissance de travail et son pouvoir de conviction, en fait le seul grand mouvement communiste d'Europe occidentale sur lequel peu à peu se repose l'Internationale.

La valeur de cet instrument sera éprouvée pendant deux épisodes. L'un est celui du Front populaire, la présence communiste ayant permis à la fois de réaliser des réformes sociales et de créer un mythe politique encore vivant. L'autre appartient à la suite de son histoire. Mais les vingt premières années illustrent, mieux que les suivantes, ce qu'un de ses adeptes, devenu un de ses adversaires, a écrit : « Le vrai communiste se sent déjà citoyen d'une autre cité dont il accepte les lois... Le parti est pour lui la préfiguration de la société nouvelle d'une façon d'autant plus évidente et concrète que cette société nouvelle est déjà réalisée en U.R.S.S..., Le parti est pour le communiste sa famille, son ordre et sa patrie » (1).

La guerre qui suit le pacte germano-soviétique ébranlera cet ordre, éprouvera cette famille, perdra puis sauvera cette patrie.

(Le deuxième tome paraîtra en 1965)

(1) A. Rossi : *Physiologie du communisme* (Éditions Self).

# Annexes

## *LES VINGT ET UNE CONDITIONS*

Les vingt et une conditions de l'adhésion à la IIIe Internationale ont été fixées par le deuxième Congrès de l'I. C. qui s'est tenu à Moscou du 19 juillet au 7 août 1920. **En voici le texte intégral :**

1) *La propagande et l'agitation quotidiennes doivent avoir un caractère effectivement communiste et se conformer au programme et aux décisions de la IIIe Internationale.*

*Tous les organes de la presse du Parti doivent être rédigés par des communistes sûrs, ayant prouvé leur dévouement à la cause du prolétariat. Il ne convient pas de parler de dictature prolétarienne comme d'une formule apprise et courante : la propagande doit être faite de manière à ce que la nécessité en ressorte pour tout travailleur, pour toute ouvrière, pour tout soldat, pour tout paysan, des faits mêmes de la vie quotidienne systématiquement notés par notre presse.*

*La presse périodique ou autre et tous les services d'édition doivent être entièrement soumis au Comité Central du Parti, que celui-ci soit légal ou illégal. Il est inadmissible que les organes de publicité mésusent de l'autonomie pour mener une politique non conforme à celle du Parti. Dans les colonnes de la presse, dans les réunions publiques, dans les syndicats, dans les coopératives, partout où les*

*partisans de la IIIe Internationale auront accès, ils auront à flétrir systématiquement et impitoyablement non seulement la bourgeoisie, mais aussi ses complices, réformistes de toutes nuances.*

2) *Toute organisation désireuse d'adhérer à l'Internationale Communiste doit régulièrement et systématiquement écarter des postes impliquant tant soit peu de responsabilités dans le mouvement ouvrier (organisations du Parti, syndicats, fractions parlementaires, coopératives, municipalités) les réformistes et les « centristes » et les remplacer par des communistes éprouvés, sans crainte d'avoir à remplacer, surtout au début, des militants expérimentés par des travailleurs sortis du rang.*

3) *Dans presque tous les pays d'Europe et d'Amérique, la lutte de classe entre dans la période de guerre civile. Les communistes ne peuvent, dans ces conditions, se fier à la légalité bourgeoise. Il est de leur devoir de créer partout, parallèlement à l'organisation légale, un organisme clandestin capable de remplir au moment décisif son devoir envers la révolution. Dans tous les pays où, par suite de l'état de siège ou de lois d'exception, les communistes n'ont pas la possibilité de développer légalement toute leur action, la concomitance de l'action légale et de l'action illégale est indubitablement nécessaire.*

4) *Le devoir de propager les idées communistes implique la nécessité absolue de mener une propagande et une agitation systématiques et persévérantes parmi les troupes.*

*Là où la propagande ouverte est difficile par suite de lois d'exception, elle doit être menée illégalement ; s'y refuser serait une trahison à l'égard du devoir révolutionnaire et par conséquent incompatible avec l'affiliation à la IIIe Internationale.*

5) *Une agitation rationnelle et systématique dans les campagnes est nécessaire. La classe ouvrière ne peut vaincre que si elle est soutenue tout au moins par une partie des travailleurs des campagnes (journaliers agricoles et paysans les plus pauvres) et si elle a neutralisé par sa politique tout au moins une partie de la campagne arirérée.*

*L'action communiste dans les campagnes acquiert, en ce moment, une importance capitale. Elle doit être princi-*

*palement le fait des ouvriers communistes en contact avec la campagne. Se refuser à l'accomplir ou la confier à des demi-réformistes douteux, c'est renoncer à la révolution prolétarienne.*

6) *Tout parti désireux d'appartenir à la IIIe Internationale a pour devoir de dénoncer, autant que le social-patriotisme avoué, le social-pacifisme hypocrite et faux ; il s'agit de démontrer systématiquement aux travailleurs que, sans le renversement révolutionnaire du capitalisme, nul tribunal arbitral international, nul débat sur la réduction des armements, nulle réorganisation « démocratique » de la Société des Nations (S.D.N.), ne peuvent préserver l'humanité des guerres impérialistes.*

7) *Les partis désireux d'appartenir à l'Internationale Communiste ont pour devoir de reconnaître la nécessité d'une rupture complète et définitive avec le réformisme et la politique du centre et de préconiser cette rupture parmi les membres des organisations. L'action communiste conséquente n'est possible qu'à ce prix.*

*L'Internationale Communiste exige impérativement et sans discussion cette rupture qui doit être consommée dans le plus bref délai. L'Internationale Communiste ne peut admettre que des réformistes avérés, tels que Turati, Kautsky, Hilferding, Longuet, Mac-Donald, Modigliani et autres aient le droit de se considérer comme les membres de la IIIe Internationale et qu'ils y soient représentés. Un pareil état de choses ferait ressembler par trop la IIIe Internationale à la IIe.*

8) *Dans la question des colonies et des nationalités opprimées, les partis des pays dont la bourgeoisie possède des colonies ou opprime des nations doivent avoir une ligne de conduite particulièrement claire et nette.*

*Tout parti appartenant à la IIIe Internationale a pour devoir de dévoiler impitoyablement les « prouesses » de « ses » impérialistes aux colonies ; de soutenir, non en paroles mais en fait, tout mouvement d'émancipation dans les colonies, d'exiger l'expulsion des colonies des impérialistes de la métropole, de nourrir au cœur des travailleurs du pays des sentiments véritablement fraternels vis-à-vis de la population laborieuse des colonies et des nationalités opprimées et d'entretenir parmi les troupes de la*

*métropole une agitation continue contre toute oppression des peuples coloniaux.*

9) *Tout parti désireux d'appartenir à l'Internationale Communiste doit poursuivre une propagande persévérante et systématique au sein des syndicats, coopératives et autres organisations des masses ouvrières. Des noyaux communistes doivent être formés dont le travail opiniâtre et constant conquerra les syndicats au communisme. Leur devoir sera de révéler à tout instant la trahison des social-patriotes et les hésitations du « centre ». Ces noyaux communistes doivent être complètement subordonnés à l'ensemble du Parti.*

10) *Tout parti appartenant à l'Internationale Communiste a pour devoir de combattre avec énergie et ténacité « l'Internationale » des syndicats jaunes fondée à Amsterdam. Il doit répandre avec ténacité, au sein des syndicats ouvriers, l'idée de la nécessité de la rupture avec l'Internationale jaune d'Amsterdam. Il doit, par contre, concourir de tout son pouvoir à l'union internationale des syndicats rouges adhérant à l'Internationale Communiste.*

11) *Les partis désireux d'appartenir à l'Internationale Communiste ont pour devoir de réviser la composition de leur fraction parlementaire, d'en écarter les éléments douteux, de les soumettre, non en paroles mais en fait, au Comité Central du Parti, d'exiger de tout député communiste la subordination de toute son activité aux intérêts véritables de la propagande révolutionnaire et de l'agitation.*

12) *Les partis appartenant à l'Internationale Communiste doivent être édifiés sur le principe de la centralisation démocratique. A l'époque actuelle de guerre civile acharnée, le Parti Communiste ne pourra remplir son rôle que s'il est organisé de la façon la plus centralisée, si une discipline de fer confinant à la discipline militaire y est admise, et si son organisme central est muni de larges pouvoirs, exerce une autorité incontestée, bénéficie de la confiance unanime des militants.*

13) *Les partis communistes des pays où les Communistes militent légalement doivent procéder à des épurations périodiques de leurs organisations, afin d'en écarter les éléments intéressés et petits-bourgeois.*

14) *Les partis désireux d'appartenir à l'Internatio-*

*nale Communiste doivent soutenir sans réserve toutes les Républiques soviétiques dans leurs luttes avec la contre-révolution. Ils doivent préconiser inlassablement le refus des travailleurs de transporter les munitions et les équipements destinés aux ennemis des Républiques soviétiques, et poursuivre, soit légalement, soit illégalement, la propagande parmi les troupes envoyées contre les Républiques soviétiques.*

15) *Les partis qui conservent jusqu'à ce jour les anciens programmes social-démocrates ont pour devoir de les réviser sans retard et d'élaborer un nouveau programme communiste adapté aux conditions spéciales de leurs pays et conçu dans l'esprit de l'Internationale Communiste. Il est de règle que les programmes des partis affiliés à l'Internationale Communiste soient confirmés par le Congrès International ou le Comité Exécutif. Au cas où ce dernier refuserait sa sanction à un parti, celui-ci aurait le droit d'en appeler au Congrès de l'Internationale Communiste.*

16) *Toutes les décisions des Congrès de l'Internationale Communiste, de même que celles du Comité Exécutif, sont obligatoires pour tous les partis affiliés à l'Internationale Communiste. Agissant en période de guerre acharnée, l'Internationale Communiste et son Comité Exécutif doivent tenir compte des conditions de lutte si variées dans les différents pays et n'adopter de résolutions générales et obligatoires que dans les cas où elles sont possibles.*

17) *Conformément à tout ce qui précède, tous les partis adhérant à l'Internationale Communiste doivent modifier leur appellation. Tout parti désireux d'adhérer à l'Internationale Communiste doit s'intituler : Parti Communiste de... (Section de l'Internationale Communiste). Cette question d'appellation n'est pas une simple formalité : elle a aussi une importance politique considérable. L'Internationale Communiste a déclaré une guerre sans merci au vieux monde bourgeois tout entier et à tous les vieux partis social-démocrates jaunes.*

*Il importe que la différence entre les partis communistes et les vieux partis « social-démocrates » ou « socialistes » officiels, qui ont vendu le drapeau de la classe ouvrière, soit plus nette aux yeux de tous les travailleurs.*

18) *Tous les organes dirigeants de la presse des partis de tous les pays sont obligés d'imprimer tous les docu-*

*ments officiels importants du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste.*

19) *Tous les partis appartenant à l'Internationale Communiste ou sollicitant leur adhésion sont obligés de convoquer (aussi vite que possible), dans un délai de quatre mois après le IIe Congrès de l'Internationale Communiste, au plus tard, un Congrès extraordinaire, afin de se prononcer sur ces conditions. Les Comités Centraux doivent veiller à ce que les décisions du IIe Congrès de l'Internationale Communiste soient connues de toutes les organisations locales.*

20) *Les partis qui voudraient maintenant adhérer à la IIIe Internationale, mais qui n'ont pas encore modifié radicalement leur ancienne tactique, doivent préalablement veiller à ce que les deux tiers des membres de leur Comité Central et les institutions centrales les plus importantes soient composés de camarades qui, déjà avant le IIe Congrès, s'étaient ouvertement prononcés pour l'adhésion de leur parti à la IIIe Internationale. Des exceptions peuvent être faites avec l'approbation du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste. Le Comité Exécutif se réserve le droit de faire des exceptions pour les représentants de la tendance centriste mentionnée dans le paragraphe n° 7.*

21) *Les adhérents au Parti qui rejettent les conditions et les thèses établies par l'Internationale Communiste doivent être exclus du Parti. Il en est de même des délégués au Congrès extraordinaire.*

## II

## *LES STATUTS DU PARTI*

De 1921 à 1939 les statuts du parti ont été modifiés trois fois.

Le règlement adopté au Congrès extraordinaire des 15-16 et 17 mai 1921 maintenait une organisation proche de celle de la S.F.I.O. avec à la base des sections, des fédérations et un congrès, et à la tête un bureau politique de sept membres désignés par un comité directeur de vingt-quatre membres, élu par le congrès et contrôlé par

un conseil national, constitué par les délégués des fédérations.

Les statuts adoptés par le congrès national de Lille en 1926 transforma profondément l'organisation du parti fondé à la base sur la cellule d'entreprise ou de rue (ou de village) ; les rayons (et sous-rayons dans les grandes villes) et les régions. Le congrès élit le comité central qui élit le bureau politique.

Le Congrès de Villeurbanne en 1936 a supprimé les sous-rayons et d'autre part les « fractions » qui devaient être organisées dans toutes les organisations, ouvrières ou non, extérieures au parti.

Voici quelques-uns des articles principaux des statuts qui devaient rester en vigueur jusqu'en 1945 :

2. Peut être membre du parti quiconque accepte le programme et les statuts de l'Internationale communiste et du parti communiste, s'engage à y travailler activement, à se conformer à toutes les décisions de l'Internationale communiste et du parti et acquitte régulièrement ses cotisations.

6. Le parti communiste français, comme toutes les sections de l'Internationale communiste, est fondé sur le centralisme démocratique. Ses principes fondamentaux, sont les suivants :

*a*) Élection, aussi bien des organes inférieurs que des organes supérieurs du parti, par les assemblées générales, les Conférences et les Congrès.

*b*) Compte rendu périodique des organes du parti devant leurs mandants.

*c*) Acceptation obligatoire des décisions des organes supérieurs du parti par les organes inférieurs, sévère discipline, exécution rapide et ponctuelle des décisions de l'exécutif de l'Internationale communiste et des organes dirigeants du parti. Toute organisation qui développe son activité dans un domaine déterminé est considérée comme supérieure à l'organisation qui limite son activité à une partie seulement de ce domaine. Les discussions sur les questions intéressant le parti ne seront poursuivies par l'ensemble des membres du parti que jusqu'à résolution par les organes autorisés. Les résolutions prises au Congrès de l'Internationale communiste ou au Congrès du parti, ou par les organes dirigeants du parti, doivent être abso-

lument exécutées même au cas où une partie des membres ou des organisations locales ne les approuvent pas.

7. Dans l'illégalité, la nomination des organes inférieurs du parti par les organes supérieurs est admise, de même que la cooptation avec ratification des organes supérieurs du parti.

13. La cellule d'entreprise est la base de l'organisation du parti (à la fabrique, à la mine, à l'atelier, au bureau, au magasin, dans l'entreprise agricole, etc.). Doivent y appartenir tous les membres du parti employés par l'entreprise. Les nouvelles cellules reçoivent la sanction du Comité de rayon. Elles doivent comprendre trois membres au moins.

5. La cellule est l'organisation qui lie les ouvriers et les petits paysans du parti. Les devoirs de la cellule sont : l'accomplissement du travail du parti parmi les ouvriers et les petits paysans sans parti par une propagande et une agitation communistes systématiques ; la conquête des ouvriers de l'usine qu'il faut détacher de nos adversaires ; le recrutement ; la diffusion de la littérature du parti ; la publication d'un journal de l'entreprise ; l'éducation et la culture des membres du parti et des ouvriers de l'entreprise ; l'intervention dans tous les conflits politiques, dans toutes les revendications des travailleurs de l'endroit ; l'étude de ces revendications du point de vue de la lutte de classe révolutionnaire ; la conquête de la direction de l'ensemble des ouvriers dans toutes les luttes.

36. Le Comité central est l'organe supérieur du parti dans l'intervalle des Congrès. Il représente le parti à l'égard des autres institutions du parti, crée les divers organes du parti, dirige toute son activité politique et son travail d'organisation, nomme les rédactions des journaux centraux sous sa direction et sous son contrôle, organise et dirige les entreprises importantes pour tout le parti, répartit les forces et gère les finances. Le Comité central dirige le travail des fractions au sein des organisations qui ont un caractère central.

37. Le nombre des membres du Comité central est fixé par le Congrès.

38. Le Comité central élit dans son sein un bureau politique pour la direction du travail politique, un bureau d'organisation pour la direction du travail d'organisation

et un secrétariat pour le travail courant. Le Comité central désigne les chefs des différentes sections à la tête desquelles il place autant que possible ses membres.

42. La discipline du parti la plus sévère est le premier devoir de tous les membres et de toutes les organisations du parti. Les décisions de l'Internationale communiste, du Congrès du parti, du Comité central et de toutes les instances supérieures du parti doivent être rapidement et ponctuellement appliquées. La discussion de toutes les questions qui soulèvent des divergences est complètement libre tant qu'aucune décision n'a été prise.

43. Tout acte d'indiscipline entraîne des sanctions de la part des organes correspondants du parti. Les sanctions, en ce qui concerne les organisations, peuvent être les suivantes : blâme, destitution, remplacement par une direction provisoire remplissant ses fonctions jusqu'à la convocation d'une Conférence ; dissolution de l'organisation et réenregistrement des membres. A l'égard des membres : blâme dans le parti, blâme public, destitution des fonctions, exclusion temporaire, exclusion définitive.

## III

## *CHRONOLOGIE DES CONGRÈS DE L'INTERNATIONALE*

2-4 mars 1919 : Premier Congrès (Constitutif).
19 juillet-7 août 1920 : Deuxième Congrès (21 conditions).
22 juin-12 juillet 1921 : Troisième Congrès (59 thèses).
5 novembre-5 décembre 1922 : Quatrième Cnogrès (guerre et capitalisme).
17 juin-8 juillet 1924 : Cinquième Congrès (bolchevisation des partis).
17 juillet-1er août 1928 : Sixième Congrès (défense de l'U.R.S.S.).
25 juillet-20 août 1935 : septième Congrès (lutte contre le fascisme).

***

Dans l'intervalle des congrès de moins en moins fréquents à partir de 1922, le « comité exécutif élargi » de

l'Internationale se réunissait pendant plusieurs jours, chaque année, chaque parti y étant représenté par une délégation.

## IV

## *CHRONOLOGIE DES CONGRÈS DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS*

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| 25-30 décembre | 1920 | Congrès | de | Tours |
| 26-31 décembre | 1921 | 1er Congrès | | Marseille |
| 15-19 octobre | 1922 | 2e | « | Paris |
| 20-24 janvier | 1924 | 3e | « | Lyon |
| 17-21 janvier | 1925 | 4e | « | Clichy |
| 20-26 juin | 1926 | 5e | « | Lille |
| 31 mars-7 avril | 1929 | 6e | « | Saint-Denis |
| 11-19 mars | 1932 | 7e | « | Paris |
| 22-25 janvier | 1936 | 8e | « | Villeurbanne |
| 25-29 décembre | 1937 | 9e | « | Arles |

Le parti n'a pas tenu de congrès en 1938 mais seulement une conférence nationale à Gennevilliers du 25 au 27 décembre.

## V

## *ADHÉRENTS AU PARTI COMMUNISTE*

Le parti communiste n'a pas toujours rendu public le nombre de ses adhérents. Les chiffres ci-dessous sont ceux des cartes expédiées au début de l'année aux fédérations sur leur demande. Toutes ne sont pas « placées ». Ainsi en 1937, dernière année d'avant guerre pour laquelle les effectifs ont été publiés, il y a eu 291.701 cartes placées sur 340.000.

| | |
|---|---|
| 1921 | 118 260 |
| 1922 | 78 828 |
| 1923 | 55 598 |
| 1924 | 74 278 |
| 1925 | 66 293 |
| 1926 | 56 000 |

| | | |
|---|---|---|
| | 1927 | 64 000 |
| | 1928 | 56 000 |
| | 1929 | 45 000 |
| | 1930 | 38 000 |
| | 1931 | 29 415 |
| | 1932 | 32 000 |
| | 1933 | 42 000 |
| | 1934 | 55 412 |
| | 1935 | 81 731 |
| fin | 1936 | 284 694 |
| fin | 1937 | 340 000 |

## VI

## *SUFFRAGES COMMUNISTES* 1924-1936

| Elections législatives | Electeurs Inscrits | Suffrages communistes | *Pourcentages* (par rapport aux inscrits) |
|---|---|---|---|
| 1924 | 11 070 360 | 875 812 | 7,9 |
| 1928 | 11 395 760 | 1 063 943 | 9,3 |
| 1932 | 11 651 751 | 794 883 | 6,8 |
| 1936 | 11 768 491 | 1 487 336 | 12,6 |

# Bibliographie

Trois livres portent le titre d'*Histoire du parti communiste français* (1).

Le premier en date est celui d'André Ferrat paru en 1931 alors qu'il était encore membre du P. C. Outre qu'il s'arrête en 1930, il constitue plus une histoire de la doctrine que du parti lui-même.

Le second est l'ouvrage de base de Gérard Walter (*Somogy*). Paru en 1948, il est plus complet pour les années antérieures à 1932 que pour les suivantes et, dans l'ensemble, peu critique.

Le troisième est présenté comme l'œuvre de militants communistes qui, se déclarant las d'attendre l'histoire promise par le parti, en ont rédigé une dont la diffusion a été limitée par l'anonymat même des auteurs et des éditeurs. Dirigée contre Thorez, cette étude en deux tomes a été patronnée par le groupe UNIR.



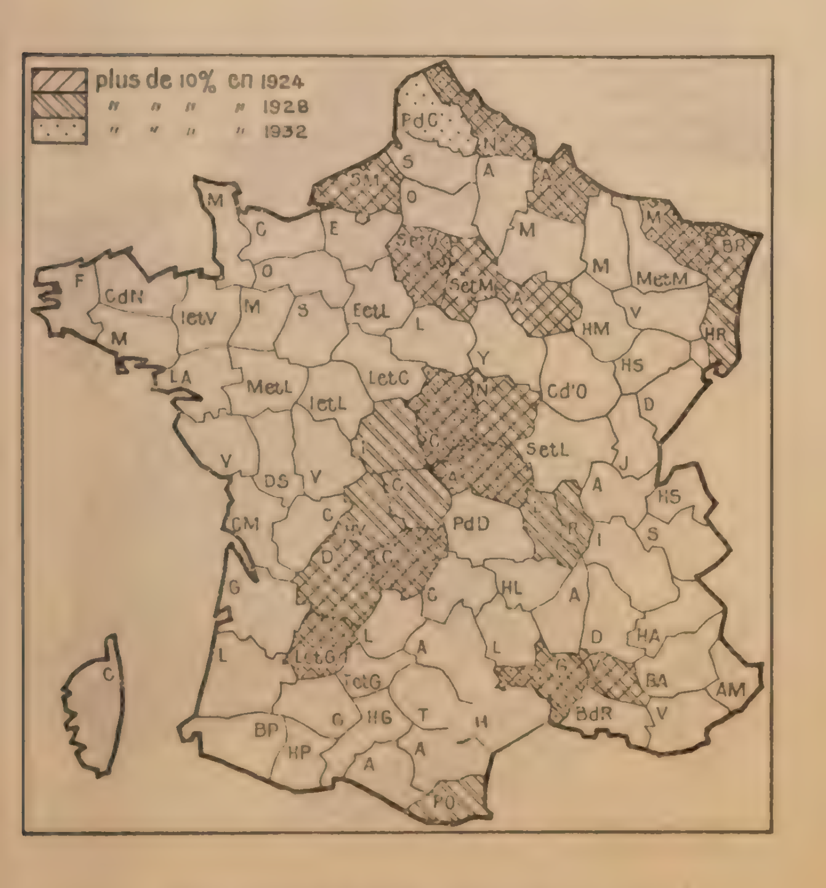
Les divers ouvrages intéressant la période étudiée dans ce tome ont été cités à la fin des divers chapitres.

En ce qui concerne les innombrables publications et textes du parti communiste français, on en trouvera un « aperçu » de plusieurs pages à la fin du livre de Gérard Walter.

Les citations de Thorez ont généralement été extraites de ses discours et articles réunis dans ses *Œuvres* qui comprennent dix-huit volumes de 1931 à 1939 (aux Editions Sociales).

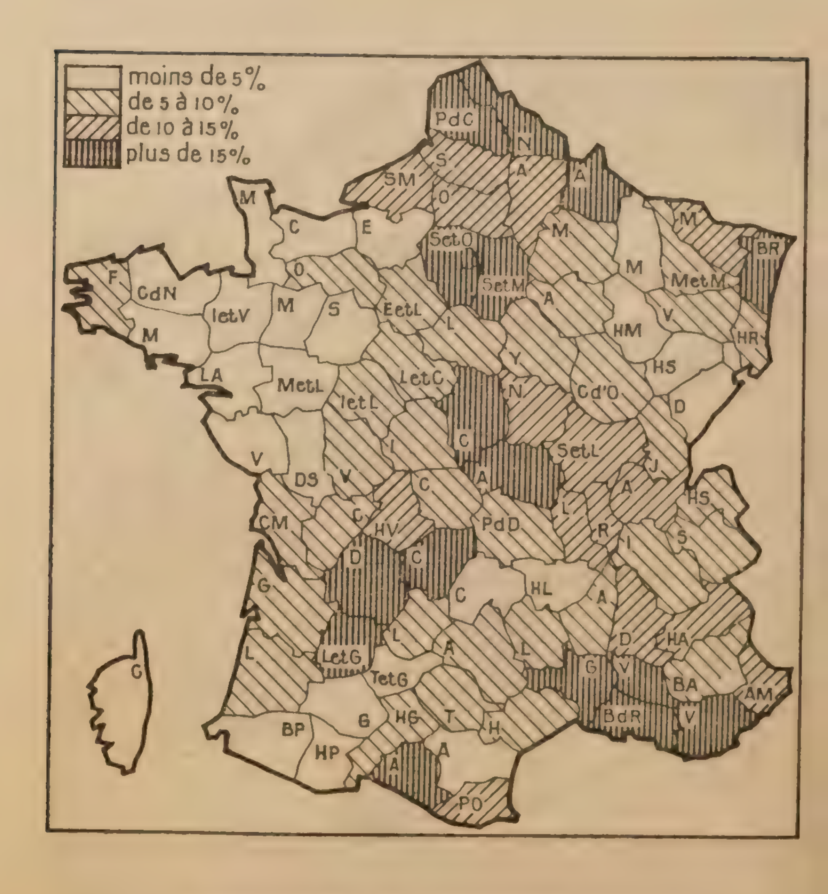
(1) En dehors du numéro spécial du *Crapouillot* de janvier 1962 : « Histoire du Parti communiste ».

I. LES PLACES FORTES DU P. C. DE 1924 à 1932




Départements où le parti communiste a obtenu plus de 10 % des voix des électeurs inscrits aux élections législatives de 1924, 1928 et 1936.

## II - LES ÉLECTIONS DE 1936




Pourcentage des voix communistes par rapport aux électeurs inscrits

## III - LES RÉGIONS DU PARTI EN 1937




Les " régions " selon le découpage, qui a souvent été modifié, comprennent un ou deux départements ou parfois un département et une partie d'un autre (exemple Puy-de-Dôme et arrondissement de Brioude de Haute-Loire). Les effectifs sont ceux des adhérents.

# Table des matières

## PREMIÈRE PARTIE 1917-1923 : **Conflits.**



## DEUXIÈME PARTIE 1924-1931 : **Combats.**



## TROISIÈME PARTIE 1931-1939 : **Maturité.**

*Du même auteur*

Les Partis politiques dans la France actuelle (1947).

Les Forces politiques en France ; *édition Le Monde* (1951) *traduit en allemand sous le titre* « Von Thorez bis de Gaulle » (*Verlag der Frankfurter Hefte*).

La France déchirée ; *Arthème Fayard* (1957), *traduit en anglais sous le titre* « The Cockpit of France » (*Harvill Press*).

La Politique et les paysans ; en collaboration ; *Armand Colin* (1958).

La IV^e^ République ; *Arthème Fayard* (1959), traduit *en allemand* (*Verlag Hermann Leins*).

La Fronde des généraux ; en collaboration avec Jean Planchais ; *Arthaud* (1961), *traduit en italien sous le titre* « La rivolta dei generali » (*Area Editore, Milano*).

Achevé
d'imprimer le 10 septembre 1964,
dans les ateliers de l'imprimerie
Hérissey, a Évreux (Eure)
pour le compte de la
LIBRAIRIE ARTHÈME FAYARD



Dépôt légal : n° 3399 N° d'imprimeur : 3072 3e trimestre 196

204.031 PRIX : 17,02 F + T. L. **17,50 F T.L.I.** IMPRIMÉ EN FRANCE